

NOUVEAU RECUEIL
DE
T R A I T É S

*d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité,
de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de
plusieurs autres actes servant à la connoissance
des relations étrangères*

des Puissances et états

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL
QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES
ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 jusqu'à présent.

*Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections
particulières de traités et des auteurs les plus estimés.*

PAR
G E O. F R É D. D E M A R T E N S
continué par
ERÉDÉRIC SAALFELD.

T o m e VIII.
1825 — 1830 *incl.*

À GOTTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1831.

1.

*Convention de limites entre la France 1825
et la Bavière, signée à Paris le 5
Juillet 1825, et ratifiée par la France
le 31 Juillet de la même année.*

(Sur copie officielle.)

Sa Majesté le Roi de France et de Navarre et Sa Majesté le Roi de Bavière désirant terminer à l'amiable les différends qui se sont élevés, relativement à la fixation des limites entre la France et la province bava-roise, désignée sous le nom de cercle du Rhin ou de Bavière rhénane, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de France et de Navarre, le Sr. Baron de Damas, Pair de France, lieutenant-général de ses armées, grand'croix de l'ordre royal et mili-taire de S. Louis, grand-officier de l'ordre royal de la légion d'honneur etc., son ministre et secrétaire d'état au département des affaires étrangères ;

Et Sa Majesté le Roi de Bavière :

Le Sr. Comte de Bray, chambellan, conseiller intime actuel, membre du conseil d'état, grand-croix des Ordres du mérite civil de la couronne de Bavière, de l'aigle rouge de Prusse, de St. Anne de Russie, de l'étoile polaire de Suède, chevalier de l'ordre de St. Jean de Jérusalem, son Envoyé extraord. et minis-tre plénipotentiaire près S. M. T. Chrétienne.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus de ce qui suit :

2 *Convention de limites entre la France*

1825 **ART. I.** La limite, depuis son point de départ situé sur la Blise, au point commun avec la frontière prussienne, jusques auprès de la commune d'Obersteinbach, restera telle qu'elle est maintenant fixée, à l'exception seulement de la partie où cette limite étoit formée par la rivière de la Schwalb; dans cette partie, elle sera désormais déterminée par le nouveau cours donné à cette rivière pour son redressement.

ART. II. La limite depuis le territoire de la commune d'Obersteinbach jusqu'au Rhin, sera fixée d'après les dispositions spécifiées ci-après, savoir:

§. 1. La Bavière cède à la France en toute propriété et souveraineté, 1) la partie de la commune d'Obersteinbach, qui est indiquée au plan Nr. 3, ci-annexé, par le liseré orange et les lettres A A A, de manière que le village d'Obersteinbach ainsi que toute la portion qui contient la route conduisant de Bitche à Weissembourg fera partie du royaume de France. 2) Toute la commune de Niedersteinbach, en y comprenant le pays ou domaine, connu sous le nom de Wingelsbach, avec le hameau de ce nom. En outre, la Bavière abandonne et cède à la France le territoire nommé Frönsbonrg, comprenant le château et la forêt de ce nom. Les forêts seulement, situées dans la commune de Niedersteinbach et la partie de celle d'Obersteinbach, qui sont cédées par la Bavière à la France en toute propriété et souveraineté resteront soumises, quels qu'en soient les nouveaux possesseurs, à la charge qui leur est imposée, d'après les stipulations du contrat passé avec les fermiers des forges bavaraises de la Schönau, de fournir leur contingent de bois aux d. forges, au prix indiqué dans le d. contrat et tout le tems qu'il doit durer. Il sera fait une mention spéciale de cette clause dans les procès-verbaux de délimitation, et, en même tems l'on y indiquera la quantité que chacune en doit fournir, en raison de son étendue et de sa qualité.

§. 2. La France renonce à toute prétention sur les forêts de Döremberg, d'Alsberg et de Siebentheil, pour les parties possédées actuellement par la Bavière, lesquelles resteront en toute propriété et souveraineté à ce royaume.

§. 3. La limite autour de Weissembourg, sur la rive droite de la Lauter, sera formée ainsi qu'elle est

marquée au plan Nr. 1; le liseré bleu sur ce plan indiquant dans l'étendue du rayon de mille toises, l'ancienne limite communale de Weissembourg et d'Altstadt, sans pourtant dépasser le d. rayon de mille toises, et le trait ponctué en noir marquant d'une part, ce que la France acquiert de terrain au delà de ce rayon avec le village de Weiller, et d'autre part ce qui est réservé de ce terrain à la Bavière autour du village de Schweigen qu'elle conserve; dans ce dernier terrain se trouve comprise la fontaine, située au bas du chemin, laquelle appartiendra aussi à la Bavière. De plus, lors du réglemeut définitif de la limite, il sera laissé à la Bavière, comme propriété communale de Schweigen, une partie du bois communal de Weissembourg, laquelle sera calculée, en raison des droits que la population du d. Schweigen a sur les d. bois communaux. Cette clause ne sera pourtant exécutée que dans les cas où les habitans de Schweigen le préféreroient et s'ils n'aimoient pas mieux rester co-propriétaires du bois communal entier.

Cette limite comprendra, à l'ouest de Weissembourg, tout le village de Weiller y compris le Langenbergerhoff et la Chapelle de la Vierge, paroisse de Weiller, elle suivra ensuite l'ancienne limite des banlieues ou limites communales de Weissembourg et d'Altstadt, à l'exception pourtant du village de Schweigen qui reste à la Bavière et dont les dépendances sur le territoire de Weissembourg, sont indiquées par le trait déjà cité.

§. 4. Les dépendances des moulins de St. Remi et de Siebenhart seront cédées par la Bavière à la France. D'autre part, les dépendances du moulin de Bienwald seront cédées par la France à la Bavière, de manière que sur ces trois points, la frontière sera formée par le milieu du canal déversoir des eaux de ces moulins, au lieu de l'être par le milieu de la Lauter, ainsi que le prescrit le traité du 20 novembre 1815.

§. 5. La Bavière voulant donner à la France une nouvelle preuve du désir sincère qui l'anime de faire tout et qui peut être agréable à S. M. T. Ch., cède en avant de Lauterbourg, sur la rive gauche de la Lauter, un terrain de vingt-cinq hectares. La limite de cette cession sera conforme au plan, ci-joint, Nr. 2. ainsi qu'il est marqué sur ce plan, par une

4 *Convention de limites entre la France*

1825 ligne ponctuée en rouge, de manière à ce que la briqueterie et la maison du briquetier qui sont maintenant des dépendances de la commune de Berg, seront en dehors de cette cession.

§. 6. La France renonce à tous ses droits et prétentions sur Neubourg et tout le territoire de Neubourg et de Berg, compris entre la Lauter et la vieille Lauter, dont le cours actuel détermine maintenant l'état de possession. L'octroi de Neubourg est compris dans cette renonciation; mais pour donner à la France une compensation des droits qu'elle réclamoit à un partage des produits du d. octroi, la Bavière supprimera le bureau établi à Germersheim et appuyera de toute son influence auprès de la commission de l'octroi du Rhin, l'établissement d'un nouveau bureau sur le territoire français, entre Strasbourg et la frontière, si la France juge convenable à ses intérêts d'en établir un.

§. 7. Sur tous les autres points, la frontière dans cette seconde partie, restera fixée, comme cela est prescrit par le traité du 20 Novembre 1815.

ART. III. Les deux états entreront ou resteront en possession des diverses parties désignées dans l'art. II., sans pouvoir prétendre à aucune indemnité pécuniaire, à raison de leur occupation antérieure à la présente convention, tout pour ce qui concerne la perception des impôts, que pour les revenus des propriétés communales ou royales.

ART. IV. Il sera stipulé dans la convention de limite, conclue par M. M. les Commissaires délimitateurs que, sur les rivières et ruisseaux limitrophes et particulièrement, sur toute l'étendue de la Lauter qui sert de frontière, l'on ne pourra faire aucune nouvelle construction ou bâtisse, qui puisse en déranger le cours actuel, à moins que ces constructions n'ayent un but d'utilité commune aux deux états et ne soient consenties par eux. A l'égard des constructions riveraines et des ponts déjà existans, on s'en tiendra aux observations actuelles.

De plus, il sera convenu entre eux qu' aucune construction nouvelle ne pourra être effectuée le long des limites, qu' autant qu'elles seroient éloignées de dix mètres de ces mêmes limites.

Il sera encore convenu entre eux que sur tous les points où les chemins servent à indiquer le tracé de la frontière, ces chemins dans toutes celles de leurs parties qui suivront la frontière, seront déclarés mitoyens, c.-à-d., communs aux deux états.

ART. V. Dans toutes les portions de la frontière, où la limite actuellement désignée coupera les propriétés des sujets des deux pays, les possesseurs de ces propriétés ainsi morcellées auront la faculté de retirer leur récolte et de les cultiver sans qu'il y soit mis aucun obstacle sur le territoire qu'il auront désigné d'après une déclaration préalable et qui sera faite une fois pour toutes.

Les propriétaires de chacun des deux états qui se trouveroient possesseurs de terres dans l'autre, à une distance de la frontière qui sera déterminée par les commissaires délimitateurs, auront la faculté de retirer leur récolte sans payer aucun droit, mais en se conformant cependant aux réglemens des douanes de chaque pays pour ce qui concerne le transit des marchandises et après en avoir fait une déclaration préalable.

ART. VI. M. M. les Commissaires français et bava- rois, chargés de la délimitation, recevront dans le plus bref délai possible, l'ordre de se réunir, afin de régler d'après les bases établies dans la présente convention, le tracé de la frontière entre les deux états. Ils feront procéder, après que leur convention de limite sera ratifiée, à la remise et prise de possession des parties réciproquement cédées et feront marquer provisoirement dans ces parties les limites par des poteaux.

Ils feront ensuite dresser par leurs délégués des procès-verbaux de délimitation, commune par commune, lesquels étant accompagnés de plans descriptifs constateront le tracé de la frontière et les droits respectifs de ces communes et de leurs habitans; en même tems, leurs délégués feront procéder à un abornement sur tous les points, où cela sera jugé nécessaire, de sorte que la réunion de ces procès-verbaux, à la suite de la d. convention de limites, montrera qu'elle a eu son entière exécution.

ART. VII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

1825 En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris le 5. juillet mil huit cent vingt cinq.

Signé: le Baron DE DAMAS.

Signé: le Comte DE BRAY.

(Cette convention à été ratifiée par le Roi de France le 31 Juillet 1825.)

2.

1828 *Traité principal entre l'Autriche, la Prusse, la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort concernant la repartition des dépenses et dettes centrales du ci-devant grand duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda, signé le 2 Juillet 1828.*

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen. Jahrg. 1829. Nr. XIII. Dezember. pag. 110.*)

Nachdem das im Jahre 1813 von den allerhöchsten verbündeten Mächten militärisch besetzte und einem gemeinschaftlichen General - Gouvernement provisorisch untergeordnete Großherzogthum Frankfurt durch allmähliche Trennung seiner Bestandtheile dergestalt aufgelöst worden ist, das zuvörderst

die Wiedervereinigung der zu gedachtem Großherzogthume gehörig gewesenen Hanauer Landes- theile mit den kurhessischen Landen, kraft Vertrags vom 2ten Dezember 1813;

der Zurücktritt der freien Stadt Frankfurt mit der- 1828
selben ehemaligem eigenen Gebiete in ihre Muni-
zipal-Verfassung, kraft Erklärung des General-
Gouvernements vom 14ten Dezember 1813, und
der vorläufige Uebergang des Fürstenthums Aschaf-
fenburg, wie solches von dem Großherzog von
Frankfurt, unter dem Namen eines Departements,
besessen wurde, an die Krone Baiern, kraft Ver-
trags vom 3ten Juni 1814
schon während der kaiserlich-österreichischen Ver-
waltung des fraglichen General-Gouvernements statt
fanden; demnächst aber
wegen Vertheilung des Departements Fulda, nebst
Zubehör, unter Oesterreich und Preussen,
wegen geschehenen Verkaufes der Fuldaer und Ha-
nauer Domänen,
wegen Vereinigung der Stadt Wetzlar nebst Gebiete
mit der preussischen Monarchie, endlich
wegen definitiver Festsetzung der politischen Ver-
hältnisse des königlich-baietischen Fürstenthums
Aschaffenburg und der freien Stadt Frankfurt,
durch die am 9ten Juni 1815 abgeschlossene Wiener
Kongress-Akte, namentlich in den Artikeln 40, 41,
42, 44, 46 und 51, allgemeine Bestimmungen erfolg-
ten; nachdem ferner von Seiten der Krone *Preussen*
die Fuldaer Aemter Dermbach und Geisa, welche
Allerhöchstdieselbe durch den 40sten Artikel der
Wiener Kongress-Akte, mit dem größten Theile
des Departements Fulda, erworben hatte,
an Sachsen-Weimar-Eisenach
und der Haupttheil dieser Erwerbung (ausschließlich
des Distrikts-Amtes Weyhers, und einschlieslich
des dagegen von Oesterreich eingetauschten Di-
strikts-Amtes Saalmünster sammt Sannerz, Uer-
zel und dem Huttenschen Grunde, ingleichen des
Dorfes Melters mit Hattenrodt, auch der Domäne
Uttrichshausen)
an Kurhessen;
von Seiten Oesterreichs aber
die durch den 51sten Artikel der Wiener Kongress-
Akte erworbenen Fuldaer Aemter und Distrikte,
ohne das Amt Saalmünster und die zum Amte
Weyhers gehörig gewesenen eben benannten Orte,
jedoch einschlieslich des gesammten Ueberrestes

1828 des letztern Amtes und des Dorfes Steinbach im Amte Bieberstein,
an die Krone Baiern;

und das Eigenthumsrecht über die, im 40sten Artikel der Wiener Kongress-Akte erwähnte, vormalige Domäne Holzkirchen
an des Prinzen Leopold zu Sachsen-Coburg königliche Hoheit

in den Jahren 1815 und 1816 wieder abgetreten worden sind;

nachdem inzwischen auch auf den Grund des 45sten Art. der Wiener Kongress-Akte und zur Ausführung derjenigen Bestimmungen, welche derselbe zu Gunsten des Fürsten Primas, vormaligen Großherzogs von Frankfurt, sowie zu Gunsten der gesammten Dienerschaft des Großherzogthums Frankfurt, festgesetzt hat, eine gemeinschaftliche Kommission, unter der Benennung:

Kommission für die Ausgleichung der Zentral-Lasten des vormaligen Großherzogthums Frankfurt,

und späterhin, wegen anerkannter Nothwendigkeit einer Separat-Auseinandersetzung hinsichtlich der speziellen Verbindlichkeiten des Departements Fulda, eine zweite, diesem besonderen Zwecke eigens gewidmete Kommission, unter der Benennung:

Fuldaer Departemental-Ausgleichungs-Kommission, von den betheiligten Staaten im Jahre 1816 angeordnet und mit Auseinandersetzung über die betreffenden Zentral- und Departemental-Lasten beauftragt worden waren;

und nachdem endlich, bei der einen, wie bei der andern Kommission, im Verlaufe zwölfjähriger, durch verwickelte Verhältnisse vielfach erschwerner Arbeiten, die allmähliche Beseitigung obwaltender Anstände und Streitigkeiten, hauptsächlich im Wege besonderer, zwischen den einzelnen betheiligten Regierungen abgeschlossenen Vereinbarungen, statt gefunden, und das gesammte Frankfurt Fuldaer - Ausgleichungsgeschäft sein Ziel im Wesentlichen so weit erreicht hat, dafs zum endlichen Abschlusse desselben geschritten werden kann:

so sind in dieser Absicht nachgenannte Bevollmächtigte, namentlich

von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, Kö- 1828
nig von Hungarn und Böhmeim:

der Herr Paul Anton Freiherr von Handel, Ritter des kaiserlich - österreichischen Leopold - Ordens, Inhaber des silbernen Civil - Ehrenkreuzes, Ritter des königlich - preussischen rothen Adler - Ordens dritter Klasse, und des großherzoglich - toskanischen St. Josephs - Ordens, Kommandeur des großherzoglich - badischen Zähringer - und des kurfürstlich - hessischen goldenen Löwen - Ordens erster Klasse, dann des großherzoglich hessischen Ludwigs - Ordens; kaiserlich - königlicher wirklicher Hofrath, Minister - Resident an dem großherzoglich - hessischen und herzoglich - nassauischen Hofe, dann bei der freien Stadt Frankfurt, auch Direktor der k. k. Präsidial - Gesandtschafts - und der teutschen Bundes - Kanzlei;

von Seiner Majestät dem König von Preussen:

der Herr Legationsrath und Bundestags - Gesandtschaftsrath Friedrich Carl von Bülow, Ritter des königlich - preussischen Ordens des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am schwarzen Bande und des kaiserlich - russischen St. Wladimir - Ordens vierter Klasse;

von Seiner Majestät dem König von Baiern:

der Herr Legationsrath Freiherr Carl von Hertling, königlich - baierischer Kämmerer;

von Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten von
Hessen:

der Herr Wilhelm August von Meyerfeld, Geheimer - Rath, Gesandter und bevollmächtigter Minister an dem deutschen Bundestage, am königlich - württembergischen und großherzoglich - hessischen Hofe und bei der freien Stadt Frankfurt, Großkreuz des kurhessischen Ordens vom goldenen Löwen;

von der freien Stadt Frankfurt:

die Herren Senatoren Johannes Schmidt und Friedrich Ihm,

in Gemäsheit ihrer Instruktionen und ihrer gegenseitig als gültig anerkannten Vollmachten, in Frankfurt am Main zusammengetreten, und haben alle wesentlichen Resultate der obengedachten bisherigen Ausgleichungs - Verhandlungen über die Zentral - Lasten des aufgelösten Großherzogthums Frankfurt, wie über Spezial - Verhältnisse des vormaligen Departements Fulda — mögen solche Resultate der Form nach als

1828 gemeinschaftliche Kommissions - Beschlüsse oder als besondere Verträge vorliegen — in den nachstehenden *Hauptvertrag* zusammengefasst.

ART. I. (*Oesterreichs Theilnahme am Verträge*).

Von Seiten Oesterreichs wird gegenwärtiger Vertrag abgeschlossen wegen Seiner Theilnahme an dem für das vormalige Großherzogthum Frankfurt angeordnet gewesenen General-Gouvernement; sodann wegen des in den Jahren 1815 und 1816 statt gehaltenen Civilbesitzes der im Art. 40 der Wiener Kongress-Akte benannten Ortschaften und Distrikte, welche bei der dortigen Verfügung über das Departement Fulda ausnahmsweise *nicht* an Preussen übergiengen, sowie einiger andern, zum Departement Frankfurt gehörig gewesenen Bestandtheile des fraglichen Großherzogthums.

ART. II. (*Preussens Theilnahme für sich und Sachsen - Weimar - Eisenach*).

Die Krone Preussen vertritt bei dieser Uebereinkunft, aufser der Stadt Wetzlar nebst Gebiete, den von Allerhöchstderselben durch den Staatsvertrag vom 16ten Oktober 1815 an Kurhessen schulden- und lastenfrei abgetretenen Theil des vormaligen Departements Fulda.

Was die an das Großherzogthum Sachsen - Weimar - Eisenach gekommenen und von Seiten desselben zu vertretenden vormals Fuldaer Aemter Dermbach und Geisa betrifft; so geschieht diese Vertretung ohne unmittelbare Theilnahme der großherzoglich-sachsenweimar-eisenachischen Regierung an gegenwärtiger Uebereinkunft, nach Maasgabe Ihrer mit Preussen abgeschlossenen Staatsverträge, d. d. Wien den 4ten Juni und Paris den 22sten September 1815, ingleichen des Uebergabe - Protokolls d. d. Geisa den 24sten November 1815, indem königlich - preussischer Seits auf die hierher gehörigen Bestimmungen dieser Verträge Bezug genommen und Handhabung derselben zugesichert wird.

ART. III. (*Baierns Theilnahme*).

Die Krone Baiern vertritt das Fürstenthum (vormalige Departement) Aschaffenburg und den Allerhöchstderselben von Oesterreich durch den Staatsvertrag vom 14ten April 1816 abgetretenen Theil des vormaligen Departements Fulda.

ART. IV. (*Kurhessens Theilnahme*). 1828

Kurhessen vertritt die, vermöge Vertrags vom 2ten Dezembcr 1813, mit Althessen wieder vereinigten Hanauer Landestheile.

ART. V. (*Der freien Stadt Frankfurt Theilnahme*).

Die freie Stadt Frankfurt vertritt Sich selbst und Ihr Gebiet, sowie auch die von dem ehemaligen Departement Frankfurt an das Großherzogthum Hessen gekommenen Orte Obererlenbach und das großherzoglich-hessische Niederursel.

ART. VI. (*Maasstab zur Vertheilung der Zentral-Lasten*).

Bei Vertheilung der in den nachfolgenden Artikeln zu erwähnenden Zentral-Lasten wird das im Jahre 1810 von den Landständen des Großherzogthums Frankfurt genehmigte Staats-Budjet, mit den darin angegebenen Verhältnissen der einzelnen Departements, zum Grunde gelegt und der nachfolgende Maasstab als Regel angenommen:

a) Departement Aschaffenburg	30
	$\frac{100}{3}$
b) Stadt Frankfurt	$34\frac{1}{3}$
	$\frac{100}{3}$
c) Departement Hanau	$14\frac{1}{3}$
	$\frac{100}{3}$
d) Stadt Wetzlar	1
	$\frac{100}{3}$
e) Departement Fulda	$20\frac{1}{3}$
	$\frac{100}{3}$
	100

ART. VII. (*Maasstab zur Vertheilung der Fuldaer Departemental-Lasten*).

Vom 1sten Mai 1816 an betragen die Konkurrenz-Verhältnisse zu der Vertheilung der Fuldaer Departemental-Lasten

1) für Preussen, mit Inbegriff der auf $\frac{27}{100}$ festgesetzten großherzoglich-sachsen-weimar-eisenachischen Quote	$71\frac{1}{2}$
	$\frac{100}{2}$
2) für Baiern	$26\frac{1}{2}$
	$\frac{100}{2}$
3) für die Domäne Holzkirchen	2
	$\frac{100}{50}$

1828 ART. VIII. (*Oesterreichs Antheil an denselben.*)

Oesterreich übernimmt für seine Besitzperiode von Holzkirchen im Wege des Vergleichs und mit Hinweisung auf die desfallsige Uebereinkunft vom 11ten April 1818, sammt Zusatzartikel, zwei Hunderttheile an allen Departemental-Staatslasten von Fulda.

Die Konkurrenz-Quote des k. k. österreichischen Hofes zu den Fuldaer Departemental-Staatslasten wird für Allerhöchstdessen zehmonatliche Civilbesitzperiode (vom 1sten Juli 1815 bis 1sten Mai 1816) der drei Fuldaer Distriktsämter und des Antheils an dem Amte Bieberstein auf

fünf und zwanzig Hunderttheile

angenommen und festgesetzt, so zwar, dafs Oesterreich, mit jenen für Holzkirchen übernommenen zwei Hunderttheilen, zusammen

sieben und zwanzig Hunderttheile

pro rata temporis zu den Fuldaer Departemental-Staatslasten beiträgt.

ART. IX. (*Preussens nebst Sachsen-Weimars Antheil an denselben.*)

Wegen der durch den Art. 40 der Wiener Kongrefs-Akte überkommenen Fuldaer Landestheile, mit Zurechnung der Fasanerie sammt ihren Zubehörungen, und der, unter provisorischer Administration des Departements Fulda gestandenen, vormals reichsritterschaftlichen Bezirke — Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld — übernimmt Preussen für die Periode vom 1sten Juli 1815 bis zum 1sten Mai 1816

drei und siebenzig Hunderttheile

aller Fuldaer Departemental-Staatslasten ohne Ausnahme; unter welchem Konkurrenz-Beitrage zu $\frac{73}{100}$ die großherzoglich sachsen weimar-eisenachische Beitrags-Quote mitbegriffen ist.

ART. X. (*Sustentation des Fürsten Primas.*)

Die im 45ten Artikel der Wiener Kongrefs-Akte festgesetzten Bestimmungen wegen einer dem Fürsten Primas, gewesenen Großherzog von Frankfurt, als vormaligem geistlichen Fürsten jährlich zu zahlenden Sustentations-Summe von

Hunderttausend Gulden im 24 Guldenfusse

werden für erledigt erklärt, nachdem die Vertheilung dieser Summe unter die zu deren Zahlung verpflichteten Regierungen nach dem für diesen Fall besonders

angenommen und in das Protokoll der Zentral-Ausgleichungs-Kommission vom 25sten September 1816 eingetragen Konkurrenz-Maasstabe geschehen, und deren Berichtigung bis zu dem Tage des Ablebens des Fürsten Primas (dem 10ten Februar 1817) erfolgt ist.

ART. XI. (*Grundsätze wegen Vertheilung der Staats-Diener und Pensionisten*).

Ebenso werden die wegen Behandlung sämtlicher großherzoglich-frankfurtischer Diener im 45sten Art. der Wiener Kongress-Akte getroffenen, und grösstentheils schon im Jahre 1816 zur Vollziehung gebrachten Bestimmungen im Allgemeinen und mit Hinweisung auf die nächstfolgenden Artikel für erledigt erklärt, zugleich aber als Normen, welche bei deren Vollziehung angenommen worden sind, nachstehende Grundsätze definitiv anerkannt und bestätigt:

- a) Im Sinne und Geiste des Art. 45 der Wiener Kongress-Akte, sowie des darin angezogenen §. 59 des Reichs-Deputations-Hauptschlusses vom 25sten Februar 1803, und ohne Rücksicht auf die Verschiedenheit unter den Stufen der Staatsverwaltung, haben sämtliche, bei der Letztern verwendeten, oder in Bezug auf dieselbe pensionirten Diener gleichen Anspruch auf die ihnen wohlwollend zgedachte Versorgung, und soll demnach zwischen den für die Gesammtheit des Staats, für dessen besondere Zwecke, und für einzelne Bezirke desselben bestimmt gewesenen Beamten kein Unterschied gemacht werden.
- b) Gleichwohl werden, zur Erleichterung der Auseinandersetzung, die Diener und Pensionäre in drei Klassen getheilt, nämlich:

Zentral-Diener,
Departemental-Diener und
Lokal-Diener,

je nachdem solche bei der allgemeinen, oder bei der Departemental-, oder auch bei der örtlichen Verwaltung angestellt waren.

Die Versorgung der Ersteren ist, pro rata des Besitzes und der Zeit, von allen bei dieser Auseinandersetzung beteiligten Staaten, —

die Versorgung der zweiten Klasse von den Besitzern des betreffenden Departements, nach Maasgabe des budjetmäßigen Departemental-Beitrages

- 1828 und der obigen Bestimmungen über die Konkurrenz-Verhältnisse, —
 die Versorgung der dritten Klasse endlich von dem Besitzer des Ortes zu übernehmen.
- c) Vermöge allgemeiner Regel sollen als Staats-Diener und Staats - Pensionäre des Großherzogthums Frankfurt gelten und dafür gehalten werden:
- 1) diejenigen, welche durch landesherrliche Bestellungen zu öffentlichen Dienstverrichtungen ernannt worden sind, oder Gnadengehalte bekommen haben;
 - 2) diejenigen, welche ihre Ernennung mit bestimmtem Gehalte durch die großherzoglichen Ministerien oder andere, dem Großherzoge unmittelbar untergeordnet und dazu ermächtigt gewesene Zentral-Behörden erhalten haben;
 - 3) diejenigen Diener und Pensionäre, welche von dem Großherzoge mit den verschiedenen Landestheilen bei der Vereinigung in *einen* Staatsverband übernommen und als solche von demselben anerkannt wurden;
 - 4) als Staats - Diener werden ausnahmsweise auch die Individuen der Kanzlei des Staatsraths, weil solchem der Großherzog selbst präsidirte, nicht aber diejenigen Bureauisten behandelt, die bei anderen Kanzleien nur auf Tagegelder und Gratifikationen angestellt waren.
- d) In Gemäßheit des §. 59. des Reichs - Deputations-Hauptschlusses vom 25ten Februar 1803 haben Diener, welche sich von der sie übernehmenden Regierung zu fernerer Dienstleistung nicht verwenden, oder in einer anderen Provinz nicht anstellen lassen, statt ihres früheren vollen Gehaltes, nur einen Theil desselben, nach Maasgabe ihrer Dienstjahre, anzusprechen.
- e) Dienst- und Pensions - Anwartschaften, als bedingt durch die Fortdauer des Staates, welcher sie ertheilt hatte, erlöschen mit diesem.
- f) Nicht dekretmäßige Accidenzien kommen bei Ausmittelung von Besoldungen nicht in Anschlag.
- g) Büreaugelder bilden keinen Theil der Besoldung.
- h) Remisengelder kommen nur dann in Betracht, wenn keine andere eigentliche Besoldung mit der Stelle verknüpft war, und die Remisengelder also als Ersatz des Gehaltes anzusehen sind.

- i) Die zu diplomatischen Geschäften nur *kommissarisch* verwendet gewesenen Diener werden nicht als eigentliche diplomatische Beamte, sondern nach dem Verhältniß derjenigen Stelle und desjenigen Gehaltes behandelt, auf welche sie nach beendigter Sendung zurückzutreten hatten.
- k) Das im diplomatischen Fache ausschlieslich angestellt und mit besonderm Gehalte dafür versehen gewesene Personal behält diesen Gehalt auch nach Zurückberufung von dem betreffenden Gesandtschaftsposten oder beim Erlöschen des Staates, jedoch mit Abzug des darunter begriffenen, für die Repräsentationskosten unzweifelhaft bestimmt gewesenen Gehalttheiles.
- l) Als Landesherrschaft einzelner Departements oder sonstiger Bestandtheile des vormaligen Großherzogthums Frankfurt, übernimmt jede betheiligte Regierung von dem aufgelösten großherzoglich-frankfurtischen Militär vorzugsweise diejenigen Individuen, welche aus dem ihr zugefallenen Landesbezirke gebürtig sind oder in demselben früher angestellt waren.
- m) Von den Einregistrirungs- und Stempel-Beamten erhalten nur diejenigen, die schon vor ihrer Anstellung bei der Einregistrirungs- und Stempel-Regie eine Staatsbedienung im Umfange des Großherzogthums bekleideten, den vollen Gehalt, die übrigen, entweder aus der Fremde berufenen, oder zum ersten Male angestellten, erhalten in Rücksicht ihrer kurzen Dienstzeit nur die Hälfte als reichsschlüssmäßige Pension.

ART. XII. (*Entschädigung für die Krone Baiern wegen zu viel übernommener Diener und Pensionisten*).

Die von Seiten der Krone Baiern erfolgte Uebernahme der im Verzeichnisse (Anlage Nr. I) benannten Civil-, Militär- und Hof-Diener mit den darin aufgeführten Gehalten und Pensionen, im Gesamtbetrage von 117,786 Fl. 20 Kr. im 24-Guldenfusse, wird allseits als definitiv anerkannt, und, mit Beziehung hierauf, gedachter Krone der Anspruch auf eine Entschädigungssumme von 150,000 Fl. um deswillen zugestanden, weil die Summe der übernommenen Gehalte und Pensionen dasjenige Maas großherzoglich-frankfurtischer Zentral-Gehalte und Pensionen über-

1828 schreitet, welches Baiern nach dem festgesetzten Konkurrenz-Verhältnisse zu übernehmen hatte.

ART. XIII. (*Staats-Diener und Pensionisten, welche Preussen, Kurhessen und Frankfurt übernommen haben*).

Gleicherweise wird die von Seiten Preussens mit Sachsen-Weimar-Eisenach, Baierns, Kurhessens und der freien Stadt Frankfurt geschehene definitive Uebernahme der im Verzeichnisse (Anlage Nr. II) benannten Civil-, Militär- und Hof-Diener mit den darin aufgeführten Gehalten und Pensionen, im Gesamtbetrage von 151,244 Fl. 45 Kr. auf die Departemente Frankfurt (ausschließlich der Stadt Wetzlar), Fulda, Hanau und auf die Stadt Wetzlar allerseits anerkannt.

ART. XIV. (*Verzeichniss der Staats-Diener und Pensionisten; besondere Bestimmungen darüber*).

Hinsichtlich der beiden, in den vorhergehenden Artikeln erwähnten und mit Beobachtung obiger Grundsätze angefertigten, Verzeichnisse ist zu bemerken:

- 1) dafs solche die Gesamtheit der als Zentral-Diener und Pensionisten des Großherzogthums Frankfurt behandelten und definitiv übernommenen Individuen umfassen;
- 2) dafs alle, in die fraglichen Verzeichnisse *nicht* eingetragenen, großherzoglich-frankfurtischen Diener — mögen sie Hof-, Militär- oder Civil-Diener seyn — zur Klasse der Departemental- und Lokal-Diener gezählt werden;
- 3) dafs die in denselben Verzeichnissen aufgeführten Mitglieder
 - a) der vormaligen protestantischen Konsistorien zu Hanau,
 - b) der beiden vormaligen Appellationshöfe zu Aschaffenburg und zu Frankfurt, sowie der dazu gehörigen Criminalgerichte,
 - c) der medizinischen Speziialschule zu Frankfurt,
 - d) der Anstalt der Einregistrirungs- und der Stempel-Regie, namentlich der Direktor, der Kontrolleur und die Verifikatoren,

aus besonderen Gründen für Zentral-Diener erklärt, jedoch dem Personale der medizinischen Speziialschule, da dasselbe seine Wiederanstellung in einer andern Provinz abgelehnt hat, seine früheren Gehalte nur

zur Hälfte bewilligt worden sind, mit Ausnahme der- 1828
jenigen, welche aus besonderen Gründen mit ihrem
ganzen Gehalte auf den Etat, Anlage Nr. II, gebracht
worden sind.

ART. XV. (*Bestätigung einer Uebereinkunft
zwischen Preussen und Frankfurt wegen Ueber-
nahme verschiedener Offiziere*).

Was diejenigen, nach Art. 45 der Wiener Kon-
greß-Akte zur Versorgung berechtigten Offiziere be-
trifft, welche aus keinem Gebietstheile des vorigen
Großherzogthums Frankfurt gebürtig, auch in keinem
solchen Gebietstheile früher angestellt gewesen sind,
oder auch andere, welche erst während der Verwal-
tung des Generalgouvernements in Militärdienste tra-
ten oder höhere Dienstgrade erhielten, so wird die-
jenige Uebereinkunft bestätigt, die hierüber von we-
gen des Departements Fulda, der Stadt Frankfurt und
der Stadt Wetzlar unterm 28sten und 29sten Juni
1816 zu den Protokollen der Ausgleichungs-Kommis-
sion angezeigt worden ist.

Hiernach sind von den, in der Anlage (Nr. III)
näher bezeichneten, zehn Militärpersonen und deren
Gehalte à 6154 Gulden

- 1) die daselbst unter Nr. 1, 2, 3, 5, 6, 8, 9 ange-
gebenen, mit den dabel gesetzten Gehalten, auf das
Departement Fulda, namentlich Nr. 2, 5, 8 und 9
von Preussen, Nr. 1 von Baiern, Nr. 3 und 6 von
Sachsen-Weimar-Eisenach;
- 2) die unter Nr. 4, 7, 10 angeführten aber, nebst
ihren angegebenen Gehalten, von der freien Stadt
Frankfurt, und zwar Letzteres in der Maasse über-
nommen worden, das Frankfurt, zur Ergänzung
des ihm zugetheilten Gehaltbetrags von 2482 Fl.,
für 1374 Fl. an Zentral-Diener-Gehalten übernom-
men hat.

ART. XVI. (*Bestätigung einer Uebereinkunft
zwischen Kurhessen und Frankfurt wegen Ueber-
nahme gemeinschaftlicher Departemental-Diener*).

Gleiche Bestätigung erhält auch die in den eben-
gedachten Protokollen vom 28sten und 29sten Juni
1816 zwischen Kurhessen und der freien Stadt Frank-
furt, wegen einiger, den vormaligen Departementen
Hanau und Frankfurt gemeinschaftlich gewesenen De-
partemental-Diener, getroffene Uebereinkunft, wonach

1828 der Gehalt des vormaligen Polizei-Präfekten Freiherrn von der Thann von 5000 Fl. von Seiten der freien Stadt Frankfurt mit 4,300 Fl.
 von Kurhessen aber mit 700 —

Total 5,000 Fl.

übernommen ward; ingleichen der zwischen beiden benannten Staaten getroffene Austausch wegen der vom Gehalte des beiden Departementen gemeinschaftlich gewesenenen Steuer-Kontrolleure Koch auf Frankfurt mit 273 Fl. gefallenen, aber gegen Abnahme des Frankfurt zugetheilt gewesenenen Gehaltes des Kanzlei-Dieners Geyer mit 288 Fl. übernommenen Rate.

ART. XVII. (*Bestätigung einer Uebereinkunft zwischen Preussen und Frankfurt, Frankfurter Departemental-Diener betreffend*).

Ebenso wird auch die in den angezogenen Protokollen zwischen Preussen und Frankfurt, wegen der auf die Stadt Wetzlar, als Bestandtheil des Departements Frankfurt, zu übernehmenden Rate von den Gehalten der dahin gehörigen Departemental-Diener, getroffene Uebereinkunft bestätigt, inhalts welcher die in der Anlage Nr. IV verzeichneten Diener, als für das gesammte Departement Frankfurt angestellt, mit ihren Gehalten anerkannt, und deren Vertheilung nach dem dieser Uebereinkunft zum Grunde liegenden Verhältnisse also geschehen ist, dafs von dem daselbst erwähnten Totalbetrage von jährlichen 24,546 Fl. 43Kr. Wetzlar die Summe von 862 Fl. 5 Kr. übernommen hat.

ART. XVIII. (*Nachträgliche Anerkennung des Gehaltes des Protokollisten Gröfser*).

Die auf 438 Fl. jährlich festgesetzte Pension des nachträglich als Zentral-Diener anerkannten Protokollisten Gröfser wird, vom 1sten Januar 1822 an, von Kurhessen, vorbehaltlich weiterer Abrechnung geleistet, nachdem die bis zu jenem Termine seit dem 1sten Juni 1814 erwachsenen Rückstände von

wegen des Departements Frankfurt mit	150 Fl. 22 Kr.
wegen des Departements Aschaffenburg mit	131 — 40 —
wegen des Departements Fulda mit	89 — 18 —
Hanau mit	62 — 36 —
- der Stadt Wetzlar mit	4 — 4 —

Summe 438 — — —

von jeder einzelnen dabei beteiligten Regierung bereits abgetragen worden sind.

ART. XIX. (*Versorgung einiger Reichs- und Kreis-, auch ritterschaftlichen Diener*).

Als Lokal-Diener werden behandelt und von den beteiligten Regierungen versorgt:

- 1) die von Seiten einiger Landestheile des Großherzogthums Frankfurt, vor ihrer Vereinigung mit demselben, bei dem deutschen Reichstage und den Kreisversammlungen angestellt gewesenen Diener;
- 2) die bei der vormaligen Reichsritterschaft angestellt gewesenen Beamten, in so weit zum Unterhalte derselben von den, im Umfange des Großherzogthums Frankfurt belegenden, reichsritterschaftlichen Gütern beigetragen werden mußte.

Auf die statt gehabte Anerkennung der Zentral-Eigenschaft des ehemaligen Reichs-Direktorialpersonals, so weit der Großherzog von Frankfurt bei dessen Versorgung beteiligt war, ist, nach Ausweis der Tabelle (Anlage I), die nöthige Rücksicht genommen worden.

ART. XX. (*Aschaffenburger Diener-Sustentationskasse, Offiziers-Witwenkasse und Civildienner-Witwenkasse, anerkannt als Spezialfonds des Fürstenthums Aschaffenburg*).

Als Gegenstände, welche das Fürstenthum Aschaffenburg ausschließlich angehen, werden allerseits anerkannt:

- 1) die nach Auflösung des Mainzer Kurstaates von dem Kurerkkanzler — gegen gewisse, von anderen mitverpflichteten Besitzern vormaliger Mainzer Kurlande zu entrichtenden jährlichen Beiträge — übernommene Pensionirung vormals kurmainzischer Diener und die deswegen in Aschaffenburg errichtete Sustentationskasse;
- 2) die ebendasselbst für das vormalige kurmainzische Militär errichtete, und dem großherzoglich-frankfurtischen Militär später zu Nutzen gekommene Offiziers-Witwenkasse, desgleichen auch die dortige Civildienner-Witwenkasse, und zwar genannte Kassen mit ihren Rechten und Verpflichtungen.

ART. XXI. (*Gesuch von Dienern, Witwen und Waisen um Gnadengehalte und Gratifikationen*).

1828 Von Witwen oder Waisen vormaliger großherzoglich-frankfurtischer Diener nachgesuchte Gnadengehalte und Gratifikationen sind kein Gegenstand gemeinschaftlicher Fürsorge der Ausgleichungs-Kommissionen, und bleibt deren Bewilligung der Gnade und Milde jeder einzelnen Regierung überlassen.

ART. XXII. (*Erloschene Gehalte und Pensionen der seit 1814 verstorbenen Diener und Pensionisten; — Gergens; — Vorbehalt wegen Orth*).

Die Gehalte und Pensionen aller in ihrer Eigenschaft als vormalige großherzoglich frankfurtische Diener und Pensionisten seit dem Jahre 1814 von den pacifizirenden Staaten mit ihren Gehalten oder Pensionen übernommenen, in den Anlagen Nr. I bis IV mitbegriffenen Individuen fallen nach deren Ableben den betreffenden Regierungen anheim.

Nachdem der im Jahre 1814 bei der provisorischen Rhein-Oktroi-Verwaltung zu Mainz angestellte großherzoglich-frankfurtische General-Inspektor der indirekten Abgaben, Gergens, im November 1816 daselbst gestorben ist, könnte möglicherweise nur noch der früherhin eventuell übernommene Gehalt des bei der dormaligen Rhein-Oktroi angestellten Sekretärs Orth mit 1000 Fl., im Fall seine gegenwärtige Verwendung aufhören sollte, den beteiligten Regierungen in solcher Art zur Last fallen, daß davon

Frankfurt	490 Fl. 28 Kr.
das Departement Fulda	290 — 29 —
- - - - - Hanau	204 — 46 —
die Stadt Wetzlar	14 — 17 —
	<hr/>
	Total 1,000 — — —

zu übernehmen hätten.

ART. XXIII. (*Anfangstermin zur Uebernahme der Gehalte und Pensionen; Bestimmungen wegen der Rückstände, vom 1sten Juni 1814 anfangend*).

In Ansehung der Ansprüche vormals großherzoglich-frankfurtischer Diener und Pensionisten auf Besoldungs- und Pensions-Rückstände werden folgende Grundsätze aufgestellt:

- 1) Zur Abschneidung aller Weitläufigkeiten, und in der Absicht, den beteiligten Individuen um so schleuniger zu ihrer Befriedigung zu verhelfen, machen sich die Regierungen verbindlich, den ihnen

nach Ausweis der Vertheilungs - Etats zugewiesenen 1828
Dienern und Pensionisten, nebst ihren laufenden
Besoldungen und Pensionen, auch die Rückstände
vom 1sten Juni 1814 an zu bezahlen.

- 2) Preussen und Baiern übernehmen die vor der Pe-
riode des Besitzantrittes ihrer Antheile an dem ehe-
maligen Departement Fulda erwachsenen Besoldungs-
und Pensions - Rückstände zur Berichtigung aus den
österreichischen Aktiv - Arreragen, und werden sich
hierüber mit Oesterreich berechnen.
- 3) Nach ausdrücklicher Vorschrift des 45sten Artikels
der Wiener Kongress - Akte beschränkt sich jedoch
die gemeinschaftliche Fürsorge sämtlicher paciszi-
renden Regierungen hinsichtlich der Reklamationen
von Gehalts - und Pensions - Rückständen auf solche,
welche aus der Zeit nach dem 1sten Juni 1814
herrühren.
- 4) Diejenigen Summen, welche ausdrücklich auf Ab-
schlag der bis zum 1sten Juni 1814 verfallenen Be-
soldungen und Pensionen bereits gezahlt worden
sind, können auf die nachher fällig gewordenen Ge-
halte nicht in Zurechnung gebracht werden.
- 5) Alle anderen seit jenem Termin erhaltenen Abschlags-
zahlungen, ohne Unterschied der Kassen und der
Rechtstitel, woraus sie geleistet worden sind, müssen
von den Empfängern in Gegenrechnung angenom-
men werden, und versprechen sich sämtliche be-
theiligte Regierungen gegenseitig noch besonders
jede Hilfsleistung, welche zur Führung des Bewei-
ses solcher Abschlagszahlungen etwa erforderlich
werden könnte.
- 6) Staatsdiener, welche in der Zwischenzeit bis zum
1sten Januar 1816, oder nachher noch, provisorische
oder andere Staatsanstellungen, gegen einen be-
stimmten nicht in die Kategorie von Diäten fallenden
Gehalt, im Umfange des vormaligen Großherzog-
thums oder aufser demselben bekleidet haben, sind
in der Regel zu Rückstandsforderungen nur in so
weit berechtigt, als sie das quantum minus beweisen,
welches hierdurch an ihrem später von den resp.
Ausgleichungs Kommissionen zuerkannten Dienst-
Einkommen nicht gedeckt worden, und endlich
- 7) müssen diejenigen Individuen, deren Rückstände
über 1000 Fl. betragen, sich Termins - Zahlungen,

1828 jedoch nur dergestalt gefallen lassen, daß innerhalb zweier Jahre, vom Tage der Liquidstellung an, sämtliche Rückstände zu bezahlen sind.

ART. XXIV. (*Totalbetrag der Fuldaer Departemental-Besoldungen und Pensionen*).

Bei dem Departement Fulda beträgt die den Be-theiligten gemeinschaftlich zur Last fallende Summe Fuldaer Departemental - Staatsbesoldungen und Pensionen

254,050 Fl. 19 Kr.

Darunter sind nach dem Verzeichnisse, Anlage Nr. V, begriffen:

I. von der Sustentation des Fürsten Primas, vormaligen Großherzogs von Frankfurt, die Fuldaer Quote mit . . . 20,387 22½

ingeleichen der von der Sustentations - Quote der freien Stadt Frankfurt auf Fulda übernommene Antheil, statt eines gleichen Betrages von der Pension des Grafen von Marschall 1,868 51

Fl. Kr.
22,256 13½

II. Die Gesammtheit der in dem berichtigten Fuldaer Personal - Hauptvertheilungs - Etat und in dem nachträglichen Personal - Supplementär - Etat aufgeführten Besoldungen und Pensionen, einschlieslich der Fuldaer Zentral - Pensions - Quote, sowie der später vertheilten Pensionen von Holzkirchen, von der Fasanerie, und der reichsritterschaftlichen Pensions - Antheile wegen Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld 231,794 5½

Summe 254,050 19

ART. XXV. (*Deren weitere Vertheilung*).

Von dieser Summe würden, nach dem Artikel

VII. festgesetzten Konkurrenz - Verhältnisse, zu überweisen gewesen seyn

1) an Preussen mit Sachsen - Weimar - Eisenach zu 71½ 181,645 59

		Fl.	Kr.	1828
2) an Baiern	$26\frac{1}{2}$	67,323	20	
	<hr style="width: 50px; margin-left: auto; margin-right: 0;"/>			
3) an Holzkirchen	$2\frac{100}{100}$	5,081	—	
	<hr style="width: 50px; margin-left: auto; margin-right: 0;"/>			
	Summe	254,050	19	

Zur Ausgleichung verschiedener, unter den beteiligten Staaten entstandenen Differenzen, und aus Rücksicht auf die Wünsche einzelner Pensionärs, hat man sich aber, mit Abweichung von jenem Verhältnisse, dahin vereinigt, die effektiven Uebernahme-Quoten,

		Fl.	Kr.
für Preussen mit Sachsen - Weimar-			
Eisenach auf	183,255	31	$\frac{5}{2}$
für Baiern auf	65,713	47	$\frac{1}{2}$
definitiv festzustellen, wobei			
die Holzkirchener Quote von	5,081	—	
unverändert geblieben ist			
	<hr style="width: 50px; margin-left: auto; margin-right: 0;"/>		
	Summe	254,050	19

ART. XXVI. (*Spezielle Angabe der preussischen und sachsen-weimarischen Uebernahme-Quoten*).

Die von Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach nach Maasgabe des bestehenden Konkurrenz-Verhältnisses zu vertretende Uebernahme-Quote umfasst nachstehende einzelne Summen:

ad I) aus der Fuldaer Quote der Sustentation des Fürsten Primas, vormaligen Großherzogs von Frankfurt.		Fl.	Kr.
Dazu kommt der königlich-preussischer Seits übernommene Antheil von der Stadt Frankfurtischen Sustentations-Quote mit		15,290	32
ad II) aus dem Personal-Hauptvertheilungs-Etat, nach Abzug der auf die freie Stadt Frankfurt mit 4,000 Fl. übergegangenen Pension des Grafen Marschall			
		1,868	51
		Fl.	Kr.
aus dem Supplementär-Etat	2,509	5	$\frac{1}{2}$
von den Holzkirchener Pensionen	439	—	

1828	von den Pensionen der Fasanerie und der reichs- ritterschaftlichen Gebiete	Fl. 525	Kr. 6		
		<hr/>		Fl.	Kr.
				166,096	8 $\frac{1}{2}$
				Summe	183,255 31 $\frac{1}{2}$

ART. XXVII. (*Spezielle Angabe der bairischen Uebernahme-Quote*).

Die von Baiern zu berichtigende Uebernahme-Quote umfasst:

ad I) von der Fuldaer Quote der Susten- tation des Fürsten Primas	Fl.	Kr.
	5,096	50 $\frac{1}{2}$
ad II) von dem Personal - Hauptverthei- lungs - Etat ,	57,505	29
aus dem Supplementär - Etat	1,401	28 $\frac{1}{4}$
von den Holzkirchener Pensionen	1,530	—
aus dem reichsritterschaftlichen Pen- sions - Antheile	180	—

Summe 65,713 47 $\frac{3}{4}$

ART. XXVIII. (*Spezielle Angabe der Uebernahme-Quote von Holzkirchen*).

Für die nach Art. XXV in 5081 Fl. bestehende Soll-Uebernahme der Domäne Holzkirchen sind ausgesetzt und an diese Domäne überwiesen worden,

ad Nr. II) aus den Holzkirchener Pen- sionen der gröste Theil der Pension des Probstes Freiherrn von Reisach mit und ein Theil der Pension des Konven- tuals Arnd mit	Fl.
	5,020
	61

Summe 5,081

ART. XXIX. (*Ausgleichung wegen der von Baiern zu wenig übernommenen Fuldaer Pensionen und Besoldungen mit den beteiligten Regierungen*).

Die im Art. XXV. erwähnte Ausgleichung zwischen Preussen und Baiern wegen Abänderung der konkurrenzmäßigen Uebernahme-Quoten, anlangend, so befinden sich die näheren Bestimmungen hierüber, ferner über Vergütung der von Preussen für Baiern geleisteten Pensions-Zahlungen, auch über gegenseitigen Austausch einiger Fuldaer Pensionen, in dem unterm 18ten Oktober 1823 abgeschlossenen Vergleiche, die definitive Vertheilung der Fuldaer Departemental-Staats-

gehalte und Pensionen betreffend, worauf hier verwie- 1828
sen wird.

Oesterreich tritt diesem Vergleiche bei, und wird, pro rata seines zehmonatlichen Besitzes der an die Krone Baiern abgetretenen Fuldaer Parzellen, an derjenigen Vergütung verhältnißmässig Theil nehmen, worüber Preussen und Baiern, in der Absicht, eine förmliche Liquidation der Besoldungen zu umgehen, sich vereinigt haben.

ART. XXX. (*Von Preussen an Kurhessen und Sachsen - Weimar überwiesene Fuldaer Pensionen und Besoldungen*).

	Fl.	Kr.
Von der nach Art. XXV. auf . . .	183,255	31 ¹ / ₂
festgesetzten Uebernahme Quote hat Preussen die aus der Anlage V zu er- sehenden Posten mit		

	Fl.	Kr.
an Kurhessen; und die in derselben Anlage verzeich- neten Posten mit . . .	61,593	12
an Sachsen - Weimar- Eisenach, in Gemässhcit be- sonderer, mit beiden Staa- ten bestehenden Vereinha- rungen. weiter überwiesen und mithin	65,816	58 ³ / ₄
	55,845	20 ³ / ₄

183,255 31¹/₂

zu eigener Deckung behalten.

ART. XXXI. (*Vorbehalt wegen künftiger Vertheilung von Pensionen des Fuldaer Supplementär - Etats*).

Bei der, durch obige Bestimmungen herbeigeführten, definitiven Erledigung des gesammten Fuldaer Departemental - Staatsbesoldungs - und Pensionswesens, bleibt fernere konkurrenzmäßige Vertheilung solcher Pensionen vorbehalten, die etwa noch künftig in den Supplementär - Etat auf rechtmäßige Art aufgenommen werden sollten.

ART. XXXII. (*Beitrag des Großherzogthums Hessen, wegen Herbstein, zu den Fuldaer Pensionen*).

1828 Zu mehrerer Sicherstellung der Gerechtsame der Beteiligten wird hier bemerkt, daß in Betreff der von dem Fürstenthume Fulda getrennten und an das Großherzogthum Hessen übergegangenen Stadt Herstein, nebst gleichnamigem Amte, eine am 9ten April 1813 zwischen den großherzoglichen Regierungen von Frankfurt und Hessen abgeschlossene Konvention besteht und in Kraft verbleibt, nach deren 10tem Artikel der großherzoglich - hessischen Regierung die Verbindlichkeit obliegt, zu den Fuldaer Pensionen gewisse jährliche Beiträge zu leisten, wovon Oestreich die Rückstände bis zu den vertragmäßigen Terminen, — Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach vom 1sten Juli 1815 bis zum 1sten Mai 1816 $\frac{73}{100}$ vom 1sten Mai

1816 an weiter aber nur $\frac{71\frac{1}{2}}{100}$ — Baiern vom 1sten

Mai 1816 $\frac{26\frac{1}{2}}{100}$ und der Domäne Holzkirchen $\frac{2}{100}$ zum

eigenen unmittelbaren Bezuge aus der betreffenden großherzoglich - hessischen Staatskasse konkurrenzmäßig zukommen.

ART. XXXIII. (*Motiv zu gemeinschaftlicher Auseinandersetzung wegen der Schulden der großherzoglich - frankfurtischen Zentral - Staatskassen und Fuldaer Departemental - Kassen*).

Nächst den Ansprüchen großherzoglich - frankfurter Diener auf die ihnen zukommende Versorgung, haben auch alle sonstigen, von Privatpersonen angemeldeten Forderungen an Zentral - Staatskassen des vormaligen Großherzogthums Frankfurt oder an Fuldaer Departemental - Staatskassen, in so weit sie nicht zu privativer Ausgleichung unter den beteiligten Regierungen geeignet sind, um so mehr zu den Gegenständen der gegenwärtigen gemeinschaftlichen Auseinandersetzung gezogen werden müssen, als der 45ste Artikel der Wiener - Kongress - Akte ad Nr. 3 und 7 ausdrückliche Verfügungen hierüber zu Gunsten des vormaligen Großherzogs von Frankfurt in sich schliesst.

ART. XXXIV. (*Grundsätze wegen der Departemental-, Distrikts- und Lokalschulden*).

Alle, auf den einzelnen Landestheilen Frankfurt, Aschaffenburg, Fulda, Hanau und Wetzlar besonders haftenden, vor deren Vereinigung zum Primatial - Staate

oder zum Großherzogthume Frankfurt schon vorhanden 1828
gewesenen Schulden bleiben, nach den von dem
Großherzoge selbst gehandhabten Grundsätzen, auf
diesen Landestheilen ausschließlichen. Ein Gleiches
geschieht auch, in Gemäßheit derselben Grundsätze,
bei allen Distrikts- und Lokal-Schulden, welche
vor der Vereinigung jener Landestheile in einen Staats-
verband, oder, während der Dauer dieser Vereinigung,
im Umkreise des vormaligen Primatial-Staates oder
des Großherzogthums Frankfurt erwachsen sind.

ART. XXXV. (*Anerkannte Schulden der großherzoglich-frankfurtischen Zentral-Staatskasse*).

Als Schulden großherzoglich-frankfurtischer Zentral-Staatskassen werden anerkannt:

- 1) die Forderung des Frankfurter Pfandhauses wegen eines dem vormaligen Landesherrn auf die Saline Orb vorgeschossenen, zu Besitzergreifungsausgaben verwendeten Kapitals von 36,000 Fl., nebst rückständigen Zinsen à 4 Prozent vom 4ten Juli 1814 bis 4ten November 1827 (dreizehn Jahre und vier Monate 19,200 Fl.), im Ganzen an Kapital und Zinsen

Fl.	Kr.
55,200	—

- 2) die Forderung der Inhaber derjenigen Obligationen, die im Jahre 1813 für ein Anlehen zum Behufe einer Pferde-
lieferung an die französische Armee
ausgestellt worden sind, im Kapitalbe-
trage von 24,000 Fl., nebst den bis 1819
rückständigen Zinsen à 5/81 Fl.,

29,481	—
--------	---

- 3) die Forderung des Handlungshauses
der Gebrüder Bethmann für ein im
Jahre 1813 an die Frankfurter Gene-
ralkasse gemachtes Darlehen von 40,500
Fl., nebst rückständigen Zinsen à 6
Prozent, vom 1sten Januar 1815 bis
1sten November 1827 (zwölf Jahre und
zehn Monate 31,185 Fl.), im Ganzen an
Kapital und Zinsen

71,685	—
--------	---

- 4) der von der ehemaligen Kommunal-
Approvisionnementkasse zu Frankfurt,
wegen eines Mehltransports nach Vach

1828	zum Dienste der französischen Armee der Generalkasse geleistete Vorschufs zu	Fl.	Kr.
	5) eine Wechselforderung des Handlungshauses Philipp Nikolaus Schmidt, wegen einer Mehllieferung des Großherzogthums für die französische Armee, zu	20,144	—
	6) die auf der Anlage Nr. VI verzeichneten, bei den Verhandlungen der Zentral-Lasten - Ausgleichungs - Kommission im Jahre 1817 vorgekommenen Privatforderungen, im Betrage von .	5,808	6 $\frac{1}{2}$
	Totalsumme	205,218	6$\frac{1}{2}$

ART. XXXVI. (*Ausschliesliche Uebernahme einiger Posten von Seiten Baierns und Frankfurts*).

Von den im vorhergehenden Artikel benannten Schulden übernimmt gegen anderweite, unten zu erwähnende Zugeständnisse der übrigen betheiligten Regierungen:

- 1) die freie Stadt Frankfurt ausschlieslich
 - a) die Berichtigung des Bethmännischen Kapitals mit Zinsen, im Betrage von 71,685 Fl.;
 - b) die auf der Liste, Anlage VI, unter Nr. 10 verzeichnete Forderung eines Frankfurter Angehörigen an die vormalige großherzoglich-frankfurtische Kriegskasse von 110 Fl.

Ebenso übernimmt

- 2) die Krone Baiern ausschlieslich
 - a) die Berichtigung der rückständigen Zinsen des von dem ehemaligen Landesherrn auf die Saline Orb aufgenommenen und für Besitzergreifungsausgaben verwendeten Kapitals von 36,000 Fl. à 4 Prozent, vom 1sten Juli 1814 bis zum 4ten November 1827, mit 19,200 Fl., und
 - b) von der Liste, Anlage VI, sämtliche Forderungen (mit Ausnahme der unter Nr. 10), insofern dieselben, nach vorheriger, königlich-baierischer Seits vorzunehmender Liquidazion, als richtig befunden werden, im Betrage von 5698 Fl. 6 $\frac{1}{2}$ Kr.

ART. XXXVII. (*Vertheilung der übrigen Zentral-Schulden*).

Nachdem sich die im Artikel XXXV angegebene Schuldenmasse durch die im Artikel XXXVI erwähnte ausschliesliche Uebernahme mehrerer Passiven von

Seiten der Krone Baiern und der freien Stadt Frankfurt um 96,693 Fl. 6½ Kr., nämlich von 205,218 Fl. 6½ Kr. auf 108,525 Fl., vermindert; so wird dieser Betrag auf die betreffenden Landestheile pro rata, nach der in der Tabelle, Anlage VII, aufgestellten Berechnung, überwiesen und in der Art berichtet, daß jede Regierung auf ihren Antheil die ihren Angehörigen wegen deren Forderungen zukommenden Summen zur weiteren Besorgung und Zustellung an dieselben übernimmt.

ART. XXXVIII. (*Entschädigungs - Summe à 150,000 Fl. für die Krone Baiern, und Aufhebung der von Baiern und Frankfurt verfügten Beschlagnahme einiger Kapitalien*).

Obschon nicht in die Kategorie der Privatforderungen gehörig, wird hier die schon oben, im Art. XII, gedachte Entschädigung von 150,000 Fl. für die Krone Baiern, als Abfindung für die Forderung wegen zu viel übernommener Zentral-Diener, als Schuld des Großherzogthums anerkannt. Der Betrag wird auf die Departemente Frankfurt mit Wetzlar, Fulda und Hannau, mit Ausschluss des Departements Aschaffenburg, von sämmtlichen betreffenden Staaten, nach Maasgabe ihrer auf obengedachter Tabelle, Anlage VII, berechneten Antheile, übernommen und die Zahlung in der Art direkt an Baiern erfolgen, daß die freie Stadt Frankfurt ihren Beitrag zu der Entschädigungsforderung von 150,000 Fl. mit 73,571 Fl. 25¼ Kr. und jenen zu den Zentral-Schulden mit 37,260 Fl. 15 Kr., in Summa 110,831 Fl. 40¼ Kr., zurückbehält und damit die Berichtigung

a) der Orber Schuld mit Zinsen, in dem Betrage von	Fl. 55,200
b) der Mehl - Transport - Forderung zu	20,144
c) der Wechselforderung des Handelshauses P. N. Schmidt	22,900

Summe 98,244

besorgt, den Ueberrest der erwähnten 110,831 Fl. 40¼ Kr., in dem Betrage von 12,587 Fl. 40¼ Kr., aber für die Berichtigung eines gleichen Theiles der Pferdlieferungs - Schuld verwendet, — wogegen Baiern von den übrigen Betheiligten deren Beiträge zu seiner Entschädigungs - Forderung und zu den Zentral-La-

1828 sten, im Gesamtbetrage von 97,741 Fl. 42 $\frac{1}{2}$ Kr., unmittelbar in Empfang nimmt, davon die ihm, nach Abzug seines Beitrags von 49,951 Fl. 36 $\frac{3}{4}$ Kr. zu den Zentral-Schulden und zu der Entschädigungs-Forderung von 150,000 Fl. wegen des Departements Fulda, von dieser letzteren Forderung noch zu gut kommenden 80,848 Fl. 23 $\frac{1}{4}$ Kr. für sich behält, und den Ueberrest à 16,893 Fl. 19 $\frac{1}{2}$ Kr., welcher, mit den von Seiten der freien Stadt Frankfurt abzugebenden 12,587 Fl. 40 $\frac{3}{4}$ Kr., den Betrag der Pferdelieferungs-Schuld von 29,481 Fl. ausmacht, für die Berichtigung dieser Schuld, nach den hierüber noch zu treffenden näheren Verabredungen, auch seiner Seits wieder abgiebt.

Gleichzeitig mit dieser Auseinandersetzung erfolgt sowohl von Seiten der Krone Baiern, als auch der freien Stadt Frankfurt die Aufhebung der, gelegentlich der Ausgleichungs-Verhandlungen, in beiden Staaten verfügten Beschlagnahme auf die dem einen oder dem anderen Theile oder dessen Angehörigen zustehenden Kapitalien nebst Zinsen.

ART. XXXIX. (*Oesterreichische Forderung von 11,416 Fl. 29 Kr. 3 Pf. an die Kriegs-Zahlamts-Kasse*).

Die bei der Ausgleichungs-Kommission von Seiten Oesterreichs angebrachte Forderung zu 11,416 Fl. 29 $\frac{3}{4}$ Kr. rheinischer Währung und 105 Fl. 33 Kr. Einlösungsscheine, wegen der in den kaiserlich-königlich-österreichischen Staaten, wie im Auslande, vermittelt der kaiserlich-königlichen Militär-Oekonomie-Administration an großherzoglich-frankfurtische Truppen in den Jahren 1813 und 1814 geleisteten Geld- und Natural-Vorschüsse, wird, vorbehaltlich der Kompensation, als ein Passivum der Kriegs-Zahlamts-Kasse anerkannt.

ART. XL. (*Uebernahme einiger Kriegszahlamts-Schulden von Seiten Preussens und Frankfurts*).

Bei dieser Gelegenheit werden auch

- 1) die im Verzeichnisse, Anlage VIII, aufgeführten, gröstentheils das Departement Fulda angehenden Forderungen an die Kriegszahlamts-Kasse, im angeblichen Betrage von 2254 Fl. 11 Kr., vorbehaltlich ihrer weiteren Anmeldung und Liquidstellung, als Gegenstände der Abrechnung und Ausein-

andersetzung mit den bei Fulda betheiligten Regierungen königlich-preussischer Seits zur Vertretung, und 1828
2) die im Verzeichniß, Anlage IX, aufgeführten Forderungen Frankfurter Angehörigen an die gedachte Kriegskasse, im Betrage von 744 Fl. 48 Kr., von Seiten der freien Stadt Frankfurt zur Berichtigung übernommen.

ART. XLI. (*Vergleich wegen der Einstandsgelder und Handgelder*).

Als ein, die Verhältnisse der mehrgedachten vormaligen Kriegszahlamts - Kasse berührender, Gegenstand erhält der am 29sten November 1824 zu den Protokollen der Zentral - Lasten - Ausgleichungs - Kommission angezeigte Vergleich zwischen Preussen, Baiern, Kurhessen und der freien Stadt Frankfurt seine Bestätigung, wonach Letztere den Ansprüchen auf die von Frankfurter Einstehern herrührenden Einstandsgelder entsagt, dagegen aber von dem Beiträge zu dem Ersatze der Handgelder befreiet, und diese von den übrigen Departementen übernommen werden.

Nachdem die konkurrenzmäßige Vertheilung der fraglichen Einstandsgelder und Handgelder, zum Behufe der Auszahlung an die berechtigten Einsteher und resp. Angeworbenen, auf den Grund jenes Vergleiches, unter den betreffenden Regierungen Statt gefunden hat, wird diese Angelegenheit für erledigt erklärt.

ART. XLII. (*Austrägal - Erkenntniß wegen eines Beitrags - Rückstandes zur Sustentation des letzten Kurfürsten von Trier*).

Die bei der Zentral - Lasten - Ausgleichungs - Kommission nicht erledigte Streitfrage wegen Berichtigung der auf 25,804 Fl. 19 Kr. berechneten Rückstände eines Sustentations - Beitrages, den der vormalige Großherzog von Frankfurt dem letzten Kurfürsten von Trier zu zahlen übernommen hatte, ist auf die von den Interessenten nachgesuchte Vermittlung der hohen deutschen Bundesversammlung durch ein, in den Bundestags - Protokollen öffentlich abgedrucktes, austrägalgerichtetes Erkenntniß des großherzoglich - hessischen Oberappellationsgerichts zu Darmstadt vom ^{19ten Mai} 28sten Novemb. 1826 definitiv entschieden worden, worauf hier mit dem Bemerken Bezug genommen wird, dafs es bei den Bestimmungen dieses Erkenntnisses sein Bewenden hat.

1828 ART. XLIII. (*Ersatz eines Vorschusses à 100,000 Fl. vom Departement Fulda an den vormaligen Fürsten Primas*).

Die im Artikel 45 der Wiener Kongress - Akte stipulirte Zurückzahlung derjenigen Vorschüsse, welche der Generalkasse zu Fulda von dem Fürsten Primas aus seinem Privatvermögen geleistet und bei nachheriger Liquidazion zum Betrage von 100,000 Fl. anerkannt worden sind, geschieht nach dem festgesetzten Konkurrenz - Maasstabe in solcher Art, dafs davon

	Fl.		
Preussen mit Sachsen - Weimar	71 $\frac{1}{2}$	mit	71,500
Eisenach	$\frac{100}{26\frac{1}{2}}$		26,500
Baiern	$\frac{100}{2}$	-	2,000
Holzkirchen	$\frac{100}{2}$	-	2,000

jedoch, auf den Grund eines mit dem hochseligen Fürsten Primas vergleichsweise getroffenen Abkommens, nicht in *einer* Summe, sondern in zwanzig gleichen Jahres - Raten zu entrichten haben.

ART. XLIV. (*Summarische Angabe der Fuldaer Departemental-, Staats- und Landesschulden*).

Unter Bezugnahme auf die österreichisch - preussisch - baierischen Uebereinkünfte vom 27sten September 1820 und vom 14ten November 1823, werden als gemeinschaftlich theilbare Fuldaer Staatsschulden anerkannt:

I. von den Landessteuerkasse > Kapitalien, nach Ausscheidung mehrerer niedergeschlagenen oder zu weiterer Verhandlung ausgesetzten Kapitalien . .	Fl.	Kr.
	927,766	15
II. von den Domänen - Kapitalien, ebenfalls nach Ausscheidung einiger niedergeschlagenen oder zu weiterer Verhandlung ausgesetzten Kapitalien . .	3,520	—
III. die Kammerkasse - Kapitalien mit .	190,373	20
IV. die an das Großherzogthum Frankfurt, resp. das Departement Fulda, bei Auseinandersetzung der reichsritterschaftlichen Verhältnisse überwiesenen Kapitalien der reichsritterschaftlichen Kantone Mittel - Rhein, Rhön - Werra und des Buchischen Quartiers	34,455	6 $\frac{1}{4}$

V. die an das Großherzogthum Frank- furt, resp. das Departement Fulda, überwiesenen oberrheinischen Kreis- Kapitalien mit	Fl. Kr.
	29,700 —
VI. der auf die vormal's reichsritterschaft- lichen Bezirke Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld fallende An- theil der reichsritterschaftlichen Pas- siven des Buchischen Quartiers mit	26,410 45
Totalsumme	1,212,225 26 $\frac{1}{4}$

ART. XLV. (*Grundsatz bei deren Vertheilung*).

Als Grundsatz ist angenommen und festgestellt, daß diejenigen Fuldaer Staats- und Landesgläubiger, welche durch die Fuldaer Landestheilung Unterthanen des einen oder des andern beteiligten Staates geworden oder früher schon gewesen sind, vorzugsweise, so weit solches nur immer geschehen kann, auf die Fuldaer Staats- und Landesschulden-Quote desjenigen der beteiligten Staaten übergehen, zu welchem sie im Unterthanenverbände stehen. Das Nämliche gilt auch von den Kapitalien der Departemental-Staatsdiener, Quieszenten und Pensionisten, je nachdem diese bei der definitiven Vertheilung von einem der beteiligten Höfe übernommen worden sind.

ART. XLVI. (*Summe der Fuldaer Schulden und deren Vertheilung*).

Von der nach Art. XLIV zu gemeinschaftlicher Vertheilung geeignet anerkannten Schulden-Summe von
= 1,212,225 Fl. 26 $\frac{1}{4}$ Kr.

würden

Preussen mit Sachsen - Wei- mar-Eisenach	71 $\frac{1}{2}$	zu	Fl. Kr.
			866,741 11 $\frac{1}{4}$
Baiern	$\frac{100}{26\frac{1}{2}}$	-	321,239 44 $\frac{1}{2}$
die Domäne Holzkirchen	$\frac{100}{2}$	-	24,244 30 $\frac{1}{2}$
	$\frac{100}{100}$		

Summe 1,212,225 26 $\frac{1}{4}$

konkurrenzmäßig zu tragen haben, wenn man nicht — in Berücksichtigung des Umstandes, daß Holzkirchen an den Fuldaer Landessteuern niemals Antheil gehabt hat — dahin übereingekommen wäre, den unter der Holzkirchener Schulden-Quote begriffenen Antheil von

1828 den Fuldaer Steuerkassen-Schulden, im Betrage von 20,366 Fl. 38½ Kr., von jener Quote abzuschreiben und den dadurch entstandenen Ausfall, nach Anleitung des festgesetzten Konkurrenz-Verhältnisses, unter die übrigen Beteiligten dergestalt nachträglich zu subrepartieren, das

der preussisch-weimarischen Quote	14,859 Fl. 20 Kr.
der bayerischen Quote	5,507 - 18½
	<hr/>
Summe	20,366 Fl. 38½ Kr.

davon zugewachsen sind.

ART. XLVII. (*a. auf Preussen, so wie dessen Cessionen an Kurhessen und Sachsen - Weimar-Eisenach*).

Die nach dem vorstehenden

Artikel auf	866,741 Fl. 11¼ Kr.
und	14,859 20 -

zusammen auf 881,600 Fl. 31¼ Kr.

festgesetzte preussisch - weimarische Quote umfasst die in der Anlage Nummer X. verzeichneten Kapitalien, vom 1sten Juli 1815 an verzinsbar, wovon, Fl. Kr.
nach Ausweis derselben Uebersicht, . . . 561,838 5
und 26,410 45
(letztere als ursprünglich auf den ehemaligen reichsritterschaftlichen Gebieten Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld haftend)

zusammen

 588,248 50

an Kurhessen	
und	293,351 41¼
an Sachsen - Weimar - Eisenach	

zusammen

 881,600 31¼

vermöge besonderer, mit diesen Staaten getroffenen Vereinbarungen, weiter überwiesen worden sind.

ART. XLVIII. (*b. deren Vertheilung auf Baiern*).

Die nach Art. XLVI auf	321,239 Fl. 44½ Kr.
und	5,507 - 18½ -

zusammen auf

 326,747 Fl. 3 Kr.

festgesetzte bayerische Quote umfasst die in der Anlage Nummer XI. verzeichneten Kapitalien, vom 1sten Mai 1816 verzinsbar.

Oesterreich trägt zu den Zinsen der in diesem

und im 47sten Artikel erwähnten Kapitalien nach 1828 Maasgabe des Konkurrenzvertrages bei.

ART. XLIX. (*Vertragsmäßiger Austausch einiger Fuldaer Kapital-Schulden*).

Wegen gegenseitigen Austausches verschiedener in den Verzeichnissen Nummer X und XI. aufgeführten Kapital-Schulden, im Gesamtbetrage von 9,600 Fl., ist unter den betheiligten Regierungen mittelst Separat-Protokolls, datirt beziehungsweise vom 3ten März, 28sten Februar und 5ten März 1821, eine besondere Vereinbarung getroffen worden, worauf hier Bezug genommen wird.

ART. L. (*Antheil von Holzkirchen an den Fuldaer Schulden*).

Der Domäne Holzkirchen sind und bleiben, als auf derselben haftend, an Kapitalien 3,877 Fl. 52 Kr., nebst Zinsen vom 1sten August 1816 an, bis auf Weiteres zugetheilt.

ART. LI. (*Kapital - Schuldforderungen der Fuldaer Zentral-Anstalten*).

Von den Kapital- und Zinsen-Forderungen der Fuldaer öffentlichen Zentral-Anstalten an die Fuldaer Landeskassen übernehmen, nach Maasgabe des Konkurrenzverhältnisses, Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach $71\frac{1}{2}$, und Baiern mit Holzkirchen $28\frac{1}{2}$.

ART. LII. (*Bestimmungen wegen des Restes von dem Fuldaer Zwangsanlehen*).

Der Rest von dem sogenannten Fuldaer Zwangsanlehen, im Betrage von 45,673 Fl. 15 $\frac{1}{4}$ Kr., gehört — als eine nach großherzoglich-frankfurtischer Verordnung keineswegs die Staatskasse, sondern das Land mit seinen einzelnen Aemtern angehende Schuld — nicht zu dem, durch gegenwärtigen Hauptvertrag zu erledigenden Schuldenvertheilungs-Geschäfte, und ist deshalb davon ausgeschlossen.

ART. LIII. (*Vertheilung des Restes der Fuldaer Kassenscheine*).

Von dem zu gemeinschaftlicher Vertheilung geeignet befundenen Reste der Fuldaer Kassenscheine-Schuld, welcher, in Folge Statt gehabter Liquidazion, auf die Totalsumme von 349,010 Fl. festgesetzt worden ist, haben, nach dem bestehenden Konkurrenzverhältnisse,

		Fl.	Kr.
1828	Preussen mit Sachsen - Weimar-Eisenach	71 $\frac{1}{2}$	zu 249,542 9
		$\frac{100}{26\frac{1}{2}}$	- 92,487 39
	Baiern	2	- 6,980 12
		$\frac{100}{2}$	-
		$\frac{100}{2}$	-
		<hr/>	
		Summe 349,010 —	

zu tragen.

ART. LIV. (*Auf Preussen und Baiern; Uebernahme-Quote von Holzkirchen*).

Unter den von Preussen mit Sachsen Weimar-Eisenach zu tragenden Kassenscheine-Schulden, im gesammten Kapitalbetrage von 249,542 Fl. 9 Kr. sind die für eigene königlich-preussische Rechnung liquidirten Kassenscheine des vormaligen Fuldaer Eskomptes zu 17,480 Fl. mitbegriffen. Die Zinsen von den fraglichen 249,542 Fl. 9 Kr. laufen für beide Staaten vom 1sten Juli 1815 an.

Baiern übernimmt von seiner im Art. LIII angegebenen Uebernahme-Quote von Kassenscheine-Kapitalien nur 92,480 Fl., nachdem es, zur Komplettirung dieser Quote, 7 Fl. 39 Kr. nebst Zinsen an Preussen vergütet hat. Der Zinsenlauf jener 92,480 Fl. fängt für Baiern mit dem 1sten Mai 1816 an.

Auf die Domäne Holzkirchen sind an Kassenscheine-Kapitalien von der im Artikel LIII angegebenen Uebernahme-Quote nur 6,980 Fl. mit der Verbindlichkeit zur Zinsenzahlung vom 1sten August 1816 an überwiesen. Zur Komplettirung seiner Uebernahme-Quote vergütet Holzkirchen 12 Kr., nebst Zinsen vom 1sten August 1816 bis zum Schlusse des Jahrs 1823, baar an Preussen.

ART. LV. (*Anerkennnifs zur Verzinsung der Kassenscheine-Schulden*).

Nach Maasgabe der vielfach von der großherzoglich-frankfurtischen Regierung erlassenen Verfügungen und gemachten Zusicherungen über die vom 1sten Dezember 1812 an bis zur Abzahlung der Kassenscheine-Kapitalien jährlich mit fünf Prozent zu geschehende Verzinsung derselben, wird die Verbindlichkeit zu fünfprozentiger Zinsenzahlung von der Kassenscheine-Schuld, und zwar vom 1sten Dezember 1812 an bis

zur Abtragung der in den einzelnen Kassenscheinen 1828
enthaltenen Kapitalbeträge, von den Beteiligten anerkannt. So viel insbesondere den Interessen-Rückstand der restirenden gesammten Kassenscheine-Schuld vom 1sten Dezember 1812 bis 1sten Juli 1815, als dem Tage der Fuldaer Landestheilung, anlangt, so sind über die Berichtigung desselben bereits in den österreich-preussischen Konventionen vom 27sten Juli 1815 und 4ten Januar 1816 die gehörigen Bestimmungen enthalten, auf welche lediglich Bezug genommen wird.

ART. LVI. (*Deren Bezahlungsart*).

Nachdem die beteiligten Staaten für Berichtigung der sie angehenden Zinsen-Rückstände von den definitiv an sie überwiesenen oder von ihnen übernommenen konkurrenzmäßigen Quoten der Kassenscheine-Schuld, so wie für Zahlung der künftig fällig werden den Zinsen, die erforderlichen Anordnungen getroffen haben, bleibt es dem Ermessen und der Verfügung der die Schulden-Antheile übernehmenden Beteiligten überlassen, ob und in wie fern die Kapital-Abtragung an die Gläubiger aus den betreffenden Kassen baar geschehen soll, oder ob vorgezogen werden will, den Kassenscheine-Kreditoren ihre Kassenscheine nach dem vollen Nominalwerthe gegen fünfprozentige Obligationen der übernehmenden Beteiligten umtauschen zu lassen. Nur in dem Falle, wenn ein Gläubiger Kassenscheine von einem zu geringen Gesamtbetrage besitzt, um füglich einen Austausch derselben gegen andere Obligationen bewirken zu können, wird — mit Umgehung hiervon — baldthunlichst baare Abzahlung der Kapitalien jener Kassenscheine sammt Zinsen bis dahin Statt finden.

ART. LVII. (*Bestimmung wegen noch nicht angemeldeter Kassenscheine*).

Da rechnungsmäßig der volle Rest der Kassenscheine-Schuld in 350,000 Fl. besteht, die hierauf gepflogene Liquidazion aber nur die Summe von 349,010 Fl. ergeben hat, mithin für den Betrag von 990 Fl. Kassenscheine unangemeldet geblieben und deshalb von der dermaligen Vertheilung ausgeschlossen worden sind; so wird hiermit für die Inhaber solcher in die fragliche Hauptvertheilung nicht mitaufgenommenen Kassenscheine nachträgliche Anerkennung, konkurrenzmäßige Reparirung und Uebernahme für den Fall

1828 vorbehalten, wenn Kassenscheine dieser Art gehörigen Ortes angemeldet, vorgezeigt und zur Anerkennung und Vertheilung für geeignet erklärt werden.

ART. LVIII. (*Eventuelle Bestimmung wegen möglichen Ausfalls der auf Holzkirchen repartirten Schuldenbeiträge*).

Sollte die Domäne Holzkirchen eine Befreiung von den ihr im Artikel L zugewiesenen Fuldaer Staatsschulden, und namentlich auch von der dieser Domäne im Artikel LIII und LIV zugetheilten Kassenscheine-Schuld, ganz oder zum Theil erlangen; so ist der hierdurch entstehende Ausfall an Kapitalien und Zinsen eben so zu vertheilen, wie es nach Artikel XLVI mit dem von der Holzkirchener Quote abgeschriebenen Steuerschulden-Quanto von 20,366 Fl. 38 Kr. geschehen ist, wovon Preussen in dem vorausgesetzten Falle $71\frac{1}{2}$, und Baiern $26\frac{1}{2}$ zu tragen hätten.

98

98

ART. LIX. (*Vorbehalt hinsichtlich der großherzoglich-hessischen Beitragsleistung wegen Herbstein zu den Fuldaer Landesschulden*).

Da seit dem zwischen den großherzoglichen Regierungen von Frankfurt und Hessen in Beziehung auf Herbstein abgeschlossenen, oben schon im Art. XXXII erwähnten Vertrage vom 9ten April 1813 verschiedene, damals noch unbekannte Schulden zu den Fuldaer Staatsschulden hinzugekommen sind, namentlich ober-rheinische Kreisschulden und reichsritterschaftliche Schulden, so wird wegen des davon auf das Großherzogthum Hessen fallenden sechzigsten Theils, gemäß dem Artikel IX des genannten Vertrags, nachträgliche Vertheilung und Auseinandersetzung mit dem gedachten Großherzogthume vorbehalten.

ART. LX. (*Allgemeine Bestimmungen wegen gegenseitiger Verzichtleistung der Pasiszenten*).

Den letzten Hauptgegenstand der gegenwärtigen Uebereinkunft bilden die in den nachfolgenden Artikeln LXI bis LXVI einzeln benannten Forderungen der vormaligen Departements Aschaffenburg, Fulda und Hanau, so wie der Städte Frankfurt und Wetzlar, sowohl im Verhältnisse derselben unter einander, als auch gegen das gesammte Großherzogthum Frankfurt und Generalgouvernement Frankfurt, und hinwiederum die-

ser Letzteren gegen die einzelnen Departements und 1828 deren Theile.

Unter Verzichtleistung auf jede desfallsige weitere Ausgleichung entsagen Oesterreich, Preussen, Baiern, Kurhessen und die freie Stadt Frankfurt den ebengenannten Forderungen, in so weit solche von jedem pazisizirenden Theile noch geltend zu machen wären.

ART. LXI. (*Besondere Verzichtleistungen von Oesterreich*).

Vermöge der im vorhergehenden Artikel erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

Oesterreich,

rücksichtlich seiner Besitz - Periode von Fulda und Holzkirchen,

I. im Verhältnisse gegen das ganze Großherzogthum:

- a) der an das ganze Großherzogthum im Wege des Regresses zu machenden Forderung wegen Ersatzes der in die fragliche Besitz - Periode fallenden Zinsen von der in den Artikeln LIII bis LVII erwähnten Fuldaer Kassenscheine - Schuld;
- b) dem im Namen und von wegen des ganzen Großherzogthums an die Stadt Frankfurt insbesondere zu machenden Ansprüche auf die für die fragliche Besitz - Periode nachzufordernden Antheile an den Zinsen eines Kapitals, welches die israelitische Gemeinde zu Frankfurt a. M. wegen Reluizion der auf derselben gehaftet habenden Abgaben zu entrichten hatte, und namentlich an den Zinsen der zu dessen Bezahlung ausgestellten Schuldverschreibungen, sowohl im Allgemeinen als insbesondere derjenigen 110,000 Fl. dieser Obligationen, welche dem Handlungshause der Gebrüder Bethmann zur Sicherstellung des oben im Art. XXXV ad Nr. 3 erwähnten Darlehens von 40,500 Fl. verpfändet waren.

II. Im besondern Verhältnisse zu der freien Stadt Frankfurt und zu Gunsten derselben:

- a) der Forderung wegen der von dieser Stadt im Jahre 1815 bezogenen französischen Kontributions- und englischen Subsidiengelder;
- b) dem Anspruche auf die im Besitze der Stadt befindlichen Kanonen und Pulverwagen.

1828 ART. LKII. (*Besondere Verzichtleistung von Preussen*).

Vermöge der im Artikel LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

Preussen

für den kurhessischen und sachsen-weimar-eisenachischen Antheil am Departement Fulda und respektive auch für Wetzlar

I. im Verhältnisse gegen das ganze Großherzogthum:

a) den an dasselbe im Wege des Regresses pro rata zu machenden Forderungen

1) wegen Ersatzes des an die Erben des Großherzogs von Frankfurt nach Artikel XLIII zurückgezählten oder noch zurückzuzahlenden unverzinslichen Darlehens von 100,000 Fl.;

2) wegen Ersatzes des nach Artikel LIII und LIV zur Einlösung der Fuldaer Kassenscheine bestimmten Betrages von 249,542 Fl. nebst Zinsen seit dem 1sten Juli 1815;

b) dem im Namen und von wegen des ganzen Großherzogthums an Oesterreich insbesondere zu machenden Ansprüche auf einen verhältnismässigen Antheil an dem von Seiten Oesterreichs in Depositum genommenen Tafelsilber des Großherzogs von Frankfurt und an dem davon bezogenen Erlöse von 41,802 Fl. rheinischer Währung;

c) zu Gunsten Baierns allein, der im Namen und von wegen des ganzen Großherzogthums zu machenden Forderung wegen eines verhältnismässigen Antheils an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg;

d) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt allein, den ebenfalls im Namen und von wegen des ganzen Großherzogthums zu machenden Ansprüchen auf verhältnismässige Antheile:

1) an dem, im Artikel LXI sub I. lit. b. erwähnten, von der israelitischen Gemeinde zu Frankfurt im Jahre 1812 wegen Abgaben-Reluizion übernommenen Kapitale, und namentlich an den zu dessen Bezahlung ausgestellten Schuldverschreibungen, sowohl im Allgemeinen als auch insbesondere an denjenigen 110,000 Fl. dieser Obligationen, welche dem Handlungshause der Gebrüder Bethmann verpfändet waren;

2) an den von dem vormaligen großherzoglich-frankfurtischen Finanzministerium im Jahre 1813 aus der Realitäten-Kasse der Stadt Frankfurt entnommenen und bei dem Handlungshause Rothschild wegen mehrerer Forderungen deponirt gewesenen, nachher aber von diesem Handlungshause der Stadt Frankfurt zurückgegebenen Stadt-Frankfurtischen Obligationen;

3) an den im Besitze der Stadt Frankfurt befindlichen Kanonen und Pulverwagen.

II. im besonderen Verhältnisse gegen das Departement Aschaffenburg zu Gunsten Baierns:

einer an dieses Departement gemachten Forderung der Fuldaer Chaussee-Kasse im Betrage von 7,000 Fl.

ART. LXIII. (*Desgleichen*).

Ferner entsagt bei dieser Gelegenheit Preussen auch nachstehenden Ansprüchen, in so weit dasselbe dabei betheiligt oder solche im eigenen Namen aufzustellen im Falle ist,

a) zu Gunsten der Krone Baiern:

der aus der ersten Hälfte des Jahrs 1814 herrührenden Forderung der damaligen Kriegs-Zahlamts-Kasse an das Departement Aschaffenburg, welche Stadt-Frankfurtischer Seits zu 26,956 Fl., von königlich-baierischer Seite aber zu 19,000 Fl. angegeben worden ist;

b) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt:

dem Anspruche auf einen verhältnißmäßigen Antheil an den von der freien Stadt Frankfurt im Jahre 1815 bezogenen französischen Kontributions- und englischen Subsidiengeldern.

ART. LXIV. (*Besondere Verzichtleistungen von Baiern*).

Vermöge der im Artikel LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

die Krone Baiern

für Aschaffenburg und respektive auch für Ihren Antheil an dem vormaligen Departement Fulda, nachfolgenden Ansprüchen, in so fern Allerhöchstdieselbe dabei betheiligt oder solche in eigenem Namen aufzustellen im Falle ist,

I. im Verhältnisse gegen das ganze Großherzogthum Frankfurt:

a) den an dasselbe zu machenden Forderungen

1828 1) wegen eines Aktivums der Realitätenkasse zu Aschaffenburg, im Betrage von 19,468 Fl.;

2) wegen der vorschufweise berichtigten Zinsen des, unter Artikel XXXV vorkommenden, sogenannten Orber Kapitals, im Betrage von 5,040 Fl.;

3) wegen bis jetzt bezahlter Pensionen und Besoldungen an zu viel übernommenen großherzoglich-frankfurtischen Zentral-Dienern, im jährlichen Betrage von 35,418 Fl. 56 Kr. 2 Pf., und wegen des dafür angesprochenen Entschädigungs-Kapitals von 384,898 Fl., nachdem dafür in dem XIIten und XXXVIIIsten Artikel eine anderweite Entschädigung vergleichsweise stipulirt worden ist;

4) pro rata wegen des Ersatzes für diejenigen Gehaltsvorschüsse, welche dem aus dem vormaligen großherzoglich-frankfurtischen in königlich-baierische Dienste übergegangenem Ober-Kriegskommissär Freund, königlich-baierischer Seits mit 1,220 Fl. 33 Kr. gemacht worden sind;

desgleichen wegen der demselben bewilligten Zulage von 84 Fl. jährlich, welche, zu Kapital angeschlagen, betragen 1,078 Fl. 3½ Kr.

b) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt allein, den im Namen und von wegen des ganzen Großherzogthums zu machenden, in den Artikeln LXI und LXII schon vorgekommenen Ansprüchen:

1) auf das von der israelitischen Gemeinde in Frankfurt im Jahre 1812 übernommene Abgaben-Reluizionskapital und auf die davon bei dem Handlungshause Bethmann verpfändet gewesenen Obligationen, im Betrage von 110,000 Fl.;

2) auf die an das Handlungshaus Rothschild versetzt gewesenen Stadt-Frankfurter Obligationen;

II. im besonderen Verhältnisse gegen das vormalige Departement Fulda und zu dessen Gunsten:

dem Anspruche auf die aus der Aschaffener Staatskasse für Fulda geleisteten Vorschüsse an das ehemalige nassauische Ober-Appellationsgericht zu Hadamar, sodann für Kommissions- und Reisekosten zu 3,771 Fl.;

III. im besonderen Verhältnisse gegen das vormalige Departement Hanau zu Gunsten Kurhessens:

1) einer Forderung der Saline Orb für rückständige Salzgelder bei den Faktoreien im ehemaligen

Departement Hanau, im Betrage von 8632 Fl. 2 $\frac{1}{2}$ Kr. 1828 und respektive 1,620 Fl.;

2) den von genannter Saline im Jahre 1814 anhängig gemachten Klagen wegen der in mehreren der gedachten Faktoreien im Jahre 1813 geplünderten Salzgelder und Salzvorräthe, im Betrage von 5,510 Fl. 4 $\frac{3}{4}$ Kr.;

3) der Forderung wegen eines aus der Departements-Kasse zu Aschaffenburg im Jahre 1812 geleisteten Kommissionskosten - Vorschusses, im Betrage von 261 Fl. 6 $\frac{3}{4}$ Kr.;

4) einer von der Provinz Aschaffenburg gemachten Forderung für abgegebene Fourage auf Rechnung der Hanauer Landeskasse, im Betrage von 3,412 Fl. 7 $\frac{1}{2}$ Kr.;

IV. im besonderen Verhältnisse gegen die freie Stadt Frankfurt:

den Ansprüchen

1) auf die im Besitze derselben befindlichen Kanonen und Pulverwagen;

2) auf die in ihrem Zeughause befindlichen, der ehemaligen Aschaffener Landwehr gehörig gewesenen, vierzig Stück Gewehre;

3) auf einen verhältnismäßigen Antheil an den oben mehrmals erwähnten französischen Kontributions- und englischen Subsidiengeldern.

ART. LXV. (*Besondere Verzichtleistungen von Kurhessen*).

Vermöge der im Artikel LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere

Kurhessen,

für seine mit dem vormaligen Großherzogthume Frankfurt vereinigt gewesenen Hanauer Landestheile,

im Verhältnisse gegen das ganze Großherzogthum Frankfurt,

A. von wegen ebengedachter Hanauer Landestheile:

1) der an das Großherzogthum Frankfurt gemachten Forderung von 61,505 Fl. 57 Kr., welche aus der Periode bis zum 1sten Dezember 1813 die ehemalige großherzoglich-frankfurtische Generalkasse an die Schuldentilgungs-Kasse zu Hanau schuldig geblieben ist;

2) einer Kapital-Forderung von 2,500 Fl. und respektive 180 Fl., welche aus dem Fonds verkaufter ehemaliger Hanauer Okroi-Domänen, laut Obligatio-

1828 nen vom 12ten Januar und 8ten März 1813, der genannten Generalkasse zu vier Prozent Zinsen dargeleihen worden sind, nebst rückständigen Zinsen;

3) dem Ersatze der an mehrere Einregistrirungs- und Stempel-Einnehmer des ehemaligen Departements Hanau zurückbezahlten, bei der großherzoglich-frankfurtischen Generalkasse zu fünf Prozent verzinslich angelegt gewesen baaren Kautionen mit überhaupt 4,000 Fl., nebst Zinsen-Rückständen;

B. den im Namen und von wegen des ganzen Großherzogthums zu machenden Ansprüchen:

1) auf einen verhältnismäßigen Antheil an dem im Artikel LXII erwähnten Tafelsilber des Großherzogs von Frankfurt, zu Gunsten Oesterreichs;

2) auf einen verhältnismäßigen Antheil an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg, zu Gunsten Baierns;

3) auf verhältnismäßige Antheile

a) an dem von der israelitischen Gemeinde zu Frankfurt am Main übernommenen Abgaben-Reluizions-Kapitale und den davon bei dem Handlungshause Bethmann versetzt gewesen Obligationen, im Betrage von 110,000 Fl.,

b) an den bei dem Handlungshause Rothschild versetzt gewesen Stadt-Frankfurter Obligationen;

c) an den im Besitze der freien Stadt Frankfurt befindlichen Kanonen und Pulverwagen, zu Gunsten gedachter freien Stadt.

ART. LXVI. (*Besondere Verzichtleistungen der freien Stadt Frankfurt*).

Vermöge der im Artikel LX stipulirten Verzichtleistung entsagt insbesondere

die freie Stadt Frankfurt

I. im Verhältnisse gegen das ganze Großherzogthum:

A. den an dasselbe zu machenden Ansprüchen

1) auf das aus der Frankfurter Realitäten-Kasse in den Jahren 1812 und 1813 darlehnsweise entnommene Kapital von 113,120 Fl.;

2) auf die an den Fonds der Frankfurter Schuldentilgungs-Kasse zu wenig bezahlten Beiträge mit 309,000 Fl.;

3) auf Ersatz der vorschufweise gezahlten Zinsen von den im Artikel XXXV als Zentral-Schulden anerkannten Privatforderungen;

4) auf Ersatz der vorschufweise berichtigten Privatforderung des Apothekers Kühnert zu Danzig, für die im Jahre 1812 an das großherzoglich - frankfurtische, daselbst garnisonirende Militär gelieferten Medikamente, im Betrage von 1,889 Fl.;

B. den im Namen und von wegen des ganzen Großherzogthums zu machenden Ansprüchen auf verhältnismäßige Antheile:

a) an dem mehrerwähnten Tafelsilber des Großherzogs von Frankfurt, zu Gunsten Oesterreichs; ingleichen auf die Konkurrenz dieses Staates zur Bezahlung der während der Zeit des General-Gouvernements bei der damaligen Kriegs-Zahlamts - Kasse unberichtigt gebliebenen Rechnungsposten;

b) an dem von der Judenschaft des Departements Fulda zur Reluizion von Abgaben im Jahre 1812 übernommenen Quantum von 60,000 Fl., zu Gunsten dieses Departements;

c) an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg, zu Gunsten Baierns;

II. im besondern Verhältnisse gegen die Departemente Fulda und Hanau und zu deren Gunsten:

dem Anspruche auf das zur Bezahlung der Fuldaer und Hanauer Domänen im Jahre 1813 darlehnsweise verwendete Kapital von 150,000 Fl.;

III. im besonderen Verhältnisse gegen das Departement Fulda allein, zu Gunsten Oesterreichs, Preussens mit Sachsen - Weimar - Eisenach, und Baierns: den Ansprüchen

1) auf Ersatz des im Jahre 1815 an das damalige Gouvernements - Bataillon vorgeschossenen Soldes u. s. w., im Betrage von 56,125 Fl. 33 Kr.;

2) auf Ersatz mehrerer in den Jahren 1814 und 1815 geleisteten Vorschüsse

	Fl.	Kr.
a) für Fuldaer Freiwillige, mit . . .	8231	55
b) für Verköstigung der, der Meuterei angeschuldigten Fuldaer Freiwilligen	2339	42
c) für die den Fuldaer Freiwilligen zu Pferde gelieferte Fourage	865	27
	<hr/>	
	Summe	6437 4

3) auf Berichtigung der an mehrere Offiziere jenen Gouvernements - Bataillons im Jahre 1816 geleisteten Vorschüsse, im Betrage von 1170 Fl.;

1828 IV. im besonderen Verhältnisse gegen das Departement Aschaffenburg:

der im Art. LXIII, lit. a, erwähnten und aus der ersten Hälfte des Jahres 1814 herrührenden Forderung der damaligen Kriegs-Zahlamts-Kasse an gedachtes Departement, im Betrage von 26,956 Fl. modo 19,000 Fl.

ART. LXVII. (*Reluizion verkauft gewesener Fuldaer und Hanauer Domänen*).

In Erwägung, daß die bei den verkauft gewesenen Fuldaer und Hanauer Domänen beteiligten Höfe von Baiern, Kurhessen und Sachsen-Weimar-Eisenach von dem im 41sten Art. der Wiener-Kongress-Akte bewilligten Reluizionsrechte Gebrauch gemacht und die Regulirung dieser Angelegenheit in Gemeinschaft mit Preussen durch eine eigens dazu bestellte Spezial-Kommission zur Zufriedenheit der beteiligten Domänenkäufer, mit Hinsicht auf das dabei obwaltende königlich-preussische Interesse, bewirkt haben, werden die Bestimmungen des fraglichen Artikels der Wiener Kongress-Akte über diesen Gegenstand, mit Bezug auf die Verhandlungen jener Spezial-Kommission, für erledigt erklärt.

ART. LXVIII. (*Vorbehalt der noch unerledigten vertragsmäßigen Departemental-Abrechnungen*).

Die vertragsmäßigen Departemental-Abrechnungen werden, in so fern sie noch nicht beendet worden, unbeschadet des Vollzugs des gegenwärtigen Hauptvertrags, ausdrücklich vorbehalten.

In so weit Oesterreich noch für Zentral-Ausgabenrückstände aus der Periode des General-Gouvernements Frankfurt in Anspruch genommen wird, und jene auf die Departemental-Abrechnung übertragen werden, behält sich die genannte Regierung, in Gemäßheit der durch Kommissions-Beschluß vom 10ten Januar 1817 geschehenen ausdrücklichen Reservazion, spezielle Ausgleichung mit den übrigen beteiligten Regierungen vor.

ART. LXIX. (*Bestätigung besonderer Landesübergabs-Protokolle und Vereinbarungen*).

In Beziehung auf die in den vorhergehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen werden von den kontrahirenden Theilen nach ihrem ganzen Inhalte bestätigt:

- 1) das zwischen Oesterreich und Preussen verhandelte 1828 Uebergabe-Protokoll, d. d. Fulda den 27. Juli 1815;
- 2) das zwischen beiden genannten Staaten an demselben Tage wegen Uebergabe der Stadt Wetzlar nebst Gebiet verhandelte Protokoll;
- 3) die österreich - preussische Uebereinkunft, betreffend die definitive Abrechnung wegen der Zentral - Lasten des Departements Fulda, d. d. Frankfurt a. M. den 4ten und 6ten Januar 1816;
- 4) das zwischen Preussen und Kurhessen verhandelte Uebergabe-Protokoll, d. d. Fulda den 5ten Februar 1816, in so weit die darin enthaltenen Bestimmungen nicht durch spätere Uebereinkunft, und namentlich durch den zu Erfurt am 9ten Oktober 1817 abgeschlossenen Vertrag, abgeändert worden sind;
- 5) das zwischen Oesterreich und Baiern verhandelte Uebergabe-Protokoll vom 1sten Mai 1816.

Bei den gedachten privativen Ausgleichungen und Abrechnungen soll keiner beteiligten Regierung aus den im gegenwärtigen Hauptvertrage enthaltenen Bestimmungen ein Präjudiz erwachsen.

ART. LXX. (*Bestätigung der Beschlüsse der Frankfurter Zentral- und Fuldaer Departemental-Ausgleichungs-Kommissionen*).

In gleicher Art, wie die im vorhergehenden Artikel benannten speziellen Vereinbarungen, sollen sämtliche, in den Protokollen der Zentral - Ausgleichungs-Kommission und der Fuldaer Departemental - Ausgleichungs-Kommission befindlichen, einhellig und unbedingt gefassten Beschlüsse, so weit sie nicht als aufgehoben oder modifizirt durch den gegenwärtigen Hauptvertrag zu betrachten sind, volle Kraft und Gültigkeit behalten.

ART. LXXI. (*Unverbindlichkeit der das Departement Fulda betreffenden Vertrags - Artikel für Hanau und Frankfurt*).

Die in den Artikeln XXIV bis XXXII inclus. und XLIII bis LIX inclus. enthaltenen Bestimmungen, welche lediglich das Departement Fulda betreffen, haben für Kurhessen wegen seiner mit dem Großherzogthum Frankfurt vereinigt gewesenen Hanauer Landestheile und für die freie Stadt Frankfurt, als dabei nicht theilhaft, keine verbindende Kraft.

1828 ART. LXXII. (*Fortdauer besonderer Verträge und Uebereinkünfte*).

Die im Laufe der kommissarischen Verhandlungen über die wichtigern Ausgleichungs-Gegenstände abgeschlossenen einzelnen Verträge und Uebereinkünfte, namentlich:

- 1) der zwischen Oesterreich, Preussen und Baiern abgeschlossene Konkurrenz-Vergleich, d. d. Fulda den 11ten April 1818, nebst Zusatzartikel, Anlage XII;
- 2) der zwischen Oesterreich, Preussen und Baiern abgeschlossene, das Fuldaer Staatsschuldenwesen betreffende Vertrag vom 27sten September 1820, nebst Zusatzartikel und zweien angehängten Separat-Protokollen, Anlage XIII mit A B;
- 3) der zwischen Preussen und Baiern abgeschlossene Vergleich, die definitive Vertheilung der Fuldaer Departemental-Staatsgehälte und Pensionen, und die deshalb bewirkte definitive Ausgleichung zwischen beiden Staaten betreffend, d. d. Frankfurt a. M. den 18ten Oktober 1823, Anlage XIV;
- 4) der zwischen Preussen, Baiern und der freien Stadt Frankfurt abgeschlossene Separat-Vertrag, d. d. Frankfurt a. M. den 6ten September 1827, nebst sechs Beilagen, welchem Kurhessen, laut seiner zu dem Kommissions-Protokolle abgegebenen Erklärung, beigetreten ist, Anlage XV,

werden als integrirende Theile des gegenwärtigen Hauptvertrags angesehen, und behalten unter den kontrahirenden Theilen ihre fortdauernde verbindende Kraft und Gültigkeit, mit Ausnahme der durch den Hauptvertrag ausgedrückten Modifikationen und der durch den Beitritt Kurhessens sich ergebenden Erweiterungen des Separat-Vertrags vom 6ten September 1827.

Es wird jedoch hierbei ausdrücklich bemerkt:

a) dafs die in dem Art. III des Separat-Vertrags vom 6ten September 1827 enthaltene allgemeine Verzichtleistung durch die Art. LX bis LXXVI inclus. dieses Hauptvertrags keine Abänderung erleidet;

b) dafs die Bestimmung des Art. XVII des Separat-Vertrags vom 6ten September 1827, wegen unbekannter und bei der Ausgleichungs-Kommission bisher nicht angebrachter Privat-Ansprüche an das vor-malige Großherzogthum Frankfurt oder dessen jetzige Theilhaber, nach weiterer Uebereinkunft wegfällt;

c) dafs in Beziehung auf die Fuldaer Departemental-Verhältnisse der gegenwärtige Hauptvertrag keine Bestimmungen enthalte, welche nicht bereits in den ad Nr. 1, 2 und 3 bezeichneten Fuldaer Spezialverträgen festgestellt worden wären, mit einziger Ausnahme des im Art. XXIX ausgedrückten Beitritts der k. k. österreichischen Regierung zu dem preussisch-baierischen Pensions-Vergleiche vom 18ten Oktober 1823. 1828

ART. LXXXIII. (*Genehmigung des Hauptvertrags; — Auflösung der Kommission*).

Der gegenwärtige Vertrag wird von allen pacifizierenden Theilen ratifizirt werden, und die Ratifikationen sollen binnen der Zeit von acht Wochen oder wo möglich noch früher in Frankfurt am Main ausgewechselt werden.

Nach erfolgter Auswechslung derselben stellt die Kommission für die Ausgleichung der Zentral-Lasten des vormaligen Großherzogthums Frankfurt ihre Sitzungen ein, und erklärt ihren Auftrag für erledigt.

Die bei derselben verhandelten gemeinschaftlichen Protokolle und Akten werden in ein Verzeichniß gebracht und dasselbe wird von sämmtlichen Bevollmächtigten unterschrieben; zugleich wird wegen Hinterlegung dieser Akten und Protokolle in das Archiv des durchlauchtigsten deutschen Bundes zum Behufe ihrer dortigen weiteren Aufbewahrung die geeignete Einleitung getroffen werden.

Zu dessen Urkunde haben sämmtliche Bevollmächtigte den gegenwärtigen, fünffach auszufertigenden Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen Frankfurt am Main den 2ten Juli 1828.

PAUL ANTON *Freiherr* VON HANDEL.

FRIEDRICH KARL VON BÜLOW.

PHILIPP KARL *Freiherr* VON HERTLING.

WILHELM AUGUST VON MEYERFELD.

JOHANNES SCHMIDT.

FRIEDRICH IHM.

3.

1827 *Convention de commerce et de navigation entre l'Hanovre et les Etats-Unis du Mexique, signée le 20 Juin 1827.*

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover* 1830 Abth. 1. No. 3. pag. 9).

Nachdem Seine Majestät der König von Großbritannien und Hannover und der Präsident der Vereinigten Staaten von Mexico von gleichem Wunsche beseelt, die Handels-Verhältnisse zwischen ihren gegenseitigen Staaten zu erweitern, rathsam erachtet, die Bedingungen des am 26sten December des Jahres 1826 zwischen Großbritannien und den vereinigten Staaten von Mexico abgeschlossenen Freundschafts- Handels- und Schifffahrts-Tractats auf das Königreich Hannover auszu dehnen, insofern jene Bedingungen auf dieses Königreich für anwendbar werden gehalten werden, so haben die gegenwärtig zu London anwesenden Staats-Minister der hohen contrahirenden Mächte, nämlich von Seiten Seiner Großbritannischen Majestät als König von Hannover der Graf *Ernst Friedrich Herbert von Münster*, Staats- und Cabinets-Minister Seiner Majestät, Erblandmarschall des Königreichs, Canzler und Großkreuz des Guelphen-Ordens, Großkreuz des Russischen St. Alexander Newsky- und St. Annen-, auch des Oesterreichischen St. Stephan-Ordens etc. und von Seiten der Vereinigten Staaten von Mexico Herr *Sebastian Camacho*, deren erster Staats-Secretair und außerordentlicher Abgesandter, auch bevollmächtigter Minister bei Seiner Großbritannischen Majestät, sich gegenseitig gehörig autorisirt erkannt, über Nachfolgendes übereinzukommen.

Die beiden hohen contrahirenden Theile vereinbaren sich Namens ihrer respectiven Regierungen dahin, daß der vorerwähnte Tractat zwischen Großbritannien und den Vereinigten Staaten von Mexico, nebst seinen Additional-Artikeln, so wie sie dieser Conven-

3.

*Convention de commerce et de na- 1827
 vigation entre l'Hanovre et les
 Etats-Unis du Mexique, signée
 le 20 Juin 1827.*

El Presidente de los Estados Unidos de Mexico y S. M. B. Rey de Hannover deseando igualmente estender las relaciones de commercio entre sus Estados respectivos y habiendo juzgado que para este efecto seria conveniente estender al Reyno de Hannover las estipulaciones del Tratado de amistad, comercio y navegacion, concluido el 26 de Diciembre del año de 1826 entre la Gran Bretaña y los Estados Unidos de Mexico en cuanto estas estipulaciones se juzguen aplicables à este Reyno, los Ministros de Estado de las Altas partes contratantes que actualmente se hallán en Londres á saber: Por parte de los Estados Unidos de Mexico D. Sebastian Camachó, su Primer Secretario de Estado y Enviado extraordinario y Ministre plenipotenciario cerca de S. M. B. y por parte de S. M. B. en calidad de Rey de Hannover, el Conde Ernesto Federico Herberto de Münster, Ministre de Estado y del Gabinete de S. M. Mariscal Hereditario del Reyno, Canciller y Gran Cruz de la orden de los Guelphos, Gran Cruz de la orden de Sⁿ Alexandro Newsky y de S^{ta} Ana de Rusia, de la de Sⁿ Estevan de Austria etc. etc. se reconocieron reciprocamente autorizados en debida forma para convenir lo siguiente.

Las dos Altas partes contratantes convienen á nombre de sus Gobiernos respectivos en que el Tratado citado entre la Gran Bretaña y los Estados Unidos de Mexico con sus articulos adicionales del mismo modo que se hallan anexos á esta convencion, formarán de hoy en adelante la base de las Relaciones

1827 tion sich beigefügt finden *), künftig die Grundlage der Beziehungen zwischen dem Königreiche Hannover und den vereinigten Staaten von Mexico ausmachen sollen. Es wird indessen anerkannt, daß der 3te Artikel des besagten Tractats keine Wirkung haben könne, indem das Königreich Hannover keine Colonien besitzt. Desgleichen wird der 14te Artikel auf die Unterthanen dieses Königreichs nicht angewandt werden können. Der 15te Artikel ist gleichfalls als nicht anwendbar auf die Beziehungen zwischen dem Königreiche Hannover und den Vereinigten Staaten von Mexico anerkannt.

Die Ratification des gegenwärtigen Tractats soll zu London innerhalb eines Jahres oder wo möglich früher Statt finden.

Geschehen zu London, am 20sten Junius 1827.

Graf E. VON MÜNSTER. SEBASTIAN CAMACHO.

4.

Déclaration entre la Prusse et la France pour terminer le différend qui s'est élevé sur le district de la Leyen, du 11 Juin 1827.

(Gesetzsammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1830. No 6. pag. 25)

Le gouvernement prussien et le gouvernement françois sont convenus de terminer le différend qui s'est élevé relativement au district de la Leyen, situé entre la Sarre et la Blies et composé des villages Klein-Blittersdorf, Auersmachern, des hameaux de Hanweiler, Rilchingen et de la ferme de Vitringer Hof, par la transaction contenue dans les articles suivans:

ART. I. La Prusse reste en possession du district de la Leyen, et la France renonce formellement à

*) Le traité mentionné avec ses articles additionnels se trouve Suppl. au Rec. T. XI. Nouv. Rec. T. VII. première partie no. 25. pag. 80 sqs.

entre los Estados Unidos de Mexico y el Reyno de 1827 Hannover; sin embargo se reconoce que el artículo 3° del mencionado tratado no puede tener efecto por no poseer el Reyno de Hannover Colonia alguna. Asimismo el Art° 14 no podrá aplicarse á los subditos de este Reyno. El Art° 15 es igualmente reconocido como no aplicable á las relaciones entre los Estados Unidos de Mexico y el Reyno de Hannover.

La ratificacion del presente Tratado se hará en Londres en el Espacio de un año ó antes, si pudiere hacerse.

Fecho en Londres á 20 de Junio de 1827.

SEBASTIAN CAMACHO.

Le Comte DE MÜNSTER.

toute prétention qu'elle pourroit former sur ce même district.

ART. II. La France accepte comme compensation des prétentions, quelle avoit formées sur le district de la Leyen d'après le sens littéral du traité de Paris du 20 Novembre 1815 les villages de Merten, Biblingen, Flatten et Gongelfangen avec leurs banlieues.

ART. III. La cession des villages à la France sera effectuée le plutôt possible et sans attendre que la démarcation définitive des frontières soit terminée.

ART. IV. Le gouvernement prussien renonce aux impôts arriérés qui pourroient rester dus par les habitants de Merten et Biblingen le jour de la cession.

ART. V. Là, où la Sarre et la Blies séparent le territoire de la Prusse de celui de la France, le thalweg de ces deux rivières formera la frontière.

ART. VI. La présente déclaration faite ou nom de leurs Majestés le Roi de Prusse et le Roi de France et expédiée en double absolument conforme, sera valable immédiatement après que l'échange en aura eu lieu.

Fait à Paris le 11 Juin 1827.

WERTHER.

Le Baron DE DAMAS.

5.

1828 *Convention entre le gouvernement prussien et celui des Pays-Bas, pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes, du 16 Août 1828.*

(*Gesetzsammlung für die Königlichen Preussischen Staaten No. 14. pag. 101*).

L Le gouvernement de la Prusse et celui des Pays-Bas, voulant par des mesures réciproques réprimer les délits forestiers qui se commettent dans les forêts limitrophes des deux pays, sont convenus par les commissaires soussignés, des points et articles suivans :

ART. I. Les sujets prussiens qui auront commis quelque délit forestier dans le royaume de Prusse et qui se seront réfugiés dans celui des Pays-Bas, et les sujets des Pays-Bas coupables du même délit, commis dans le royaume et qui se seroient réfugiés en Prusse, seront rendus aux autorités judiciaires de leur pays, sur le simple réquisitoire du procureur du roi près le tribunal, dans le ressort duquel le délit aura été commis, ou du domicile du délinquant, ou sur le réquisitoire de l'autorité judiciaire, qui, dans la suite, pourroit être chargée des fonctions actuelles de procureur du roi.

Ce réquisitoire devra être appuyé des preuves ou au moins des indices du délit.

ART. II. Les agens forestiers du royaume de Prusse pourront poursuivre sur le territoire des Pays-Bas, jusqu'à cinq milles de la frontière, les sujets prussiens qui auront commis des délits forestiers sur le territoire de la Prusse; si le délinquant est pris, il sera immédiatement réconduit en Prusse et livré aux tribunaux.

De même le sujet des Pays-Bas qui aura commis un délit dans le royaume et se sera réfugié en Prusse, pourra être poursuivi par les agens forestiers des Pays-Bas jusqu'à cinq milles de la frontière, et reconduit dans le royaume pour être livré aux tribunaux.

ART. III. Les deux articles ci-dessus seront applicables au délinquant qui n'est ni Prussien ni sujet des Pays-Bas, il sera livré au gouvernement sur le territoire duquel il aura commis le délit. 1828

ART. IV. Dans cette poursuite les agens forestiers des deux gouvernemens pourront demander que les autorités fassent une visite domiciliaire, mais uniquement dans le cas et de la manière prescrite par les lois du pays, où elle doit avoir lieu.

ART. V. Dans la poursuite du délinquant, comme il est établi à l'article II., les agens forestiers, douaniers, gardes champêtres, et tous les dépositaires de la force publique, où il se sera réfugié, seront obligés de prêter main-forte aux agens forestiers poursuivans, lorsque ceux-ci, munis de leur commission qu'ils exhiberont, les requerront.

ART. VI. La présente convention est conclue pour dix ans, après l'expiration desquels elle continuera jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par une des parties contractantes, en quel cas elle cessera d'être en vigueur, six mois après la dénonciation.

ART. VII. La présente convention sera expédiée en double et ne sortira ses effets qu'après avoir été ratifiée par les deux gouvernemens.

Ainsi fait et signé à Aix-la-Chapelle le 16 Août 1828.

CH. DE MÜLMANN, *grand-maitre des forêts,*

JACQUES CHRISTOPHE CUNY, *conseiller actuel de régence, chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse de 3^{ème} classe.*

O. LECLERCQ, *procureur-général près la cour supérieure de justice, séant à Liège, chevalier de l'ordre du lion Belgique.*

FERDINAND DEL MARMEL, *administrateur des domaines.*

(Cette convention a été ratifiée à Bruxelles le 22 Janvier 1829 et à Berlin le 9 Mai de la même année).

6.

1828 *Convention conclue entre la France et le Brésil, relative aux indemnités à donner à des sujets françois pour la valeur des cargaisons et navires françois saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil; signée à Rio de Janéiro le 21 Août 1828.*

(Le Moniteur universel 1829. No. 239).

Au nom de la très-sainte et indivisible trinité!

S. M. le Roi de France et de Navarre et S. M. l'empereur du Brésil, ayant, par un article additionnel au traité du 8 janvier 1826, signé par leurs plénipotentiaires respectifs en date de ce jour, fixé, dans l'intérêt commun du commerce de leurs sujets, d'une manière claire, précise et conforme au principe de la réciprocité, le sens que doit avoir à l'avenir cette partie de l'art. 21 du même traité, qui est relative aux droits des belligérans envers les neutres, en cas de blocus, d'un port ou ville quelconque; et considérant que de la diversité du principe suivi jusqu'à présent par les hautes parties contractantes est résultée la diversité et l'incertitude de la règle adoptée dans les jugemens de quelques uns des bâtimens françois arrêtés et capturés par l'escadre brésilienne dans la rivière de la Plata; et S. M. l'empereur du Brésil, voulant concilier, d'une part, le respect dû aux lois et formes judiciaires qui régissent l'empire, avec ce que, de l'autre, prescrit l'équité en faveur des réclamans ou personnes lésées par suite de la condamnation définitive qui, par ce motif, a été prononcée contre les bâtimens et leurs cargaisons, et désirant en même tems donner à S. M. Très-Christienne une preuve non équivoque du prix

qu'il attache à sa fidèle amitié et à sa puissante alliance, leursdites Majestés ont résolu de conclure à cet effet, une convention spéciale et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: 1828

S. M. le Roi de France et de Navarre, le sieur Marquis de Gabriac, chevalier de l'ordre de la légion d'honneur, de l'ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, chevalier commandeur de l'ordre de Charles III. d'Espagne, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'empereur du Brésil;

Et S. M. l'empereur du Brésil, LL. EExc. MM. le Marquis d'Aracaty, membre de son conseil, gentilhomme de la chambre impériale, conseiller des finances, commandeur de l'ordre d'Aviz, sénateur de l'empire, ministre et secrétaire-d'état des affaires étrangères, et Joseph Clément Pereira, membre de son conseil, dezembargador da каза da supplicação, dignitaire de l'ordre impérial du Cruzeiro, chevalier de l'ordre du Christ, ministre et secrétaire-d'état des affaires de l'empire, et provisoirement chargé du département de la justice;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

ART. I. Le gouvernement du Brésil s'oblige et s'engage à payer au gouvernement françois en indemnité de pertes causées à ses sujets la valeur des coques, agrès et cargaisons des navires françois nommés le Courrier, le Jules et le San Salvador, qui ont été saisis et capturés par l'escadre de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil.

ART. II. Ces indemnités auront pour base, quant aux navires, la valeur de leurs coques et agrès, estimés d'après les polices d'assurance, lorsqu'il ne s'éleva contre elles aucun soupçon fondé de dol ou de fraude dans leur évaluation, à laquelle seront ajoutés le montant du fret acquis et les fraix et débours extraordinaires pour solde, entretien d'équipage et pour toutes dépenses quelconques occasionnés par l'arrestation et la capture des bâtimens; et quant aux cargaisons, le compte sera réglé d'après les manifestes, connoissemens et factures et d'après les prix courans des marchandises dans le

1828 port de Rio de Janéiro au moment de l'arrestation. Les polices d'assurance, connoissemens, factures, comptes de fraix et débours, et tous autres documens quelconques, devront être présentés légalisés en bonne et due forme.

ART. III. A la valeur de l'indemnité qui sera liquidée pour chaque bâtiment, sera ajouté à titre de dommages et intérêts, un intérêt de 6 pour cent par an, à partir d'un mois après la capture, jusqu'aux époques ci-dessous fixées pour les paiemens; et au montant total des indemnités qui seront liquidées pour les cargaisons, fret, dépenses et débours extraordinaires occasionnés par la capture, sera ajouté, à titre de dommages et intérêts, un intérêt de cinq pour cent par an, à partir de six mois après la capture jusqu'aux dites époques.

ART. IV. Les indemnités seront liquidées et fixées par une commission composée de quatre membres, savoir: deux commissaires liquidateurs, et deux commissaires arbitres, l'un de ceux-ci devant être appelé dans les cas seulement où les deux premiers ne seroient pas d'accord; il sera alors désigné par la voie du sort. Un commissaire liquidateur et un commissaire arbitre seront nommés par le gouvernement du Brésil, et l'autre commissaire liquidateur et l'autre commissaire arbitre, par le représentant de S. M. Très-Chretienne près la cour de Rio de Janéiro.

Les susdits commissaires recevront des reclamans ou autres personnes intéressées les comptes et documens ci-dessus énoncés, et tous autres titres qui pourront être présentés à l'appui de leurs droits, et quoique les réclamans aient la faculté de produire toutes les pièces justificatives qui leur conviendront, jusqu'à la clôture des travaux de la commission, il est néanmoins expressément convenu et réglé, qu'aucune réclamation ne sera examinée et prise en considération, si elle n'a été présentée dans les soixante jours qui suivront immédiatement l'installation de la commission.

ART. V. La commission sera installée dans l'espace d'un mois après la signature de la présente convention, et ses fonctions devront être définitivement terminées au 28 février de l'année 1829.

ART. VI. La liquidation sera faite en monnaie 1828 du Brésil, en tenant compte de la différence existant entre le change de l'époque de la capture et celui du moment où le paiement aura lieu; et les sommes qui seront liquidées et fixées seront soldées en paiemens égaux effectués à Rio de Janéiro, le premier, douze mois, le second, dix-huit mois, et le troisième, vingt-quatre mois après la fin et la clôture des travaux de la commission. Les cédules de paiement seront remises à la légation française près la cour du Brésil et comprendront les intérêts stipulés par l'article 3: chacune d'elles énoncera le nom ou les noms des intéressés au profit desquels elle sera délivrée, et indiquera la personne ou les personnes qui devront en acquitter le montant pour le compte du gouvernement du Brésil, ainsi que le lieu du paiement.

ART. VII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées en la ville de Rio de Janéiro dans l'espace de six mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. T. C. le Roi de France et de Navarre et S. M. l'empereur du Brésil, avons signé la présente convention de notre main, et y avons fait apposer le sceau de nos armes.

Fait en la ville de Rio de Janéiro, le 21^e jour du mois d'Août de l'an de grace 1828.

Le Marquis DE GABRIAC.

Marquis DE ARACATY.

JOSE-CLEMENTE PEREIRA.

(Cette convention a été ratifiée par la France le 3 Décembre 1828 et les ratifications ont été échangées à Rio de Janeiro le 11 Mars 1829).

7.

1828 *Article additionnel signé entre la France et le Brésil, le 21 Août 1828, à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'article 21 du traité d'amitié, de navigation et de commerce du 8 Janvier 1826.*

(Le Moniteur universel 1829. No. 239.)

'Au nom de la très-sainte et indivisible trinité!

S. M. le Roi de France et de Navarre et S. M. l'Empereur du Brésil, désirant accroître et resserrer chaque jour davantage les relations d'amitié, de commerce et de bonne intelligence qui subsistent heureusement entre les deux états, en prévenant autant qu'il est possible tout sujet de discorde entre eux, et considérant en même tems de quelle importance il est, tant dans les circonstances actuelles que pour l'avenir, que le sens de l'article 21, du traité conclu entre leursdites Majestés à Rio de Janeiro le 8 janvier 1826, qui jusqu'à présent a été interprété d'une manière différente par chacune des hautes parties contractantes, demeure fixé dorénavant d'une manière précise, claire et conforme au principe de la réciprocité, en cette partie de l'article qui stipule que les sujets de chacune des hautes parties contractantes pourront continuer leur commerce et navigation avec toute puissance, nation ou état qui viendrait à se trouver en guerre avec l'autre, à l'exception des villes ou bloquées ou assiégées par mer ou par terre, ont résolu d'un commun accord de fixer pour l'avenir le sens dudit article, et d'établir la règle qui doit être invariablement suivie dans son application, au moyen d'un article additionnel au traité susmentionné, et à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de France et de Navarre, le Sieur Marquis de Gabriac, chevalier de l'ordre royal de la légion d'honneur et de l'ordre des Saints Maurice et

Lazare de Sardaigne, chevalier commandeur de l'ordre 1828 de Charles III. d'Espagne, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'empereur du Brésil.

Et S. M. l'empereur du Brésil, LL. EExc. MM. le Marquis d'Aracaty, membre de son conseil, gentil-homme de la chambre impériale, conseiller des finances, commandeur d'Aviz, sénateur de l'empire, ministre et secrétaire-d'état des affaires étrangères, et Jose-Clemente Pereira, membre de son conseil, dezembargador da casa da supplicação, dignitaire de l'ordre impérial du Cruzeiro, chevalier de l'ordre du Christ, ministre et secrétaire-d'état des affaires de l'empire et provisoirement chargé du département de la justice;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Article additionnel.

Aucun bâtiment de commerce appartenant aux sujets de l'une des hautes parties contractantes qui sera expédié pour un port, lequel se trouvera bloqué par l'autre, ne pourra être saisi, capturé ou condamné, si préalablement il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence ou continuation du blocus par les forces bloquantes ou par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division du blocus; et, pour qu'on ne puisse alleguer une prétendue ignorance du blocus, et que le navire qui aura reçu cette intimation soit dans le cas d'être capturé s'il vient ensuite à se représenter devant le port bloqué pendant le tems que durera le blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui fera la notification, devra apposer son visa sur les papiers du navire visité, en indiquant le jour, le lieu ou la hauteur où sera faite la signification de l'existence du blocus et le capitaine du navire visité lui donnera un reçu de cette signification contenant les mêmes déclarations exigées pour le visa.

Le présent article additionnel aura la même force ou valeur que s'il avoit été inséré mot à mot dans le susdit traité: il est bien entendu toutefois que sa durée expirera avec celle des autres articles qui, conformément à l'article 25, doivent durer seulement l'espace de dix ans.

1828 En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. Très-Chrétienne le Roi de France et de Navarre et de S. M. l'empereur du Brésil, en vertu de nos pleins-pouvoirs respectifs, avons signé le présent article additionnel de notre main, et y avons fait apposer le sceau de nos armes.

Fait en la ville de Rio de Janéiro, le 21^e jour du mois d'Août de l'an de grâce 1828.

Le Marquis DE GABRIAC

Marquis DE ARACATY.

JOSE-CLEMENTE PEREIRA.

(Cet article additionnel a été ratifié par la France le 3 Décembre 1828 et les ratifications ont été échangées à Rio de Janéiro le 11 Mars 1829.)

8.

1829 *Convention entre l'Hanovre et le grand duché d'Oldenbourg concernant les rapports de navigation et de douanes, conclue le 10 Janvier 1829.*

(*Extra-Beilage zu No. 18. der Oldenburgischen Anzeigen vom 4. März 1829. Gesetz-Sammlung für das Königreich Hannover 1829. 1. Abthl.*

N. 4. pag. 23).

Nachdem in Folge des zur Erleichterung des Handels und wechselseitigen Verkehrs zwischen den mitteleuropäischen Staaten unterm 24sten September 1828 abgeschlossenen und demnächst ratificirten Vertrags, auch Unterhandlungen zwischen dem Königlich-Hannoverschen Bevollmächtigten, Geheimen Rath, Kriegs-Canzlei- und Ober-Zoll-Director, Freiherrn Grote und dem Herzoglich-Oldenburgischen Bevollmächtigten, Regierungsrath *Suden* über die Regulirung verschiedener, zwischen dem Herzogthum Oldenburg und dem Königreich Hannover bestehenden Schiffahrts-

und sonstiger Verhältnisse, so wie über gegenseitige, 1829
den Unterthanen beider Staaten in Absicht des Grenz-
Verkehrs zu gewährende Erleichterungen, Statt ge-
funden haben, und nachdem in Folge dieser Unter-
handlungen am 10ten Januar d. J. eine Vereinbarung
abgeschlossen worden, nach welcher, für die Dauer
des Casseler Vertrags vom 24sten September 1828,
folgende Zugeständnisse gemacht sind.

A. Herzoglich Oldenburgischer Seits.

§. 1. Auf den folgenden Strafsen, welche durch
das Herzogthum Oldenburg führen und Theile des
Hannoverschen Staatsgebiets mit anderen verbinden,
soll zu Gunsten der Hannoverschen Unterthanen und
deren Eigenthums der Oldenburgische Transito-Zoll
auf $\frac{1}{10}$ tel des bisherigen Betrags ermäßigt werden,
nämlich:

- 1) auf der Strafe, welche aus Ostfriesland über El-
lernbrok in das Herzogthum Aremberg-Meppen,
so wie
- 2) aus Ostfriesland nach dem nördlichen Theile des
Fürstenthums Osnabrück führt;
- 3) auf den Strafsen, welche aus dem Fürstenthum
Ostfriesland und dem Herzogthum Aremberg-Mep-
pen durch das Oldenburgische nach den Grafschaften
Hoya und Diepholz führen;
- 4) auf den Strafsen, welche aus den Aemtern Für-
stenau, Bersenbrück, mit Einschluss der Stadt Qua-
kenbrück, und aus dem Amte Vörden nach den
Grafschaften Hoya und Diepholz über Twistringen
und die südlich von Twistringen belegenen Zoll-
Recepturen führen.

Die Oldenburgische Staats-Regierung wird ge-
meinschaftlich mit der Königlich Hannoverschen Re-
gierung, in sofern es nöthig scheint, die hier nur im
Allgemeinen angegebenen Strafsen, den Oertlichkeiten
gemäß allenfalls durch Commissarien näher verabreden
und die Recepturen bestimmen, bei welchen die An-
meldung geschehen muss.

Die bemeldeten Zollmoderationen werden ohne
Unterschied eintreten, ob der Transport hin- oder
zurückgehe.

Es wird dabei überhaupt vorausgesetzt, daß der
Transport auf einer Axe und ohne Lagerung und

1829 Umladung im Oldenburgischen Gebiete Statt finde, in so weit nicht der Waaren-Transport auf den bezeichneten Strafsen zum Theil zu Wasser und zum Theil zu Lande geschieht und daher eine Umladung von den Schiffen auf Wagen und umgekehrt nothwendig ist.

§. 2. Auf gleiche Weise und unter denselben Voraussetzungen und Bestimmungen soll zu Gunsten der Hannoverschen Unterthanen und deren Eigenthums auf der Strafe, welche aus Ostfriesland durch die Stadt Oldenburg nach Bremen und umgekehrt, führt, der Oldenburgische Transito-Zoll auf $\frac{1}{4}$ tel des gegenwärtigen Betrags ermäßigt werden.

§. 3. Desgleichen soll von Wein, Branntwein und Rum, welche zu Wasser von Bremen oder von andern Handelsplätzen nach Oldenburg, und von dort zu Lande nach Quakenbrück geführt werden, der Oldenburgische Transito-Zoll, insofern jene Gegenstände Hannoverschen Unterthanen eigenthümlich zustehen, auf die Hälfte des gegenwärtigen Betrags herabgesetzt werden.

§. 4. Die in den §. §. 1. 2. 3. enthaltenen Zugeständnisse sind nicht anwendbar auf dasjenige Gut, welches nicht aus dem Hannoverschen originirt, oder welches, wenn es ausländischen Ursprungs ist, Nicht-Hannoverschen Unterthanen zusteht und nur von Hannoverschen Unterthanen spedirt oder transportirt wird, desgleichen nicht die §. §. 1. und 2. auf die Durchführung des Viehes, worüber der §. 6. das Nähere bestimmt, so wie des Getreides, rücksichtlich dessen die Stipulationen des Casseler Vertrags vom 24. September v. J., unverändert bleiben.

Endlich sind auch die gedachten Zugeständnisse der §. §. 1. 2. 3. nicht anwendbar auf die geringe Stadt-Oldenburgische Transito-Accise, insofern die Hannoverschen Unterthanen zustehenden, Güter auf der einen oder andern der bemeldeten Strafsen durch die Stadt-Oldenburg selbst geführt werden.

Dagegen verspricht die Herzoglich-Oldenburgische Regierung, wie solches auch schon aus den Stipulationen des Casseler Vertrags hervorgeht, die gedachte Stadt-Oldenburgische Transito-Accise während der Dauer des Vertrags nicht zu erhöhen.

§. 5. Insofern die, in den §. §. 1. 2. 3. enthaltenen, Zollbegünstigungen eintreten sollen, ist rück-

sichtlich der anzuwendenden Controle-Maßregeln be- 1829
stimmt:

- 1) Die durchzuführenden Waaren müssen mit einem Certificate begleitet seyn, woraus entweder der Hannoversche Ursprung hervorgeht, oder wodurch bescheinigt wird, daß die gedachten Waaren, Eigenthum eines Hannoverschen Unterthanen, und nicht bloß fremde oder Speditions-Güter sind. Diese Certificate sollen entweder in einer, von der Ortsbehörde legalisirten Bescheinigung oder in einer Erklärung an Eides statt bestehen;
- 2) für die durchzuführenden Waaren wird beim Eingang in das Oldenburgische der volle Betrag des Transito-Zolls erlegt, oder desfalls annehmbare Caution gestellt, wornach dann
- 3) Bei gehörig nachgewiesener Wiederausfuhr bei der Herzoglich Oldenburgischen Grenz-Ausgangs-Receiptur der zuviel erlegte Zollbetrag zurückgezahlt, oder die desfalls geleistete Caution gelöscht werden soll.

Uebrigens versteht es sich von selbst, daß von den Transportanten die sonstigen, im Herzogthum Oldenburg bestehenden, Vorschriften über die Durchfuhr transitirender Güter beobachtet werden müssen.

§. 6. Der Oldenburgische Durchgangs-Zoll von den Pferden, Hornvieh und Schweinen, welche aus dem Hannoverschen durch das Herzogthum Oldenburg geführt werden, soll, insofern selbiger höher ist, als der Hannoversche, abgesehen von der Hannoverschen Eingang-Steuer vom Vieh, auf die Hannoverschen Zollsätze ermäßigt werden.

§. 7. Von demjenigen Vieh, welches aus dem Hannoverschen eingeführt wird, um auf den Oldenburgischen Weiden geweidet zu werden, sollen insofern die vorschriftsmäßigen Controle-Maßregeln beobachtet sind, die deponirten Zoll- und Steuergefälle bei der Wiederausfuhr restituirt werden.

§. 8. Der Oldenburgische Eingang-Zoll von dem aus Ostfriesland eingeführt werdenden Torf wird während der Dauer der Convention nicht erhöht werden.

§. 9. Von den Bienen, Bienenkörben und Futterhonig, welche auf den Flüssen Ahe und Markah über Heubrück und Neuvrees durch das Saterland

1829 hin- und zurückgehen, soll überall kein Oldenburgischer Transito-Zoll mehr erhoben werden.

§. 10. Herzoglich-Oldenburgischer Seits wird man dem Marktverkehr an den Grenzen, wie bisher, alle thunliche Erleichterung angedeihen lassen.

§. 11. Die Hannoverschen Schiffer sollen in dem Herzogthum Oldenburg rücksichtlich der Schiffahrts-Abgaben, den inländischen Schiffern völlig gleich gesetzt, und an Schiffahrts-Abgaben aller Art nicht mehr als diese zu entrichten haben.

§. 12. Die in dem §. 13. der Hannoverschen Erklärung vom 10. Januar d. J. als gemeinschaftliche und gegenseitige Verabredungen aufgeführten Controle-Maßregeln und näheren Bestimmungen in Absicht auf die Ausführung des Art. 14. des Casseler Vertrags vom 24sten September 1828 werden Herzoglich Oldenburgischer Seits hiedurch als verbindend anerkannt.

§. 13. Da auch von der Königlich Hannoverschen Regierung Verabredungen gewünscht worden sind, um die Einschwärtzung von Waaren aus dem Oldenburgischen in das Hannoversche zu vermindern, welche ihren Grund hauptsächlich in der Verschiedenheit der indirecten Abgaben-Systeme beider Länder hat, es aber, wenn gleich die Herzoglich-Oldenburgische Regierung im Allgemeinen nicht abgeneigt ist, sich in der einen oder andern Hinsicht den im Königreich Hannover bestehenden indirecten Abgabe-Einrichtungen anzunähern, doch sofort nicht thunlich ist, darüber Stipulationen zu treffen, und endlich die Oldenburgische Regierung die Nachteile nicht verkennt, welche der Schleichhandel für die beiderseitigen Unterthanen hat, und daher auch weit davon entfernt ist, selbigen gern zu sehen, oder gar auf irgend eine Weise befördern zu lassen, so verspricht die gedachte Regierung zur Abstellung der desfallsigen Hannoverschen Beschwerden, so weit es die gegenwärtigen Umstände und Verhältnisse gestatten, gern mitzuwirken, insbesondere an den Grenzen des Königreichs Hannover keine solchen Niederlagen, namentlich an Branntwein, Salz, Colonial- und Manufacturwaaren zu gestatten, welche ihrer Anlage und Einrichtung nach dem Schleichhandel zu dienen bestimmt sind, besonders dergleichen in Zollhäusern nicht zu dulden, vielmehr, gleich wie solches auch im Hannoverschen ver-

boten ist, bei strenger Ahndung zu untersagen, auch 1829 den Zoll-Officianten jede Beförderung der Einschwärtzung von Waaren in die Königlich Hannoverschen Lande bei harter Strafe zu verbieten.

Dafs unter den gedachten zu verbietenden Waaren-Niederlagen an der Grenze, nicht solche verstanden werden, welche ein Herzoglich-Oldenburgischer Einwohner an seinem Wohnorte, vermöge seines Gewerbes oder seines Handels zu halten veranlaßt ist, versteht sich dabei von selbst. Auch wird dabei vorausgesetzt, dafs Hannoverscher Seits und namentlich durch Hannoversche Zoll- und Steuer-Officianten das Einschwärzen der Waaren, in das Oldenburgische eben so wenig befördert werden soll.

§. 14. Die in der gegenwärtigen Erklärung enthaltenen Zugeständnisse, sollen mit dem 1sten März d. J. ihren Anfang nehmen und vorerst bis zum 31sten December 1834 bestehen. Sollte die Dauer derselben alsdann nicht verlängert werden; so treten beide pacisirende Theile in der hier in Frage stehenden Beziehung in ihre früheren staatsrechtlichen Verhältnisse gegenseitig zurück.

B. Königlich Hannoverscher Seits.

§. 1. Vom 1sten März 1829 an, wird die durch die Verordnung vom 8ten Juli 1823 angeordnete Viehsteuer für dasjenige Vieh (Hornvieh, Pferde und Schweine) nicht ferner erhoben, welches aus den Herzoglich Oldenburgischen Landen durch das Königreich Hannover durchgeführt und exportirt wird. Die gedachte Viehsteuer bleibt dagegen unverändert bestehen, für dasjenige Vieh, welches aus dem Oldenburgischen in das Königreich Hannover eingeführt wird, auch bestehen die bisherigen Ein- und Durchgangs-Zölle für das aus dem Oldenburgischen ein- und durchzuführende Vieh unverändert.

Als Controle-Mafsregel, dafs das aus dem Oldenburgischen durchzuführende Vieh im Lande nicht verbleibe, ist bestimmt worden, dafs der Transportant bei der Erreichung der ersten Hannoverschen Grenz-Receptur die Transito-Zollgefälle und den vollen Betrag der Eingangs-Abgabe baar erlege, oder für letztere annehmbare Caution bestelle, alsdann von gedachter Réceptur mit einer, die Beschreibung des

1829 durchzuführenden Viehes und die Benennung der Grenz-Ausgangs-Receptur enthaltenden, Abfertigung versehen werde, und beim Wiederausgange aus dem Königreiche nach zuvoriger Revision den vollen Betrag der erledigten Eingangs-Abgabe restituirt erhalte, oder, sofern er dafür Caution bestellt, diese gelöscht werde.

Die steuerfreie Durchführung des Oldenburgischen Viehes kann nur auf Hauptstraßen geschehen.

§. 2. Von demjenigen Vieh, welches aus dem Oldenburgischen, um auf Hannoverschen Weiden ge-weidet zu werden, eingeführt wird, sollen, insofern die vorschriftsmäßigen Controle Maßregeln beobachtet sind, die deponirten Zoll- und Steuer-Gefälle bei der Wiederausfuhr restituirt werden.

§. 3. Es wird Königlich-Hannoverscher Seits von einer Erhöhung der, auf die Einfuhr des Oldenburgischen Torfs ruhenden Abgabe, namentlich des in dem Fürstenthum Ostfriesland bestehenden Impostes auf dem für die Einfuhr des Holländischen Torfs bestehenden anderthalb bis dreimal höheren Satz gänzlich abstrahirt, und soll der bisherige Ostfriesische Impost nach dem, unter dem 29sten Juni 1822 publicirten, Tarif von demjenigen Oldenburgischen Torf überall nicht mehr erhoben werden, welcher durch die Provinz Ostfriesland zu Wasser oder zu Lande nur durchgeführt wird. Die Anordnung einer etwa nöthig befundenen Controle bleibt vorbehalten.

§. 4. Die Durchgangs-Abgabe für die Oldenburgischen Producte: Honig, Schinken und Speck, welche nach dem gesetzlichen Tarif 5 gGr. pro 100 Pfund beträgt, wird auf 2 gGr. pro 100 Pfund ermäßigt. Außerdem sollen alle lästigen Nachfragen, hinsichtlich der gewöhnlichen Victualien der Oldenburgischen Hollandsgänger, welche namentlich in Speck und Schinken bestehen gänzlich unterbleiben, und diese Victualien, sie mögen in Packen oder auf einem, die Hollandsgänger begleitenden, Fuhrwerke befindlich seyn, von jeder Untersuchung und Legitimation, so wie von jeder Entrichtung an Steuer oder Zoll freigelassen werden, sofern dabei keine eigentliche kaufmännische Verpackung Statt findet.

§. 5. Für denjenigen Thran, Pech, Eisen und Theer, welchen Oldenburgische Unterthanen über Ostfriesland beziehen, soll der gesetzliche Zoll von re-

spective 5 gGr. 4 gGr. und 2 gGr. 8 Pf. für Thran, Pech 1829 und Eisen auf 2 gGr. und für Theer auf 8 Pf. ermäßigt werden.

§. 6. Dasjenige unbearbeitete Bauholz und Brennholz, welches aus dem Oldenburgischen auf der Ems nach dem Auslande durchgeführt wird, soll von dem Durchgangszoll von 1 gGr. für die Pferdelast von 800 Pfund, unter Beobachtung der etwa anzuordnenden Controle-Mafsregeln, frei gelassen werden.

Ein Gleiches soll bei der Durchfuhr neuer Schiffe, so wie des Oldenburgischen Wachses und Honigs, auf der Ems nach Holland oder der Jeverschen Küste eintreten.

In wiefern es thunlich ist, in dem Oldenburgischen Interesse die Eingangs-Abgaben für das, aus dem Oldenburgischen in Ostfriesland einzuführende, bearbeitete und unbearbeitete Schiffsbauholz zu vermindern, hängt von der darüber eingeleiteten Untersuchung ab, und kann eine Zusicherung darüber zur Zeit noch nicht ertheilt werden.

§. 7. Der auf die Einfuhr Oldenburgischer Seife in das Fürstenthum Ostfriesland, gesetzlich bestehende Impost von 2 Rthl. 12 gGr. pro 100 Pfund wird aufgehoben.

§. 8. Zur Erleichterung des Verkehrs zwischen dem Herzogthum Oldenburg und der Herrschaft Jever über die Hannoverschen Recepturen Marx, Klein-Horsten, Neustadt-Gödens und Lopsun, soll auch ferner nur der Eingangs- oder der Ausgangs-Zoll, letzterer, wenn der Eingang gesetzlich frei ist, als Durchgangs-Abgabe erhoben werden.

§. 9. Für rohe unverpackte Leinwand, welche aus dem Oldenburgischen in das Hannoversche, namentlich nach Bramsche und Quakenbrück eingeführt wird, soll eine Ermäßigung des Eingangs-Zolles von 2 gGr. auf 6 Pf. Statt finden, so wie auch für rohes unverpacktes Leinengarn, welches in bedeutenden Quantitäten aus dem Herzogthum Oldenburg durch das hiesige Territorium nach Holland exportirt wird, und für wollene Strümpfe, sofern solche ohne kaufmännisch verpackt zu seyn, durchgeführt werden, ein Transitozoll überall nicht erhoben werden soll.

§. 10. Leere Bienenkörbe und Aufsätze, welche während der Bienenflucht-Zeit aus dem Oldenburgi-

1829 schen in Ostfriesland ein- und demnächst wieder ausgeführt werden, sollen so wie auch die Bienen im gleichen Falle von Entrichtung eines Ein- oder Ausgangs-Zolls frei gelassen bleiben.

§. 11. Alle Oldenburgischen Schiffer sollen hinsichtlich der Schifffahrts-Abgaben im Hannoverschen den inländischen Schiffern völlig gleich gestellt, und an Schifffahrts-Abgaben aller Art, nicht mehr als diese ferner entrichten.

§. 12. In Gemäßheit der Bestimmungen der Wiener Congress-Acte, soll eine Regulirung der Abgaben auf den gemeinschaftlichen Nebenströmen der Ems eintreten und werden sich beide interessirte Staaten dieserhalb, so wie wegen Bestimmung der Controle-Mafsregeln, näher verständigen.

§. 13. In Absicht der zweckmäßigen Ausführung des Art. 14. der Casseler Convention vom 24sten September v. J., und der dabei anzuwendenden Controle-Mafsregeln, sind folgende Bestimmungen getroffen.

- a) Ursprungs-Certificate sollen nur bei den sub Nris 1 bis 11 in dem gedachten Artikel benannten Gegenständen gefordert werden können, und bedarf es derselben bei den übrigen Artikeln so wenig bei der Ein- als Ausfuhr;
- b) die Ursprungs-Bescheinigungen sollen immer nach ein- und derselben bestimmten Form ausgestellt werden, welche beide Staaten sich gegenseitig zur Nachricht mittheilen werden;
- c) bei denjenigen im Artikel 14. benannten Gegenständen, welche nach den bestehenden Landesgesetzen entweder ein- oder ausgangszollpflichtig oder auch nur ausgangszollpflichtig sind, muß, wenn sie zur Durchfuhr aus dem Oldenburgischen durch das Hannoversche nach einem Nichtvereinslande, oder umgekehrt, von dem Hannoverschen durch das Oldenburgische in ein Nichtvereinsland bestimmt sind, beim ersten Eingange diese Bestimmung declarirt werden und sind solche Gegenstände mit einer, die Grenz-Ausgangs - Receptur bezeichnenden, Abfertigung zu versehen, damit der Ausgangs-Zoll davon nicht erhoben werde;
- d) Da die in dem Art. 14. des Casseler Vertrags vom 24sten September v. J., namentlich der Einfuhr des

Getreides zugestandene Erleichterung, nach der ausdrücklichen Bestimmung des gedachten Artikels, nicht auf die eigentlichen kaufmännischen Speculationen ausgedehnt werden soll, sondern nur die Erleichterung des Grenzverkehrs damit beabsichtigt wird; so soll eine absichtliche Umgehung dieses Endzwecks von keinem der beiden Staaten weder gefördert noch geduldet werden, vielmehr werden dieselben in den geeigneten Fällen sich über die, zur Aufrechterhaltung des Endzwecks geeigneten Mittel verständigen.

§. 14. Wenn es in der Absicht liegt, auch den Marktverkehr unter den beiderseitigen Unterthanen so viel als möglich, und so weit es mit der Aufrechterhaltung der im Königreich Hannover und dem Herzogthum Oldenburg bestehenden finanziellen und polizeilichen Einrichtungen vereinbar ist, zu erleichtern; so ist darüber Hannoverscher Seits Folgendes festgesetzt:

- a) Hinsichtlich der Restitution der Steuer für ausländisches, unverkauft zurückgehendes Vieh, gilt dasselbe, was im §. 5. der Verordnung vom 8ten July 1823 wegen des inländischen, von auswärtigen Märkten zurückkommenden Viehes vorgeschrieben ist.
- b) In allen den Fällen, wo die in dem gedachten §. bestimmte Frist von einem Tage um das Vieh von den Märkten respective aus- und wieder einzuführen, oder ein- und wieder auszuführen, wegen Entfernung des Markt-Ortes von der Grenze nicht genügt, soll eine Verlängerung der Frist eintreten, und bedarf es zu solchem Ende nur einer Angabe der Grenz-Puncte, wo ein solches Verfahren aus dem angegebenen Grunde für nothwendig erachtet wird.
- c) In Absicht des sonstigen Marktverkehrs ist die steuerfreie Wiederausführung der Waaren an einzelne Tage überall nicht gebunden, und hat der Oldenburgische Handelsmann nur beim Eingange in das Königreich seine Waare anzumelden, am Markt-Orte Sicherheit für die Steuer zu leisten, die Steuer aber nur von den hier abgesetzten Waaren nach beendigtem Markte zu erlegen. In Absicht der Zoll-Entrichtung bleibt die bisherige einfache Einrichtung unverändert bestehen.

§. 15. Die in der gegenwärtigen Erklärung enthaltenen Zugeständnisse, sollen mit dem 1sten März

1829 d. J. ihren Anfang nehmen und vorerst bis zum 31sten December 1834 bestehen. Sollte die Dauer derselben alsdann nicht verlängert werden, so treten beide pacificirenden Theile, in der hier in Frage stehenden Beziehung, in ihre früheren staatsrechtlichen Verhältnisse gegenseitig zurück.

So wird diese Vereinbarung, nachdem solche von den beiderseitigen Gouvernements ratificirt worden, hierdurch zur Nachachtung öffentlich bekannt gemacht.

9.

Convention entre le grand duché de Mecklenbourg Strelitz et le grand duché de Mecklenbourg Schwerin, concernant l'égalité des droits à observer reciproquement entre les ouvriers des deux grands-duchés, publiée le 10 Janvier 1829.

(*Neu-Strelitzische Anzeigen* 1829. 3. Stück.)

Wir Georg von G. G. Großherzog von Mecklenburg, Fürst zu Wenden, Schwerin und Ratzeburg, auch Graf zu Schwerin, der Lande Rostock und Stargard Herr u. s. w.

Geben hiermit öffentlich zu vernehmen, daß wir mit des Großherzogs von Mecklenburg-Schwerin, Königlicher Hoheit und Liebden, völlig darüber einverstanden und übereingekommen sind, daß alle Handwerker gegenseitig in Unsern und den Großherzoglich Schwerinischen Landen, jedoch mit Ausschluss Unsers Fürstenthums Ratzeburg, völlig gleiche Rechte genießen, und völlig gleich behandelt werden sollen.

Wonach die betreffenden Behörden in Unserm hiesigen Herzogthume auf das Genaueste allerunterthänigst sich zu richten und zu achten haben.

Urkundlich unter Unsrer eigenhändigen Unter-1829
schrift und beigedrucktem Großherzoglichen Insiegel.

Datum Neustrelitz den 10. Januar 1829.

GEORG, G. H. v. M.

v. OERTZEN.

10.

*Convention entre le Danemarç et la
Russie concernant le salut maritime
entre les vaisseaux de guerre des
deux puissances, signée le 15 Janvier
1829.*

(Sur copie officielle.)

S. M. le Roi de Danemarç et S. M. l'empereur de toutes les Russies désirant écarter pour l'avenir les malentendus, auxquels a donné lieu quelquefois l'omission involontaire du salut entre les vaisseaux de guerre des deux puissances, tel qu'il est stipulé par le traité du 30 Octobre 1730; considérant que ce cérémonial, dénué d'une utilité réelle, est généralement tombé en désuétude parmi les nations Européennes, et convaincus d'ailleurs que d'après les relations d'amitié, qui unissent les deux gouvernemens, la suppression d'une partie de ces formalités ne portera aucune atteinte aux égards, qu'ils ont toujours temoignés mutuellement à leurs pavillons respectifs, ont résolu de simplifier quelquesunes des stipulations du dit traité, et ont à cet effet muni d'autorisation spéciales, savoir:

S. M. le Roi de Danemarç le Sieur Erneste Henri comte de Schimmelmänn, Son ministre d'état intime et chef du département des affaires étrangères, chevalier de l'ordre de l'Eléphant, grand-croix de celui du Dannebrog, et décoré de la croix d'argent du même ordre, et

S. M. l'empereur de toutes les Russies le Sieur Paul baron de Nicolay, Son conseiller privé, Envoyé

1829 extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. danoise, chevalier de l'ordre de S^{te} Anne de la première classe, et de St. Wladimir de la troisième, grand croix de celui de Dannebrog et chevalier de l'ordre de l'Etoile polaire, lesquels sont convenus des articles suivans:

ART. I. Le salut à donner par les vaisseaux de guerre des deux puissances en vertu des articles I, II, III, V, XIII et XIV. du traité du 30 Octobre 1730 est réciproquement aboli. Aucun navire de guerre, qu'il soit en marche ou à l'ancre, ne sera plus tenu de saluer ceux de l'autre puissance, à moins que ce ne soit par égard pour un pavillon amiral de la part d'un officier d'un rang inférieur.

Par suite de cette disposition l'article VI. du dit traité, lequel stipule que les vaisseaux de guerre respectifs ne se salueront pas dans la Baltique depuis Bornholm jusqu'à la côte de Livonie, reste sans objet.

ART. II. Il est toutefois entendu, que les vaisseaux de guerre de chacune des deux puissances continueront à saluer les forts et batteries de l'autre, d'après la teneur de l'art. VII. du traité de 1730 et que ce salut leur sera rendu coup pour coup.

ART. III. Pour les cas prévus à l'art. I. du présent arrangement l'article XI. du traité de 1730 est modifié de manière, que les amiraux ne seront tenus que de rendre deux coups de moins et le grand-amiral quatre coups de moins pour le salut, qu'ils auront reçu d'un officier d'un grade inférieur.

ART. IV. Quant au salut à donner par les navires marchands l'art. VIII. du susdit traité sera modifié de cette sorte, que les vaisseaux marchands russes, en passant par le Sund ou par les Belts, ne seront plus tenus de rigueur, à cause de la rapidité des courans, de baisser leurs voiles en signe de salut devant les citadelles de Cronembourg, de Nybourg et de Friedericia.

ART. V. Tous les autres articles du même traité de 1730 resteront en pleine vigueur.

ART. VI. Le présent accord sans être revêtu de ratifications entrera en vigueur dès ce jour, et il sera maintenu jusqu'à ce que, en vertu du protocole signé à Aix-la-Chapelle le 27 Novembre 1818, un regle-

ment général aura pu être arrêté entre toutes les 1829 puissances maritimes au sujet du salut de mer.

En foi de quoi les soussignés ont échangé entr'eux la présente déclaration, et l'ont fait munir du cachet de leurs armes.

Fait à Copenhague le 15 Janvier 1829.

E. comte DE SCHIMMELMANN. P. baron DE NICOLAY.

II.

Déclaration ministérielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon

du $\frac{22 \text{ janvier}}{9 \text{ février}}$ 1829.

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten. 1829. No. 1. pag. 10).

Das Königlich-Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemähsheit der von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

Nachdem von der Königlich-Baierschen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, daß vorläufig und bis es nach Artikel 18. der deutschen Bundesakte zu einem gemeinsamen Bundesbeschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Büchernachdruck kommen wird, diejenigen gesetzlichen Bestimmungen, welche in dieser Beziehung zu Gunsten der Baierschen Unterthanen im Königreich Baiern bereits bestehen, oder künftig erlassen werden, in ganz gleichem Maasse auch zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Preussischen Monarchie in Anwendung gebracht werden sollen;

daß das Verbot wider den Büchernachdruck, so wie solches bereits in dem ganzen Bereiche der Preussi-

1829 schen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen, besteht, auch auf die Schriftsteller des Königreichs Baiern Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handle es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preussischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Königlich-Baierischen Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten vollzogene, Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 22sten Januar 1829.

*Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.*

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Königlich-Baierischen Ministerio des Königlichen Hauses und des Äußeren unterm 2ten Februar d. J. vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetz-Sammlung pro 1827. No. 17. Seite 123.) hierdurch zur öffentlichen Kenntniß gebracht. Berlin, den 13ten Februar 1829.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

V. SCHÖNBERG.

12.

*Convention entre le duché de Nassau 1829
et la ville libre de Francfort pour
empêcher les délits forestiers, de
chasse et de pêche, sur les frontières
respectives, publiée à Wisbaden,
le 28 Février 1829.*

*(Verordnungsblatt des Herzogthums Nassau. 1829.
No. 4. pag. 23).*

Mit der freien Stadt Frankfurt ist zur Verhütung der Forst-, Jagd-, Fischerei- und Feldfrevel auf den Gränzen nachstehende gegenseitige Erklärung für die Dauer von fünf Jahren vom 1sten März dieses Jahre an verabredet worden:

Nachdem die Herzogliche Regierung mit dem Senate der freien Stadt Frankfurt übereingekommen ist, wirksame Maasregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen, so wie zur Verhütung der Jagd-, Fischerei- und Forstfrevel gegenseitig zu treffen, erklären Wir nach eingeholter Höchster Genehmigung Seiner Durchlaucht des Herzogs Folgendes:

1. Es verpflichtet sich die Herzogliche Regierung in Erwiderung der gleichen Erklärung der freien Stadt Frankfurt, die Forstfrevel, welche ihre Einwohner und Unterthanen in den Waldungen des anderen Gebiets verüben möchten, sobald sie davon Kenntniß erhält, nach denselben Gesetzen untersuchen und bestrafen zu lassen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären. Es bleibt jedoch den beiderseitigen Behörden frei, da wo in einzelnen Fällen die gegen ihre Angehörigen und Unterthanen wegen im jenseitigen Gebiete begangener Frevel auszusprechenden Strafen strenger sind, als die des Staats, in welchem der Frevel statt fand, Moderationen bis zum Strafmaas, welches die Gesetzgebung des letzteren Staats verordnet, eintreten zu lassen.

1829 Ebenso steht es den beiderseitigen Behörden wie bisher auch ferner frei, die auf ihrem Gebiete betroffenen und daselbst arretirten Frevler nach ihren Gesetzen bestrafen zu lassen.

2. Die zur Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevler zuständigen Behörden des einen Staats haben den amtlichen Protokollen der Forstbeamten, so wie anderer etwa zuständigen Polizei- und Gerichtsbeamten des andern Staates, vollen Glauben beizumessen, mithin die mit rechtsgenügender Bestimmtheit angezeigten Frevler für schuldig zu erkennen, wenn sie keinen vollständigen Gegenbeweis führen.

3. Die Förster (Waldhüter) haben das Recht, den Frevler auf Betreten, wenn sie ihn nicht mit Bestimmtheit erkennen, auf dem Gebiete wo er gefrevelt hat, zu arretiren und ihn an die Local-Polizeibehörde seines Wohnorts abzugeben oder abgeben zu lassen.

4. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, namentlich werden die beiderseitigen Behörden angewiesen, in dringenden Fällen in ihren respectiven Gebieten sogleich die geeigneten Haussuchungen und sonstigen Visitationen, überhaupt alles was zur Entdeckung des Frevlers nöthig erachtet wird, vorzunehmen, und der requirirenden Behörde längstens binnen acht Tagen den Befund protokollarisch mitzuthemen.

5. Diejenige Behörde, welche einer derartigen Requisition nicht sogleich Genüge leistet, ist in namhafte Strafe zu nehmen.

6. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevler so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung nur immer möglich ist, auch das endliche Resultat der requirirenden Behörde jedes Mal nachrichtlich mitzuthemen.

7. Die Vollziehung der Straferkenntnisse nebst der Beitreibung der dem Waldeigenthümer zuerkannten Entschädigungs-Gelder soll mit der erforderlichen Beschleunigung bewirkt und deshalb zu begründeten Beschwerden niemahls Anlaß gegeben werden.

Die erkannte Geld- oder Arbeitsstrafe wird zum Vortheil desjenigen Staats vollzogen, dessen Behörde die Strafe erkannt hat. Der dem Waldeigenthümer zuerkannte Schadenersatz, so wie die Denunzianten-

Gebühr, wo diese letztere gesetzlich besteht, werden 1829 vorzugsweise vor der Strafe begetrieben.

8. Was in den vorhergehenden Artikeln in Ansehung der Forstfrevel bestimmt ist, gilt auch in Ansehung der Jagd-, Fischerei-, und Feldfrevel, soweit diese Bestimmungen hierauf anwendbar sind.

9. Gegenwärtige Verabredung wird nach Auswechselung der Deklarationen alsbald in Vollziehung gesetzt.

Vorstehende Erklärung wird daher nach nunmehr erfolgter gegenseitiger Auswechselung hiermit zur Nachachtung bekannt gemacht und deren Vollziehung den betreffenden Behörden aufgetragen.

Wiesbaden, den 28sten Februar 1829.

Herzogliches Staatsministerium.

Freiherr VON MARSCHALL.

vdt. v. PREUSCHEN.

13.

*Déclaration du gouvernement d'Hayti
concernant la réciprocité de com-
merce et de navigation avec la ville
libre de Brême.*

(Sur copie officielle.)

Port au Prince le 20 Février 1829.

Monsieur le consul général!

Son Excellence le président d'Hayti a reçu avec la lettre que Vous lui avez adressée le 20 Décembre expiré, le certificat du gouvernement de Brême qui y était joint, constatant que les bâtiments haytiens qui pourraient visiter cette république, jouiront des mêmes privilèges que les bâtiments des autres nations, sur les navires aussi bien que sur les marchandises de leurs importations.

D'après cette certitude que Vous lui fournissez, Son Excellence le président a donné des ordres pour que l'article 6. de la loi du 15 Juillet 1828, qui fixe

1829 les restrictions relatives aux droits de douanes et autres etc — ne soit point appliqué aux bâtiments de la nation que Vous représentez.

Je profite avec bien du plaisir monsieur le consul général de cette nouvelle occasion pour Vous renouveler l'assurance de la haute considération avec la quelle

J'ai l'honneur de Vous saluer

(Signé) B. INGINAC.

Je soussigné F. R. Thorbecke, consul général de la république de Brême, certifie par ces présentes que la copie ci-dessus est exacte et conforme à la lettre qui m'a été écrite et adressée sous la même date par le secrétaire général de la république d'Hayti.

Port au Prince le quatorze Mars mil huit cent vingt-neuf.

(Signé) F. R. THORBECKE.
Consul général de Brême.

14.

Déclaration ministérielle entre la Prusse et le duché d'Anhalt Köthen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon du $\frac{8 \text{ Mai}}{24 \text{ Fevrier}}$ *1829.*

(Gesetz - Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten No. 6. Seite 39).

Das Königlich-Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäßheit der von Seiner Königlichen Majestät ihm ertheilten Ermächtigung:

nachdem von der Herzoglich-Anhalt-Köthenschen Landes-Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, daß vorläufig, und bis es in Gemäßheit des Artikels 18. der deutschen Bundesakte zu einem ge-

meinsamen Beschlusse zur Sicherstellung der Schriftsteller und Verleger kommen wird, die unterm 23sten Dezember 1828 erlassene Herzogliche Verordnung gegen den Bücher-Nachdruck und den Handel mit nachgedruckten Büchern zu Gunsten der Verlags-Artikel der Schriftsteller und Verleger der Preussischen Monarchie, auch ohne die im §. 10. derselben vorgeschriebene besondere Nachweisung, daß die Gesetzgebung der Regierung des Reklamanten die Anhalt-Köthenschen Unterthanen ebenfalls gegen den Nachdruck schütze, volle Anwendung finden solle; daß das Verbot wider den Bücher-Nachdruck, so wie solches bereits in dem ganzen Bereiche der Preussischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf Schriftsteller und Verleger des Herzogthums Anhalt-Köthen Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen letztere, nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handele es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preussischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der Anhalt-Köthenschen Landes-Regierung vollzogene Erklärung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten Kraft und Wirkung erhalten.

Berlin, den 8ten Mai 1829.

*Königl. Preussisches Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten.*

v. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von der Herzoglich-Anhalt-Köthenschen Landes-Regierung unterm 24sten Februar d. J. vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinetsorder vom 16ten August 1827 (Gesetz-Sammlung pro 1827. No. 17. S. 123), hierdurch zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

Berlin, den 8ten Mai 1829.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. SCHÖNBERG.

15.

1829 *Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de Saxe Weimar concernant les délits forestiers et de chasse, publiée le* $\frac{11 \text{ Mai}}{15 \text{ April}}$ **1829.**

(Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.
1829. N. 13.)

Zwischen der Königlich Sächsischen Landesregierung zu Dresden und der Großherzoglich Sächsischen Landesregierung zu Weimar ist, wegen gegenseitiger Gestellung der Forst- und Jagd-Verbrecher, welche in dem einen Staate Forst- oder Jagdfrevel verübt, in dem andern aber ihren Wohnsitz haben, mit Genehmigung der beiderseitigen allerhöchsten Höfe, folgende Übereinkunft verabredet worden:

§. 1. Wenn sich der Fall ereignet, daß ein Königlich Sächsischer Unterthan in dem zum Großherzogthume Weimar gehörigen Territorio, oder ein Großherzoglich Weimarerischer Unterthan im Königlich Sächsischen Gebiete ein Jagdverbrechen, innerhalb oder außerhalb des Waldes, verüben, oder auf unstreitigem Wald-Grund und Boden, es mag derselbe im landesherrlichen oder Privat-Eigenthume sich befinden, eines Vergehens durch Holzentwendung, Beschädigung der Hölzer, Grasen, Hüthen, Moosscharren und Streureissen sich schuldig machen sollte; so soll ein solcher, es sei eine Pfändung erfolgt oder nicht, gehalten seyn, sich auf die an ihn ergehende Ladung, in welcher er, nach der bei der vorladenden Behörde geltenden gesetzlichen Vorschrift, mit Einräumung einer bloß vierzehntägigen Frist, zu citiren ist, vor dem Amte oder dem Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit er sich des Verbrechens schuldig gemacht hat, zu stellen und es sollen daselbst die begangenen Jagd- und Wald-Frevel sowohl, als die bei Gelegenheit derselben, und uno actu continuo mit diesen, begangenen andern Excesse, z. B. Widersetzlichkeit bei der Pfändung, untersucht und bestraft werden.

§. 2. Damit dergleichen Verbrechen, besonders 1829 Holzdeuben, desto leichter entdeckt werden können, so soll den Forstbedienten, oder den bestohlenen Eigenthümern nachgelassen bleiben, lediglich auf Anmelden bei den Dorfgerichten, oder wenn der Verbrecher an dem Orte sich befindet, an welchem die Amts- oder Gerichts-Expedition wesentlich ist, und der Beamte oder Justitiar wohnt, auf Anmelden beim Amte oder Gerichtsverwalter, ohne besondere Requisition, jedoch unter Theilnahme wenigstens einer verpflichteten Gerichtsperson, Haussuchung zu thun.

§. 3. Die Insinuation der an den Verbrecher zu erlassenden Citation soll, ohne besondere Requisition, nur gegen Vorzeigung der schriftlichen offenen Ladung, bei demjenigen Amte oder Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit der Verbrecher wohnt, und auf mündliche Meldung, das solche insinuirt werden solle, gestattet und dieses auf die Citation angemerkt werden. Der stellende Richter des Wohnorts hat von etwa früher vorgekommener Bestrafung des zu Stellenden das Gericht der begangenen That zu benachrichtigen.

§. 4. Was die Bestrafung der Verbrecher betrifft, so sollen zwar die im Königreiche Sachsen sich ergehenden Großherzoglich Sächsischen Unterthanen nach den Königlich Sächsischen Landesgesetzen, und die Königlich Sächsischen Unterthanen, welche im Großherzogthume Sachsen Forstverbrechen begehen, nach den dortigen Gesetzen in der Regel bestraft werden; es soll jedoch bei einer etwa Statt findenden bedeutenden Verschiedenheit der in beiden Landen auf dieselben Vergehen stehenden Strafen, da, wo die härtere Strafe eintritt, ein angemessenes Verhältniß zu der gelindern Strafe, welche den Verbrecher bei gleichem Vergehen nach den Gesetzen seines Wohnortes getroffen hätte, beobachtet werden.

§. 5. Nach beendigter Untersuchung wider die Forstverbrecher und sofort nach Eingang der deshalb, mit Beifügung des constituirten Liquid, zu erlassenden Requisition, resp. zu Einbringung der Strafe, insofern solche in Geld besteht, des Ersatzes und der Kosten, soll mit schleunigster Execution verfahren und Strafe, Ersatz und Kostenbetrag an das Forum delicti commissi abgegeben werden; die Verbrecher aber,

1829 welche mit andern, als Geldstrafen belegt werden, sollen gehalten seyn, zu deren Verbüßung auf die unmittelbar, jedoch mit Beobachtung der §. 3. vorgeschriebenen Anzeige und Meldung, an sie erlassenen Aufforderung des Richters, der die Untersuchung geführt hat; *ad forum delicti commissi* sich zu stellen.

§. 6. Es soll auch, wenn *praevia causae cognitione* sich ergibt, daß der Verbrecher etwas nicht im Vermögen habe, von dem requirirten Richter ein gewöhnliches Attestat deshalb ertheilt, und in Ansehung der Einbringung der Kosten von Unvermögenden überhaupt eine größere Strenge, als gegen die eigenen Unterthanen beobachtet zu werden pflegt, von der requirirenden auswärtigen Behörde nicht verlangt, auch sollen die Obrigkeiten der Forstverbrecher nicht durch Requisitionen um executivische Beitreibung ohne Noth behelliget und dadurch die Kosten nicht fruchtlos gehäuft werden.

§. 7. Hiernächst soll den beiderseitigen Forstbedienten zur Pflicht gemacht werden, diejenigen Verbrecher, die sie bei Verrichtungen auf ihren Revieren in dies- oder jenseitigen Waldungen über Begehung von Waldfreveln betreten dürften, bei dem Richter, unter dessen Jurisdiction die Waldung gelegen ist, anzuzeigen.

Diese Übereinkunft soll vom Tage der in beiderseitigen Landen zu bewirkenden Publication an in Kraft treten, und auf die nächstfolgenden zehn Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zur erfolgenden Aufkündigung, welche sodann jedem der hohen contrahirenden Theile ein Jahr voraus freisteht, gelten.

Mit Genehmigung und auf Befehl Sr. Königl. Majestät von Sachsen, unsers allergnädigsten Herrn, ist über vorstehende Vereinigung gegenwärtige Erklärung ausgefertigt und vollzogen worden.

Dresden, am 11ten Mai 1829.

Königlich Sächsische Landesregierung.

Freiherr von WERTHERN.

16.

*Traité entre la Hesse grand-ducale 1829
et le duché de Nassau pour faciliter
le commerce du baillage Nassovien
de Reichelsheim, signé le 27 Mai*

1829.

(*Verordnungen des Herzogthums Nassau. 1829.*
No. 9. pag. 53).

Zur Herstellung eines möglichst freien Verkehrs des Herzoglichen Amtes Reichelsheim mit dem Großherzogthum Hessen ist zwischen den von Seiner Königlichen Durchlaucht und Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge von Hessen ernannten Bevollmächtigten unter dem 27. v. M. nachstehender Vertrag abgeschlossen worden, welcher andurch bekannt gemacht wird.

ART. I. Die Großherzoglich Hessische Staatsregierung gestattet den zollfreien Durchgang der Gegenstände und Waaren jeder Art,

- a) welche zum Verbrauch des Herzoglich Nassauischen Amtes Reichelsheim erforderlich sind, so wie
- b) derjenigen Gegenstände aus diesem Herzoglich Nassauischen Amte, welche aus demselben durch das Großherzoglich Hessische Gebiet geführt werden.

Dieser Verkehr soll in der Ausdehnung zoll- und abgabefrei belassen werden, daß davon in dem Großherzoglichen Gebiete keine andere Abgabe als das gesetzliche Chaussee-, Weg- und Brückengeld nach dem gesetzlichen Tarif erhoben wird.

ART. II. Da es dem Willen der beiderseitigen Staatsregierungen ganz entgegen ist, dem verderblichen Gewerbe des Schleichhandels, oder kaufmännischen auf die Verschiedenheit der in den beiderseitigen Staaten bestehenden Zolltarifen gestützten Speculationen fördernde Gelegenheit zu geben, die in Art. I. zugesicherte Durchgangsfreiheit aber leicht dazu misbraucht werden könnte, das Herzogl. Amt Reichelsheim weit über dessen wahres Bedürfnis mit Waaren

1829 zu überfüllen, um solche demnächst zum Schleichhandel zu benutzen, so sind die beiderseitigen Staats-Regierungen dahin übereingekommen, daß diese Durchfuhr beschränkt werde:

- a. bei der Einfuhr in das Herzogliche Amt Reichelsheim auf das eigentliche Bedürfnis desselben, nach dessen Bevölkerung und dem Stande seiner Kultur-Verhältnisse;
- b. bei der Ausfuhr aus dem gedachten Herzoglichen Amte und über die Großherzoglichen Grenzen hinsichtlich der im Großherzogthum ausgangszollpflichtigen Gegenstände auf diejenigen Quantitäten, welche in dem Amte Reichelsheim wirklich erzeugt worden sind, wogegen aber sonst für Gegenstände jeder Art die Ausfuhr aus dem Herzoglichen Amte und über die Großherzoglichen Grenzen in unbeschränkter Menge und auf allen Wegen frei vom Durchgangszoll belassen wird.

Die Bestimmung der Waarengattungen und Quantitäten, die nach vorstehendem als Bedürfnis und beziehungsweise Erzeugnis des Amtes Reichelsheim angenommen werden sollen, bleibt der Herzoglich Nassauischen Staats-Regierung überlassen, jedoch soll diese Bestimmung jedenfalls so getroffen werden, daß der Zollbetrag von den als Bedürfnis und Erzeugnis angenommenen Gegenständen jeder Art nach dem Tarif der Eingangs- und Ausgangszölle berechnet für das 1183 Seelen enthaltende Herzogliche Amt die Summe von neunhundert und vierzig Gulden jährlich nicht übersteigt.

ART. III. Für die Waaren-Durchfuhr in das Herzogliche Amt Reichelsheim und aus demselben, auf welche sich die Bestimmungen im Artikel I und II. beziehen, sind folgende Strafen bestimmt:

1. die Strafe über Vilbel, Friedberg und Dorheim und
2. die Strafe über Oberrofsbach, Friedberg und Dorheim, letztere jedoch nur für Transporte, zu deren Abfertigung das zu Oberrofsbach befindliche Großherzogliche Nebenzoll-Amt II. nach dem §. 22. der Großherzoglichen Zollordnung befugt ist.

ART. IV. Zum Zweck der Sicherung der Eingangsabgaben, welche die Herzoglich Nassauische

Staats-Regierung von den Gegenständen in dem Amte Reichelsheim nach dem für dasselbe anzunehmenden Kurhessischen Zolltarif vom 21sten Dezember 1825 erheben lassen wird, die unter Durchfuhr des Großherzoglichen Gebietes nach Art. II. dahin gelangen, so wie zum Zweck der nach demselben Artikel nöthigen Uebersicht des Verkehrs, sollen die Durchfuhr, auf welche sich die Artikel II und III. beziehen, gegenseitig sorgfältig controllirt werden. Die näheren Bestimmungen über diese Controlle bleiben besondern Verabredungen vorbehalten.

ART. V. Aus dem Herzoglichen Amte Reichelsheim in und durch das Großherzogliche Gebiet und aus diesem in und durch das eben gedachte Herzogliche Amt soll ein zollfreier Verkehr bestehen, in so weit solcher durch die vorstehenden Artikel nicht beschränkt ist, und nach den folgenden Artikeln davon keine Ausnahmen gegenseitig angemessen erachtet worden sind.

Dieser freie Verkehr, in so weit er nach den ausdrücklichen Stipulationen dieser Uebereinkunft Beschränkungen und Ausnahmen nicht unterliegt, schließt den freien Eingang und Durchgang auf allen Wegen, welche nach und durch das benannte Herzogliche Amt führen, so wie den freien Ein- und Durchgang aus dem Herzoglichen Amte auf allen Wegen des angrenzenden Großherzogthums unter den im Allgemeinen geltenden örtlichen Transportbescheinigungen, und unter den näheren Bestimmungen, welche wegen der Legitimation bei dem Uebergang aus dem Herzoglichen Amte in das Großherzogthum und umgekehrt noch besonders verabredet worden sind, in sich. In Folge dieser Uebereinkunft wird Großherzoglich Hessischer Seits die Grenzumschließung des Amtes Reichelsheim unverzüglich aufgehoben.

ART. VI. Hinsichtlich des Salzes sind folgende Bestimmungen festgesetzt:

- a. die Einfuhr von Salz aus dem Großherzogthum in das Herzogliche Amt Reichelsheim, imgleichen aus diesem in die Großherzoglichen Provinzen Starkenburg und Rheinhessen ist beiderseits nicht gestattet.
- b. Der Eingang von Salz aus dem Herzoglichen Amte Reichelsheim in die Großherzogliche Provinz Oberhessen ist dagegen so lange und in so weit zuge-

- 1829 lassen, als in der Großherzoglichen Provinz Oberhessen keine Salzregie oder andere den Salzverbrauch unter Controlle stellenden gesetzlichen Einrichtungen bestehen.
- c. Die Durchfuhr des Salzes aus dem Herzoglichen Amte Reichelsheim durch die Großherzogliche Provinz Oberhessen wird Großherzoglich Hessischer Seits mit Ausnahme des Transits durch die Landraths-Bezirke Battenberg und Gladenbach und auf dem auf der rechten Lahnseite liegenden Theil des Landrathsbezirks Giessen an keine Strafe gebunden.
 - d. In Ansehung der Durchfuhr des Salzes durch die vorgedachten Landrathsbezirke, so wie durch die Provinzen Starkenburg und Rheinhessen gelten aber fortwährend die gesetzlichen Vorschriften.
 - e. Dagegen verstattet die Herzoglich Nassauische Staats-Regierung die zollfreie Durchfuhrung des Salzes durch das Amt Reichelsheim.

ART. VII. Hinsichtlich derjenigen Waaren und Gegenstände, welche in beiden Staaten den inneren Consumtions-Auflagen unterliegen, sollen folgende Bestimmungen den im Art. V. stipulirten freien Verkehr beschränken:

- a. Der Eingang von dergleichen Gegenständen aus dem Großherzogthum in das Herzogliche Amt Reichelsheim und aus diesem in jenes bleibt gegenseitig ebenfalls zollfrei, unterliegt indessen gegenseitig bei der Einfuhr zur Einlage denjenigen Abgaben und Controllen, welche für die Unterthanen des Gebiets gelten, wohin die Einfuhr zur Einlage erfolgt.
- b. Beide Staats-Regierungen sichern sich zu, dergleichen Gegenstände, welche aus einem Gebiete in das andere zur Consumption übergehen, nicht höher zu belasten, als dieses mit gleichnamigen Gegenständen, wenn sie Erzeugnisse des eigenen Landes sind, nach allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen der Fall ist.
- c. Der Eingang von dergleichen Gegenständen zur Durchfuhr soll gegenseitig ebenfalls zoll- und abgabefrei bleiben und lediglich den näher zu bestimmenden Control-Maasregeln unterliegen.
- d. In das Großherzogthum kann der Eingang von dergleichen im Großherzogthum abgabepflichtigen Gegenständen aus dem Herzoglichen Amte Reichels-

heim demnächst zum Zweck der Durchfuhr auf allen 1829
Wegen statt haben und der Ausgang über jedes
beliebige Großherzogliche Zollamt erfolgen.

- e. Bei dem Uebergang solcher Gegenstände, welche einer Verbrauchssteuer unterliegen, aus einem Gebiet in das andere, werden sich die beiderseitigen Erhebungsämter zur Sicherung der Abgaben gegenseitig Nachricht ertheilen.

ART. VIII. Die beiderseitigen Staatsregierungen behalten sich es vor, falls der Zweck dieser Uebereinkunft — Herstellung eines möglichst freien Verkehrs zwischen dem Großherzogthume und dem Herzoglichen Amte Reichelsheim und umgekehrt — nicht vollständig erreicht werden sollte, insbesondere wenn dieser Zweck durch Einschwärzungen durch das Großherzogliche Gebiet gefährdet werden sollte, wegen weiteren zwecksichernden Maasregeln fernere Uebereinkunft zu treffen.

Die beiderseitigen Staatsregierungen sagen sich insbesondere zu, daß sie gegenseitig diejenigen Unterthanen zur Bestrafung wegen verletzter zollgesetzlichen Bestimmungen ausliefern lassen wollen, welche die Zollgesetze des Staats, dem sie angehören, durch Waaren-Einschwärzungen in das Großherzogthum und durch dasselbe in das Herzogliche Amt Reichelsheim verletzt haben, außerdem aber Waaren-Einschwärzungen, welche in ihrem Gebiete entdeckt werden, unachtsichtlich mit den zollgesetzlichen Strafen ahnden zu lassen, so wie sie im Allgemeinen ihr Augenmerk dahin zu richten versprechen, daß Zuwiderhandlungen gegen die Abgaben-Gesetze des andern Staates wesentlich nicht geduldet werden sollen.

ART. IX. Da die Großherzoglich Hessische Staats-Regierung in einer mit der Kurfürstlich Hessischen Staats-Regierung unterm heutigen Dato abgeschlossenen Uebereinkunft der letzteren zu Wiederherstellung des früher bestandenen Verkehrs zwischen dem Kurfürstenthum Hessen und dem Herzoglich Nassauischen Gebiete die Eröffnung einer Transitstrasse von Marburg über Gladenbach und Bischoffen nach Herborn oder Dillenburg zugesichert hat, so wird die Benutzung dieser Durchgangs-Strasse auch den Herzoglich Nassauischen Unterthanen auf die Dauer des obengenannten Vertrags hierdurch zugestanden.

1829 ART. X. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird dahin bestimmt, daß derselbe mit dem 1sten Juni dieses Jahres zur Vollziehung kommt, und mit dem letzten Dezember 1834 wieder außer Wirksamkeit tritt, sofern nicht eine Verlängerung besonders würde verabredet werden.

Mit der Vollziehung dieses Vertrags ist die Herzogliche Generalsteuer-Direction und Landesregierung, jede soweit es zu ihrem Geschäftskreise gehört, beauftragt.

Wiesbaden, den 10. Juni 1829.

Herzogliches Staats-Ministerium.

Freiherr VON MARSCHALL.

vdt. STEIN.

17.

*Traité de commerce et de douanes
entre la Prusse et la Hesse grand-
ducale d'une part et la Bavière et le
Wurtemberg de l'autre part, signé
à Berlin, le 27 Mai 1829.*

(*Großherzoglich Hessisches Regierungsblatt. Nr. 34.*
am 25. Julius 1829. *Gesetzsammlung für die Königlich-
Preussischen Staaten 1829. No 10. pag. 53).*)

Seine Majestät, der König von Preußen, und Seine Königliche Hoheit, der Großherzog von Hessen und bei Rhein, einerseits, und Seine Majestät, der König von Baiern, und Seine Majestät, der König von Würtemberg, andererseits, von gleichem Wunsche beseelt, zur Beförderung des Wohles Ihrer Unterthanen den Handel und gewerblichen Verkehr zwischen Ihren Staaten gegenseitig möglichst zu erleichtern, haben zur Erreichung dieses Zweckes Unterhandlungen eröffnen lassen, und zu diesen als Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preussen:
Allerhöchst-Ihren Ober-Präsidenten und Director
im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten,
Moritz Haubold von Schönberg, Ritter des Königlich
Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Classe
mit Eichenlaub, Kaiserlich Russischen St. Wladimir-
Ordens 4ter Klasse, Kaiserlich Russischen St. Annen-
Ordens 2ter Klasse und Großkreuz des Großherzog-
lich Weimarischen Falken-Ordens;

und

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath Al-
brecht Friedrich Eichhorn, Ritter des Königlich
Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, In-
haber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weißen
Bande, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Annen-
Ordens 2ter Klasse und Commandeur 2ter Klasse
des Großherzoglich Hessischen Haus-Ordens;

Seine Königliche Hoheit, der Großherzog von
Hessen und bei Rhein:

Allerhöchst-Ihren Wirklichen Geheimen Rath und
Präsidenten des Finanz-Ministerii, August Freiherrn
von Hofmann, Commandeur 1ster Klasse des Groß-
herzoglich Hessischen Haus-Ordens, Ritter des Kö-
niglich Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse
und Commandeur des Großherzoglich Badischen
Ordens des Zähringer Löwen;

Seine Majestät der König von Baiern:

Allerhöchst-Ihren Kammerherrn, Wirklichen Gehei-
men Rath, außerordentlichen Gesandten und bevoll-
mächtigten Minister am Königlich Preussischen, Kö-
niglich Sächsischen, dem Großherzoglich Sächsi-
schen und den Herzoglich Sächsischen Höfen, Fried-
rich Christian Johann Graf von Luxburg, Groß-
kreuz des Königlich Baierischen Civil-Verdienst-
Ordens und des Königlich Sächsischen Civil-Ver-
dienst-Ordens;

und

den Königlich Württembergischen Vice-Präsidenten
der Kammer der Abgeordneten des Königreichs Würt-
temberg, Königlich Preussischen Geheimen Hofrath,
Johann Friedrich Freiherrn von Cotta, Ritter der
Königlichen Orden der Baierischen und Würtem-
bergischen Kronen;

Seine Majestät, der König von Württemberg:

1829 Allerhöchst-Ihren Kammerherrn, Geheimen Legationsrath und Geschäftsträger am Königlich Preussischen Hofe, Ludwig Heinrich August Freiherrn von Blomberg zu Sylbach, Ritter des Königlichen Ordens der Württembergischen Krone;

und

Allerhöchst-Ihren Vice-Präsidenten etc. Freiherrn von Cotta;

welche, unter Vorbehalt der Ratification Ihrer Höfe, über nachstehende Punkte sich vereinigt haben:

ART. I. Vom 1. Januar 1830 an sollen, bis auf die in folgenden Artikeln bestimmten Ausnahmen, alle inländische Erzeugnisse der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst aus den Königlich Baierischen und den Königlich Württembergischen Staaten in das Königreich Preußen und in das Großherzogthum Hessen und eben so aus diesen Staaten in die Königreiche Baiern und Württemberg frei von den auf dem Eingange ruhenden Abgaben eingeführt und zum Verbräuche in den Verkehr gebracht werden können.

ART. II. Ausgenommen von dieser Befreiung sind:

I. Fortwährend:

- a. Das Kochsalz (Siedsalz und Steinsalz) und alle Stoffe, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt.
- b. Die Spielkarten.

Der Verkehr mit Salz und Spielkarten (a. und b.) bleibt den in jedem der contrahirenden Staaten hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen.

- c. Bier, Branntwein, Liqueure, Cyder, Essig, geschrotetes Malz.

Hiervon muß bei dem Eingange über die Grenze eines anderen der contrahirenden Staaten eine Abgabe entrichtet werden, die derjenigen gleich kommt, mit welcher die eigenen inländischen Erzeugnisse dieser Art in jedem Lande besteuert sind.

Die nach diesem Grundsätze in den einzelnen Staaten zur Anwendung kommenden Steuersätze wird jede der contrahirenden Regierungen öffentlich bekannt machen.

- d. Inländischer Tabak, Wein und Most.

Von diesen Gegenständen, wenn sie in das Gebiet eines anderen der contrahirenden Staaten eingeführt werden, sind und zwar:

1. von den inländischen Tabaksblättern 40 Procent, 1829
 2. von dem im Inlande fabricirten Tabak aller Art 50 Procent,
 3. von inländischem Wein und Most 40 Procent der Abgaben zu entrichten, womit ausländische Artikel dieser Art, nach den Bestimmungen des allgemeinen Tarifs, belegt sind. In Beziehung auf den, aus Baiern und Würtemberg nach Preußen und in das Großherzogthum Hessen eingehenden Wein sind 40 Procent des allgemeinen, für die westlichen Preussischen Provinzen bestehenden Tarifsatzes zu entrichten, denen jedoch bei der Einführung des Weines in die östlichen Preussischen Provinzen die Abgabe hinzutritt, welche von den Weinen des eigenen Landes bei dem Eingange in die östlichen Provinzen zu erlegen ist.
- e. Der in inländischen Siedereyen raffinirte Zucker aller Art und der im Inlande bereite Syrup.
Diese unterliegen den nämlichen Eingangsabgaben, welche von den gleichartigen ausländischen Artikeln zu entrichten sind. Jedoch findet dabei, zum Besten der inländischen Gewerbsamkeit der contrahirenden Staaten, eine gegenseitige Erleichterung von 20 Procent gegen den allgemeinen Tarif Statt, und zwar unter den Modalitäten und Bedingungen, welche noch näher verabredet werden.
- f. Mehl aller Art, Malz (gemälztes Getreide), Graupen, Gries, Nudeln, Puder und Stärke, desgleichen Schlachtvieh, Rind-, Schaaf- und Schweine-Fleisch, es sey frisch ausgeschlachtet, gesalzen oder geräuchert.
Diese Gegenstände können zwar frei von Abgaben über die Landesgrenze eingeführt werden; wenn sie aber ferner in eine Stadt oder Gemeinde eingehen sollen, wo von inländischen Waaren dieser Gattung für Rechnung des Staates eine Consumtionsabgabe (Mahl- und Schlacht-Steuer) entrichtet werden muß, so bleiben solche dieser Abgabe, gleich den inländischen Producten und Fabricaten dieser Art, unterworfen.
- g. Gegenstände, von welchen für Rechnung einer Stadt oder Gemeinde, ohne Rücksicht, ob dieselben aus-

1829 ländische oder inländische Erzeugnisse sind, eine gleiche Abgabe (Octräi) erhoben wird.

Dieser unterliegen bei dem Eingange in die Stadt oder Gemeinde, welche zur Erhebung der Abgabe befugt ist, auch Waaren derselben Art, welche aus einem der contrahirenen Staaten über die Grenzen des anderen eingebracht worden sind.

Die hohen contrahirenden Theile werden jedoch dafür Sorge tragen, daß diese Communalabgaben nicht auch bloß transitirende Gegenstände treffen, und daß durch die Erhebungsweise der Verkehr so wenig als möglich erschwert werde.

II. Zeitweise:

- a. Baumwollene, gewebte oder gestrickte Waaren, auch baumwollene Posamentierwaaren. (Königlich Baierscher und Württembergischer Vereinstarif Ziff. 38. d. 1 — 4. Königlich Preussischer Tarif Nr. 2. Lit. c. Abtheilung II.).
- b. Seidene und halbseidene, gewebte und gestrickte, so wie Posamentierwaaren. (Königlich Baierscher und Württembergischer Vereinstarif Ziff. 408. e. 1. 2. Ziff. 423. Königlich Preussischer Tarif Nr. 31. Lit. c. u. d. Abtheilung II.).
- c. Wollene gewebte und gestrickte Waaren, ferner dergleichen Waaren aus Thierhaaren obiger Art, wie auch halbwoollene Waaren mit Ausnahme von Teppichen aus Wolle oder anderen Thierhaaren mit Leinen gemischt und mit Ausnahme der Hutmacherarbeit (gefilzter). (Königlich Baierscher und Württembergischer Vereinstarif Ziff. 456 u. 489. f. Königlich Preussischer Tarif Nr. 41. Lit. c. u. e. Abtheilung II.).
- d. Leder und Lederwaaren. (Königlich Baierscher und Württembergischer Vereinstarif Ziff. 254. a. b. d. 351. 371. 170. a. 2. 443. 360. 320. 214. 399. a. b. Königlich Preussischer Tarif Nr. 21. a. b. c. d. Abtheilung II.).
- e. Zu Waaren verarbeitetes Kupfer und Messing, Kessel, Pfannen und dergleichen. (Königlich Baierscher und Württembergischer Vereinstarif Ziff. 247. d. 282. e. 183. a. b. 283. c. 1. 2. Königlich Preussischer Tarif Nr. 19. Lit. c. Abtheilung II.).
- f. Geschmiedetes Eisen und grobe Eisenwaaren. (Königlich Baierscher und Württembergischer Vereins-

tarif Ziff. 123. c. e. g. i. 1. 2. l. 1. 2., ferner 387. 1829 und Ziff. 424. 427. a. b. 1. c. Königlich (Preussischer Tarif Nr. 6. c. d. e. Abtheilung II.).

Diesen unter a.—f. benannten Gegenständen wird bei dem Eingange in einen anderen der contrahirenden Staaten eine Erleichterung in der allgemeinen Tarifsabgabe von 25 Procent bis zum 1. Januar 1831 und von da an von 50 Procent zugestanden, bis eine völlige Befreiung eintreten wird.

- g. Gegenstände, welche, ohne Eingriff in die von einem der contrahirenden Staaten bereits ertheilten Erfindungspatente oder Privilegien, nicht nachgemacht oder eingeführt werden können. Diese bleiben für die Dauer der Patente oder Privilegien von der Einfuhr in den Staat, welcher dieselben ertheilte, ausgeschlossen.

Für die Zukunft wird man sich wegen Bewilligung solcher Patente über gemeinschaftliche Grundsätze aus dem Gesichtspunkte vereinigen, daß sie in keinem der contrahirenden Staaten auf Gegenstände bewilligt werden sollen, die weder neu noch eigenthümlich sind.

ART. III. Waaren und Güter, welche aus dem Gebiete eines der contrahirenden Staaten durch das Gebiet eines anderen in das Ausland oder von dem Auslande durch das Gebiet eines der contrahirenden Staaten in das Gebiet eines anderen geführt werden, sollen im Durchgange möglichst erleichtert werden. Die hohen contrahirenden Theile bestimmen daher vorläufig, daß in den Staaten derselben, vom 1. Januar 1830 anfangend, in den oben bezeichneten Fällen die inländischen Erzeugnisse der Natur, des Gewerbflusses und der Kunst von den eigentlichen Durchgangsabgaben (ausschließlich der Chaussee- oder Wegegelder und der Wasserzölle auf Strömen, bei welchen die Wiener Congress-Acte oder besondere Staatsverträge Anwendung finden,) gänzlich befreiet seyn sollen.

Bei der Ausführung von Salz aus einer Staats- oder Privat-Saline durch das Gebiet eines der contrahirenden Staaten wird jedoch, unbeschadet des freien Ausgangs und Durchgangs über die Strafsen, für den Transport und über die dabei erforderlichen Sicherheitsmaasregeln die nähere Verabredung vorbehalten.

1829 ART. IV. Den Ausgangszoll von inländischen Erzeugnissen der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst kann zwar jeder der Zollvereine, bei welchen die contrahirenden Staaten betheiligt sind, nach eigenem Ermessen anordnen; die Gegenstände aber, welche von einem der contrahirenden Staaten ausgehen, um in das Gebiet eines anderen derselben eingeführt zu werden, sind von dem Ausgangszolle befreit. Eben so unterliegt die Regulirung des Ausgangszolles von ausländischen Erzeugnissen der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst der besonderen Anordnung der bei dem gegenwärtigen Vertrage betheiligten Zollvereine; wenn aber diese Erzeugnisse in einem der contrahirenden Staaten bereits in völlig freien Verkehr gekommen sind und aus diesem in einen anderen der mitcontrahirenden Staaten übergehen sollen, so sind sie ebenfalls von dem Ausgangszolle befreit.

Die aus Preußen nach Baiern und Würtemberg ausgehende rohe Schaafwolle hingegen kann nur dann frei von der tarifmässigen Ausgangsabgabe ausgeführt werden, wenn nachgewiesen wird, daß dortige Fabricanten solche für ihr Gewerbe angekauft haben.

ART. V. Die hohen contrahirenden Theile wollen dahin wirken, daß dem gewerblichen Verkehr Ihrer Unterthanen in Ihren Staaten gegenseitig die möglichste Erleichterung und Freiheit gewährt werde.

Die zu diesem Ende etwa zu treffenden Anordnungen werden einer besonderen Berathung und Übereinkunft vorbehalten.

Vorläufig sollen Handelsreisende, als solche, welche nicht Waaren, sondern nur Muster bei sich führen oder für inländische Etablissements bei Gewerbtreibenden Bestellungen suchen, in keinem der Staaten der hohen contrahirenden Theile besonderen Abgaben oder Steuern unterliegen.

ART. VI. Die hohen contrahirenden Staaten verbinden sich gegenseitig zu dem Grundsatz, daß Chausseeabgaben oder andere statt derselben übliche Reichnisse, wie z. B. der in den Königreichen Baiern und Würtemberg zur Surrogirung des Weggeldes von eingehenden Gütern eingeführte fixe Zollbeischlag, eben so Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fähr-Gelder, oder unter welchem anderen Namen dergleichen Ab-

gaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung 1829 für Rechnung des Staates oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Commune, geschieht, nur in dem Betrage beibehalten oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungs-Kosten angemessen sind.

Das Nähere über die Ausführung dieses Grundsatzes in den Landen der hohen contrahirenden Theile bleibt einer besonderen Uebereinkunft vorbehalten, wobei man überhaupt auf gleiche Behandlung und insbesondere auf möglichste Gleichstellung der Chausseegeldabgaben Bedacht nehmen wird.

Das dormalen in Preussen, nach dem allgemeinen Tarif vom Jahre 1828, bestehende Chausseegeld soll als ein Maximum der Chausseegebühr angesehen und hinführo in keinem der contrahirenden Staaten überschritten werden.

Was insbesondere die Separaterhebung von Thorsperr- und Pflaster-Geldern betrifft, so sollen sie auf chaussirten Strassen, da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatzes gemäfs, aufgehoben und die Ortspflaster den Chausseestrecken dergestalt eingerechnet werden, dafs davon nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarif zur Erhebung kommen.

ART. VII. Auch machen sich die hohen contrahirenden Theile verbindlich, auf alle Weise dahin zu wirken, dafs ihre ohnehin schon auf derselben Grundlage beruhenden Zollsysteme, insbesondere die Eingangszollsätze, die Stellung und Fassung des Tarifs, nicht minder die Verwaltungsformen mehr und mehr in Uebereinstimmung gebracht werden.

ART. VIII. Zur Erleichterung der Versendung von Waaren aus einem der contrahirenden Staaten in den anderen und zur schnelleren Abfertigung dieser Sendungen an den Zollstellen werden die hohen contrahirenden Theile bei den in ihrem Zolltarif vorkommenden Maas- und Gewichts-Bestimmungen vorläufig eine Reduction auf das Maafs und Gewicht, welche in den Tarifen der anderen contrahirenden Staaten angenommen sind, entwerfen und zum Gebrauche, sowohl Ihrer Zollämter, als des handeltreibenden Publicums, öffentlich bekannt machen lassen.

ART. IX. Zugleich wollen die hohen contrahirenden Theile dahin wirken, dafs in Ihren Staaten ein gleiches Münz-, Maafs- und Gewichts-System in Anwendung komme.

1829 ART. X. Die Wasserzölle oder auch Weggeldgebühren auf Flüssen, mit Einschluss derjenigen, welche das Schiffsgefäß treffen (Recognitionsgebühren), sind von Waaren, welche auf solchen Flüssen bezogen werden, auf welche die Bestimmungen des Wiener Congresses Anwendung finden, ferner gegenseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten.

Diese Fortentrichtung gilt auch von solchen Abgaben dieser Art, welche durch besondere Staatsverträge regulirt sind. Auf den übrigen Flüssen in den contrahirenden Staaten, bei welchen weder die Wiener Congress-Acte, noch andere Staatsverträge Anwendung finden, werden die Wasserzölle nach den privaten Anordnungen der betreffenden Regierungen erhoben. Doch sollen bei Flüssen der letzteren Art in jedem contrahirenden Staate die Erzeugnisse der anderen contrahirenden Staaten, in Hinsicht der Strom- und Fluss-Gebühren, wie die eigenen inländischen Erzeugnisse behandelt werden.

ART. XI. Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahen- und Niederlage-Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, werden von den Unterthanen der anderen contrahirenden Staaten auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Unterthanen, erhoben. Auch sind dieselben, wenn sie bei dem Eintritte auf das Stromgebiet eines anderen der contrahirenden Staaten die Vorschriften über die Ursprungszeugnisse und andere Erfordernisse, um den freien oder erleichterten Eingang zu genießen, erfüllt haben, keinen anderen Maasregeln zur Sicherung der Zollabgaben und Aufrechthaltung der Strompolizei unterworfen, als welche den eigenen Unterthanen auferlegt oder vorgeschrieben sind.

ART. XII. Der freie oder erleichterte Uebergang der Erzeugnisse aus einem der contrahirenden Vereine in den anderen, wie solcher in den Art. 1. u. 2. verabredet ist, bleibt an die Einhaltung bestimmter Zollstrassen gebunden, worüber eine besondere Vereinbarung Statt finden wird.

Den kleinen Grenzverkehr der Unterthanen an den Grenzen, wo der Preussisch-Hessische und Baierisch-Württembergische Zollvertrag sich berühren, wird man durch eine eigene Übereinkunft zu erleichtern suchen.

ART. XIII. Da die in den Art. I. u. II. vereinbarte Befreiung und Erleichterung auf fremde Gegenstände, d. h. auf solche, welche weder in Preußen und dem Großherzogthum Hessen, noch in Würtemberg und Baiern durch die Natur erzeugt oder durch die Kunst bearbeitet oder verfertigt worden sind, sich nicht erstreckt, dergleichen Gegenstände aller Art sonach, bei dem Uebergange aus Preussen und dem Großherzogthum Hessen nach Baiern und Würtemberg und umgekehrt aus Baiern und Würtemberg nach Preußen und dem Großherzogthum Hessen, den Abgaben, welche sie in jedem Lande, nach dem dortigen allgemeinen Tarif, unterworfen sind, auch ferner unterliegen, so behalten sich die hohen contrahirenden Theile vor, durch ein gemeinschaftlich zu verabredendes Reglement, alle Erfordernisse, besonders in Absicht der beizubringenden Zeugnisse, zu bestimmen, welche von Handel- und Gewerbetreibenden zu beobachten sind, um der für inländische Erzeugnisse der Natur und Kunst zustehenden Befreiung oder Erleichterung, bei der Einführung in das Gebiet eines anderen der contrahirenden Staaten oder bei der Durchführung, theilhaftig zu werden.

ART. XIV. Zur Aufrechthaltung Ihres Handels- und Zoll-Systems und zur Unterdrückung des gemeinschädlichen Schleichhandels wollen sich die hohen contrahirenden Theile gegenseitig kräftig unterstützen, auch zu diesem Behufe die erforderlichen Anordnungen und Maasregeln durch besondere Uebereinkunft verabreden und insbesondere ein förmliches Zollcartel abschließen lassen.

ART. XV. Die Preussischen Seehäfen sollen dem Handel der Königlich Baierischen und Königlich Würtembergischen Unterthanen gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche von den Königlich Preussischen Unterthanen entrichtet werden, offen stehen.

ART. XVI. Die in fremden See- und anderen Handels-Plätzen angestellten Consuln eines oder des anderen der hohen contrahirenden Theile sollen veranlaßt werden, den Unterthanen der übrigen contrahirenden Staaten Schutz und Unterstützung zu gewähren.

ART. XVII. Sobald in dem Baierischen Rheinreise die Zollordnung des Baierisch-Würtembergischen Vereins eingeführt und durch eine gehörig sichernde Zolllinie geschützt seyn wird, sollen sämtliche Be-

1829 stimmungen des gegenwärtigen Vertrags und insbesondere auch jene, welche sich auf die Befreiung oder Erleichterung inländischer Erzeugnisse der Natur, des Gewerbfleisses und der Kunst in Ansehung der auf dem Eingange ruhenden Abgaben beziehen, auch auf den genannten Kreis ihre volle Anwendung finden.

ART. XVIII. Es soll dieser Vertrag auch den Unterthanen derjenigen Regierungen, welche sich bereits dem Baiarisch-Württembergischen oder dem Preussisch-Hessischen Zollsystem angeschlossen haben oder künftig einem dieser Zollsysteme noch beitreten werden, wie den Unterthanen der hohen contrahirenden Theile, zu Statten kommen.

ART. XIX. Von jedem der hohen contrahirenden Theile werden Bevollmächtigte jährlich einmal in einer der Residenzen sich vereinigen, um die Mittel zur Befestigung und Erweiterung dieses Vertrags zu beraten und die Erledigung derjenigen Bedenken herbeizuführen, welche sich im Laufe des Jahres bei Ausführung desselben ergeben haben möchten.

Art. XX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags wird vorläufig auf 12 Jahre, vom 1. Januar 1830 an gerechnet, festgesetzt. Wird während dieser Zeit der Vertrag nicht aufgekündigt, so soll er abermals auf 12 Jahre und sofort von 12 zu 12 Jahren verlängert angesehen werden.

Ueber die Art und Zeit der Aufkündigung wird eine besondere Verabredung getroffen werden.

ART. XXI. Gegenwärtiger, in zwei Exemplaren ausgefertigter Vertrag soll alsbald zur Ratification der hohen contrahirenden Höfe vorgelegt und die Auswechslung der Ratificationsurkunden spätestens in sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit ihren Wappen versehen. So geschehen Berlin den 27. Mai 1829.

MORITZ HAUBOLD VON SCHÖNBERG.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN.

AUGUST *Freiherr* VON HOFMANN.

FRIEDRICH CHRISTIAN JOHANN *Graf* VON LUXBURG.

LUDWIG HEINRICH AUGUST *Freiherr* VON BLOMBERG.

JOHANN FRIEDRICH *Freiherr* VON COTTA.

(Ce traité a été ratifié et les ratifications ont été échangées à Berlin le 15 et le 17 Juillet 1829.)

18.

Traité de commerce et de douanes 1829
entre la Hesse électorale et la Hesse
grand ducale, signé à Francfort
sur Mein le 27 Mai 1829.

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen.*
 Jahr 1829. Nr. IV. Juni. pag. 35).

Ausschreiben des Staatsministeriums,
 vom 15ten Juni 1829,

betreffend die Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse
zwischen dem Kurfürstenthume und dem Groß-
herzogthume Hessen.

Nachdem unter allerhöchster Genehmigung Sr. Königlichen Hoheit des Kurfürsten am 27sten vor. Monats in Frankfurt mit dem Großherzogthume Hessen zur Abwendung mehrerer Störungen, welche für den wechselseitigen Handels- und nachbarlichen Grenzverkehr durch die in den beiden Staaten bestehenden verschiedenen Einrichtungen der Zölle und dergleichen Steuern herbeigeführt oder in deren Folge noch zu besorgen waren, ein Vertrag für die Zeit vom 1sten dieses Monats bis zum letzten Dezember 1834 abgeschlossen worden ist, wird nunmehr der beigefügte Auszug aus diesem Vertrage zur Nachricht und gehörigen Beachtung bekannt gemacht mit dem Bemerkten, daß dessen Artikel 1 bis 9 zunächst die Verhältnisse zwischen dem Großherzogthume Hessen und den, von solchem eingeschlossenen, diesseitigen Landestheilen, nämlich Amt Dorheim in der Provinz Hanau und Gericht Katzenberg in der Provinz Oberhessen, hingegen die Art. 10 bis 15 noch andere kurhessische Lande betreffen.

Zugleich wird in Beziehung auf den Verkehr des Amtes Dorheim und des Gerichts Katzenberg mit dem übrigen kurhessischen Staate festgesetzt, daß in Gemäßheit der nunmehr für jene getrennten Gebiets-

1829 theile eingetretenen besonderen Verhältnisse hinsichtlich der Versteuerung ausländischer Waaren, diese Gegenstände bei ihrem Uebergange in die übrigen kurhessischen Lande den vollen gesetzlichen Abgaben unterliegen, die Einführung der eigenen Erzeugnisse aber unter gehöriger Nachweisung des Ursprunges ferner wie bisher, frei bleibt.

Cassel, am 15ten Juni 1829.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister
des Innern:

WITZLEBEN. SCHMINKE. MEYER. RIESS.

Vt. EGGENA.

Anlage zum vorstehenden Ausschreiben.

ART. I. Die großherzoglich-hessische Staatsregierung gestattet den zollfreien Durchgang der Gegenstände und Waaren jeder Art,

- a) welche zum Verbrauch der vom großherzoglichen Gebiete umschlossenen kurfürstlich-hessischen Landestheile, des Amtes Dorheim und des Gerichts Katzenberg erforderlich sind: sowie
- b) derjenigen Gegenstände aus diesen kurfürstlichen Landestheilen, welche aus denselben durch das großherzoglich-hessische Gebiet geführt werden.

Dieser Verkehr soll in der Ausdehnung zoll- und abgabefrei belassen werden, dafs davon in dem großherzoglichen Gebiete keine andere Abgabe, als das allgemein gesetzliche Chaussee-, Wege- und Brückengeld nach dem gesetzlichen Tarif, erhoben wird.

ART. II. Da es dem Willen der beiderseitigen Staatsregierungen ganz entgegen ist, dem verderblichen Gewerbe des Schleichhandels oder kaufmännischen, auf die Verschiedenheit der in den beiderseitigen Staaten bestehenden Zolltarife gestützten Speculationen fördernde Gelegenheit zu geben, die im Art. I. zugesicherte Durchgangs-Freiheit aber leicht dazu misbraucht werden könnte, das Amt Dorheim und das Gericht Katzenberg weit über deren wahres Bedürfnis mit Waaren zu überfüllen, um solche demnächst zum Schleichhandel zu benutzen; so sind die beiderseitigen

Staatsregierungen dahin übereingekommen, daß diese 1829 Durchfuhr beschränkt werde

- a) bei der Einfuhr in die gedachten kurfürstlichen Landestheile auf das eigentliche Bedürfnis derselben, nach deren Bevölkerung und dem Stand ihrer Kultur-Verhältnisse,
- b) bei der Ausfuhr aus den bemerkten kurfürstlichen Landestheilen und über die großherzoglichen Grenzen hinsichtlich der im Großherzogthume ausgangszollpflichtigen Gegenstände auf diejenigen Quantitäten, welche in denselben wirklich erzeugt worden sind, wogegen aber sonst für Gegenstände jeder Art die Ausfuhr aus den genannten kurfürstlichen Landestheilen und über die großherzoglichen Grenzen in unbeschränkter Menge und auf allen Wegen frei vom Durchgangszoll belassen werden wird.

ART. III. Für die Waaren-Durchfuhr in die oben bezeichneten kurfürstlichen Landestheile und aus denselben, auf welche sich die Bestimmungen in den Artikeln I und II. beziehen, sind folgende Strafsen bestimmt;

I. für das Amt Dorheim

- 1) die Strafe über Vilbel,
- 2) - - - Lollar,
- 3) - - - Heldenbergen,
- 4) - - - Oberrosbach;

II. für das Gericht Katzenberg

die Strafe über Arnshelm nach Neustadt und umgekehrt.

Die betreffenden großherzoglichen Zollämter werden nach Maafsgabe der desfalls noch zu treffenden näheren Verabredungen die erforderlichen Ermächtigungen erhalten, daß der in den Artikeln I und II. bemerkte Durchgang auf den bezeichneten Strafsen Statt finden kann.

ART. IV. Zum Zweck der Sicherung der Eingangs-Abgaben, welche die kurfürstliche Staatsregierung von den Gegenständen in dem Amte Dorheim und in dem Gerichte Katzenberg nach dem kurhessischen Tarif erheben lassen wird, die unter Durchfuhr des großherzoglichen Gebiets nach Art. II. dahin gelangen, sowie zum Zweck der nach demselben Artikel nöthigen Uebersicht des Verkehrs, sollen die Durch-

1829 führen, auf welche sich die Artikel II und III. beziehen, gegenseitig kontrollirt werden.

Die näheren Bestimmungen über diese Kontrolle bleiben besonderen Verabredungen vorbehalten.

ART. V. Aus den obengedachten kurfürstlichen Landestheilen sowohl in als durch das großherzogliche Gebiet und aus demselben in und durch die in Rede stehenden kurfürstlichen Landestheile, soll ein zollfreier Verkehr bestehen, in so weit solcher durch die vorstehenden Artikel nicht beschränkt ist, und nach den folgenden Artikeln davon keine Ausnahmen gegenseitig angemessen erachtet worden sind.

Dieser freie Verkehr, in so weit er nach den ausdrücklichen Stipulationen dieser Uebereinkunft Beschränkungen und Ausnahmen nicht unterliegt, schließet den freien Ein- und Durchgang auf allen Wegen, welche nach den genannten kurfürstlichen Gebiets-theilen und durch dieselben führen, sowie den freien Ein- und Durchgang aus diesen kurfürstlichen Gebietstheilen auf allen Wegen des umschließenden Großherzogthums, unter den im Allgemeinen geltenden örtlichen Transport-Bescheinigungen und unter den näheren Bestimmungen, welche wegen der Legitimation bei dem Uebergange aus den kurfürstlichen Gebietstheilen in das Großherzogthum und umgekehrt noch besonders verabredet werden, in sich.

In Folge dieser Uebereinkunft wird großherzoglich-hessischer Seits die Grenzumschließung gegen die in Rede stehenden kurfürstlichen Gebietstheile, in soweit sie nicht gegen Waaren-Einfuhren aus anderen Landestheilen gerichtet ist, aufgehoben, und gleichzeitig Aufhebung der gegen das Amt Dorheim eingerichteten Grenz-Zollämter erfolgen.

ART. VI. Hinsichtlich des Salzes sind folgende Bestimmungen festgesetzt.

- a) Die Einfuhr von Salz aus dem Großherzogthume in die bezeichneten kurfürstlichen Landestheile, in gleichen aus diesen in die Provinzen Rheinhessen und Starkenburg ist beiderseitig nicht gestattet;
- b) der Eingang von Salz aus dem Amte Dorheim in die großherzogliche Provinz Oberhessen ist dagegen so lange und in soweit zugelassen, als in der großherzoglichen Provinz Oberhessen keine Salz-Regie

oder andere den Salzverbrauch unter Kontrolle stellende gesetzliche Einrichtung besteht. 1829

- c) Die Durchfuhr des Salzes aus dem kurfürstlichen Amte Dorheim durch die großherzogliche Provinz Oberhessen wird großherzoglich-hessischer Seits, mit Ausnahme des Transits durch die Landraths-Bezirke Battenberg und Gladenbach, und den auf der rechten Lahnseite liegenden Theil des Landraths-Bezirks Giessen, an keine Strafe gebunden;
- d) in Ansehung der Durchfuhr des Salzes durch die vorgedachten Landraths-Bezirke, sowie durch die Provinzen Starkenburg und Rheinhessen gelten aber fortwährend die gesetzlichen Vorschriften;
- e) dagegen verstattet die kurhessische Staatsregierung die zollfreie Durchfuhrung des Salzes durch die von dem großherzoglichen Gebiete umschlossenen kurhessischen Landestheile, das Amt Dorheim und das Gericht Katzenberg;
- f) entsagt die großherzogliche Staatsregierung der Fort-Erhebung der Salz-Kontrollegebühr, gleichwie der nach Artikel I. wegfallenden Durchgangs-Abgaben, von dem Produkte der kurfürstlichen Saline zu Nauheim für die Dauer dieser Uebereinkunft.

ART. VII. Hinsichtlich derjenigen Gegenstände und Waaren, welche in beiden Staaten den innern Konsumtions-Abgaben unterliegen, sollen folgende Bestimmungen den im Artikel V. stipulirten freien Verkehr beschränken.

- a) Der Eingang von dergleichen Gegenständen aus den genannten kurfürstlichen Gebietstheilen in das Großherzogthum, und aus diesem in jene, bleibt gegenseitig ebenfalls zollfrei, unterliegt indessen gegenseitig bei der Einfuhr zur Einlage denjenigen Abgaben und Kontrollen, welche für die Unterthanen des Gebiets gelten, wohin die Einfuhr zur Einlage erfolgt.
- b) Beide Staatsregierungen sichern sich zu, dergleichen Gegenstände, welche aus einem Gebiete in das andere zur Konsumtion übergehen, nicht höher zu belasten, als dieses mit gleichnamigen Gegenständen, wenn sie Erzeugnisse des eigenen Landes sind, nach allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen der Fall ist, jedoch bleibt für den im Kurfürstenthum und im Großherzogthum Hessen erzeugten

- 1829 Wein in den Enclaven eine Erhöhung der Verbrauchssteuer bis zu dem Betrag des dermaligen kurhessischen Eingangszolles vorbehalten.
- c) Der Eingang von dergleichen Gegenständen zur Durchfuhr soll gegenseitig ebenfalls zoll- und abgabefrei bleiben, und lediglich den näher zu bestimmenden Kontrolle-Maasregeln unterliegen.
 - d) In das Großherzogthum kann der Eingang von dergleichen im Großherzogthume abgabepflichtigen Gegenständen aus den kurfürstlichen Gebieten Dornheim und Katzenberg demnächst zum Zweck der Durchfuhr auf allen Wegen Statt haben, und der Ausgang aus dem Großherzogthum über jedes beliebige großherzogliche Zollamt erfolgen.
 - e) Bei dem Uebergange solcher Gegenstände, welche einer Verbrauchssteuer unterliegen, aus einem Gebiete in das andere werden sich die beiderseitigen Erhebungs-Aemter zur Sicherung der Abgaben gegenseitig Nachricht ertheilen.

ART. VIII. Die kurfürstliche Staatsregierung behält sich in dem Amte Dorheim die Forterhebung des bisherigen Durchgangszolls nach dem kurhessischen Tarif vom 21sten Dezember 1825 vom Vieh und von allen demjenigen Transitgute vor, welches unter Begleitschein-Kontrolle durch das Großherzogthum und gleichmälsig durch das kurfürstliche Amt Dorheim geht.

Die kurfürstliche Staatsregierung verspricht, diesen Durchgangszoll im Amte Dorheim für die Dauer dieser Uebereinkunft nicht zu erhöhen, auch die gegenwärtige Form der Erhebung nicht zu erschweren, und zu dem Ende die Zollbehörden in dem Amte Dorheim anzuweisen, das der von den großherzoglichen Zollämtern angelegte oder respektirte Verschluss in der Regel, und wenn nicht besondere Gründe, entstandener Verdacht etc. nähere Revision und hiermit Abnahme des Verschlusses nöthig machen (wovon jedoch der zunächst berührt werdenden großherzoglichen Zollbehörde unter Beifügung der Gründe ungesäumt Nachricht zu ertheilen ist), wie bisher, amtlich nicht gelöst oder verletzt werde, sowie, das die Erhebung des Durchgangszolles von anderen, als den vorbemerkten, Transitgütern für die Dauer dieser Uebereinkunft nicht Statt finde.

ART. IX. Die beiderseitigen Staatsregierungen 1829 sagen sich insbesondere zu, daß sie gegenseitig diejenigen Unterthanen zur Bestrafung wegen verletzter zollgesetzlichen Bestimmungen ausliefern lassen wollen, welche die Zollgesetze desjenigen Staats, dem sie angehören, durch Waaren-Einschwärzungen in das Großherzogthum und durch dasselbe in die von demselben umschlossenen kurhessischen Gebietstheile, das Amt Dorheim und das Gericht Katzenberg, verletzt und sich in das Gebiet des andern Staats begeben haben, außerdem aber Waaren-Einschwärzungen, welche in ihrem Gebiete entdeckt werden, unnachsichtlich mit den zollgesetzlichen Strafen ahnden zu lassen, sowie sie im Allgemeinen ihr Augenmerk dahin zu richten versprechen, daß Zuwiderhandlungen gegen die Abgabengesetze des andern Staats wissentlich nicht geduldet werden.

ART. X. Zur Wiederherstellung des früher bestandenen Verkehrs zwischen dem Kurfürstenthume Hessen und herzoglich-nassauischen Gebiete eröffnet die großherzoglich-hessische Staatsregierung für die Dauer dieses Vertrags eine Transit-Straße über Gladenbach und Bischoffen und umgekehrt unter der Zusicherung, auf dieser Straße nur den geringsten Zollsatz, welcher in dem großherzoglichen Tarif für den Durchgang auf kurzen Straßen mit $3\frac{1}{2}$ Kreuzern für den Zentner Waaren, mit 35 Kreuzern für jedes Stück großes Vieh, und $3\frac{1}{2}$ Kreuzern für jedes Stück kleiner Viehgattungen bestimmt ist, erheben zu lassen.

ART. XI. Die kurfürstliche Staatsregierung ertheilt die Zusicherung, auf der Straße von Offenbach über die Mainkur nach Vilbel und umgekehrt, sowie auf der Straße über den Heiligenstock, den dermal bestehenden gesetzlichen Durchgangszoll nach der kurfürstlichen Verordnung vom 21sten Dezember 1825 von Waaren und vom Vieh für die Dauer dieser Uebereinkunft nicht zu erhöhen, auch keine zu erschwerenden Formen eintreten zu lassen, und auf diesen Straßen ebenwohl den von großherzoglichen Zollämtern angelegten oder respektirten Verschluss unverletzt zu belassen, in so fern nicht besondere Verhältnisse und Gründe dazu nöthigen, eine genaue Revision vorzunehmen und den Verschluss zu lösen. In allen solchen

1829 Fällen soll die Zollbehörde, welche sich zur Lösung des Verschlusses veranlaßt gesehen hat, der Zollbehörde des andern Staats, welchen der Waaren-Transport zunächst berührt, unter Beifügung der Gründe ungesäumt Nachricht ertheilen.

ART. XII. Da nach den Bestimmungen des zu Cassel am 24sten September 1828 zwischen mehreren teutschen Staaten geschlossene Handels-Vertrags eine Erhöhung der dermal gesetzlich bestehenden Durchgangs-Abgaben auf der Straße von Sichertshausen über Marburg, Cassel bis zur hannoverschen Grenze nicht Statt finden soll und wird; so ertheilt die großherzogliche Staatsregierung gegenseitig die Zusicherung, daß auf den Straßen von Hanau und Frankfurt über Friedberg und Giesen bis zur kurhessischen Grenze die dermal bestehenden gesetzlichen Durchgangs-Abgaben während der Dauer dieses Vertrags ebenfalls nicht erhöht werden sollen.

Gleichermaassen sichern sich beide Staatsregierungen einander gegenseitig zu, daß die auf den genannten Haupt-Durchgangsstraßen zur Abfertigung des Ein- und Durchgangs errichteten Zollstätten nicht verlegt werden sollen.

ART. XIII. Die beiderseitigen Staatsregierungen wollen durch die aus dem einen in das andere Gebiet vorspringenden Bezirke und Orte den Durchgang von rohen Erzeugnissen der Landwirthschaft und Viehzucht auf dafür besonders zu bestimmenden Straßen unter geeigneten, das gegenseitige Zoll Interesse vollständig sichernden, Maasregeln zoll- und kostenfrei gestatten.

ART. XIV. An den beiderseitigen Grenzen soll die Einfuhr der zu den Mühlen bestimmten Früchte, vorbehaltlich der Wiederausfuhr des daraus gewonnenen Mahlguts, so wie die Zurückfuhr des Mahlguts unter den geeigneten, das gegenseitige Zoll-Interesse vollständig sichernden, Kontroll-Bestimmungen, auf dafür zu bestimmenden Straßen gestattet werden.

ART. XV. Es sollen die beiderseitigen Unterthanen bei dem Besuchen der Messen und Jahrmärkte den Inländern völlig gleichgehalten und keiner größern Belastung unterworfen werden, als diese.

19.

*Ordonnance du gouvernement Ha-1829
nouvrien concernant l'abolition du
droit de détraction par rapport aux
héritages exportés dans le royaume
de France; du 12 Juin 1829.*

(Gesetzsammlung für das Königreich Hannover
1829. 1. Abth. No. 9. pag. 63).

Georg der Vierte, von Gottes Gnaden, König des vereinigten Reichs Großbritanniens und Irland u. s. w. auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w.

Demnach in dem Königreiche Frankreich das Abzugs- oder Abschofs-Recht in Erbschafts-Fällen allgemein aufgehoben ist: so lassen Wir solches Unsern sämtlichen getreuen Unterthanen zur Kenntniß gelangen und befehlen allen obrigkeitlichen Behörden, die Erbschaften, welche Königlich-Französische Unterthanen in das Königreich Frankreich ausführen, frei von allem Abzug oder Abschofs verabfolgen zu lassen.

Gegenwärtige Anordnung soll der ersten Abtheilung der Gesetz-Sammlung inserirt werden.

Hannover, den 12ten Junius 1829.

*Kraft Seiner Königlichen Majestät Allernädigsten
Special-Befehls.*

BREMER.

MEDING.

G. v. LÜPKE.

20.

1829 *Traité de paix entre le général Juan Lavallé, gouverneur provisoire et capitaine général de la province de Buenos-Ayres et le commandant-général des districts de l'intérieur du pays, Manuel Rosas, signé à Canellas le 24 Juin 1829.*

(Le Moniteur universel 1829. No. 250).

Le général Juan Lavalle, gouverneur provisoire et capitaine-général de la province de Buenos-Ayres, et le commandant-général des districts de l'intérieur du pays, Manuel Rosas,

Voulant mettre un terme aux troubles, qui ont affligé la province et y rétablir l'ordre et la tranquillité, ont dit, convenu et arrêté ce qui suit:

1° Les hostilités cesseront, et à dater du présent traité les communications entre la ville et le pays seront rétablies sur l'ancien pied.

2° L'élection des représentans de la province aura lieu dans le plus bref délai possible et conformément aux lois.

3° Le commandant-général des districts, Juan-Manuel Rosas, étant particulièrement chargé du maintien de la tranquillité et de la sécurité du pays intérieur, prendra telles mesures qu'il jugera convenables pour que l'ordre ne soit pas troublé, nommera avec l'assentiment du gouvernement, à tels emplois que la gravité des circonstances rendroient nécessaires pour la sûreté et la police, jusqu'à l'installation du gouvernement permanent, auquel le gouvernement provisoire fournira ensuite tous les documens nécessaires pour son administration.

4° Quand l'élection du gouvernement permanent aura eu lieu, le gouverneur provisionnel, Juan Lavalle, et le commandant-général des districts, Juan-

Manuel Rosas, mettront l'administration à sa disposition. 1829

5° Le gouvernement de la province reconnoîtra et payera toutes les obligations contractées par le commandant-général Rosas pour la subsistance des troupes dont il a le commandement.

6° Les officiers de ligne et ceux de la milice, qui ont été sous les ordres du commandant-général Rosas, seront payés en proportion de leur rang et des classes respectives auxquelles ils appartiennent.

7° Nul individu, de quelque condition qu'il soit, ne sera molesté ni poursuivi pour sa conduite et ses opinions politiques antérieures au présent traité.

Les autorités puniront sévèrement tous ceux, qui chercheront par des paroles ou des écrits, à critiquer ou à combattre la stipulation, qui fait l'objet du présent traité.

En foi de quoi et pour prouver notre mutuel accord, nous signons et ratifions le présent traité composé de sept articles et en faisant deux copies.

Fait à Cannelas, dans l'estancia de Miller, le 24^e jour de juin, an de notre Seigneur 1829.

JUAN LAVALLE.

JUAN-MANUEL ROSAS.

21.

Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Meiningen pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs, signé le 3 Juillet 1829.

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten. 1829. No. 15. pag. 105).

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Meiningen, haben in der Absicht, die Hindernisse mög-

1829 lichst zu beseitigen, welche vorzüglich durch örtliche Verhältnisse dem Handel und gewerblichen Verkehr zwischen Ihren Unterthanen entgegenstehen, Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preußen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande, Ritter des Kaiserlich-Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse und Kommandeur 2ter Klasse des Großherzoglich-Hessischen Haus-Ordens; und

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Meiningen:

Höchst-Ihren Minister-Residenten am Königlich-Preussischen Hofe, den Kammerherrn *Ludwig August von Rebeur*, Ritter des Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse und Höchst-Ihren Ministerialrath *Carl August Friedrich Adolph von Fischern*, Ritter des Königlich-Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens; von welchen Bevollmächtigten, mit Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist:

ART. I. Seine Majestät der König von Preußen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Meiningen, wollen eine Kunststrafe in der Richtung von Langensalza über Gotha, Ohrdruff, Zelle, Benshausen, Kuehdorf, Meiningen, Henneberg nach Mellrichstadt, ferner in der Richtung von Zelle, Suhl, Schleusingen, Hildburghausen, Rodach, Koburg nach Lichtenfels, so weit sie durch Ihre Lande zu führen und nicht bereits vollendet ist, ein jeder kontrahirende Theil auf seinem Gebiete in einen für Frachtfuhrwerke völlig brauchbaren Zustand herstellen und in solchem auch erhalten lassen.

ART. II. Wegen gleichförmiger Bestimmung der Chaussee-Wege-Brücken- und Pflastergelder auf den Strafsen, welche zur Unterhaltung des Verkehrs zwischen den Königlich-Preussischen und Herzoglich-Sachsen-Meiningischen Lande dienen, wird eine besondere Uebereinkunft vorbehalten. In Absicht der Höhe des Chausseegeldes wird jetzo schon festgesetzt, daß es, auf keinen Fall die Sätze des Preussischen Tarifs vom 28sten April 1828 übersteigen soll.

ART. III. Damit die im Art. I. bezeichneten 1829 Kunststraßen für Handel und Verkehr möglichst frei benutzt werden können, sollen von allen von Langensalza nach Mellrichstadt und Lichtenfels, und in umgekehrter Richtung von Mellrichstadt und Lichtenfels nach Langensalza, durchgehenden Waaren ohne Unterschied, auf der ganzen Strecke von der Preussisch-Gothaischen Grenze bis beziehungsweise zur Baierisch-Meiningenschen und Meiningen-Koburgschen Grenze, vom 1sten Oktober d. J. ab, keine Durchgangsabgaben, unter welchem Namen es auch sei, erhoben werden.

ART. IV. Zwischen folgenden Preussischen Landestheilen, als:

- a. dem Landkreise Erfurt,
- b. dem Kreise Schleusingen,
- c. dem Kreise Ziegenrück,

einerseits, und sämtlichen Sachsen-Meiningenschen Landen andererseits, soll vom 1sten Oktober d. J. ab, dergestalt ein freies gegenseitiges Verkehr bestehen, daß die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb jenem Lande und Landestheile zu verführenden Waaren aller Art, überall in Rücksicht auf Eingangs- und Ausgangsabgaben den eigenen inländischen Waaren völlig gleich behandelt werden, auch nirgends einem Binnenzolle, es mag dieser unter dem Namen Geleit oder unter einem andern Namen bis dahin bestanden haben, ferner unterliegen sollen.

ART. V. Ausgenommen von dieser gegenseitigen Freiheit des Verkehrs sind:

1. Salz und Spielkarten, indem das Verkehr mit diesen Gegenständen den in den Landen eines jeden der kontrahirenden Theile hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen bleibt;

2. alle Gegenstände, von welchen bei der Erzeugung oder Bereitung im Inlande eine Abgabe erhoben wird. Das freie Verkehr mit diesen Gegenständen aus einem Gebiete in das andere findet nur mit der Einschränkung statt, daß dieselben, wenn sie in das Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingebracht werden, daselbst einer Abgabe unterliegen, welche derjenigen gleichkommt, womit die eigenen inländischen Erzeugnisse derselben Art belastet sind.

1829 ART. VI. In Absicht des Verkehrs zwischen der Stadt Erfurt und den Herzoglich-Sachsen-Meiningschen Landen, sowohl was den Eingang als die Durchfuhr anlangt, sollen vom 1sten Oktober d. J. an die beiderseitigen Unterthanen dergestalt gleich behandelt werden, daß einerseits die Unterthanen der Herzoglichen Lande in der Stadt Erfurt dieselben Vortheile und Begünstigungen genießen, welche den eigenen Preussischen Unterthanen des Landkreises Erfurt und der Kreise Schleusingen und Ziegenrück daselbst zustehen, andererseits aber auch den Einwohnern der Stadt Erfurt in den Herzoglich-Meiningschen Landen alle die Vortheile und Begünstigungen zu Statten kommen, worauf die Einwohner der gedachten Preussischen Kreise nach Art. IV. und V. in jenen Landen Anspruch machen können.

ART. VII. Zwischen den östlichen Preussischen Provinzen, welche innerhalb einer geschlossenen Zolllinie liegen, und den Herzoglich-Sachsen-Meiningschen Landen soll das gegenseitige Verkehr vom 1sten Oktober d. J. an in folgender Art erleichtert werden:

I. Freien Eingang in die östlichen Preussischen Provinzen sollen haben, sofern es eigene Erzeugnisse der Sachsen-Meiningschen Lande sind:

a. in unbestimmter Quantität außer denjenigen Gegenständen, welche nach der Preussischen Verordnung wegen Erhebung der Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben vom 30sten Oktober 1827, jetzo keiner Abgabe unterworfen sind.

1. Farben-Erden aller Art (Preussische Erhebungsrolle n. 4. litt. f.)
2. Flachs, Werg, Heede. (Preussische Erhebungsrolle n. 8.)
3. Sämereien und Beeren, mit Ausnahme von Anis und Kümmel,
 - a. Oelsaat, als: Hanfsaat, Leinsaat und Leindötter oder Döder, Mohnsaamen, Raps oder Rübsaat,
 - b. Kleesaat und alle nicht namentlich im Tarif aufgeführte Sämereien. (Preussische Erhebungsrolle u. 9. b. 2. und 3.)
4. Kalk und Gips, gebrannter. (Preussische Erhebungsrolle n. 16.)
5. Schiefertafeln und Schieferstifte. (Griffel).

b. in bestimmten Quantitäten für das Jahr: 1829

1. grobe Siebmacherwaaren (Preussische Erhebungsrolle n. 4.) 200 Zentner.
2. Eisenvitriol, grüner (Preussische Erhebungsrolle n. 5. e.) 400 Zentner.
3. graue Packleinwand und Segeltuch (Preussische Erhebungsrolle n. 22. c.) 50 Zentner.
4. Zwillich und Drillich (Preufs. Erhebungsrolle n. 22. d.) 50 Zentner.
5. Theer und Pech (Preussische Erhebungsrolle No. 37.) 400 Zentner.
6. Wollen - Garn (Preussische Erhebungsrolle No. 41. b.) 100 Zentner.
7. grobe Böttcher - und Drechsler - Korbflechter-, Tischler - und alle rohe und blos gehobelte Holzwaaren, Wagner - Arbeiten und Maschinen von Holz (Preufs. Erhebungsrolle n. 12. h. Anmerkung.) 600 Z.
8. kurze grobe Waaren (Preussische Erhebungsrolle n. 20. a.) 200 Zentner.
9. einfarbiges oder weisses Fayance oder Steingut (Preussische Erhebungsrolle n. 38. c.) 100 Zentner.

Wenn der Fall der Einfuhr der vorstehend genannten Waaren auch umgekehrt aus den östlichen Preussischen Provinzen in die Herzoglich-Sachsen-Meiningenschen Lande vorkommen sollte, so sollen dieselben in gleicher Art, wie oben bestimmt worden ist, frei von Abgaben eingelassen werden.

II. Was den Durchgang betrifft, so sollen Erzeugnisse der Sachsen-Meiningenschen Lande, welche entweder nach der Verordnung vom 30sten Oktober 1827 dermalen keiner Eingangs-Abgabe unterliegen, jedoch mit Ausnahme von Wolle, rohen Häuten und Lumpen, oder für welche durch die vorangehende Bestimmung des Art. (I) der Eingang frei gegeben ist, auch frei von allem Land- und Wasserzolle auf der Strafse von Langensalza über Magdeburg ins Ausland durchgeführt werden können. Für Waaren, bei welchen der freie Eingang nur auf eine bestimmte Quantität zugelassen ist, findet die Befreiung von Durchgangs - Abgaben auch nur auf eine gleiche Quantität, wie der freie Eingang, Statt. Dieser Beschränkung auf eine Quantität sind jedoch die sogenannten Sonnenberger Waaren im Durchgange nicht unterworfen, insofern sie zu den groben kurzen Waaren ge-

1829 hören, und auf der Strafe von Langensalza über Magdeburg ins Ausland durchgeführt werden.

Ferner wird den Herzoglichen Unterthanen von allen Waaren ohne Unterschied, ausländischen wie inländischen, welche dieselben auf der Elbe über Magdeburg ausführen oder einführen, der Elbzoll eben so, wie dies dem inländischen Handel zugestanden ist, völlig erlassen.

III. Wenn, außer den unter I. und II. gemachten Zugeständnissen, wegen irgend eines Gegenstandes von einem der kontrahirenden Theile für die Unterthanen eines dritten Staates, außer dem Falle besonderer Handels-Verträge, günstigere Bestimmungen getroffen werden, als im allgemeinen Tarif sich vorfinden, so sollen dieselben auch den Unterthanen des andern kontrahirenden Theils zu Statten kommen. Dagegen wird keiner der kontrahirenden Theile irgend ein Erzeugniß der Natur und des Gewerbfleißes aus den Landen des andern kontrahirenden Theils mit einer höheren Abgabe belegen, als in dem allgemeinen Tarif dafür festgesetzt ist.

ART. VIII. Vom 1sten Oktober d. J. an soll, ohne Beschränkung auf besondere Landestheile und Provinzen; von Königlich-Preussischen und Herzoglich-Sachsen-Meiningenschen Unterthanen, welche in dem Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäÙig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind. Dies soll auch insbesondere von solchen Handels- und Gewerbsleuten gelten, welche die Märkte des Handels wegen besuchen.

ART. IX. So weit es bei dem Inhalte der Art. III-VIII. zur Erleichterung des Grenzverkehrs noch einiger Anordnungen bedarf, bleiben diese der besonderen Verabredung der betreffenden Verwaltungs-Behörden, innerhalb der gesetzlich bestehenden Grundsätze, vorbehalten.

Dies gilt auch wegen der Art und Weise der Ausstellung der Ursprungszeugnisse, von welchen die Waarensendungen begleitet sein müssen, wenn dafür die in vorstehenden Artikeln zugestandenen Begünstigungen in Anspruch genommen werden sollen.

ART. X. Zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Einnahmen an Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs- Ab-

gaben wollen sich beide kontrahirende Theile gegen- 1829
seitig unterstützen. Daher wollen auch Seine Herzogliche Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Meiningen, gestatten, daß die Preussischen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife in das Herzogliche Gebiet verfolgen und sich mit Zuziehung der Orts-Obrigkeit des Thatbestandes versichern, wogegen hinsichtlich der Beeinträchtigung der Herzoglich-Meiningenschen Gefälle der Herzoglichen Beamten eine gleiche Befugniss in dem Preussischen Gebiete zugestanden wird. Nicht weniger sollen die Behörden den, für die Aufrechthaltung der beiderseitigen Zollgesetze ergelenden Requisitionen gegenseitig unverzüglich nachkommen, und auf desfallsigen Antrag die von Unterthanen des einen Theils gegen die Zollgesetze des andern Theils verübten Unterschleife eben so zur Untersuchung und Strafe ziehen, als wenn sie gegen die eigenen inländischen Gesetze begangen worden wären.

Art. XI. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum 31sten Dezember 1834 festgesetzt, und wenn derselbe in den ersten drei Monaten des letzten Jahres von der einen oder der andern Seite nicht aufgekündigt werden sollte, so wird er auf fernere drei Jahre und sofort stets auf drei Jahre als verlängert angesehen.

ART. XII. Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und die Auswechslung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit ihren Wappen versehen.

So geschehen Berlin, den 3ten Juli 1829.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN.

LUDWIG AUGUST V. REBEUR.

CARL AUGUST FRIEDRICH ADOLPH
VON FISCHERN.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 29sten August c. und von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Meiningen am 14ten August c. ratifizirt worden).

22.

1829 *Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les droits perçus sur la frontière du territoire prussien du commerce du baillage enclavé de Volkenrode, appartenant au duché de Saxe-Cobourg-Gotha, signé le 4 Juillet 1829.*

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1829. No. 17. pag. 121.*)

Da die Gefälle, welche dem Königlich-Preussischen Gesetze vom 26sten Mai 1818 gemäß, auf den äußern Grenzen des Staates erhoben werden, mehrere in denselben eingeschlossene souveraine Besitzungen Deutscher Bundesstaaten, namentlich auch das souveraine Herzoglich-Sachsen-Gothaische Amt Volkenrode treffen, Seine Majestät der König von Preußen aber geneigt sind, dasjenige Einkommen, welches Ihren Kassen, in Folge dieses besonderen Verhältnisses, zufließt, den landesherrlichen Kassen gedachter Staaten für den Fall überweisen zu lassen, daß eine gemeinschaftliche billige Uebereinkunft getroffen werden kann; so haben Seine Herzogliche Durchlaucht der regierende Herzog von Sachsen-Koburg und Gotha Sich zu einer solchen Uebereinkunft, in Rücksicht Ihres obgedachten in dem äußern Umfange der Preussischen Staaten eingeschlossenen souverainen Amtes Volkenrode, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit erklärt, und es ist darauf durch die von Seiten beider Theile ernannten Bevollmächtigten, nämlich:

von Seiten Seiner Majestät des Königs von Preußen: durch Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande, Ritter des Kaiserlich-Russischen St.

Annen-Ordens 2ter Klasse und Kommandeur 2ter 1829
Klasse des Großherzoglich-Hessischen Haus-Ordens und

von Seiten Seiner Herzoglichen Durchlaucht zu Sachsen-Koburg und Gotha: durch Höchst-Ihren Minister-Residenten den General-Major *Ludwig Heinrich von L'Estocq*, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse mit Eichenlaub und des Königlich-Preussischen Militär-Verdienst-Ordens, Comthur des Großherzoglich Sächsischen Ordens vom weissen Falken;

nachstehender Vertrag unter Vorbehalt der beiderseitigen landesherrlichen Genehmigung abgeschlossen worden.

ART. I. Der Betrag des aus den Königlich-Preussischen Kassen, als Verbrauchssteuer nach gegenwärtigem Verträge an Seine Herzogliche Durchlaucht, den Herzog von Sachsen-Koburg und Gotha, zu überweisenden Einkommens, soll von Drei zu Drei Jahren in gemeinsamer Uebereinkunft festgesetzt werden. Zur Grundlage dieser Uebereinkunft soll der jedesmalige Königlich-Preussischer Seits vorzulegende letzt dreijährige Reinertrag desselben bei den Königlich-Zoll- und Steuerämtern in den östlichen Provinzen des Preussischen Staats dergestalt dienen, daß der Antheil Seiner Herzoglichen Durchlaucht, des Herzogs zu Sachsen-Koburg und Gotha, davon nach dem Verhältniß der Bevölkerung der gedachten Preussischen Provinzen und der andern zu einem Zollverbände mit denselben gehörigen souverainen Besitzungen Deutscher Bundesstaaten zu der Bevölkerung des in den Zollverband aufgenommenen souverainen Herzoglichen Amtes Volkenrode berechnet wird.

Es wird dabei, um die Schwierigkeit der Sondierung der Zollgefälle von der Verbrauchssteuer zu beseitigen, welche letztere nach der dermaligen Erhebungs-Rolle vom 30sten Oktober 1827 unter den Eingangs-Abgaben mitbegriffen ist, für die Dauer des gegenwärtig in dieser Hinsicht bestehenden gesetzlichen Verhältnisses angenommen, daß die Verbrauchssteuer fünf Achtel des Einkommens an Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben zusammen genommen betrage.

1829 ART. II. Mit Rücksicht auf die Bestimmungen im ersten Artikel ist die Summe, welche Seine Herzogliche Durchlaucht vom 1sten Januar 1829 an jährlich erheben lassen werden, auf *Ein Tausend Ein Hundert und Dreißig* Thaler Preussisches Kurant festgesetzt worden, welche in gleichen Quartal-Raten in den Monaten März, Juni, September und Dezember, jedesmahl mit Zweihundert Zwei und Achtzig Thalern Funfzehn Silber Groschen Preussisch Kurant durch die Königliche Provinzial-Steuerkasse in Magdeburg zur Verfügung Seiner Herzoglichen Durchlaucht zu Sachsen-Koburg und Gotha gestellt und soweit sie hernach bei Auswechslung der Ratifikation des gegenwärtigen Vertrags fällig sein wird, binnen vier Wochen nach diesem Zeitpunkte berichtet werden soll.

ART. III. Seine Majestät der König von Preussen und Seine Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Koburg und Gotha, versichern ihren Unterthanen gegenseitig den völlig freien und ungestörten Verkehr zwischen den innerhalb der Preussischen Zoll-Linie an der äußern Grenze des Staats belegenen Königlich-Preussischen Landen und dem Herzoglichen Amte Volkenrode dergestalt, daß die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb des gedachten Bezirks zu verführenden Waaren und Erzeugnisse aller Art überall den eigenen inländischen völlig gleich behandelt werden sollen.

ART. IV. Wenn jedoch in Folge des vorstehenden Artikels auch solche inländische Erzeugnisse, welche in dem Königlich-Preussischen oder Herzoglich-Sächsischen Gebiete innerhalb der Preussischen Zoll-Linie mit *besondern* Verbrauchssteuern belegt sind, oder künftig belegt werden möchten, völlig freien Umlauf haben sollen, so ist dazu erforderlich, daß jene besonderen Verbrauchssteuern im Herzoglichen Amte Volkenrode auf völlig gleichen Fuß mit den Preussischen gesetzt, und mittelst gleich strenger Kontrolle wirklich erhoben, zugleich auch in keinem Falle durch zugeständene Rückvergütungen bei der Ausfuhr oder sonst an ihrer Wirkung geschwächt werden.

ART. V. Für jetzt und in Berücksichtigung der gegenwärtigen Industrie und sonstigen Verhältnisse des Amtes Volkenrode, versprechen Seine Herzogliche Durch-

laucht, der Herzog von Sachsen - Koburg - Gotha, 1829 hinsichtlich der dortigen Branntwein-, Bier- und Essig-Fabrikation, so wie auch unter den im Xten Artikel enthaltenen Modifikationen der Salzkonsumtion, die letztgedachten drei Bestimmungen des vorstehenden Artikels unmittelbar nach Auswechselung der Ratifikations-Urkunden des gegenwärtigen Vertrags zur Ausführung bringen zu lassen.

ART. VI. Seine Herzogliche Durchlaucht, der Herzog von Sachsen - Koburg - Gotha, wollen gestatten, daß die Königlichen Steuerbeamten durch Revision der in dem Amte Volkenrode befindlichen Branntweimbrennereien und Bier-, auch Essigbrauereien, so wie durch Einsicht der hierauf bezüglichen Hebe-Register und Kontrollen der Herzoglichen Hebe-Stellen, von der richtigen Ausführung der nach vorstehendem Artikel dort einzuführenden Preussischen Maisch- und Braumalzsteuer-Gesetze jederzeit persönlich nähere Ueberzeugung nehmen können. Die mit diesem Dienste in dem Amte Volkenrode beauftragten Steuerbeamten werden zwar von Seiner Majestät dem Könige von Preußen angestellt, besoldet und uniformirt; doch sollen sie für die Dauer ihrer Anstellung in dem Amte Volkenrode beiden Landesherren den erforderlichen Dienstleid leisten, und das Königlich-Preussische und Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaische Wappen vereint auf der Kopfbedeckung tragen.

ART. VII. Der gesammte Ertrag der Maisch- und Braumalzsteuer in der Königlich-Preussischen Provinz Sachsen und dem Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Amte Volkenrode soll vermittelst einer nach der Seelenzahl jener Provinz und dieses Amtes aufzustellenden Antheilsberechnung zwischen beiden Regierungen in der Art zur Theilung kommen, daß das Netto-Einkommen in beiden Gebietstheilen jährlich gegenseitig vorgelegt und nach der Volksmenge durch Vergütung der Minus in der einen oder der andern Klasse ausgeglichen werde.

ART. VIII. Die Herzoglich - Sachsen - Koburg-Gothaische Regierung wird, ohne Zustimmung der Königlich-Preussischen Regierung, keine Vermehrung der Zahl der gegenwärtig im Amte Volkenrode bestehenden Branntweimbrennereien, so wie der Bier-, auch

1829 Essigbrauereien gestatten, es sei denn, daß das Gut, auf welchem eine solche angelegt werden soll, mindestens einen Grundwerth von Funfzehn Tausend Thalern habe.

ART. IX. Von denjenigen Waaren, welche mit Attesten der Herzoglichen Schloßhauptmannschaft für die Hofhaltung Seiner Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Koburg-Gotha, eingehen, werden die Gefälle, so weit es durch die gedachten Atteste verlangt wird, nicht beim Eingange erhoben, sondern bloß notirt, und bei der nächsten Quartal-Erhebung des Antheils Seiner Herzoglichen Durchlaucht an den gesammt-Einkünften, statt baaren Geldes, in Zahlung angerechnet werden.

ART. X. Seine Herzogliche Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha wollen eine Fabrication von Spielkarten in Volkenrode nicht verstatten. Dagegen erklärt sich die Königlich-Preussische Regierung bereit, eine dem Verbrauche von Volkenrode angemessene Quantität Karten, welche mit dem Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Kartenstempel versehen und mit den Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Kammer-Attesten begleitet sind, aus dem Herzogthume Gotha über das Haupt-Zollamt Laugensalza, nach vorausgegangener gehöriger Deklaration in den letzteren, frei nach Volkenrode eingehen zu lassen.

Auch will die Königlich-Preussische Regierung gestatten, daß der Salzbedarf für das Amt Volkenrode, wie solcher nach den Grundsätzen der Preussischen Verwaltung für den Kopf zu bestimmen ist, abgabefrei, jedoch unter angemessener Kontrolle, aus der neu angelegten Saline Buffleben bei Gotha in das gedachte Amt eingeführt werde. Die Bestimmung der Kontrolle bleibt einer besonderen Verabredung vorbehalten, wobei man darauf sehen wird, daß das Salz auf einem bestimmten Wege, in plombirten Säcken oder Tonnen, von gleichem Gewichte, nach dem Amte eingeführt werde.

ART. XI. Was die Befreiung des Ein- und Ausgangszolles auf diejenigen Fohlen betrifft, welche aus dem Amte Volkenrode auf die Herzoglichen Waldtriften und von da wieder zurückgebracht werden, so bleibt es bei der bisherigen Einrichtung.

ART. XII. Beide Landesherrn werden in den zur 1829 Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechterhaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maasregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen. Seine Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, wollen namentlich gestatten, daß die Königlichen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife auch in Ihr Gebiet verfolgen und, mit Zuziehung der Ortsobrigkeiten, sich des Thatbestandes versichern. In sofern zu dessen Feststellung oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen, Visitationen, Beschlagnahmen und Vorkehrungen in Antrag gebracht werden, sollen diese, sobald sie sich von der Zulässigkeit, den Umständen nach, überzeugt haben, solche alsbald willig und zweckmäsig veranstalten.

Seine Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, wollen alle entweder durch die Königlichen Zoll- und Steuerbeamten in dem Amte Volkenrode entdeckte, oder sonst zur Kenntniß der Herzoglichen Behörden gelangende Verletzungen der in der Königlichen Zoll- und Verbrauchssteuer-Ordnung vom 26sten Mai 1818, desgleichen in der Ordnung zum Gesetz wegen Versteuerung des inländischen Branntweins, Braumalzes u. s. w. vom 8ten Februar 1819 oder der in den spätern diese Gegenstände betreffenden Gesetzen enthaltenen Vorschriften von Ihren Gerichten, sofern solche, nach allgemeinen Grundsätzen, dazu kompetent sein werden, untersuchen, und nach Vorschrift der erwähnten Gesetze, welche Ihren Gerichten deshalb zur Beachtung zugefertigt und bei den Unterthanen des Herzoglichen Amtes Volkenrode, als publizirt und bekannt vorausgesetzt werden sollen, bestrafen lassen. Die Geldstrafen, auf welche die Herzoglichen Gerichte in solchen Fällen erkennen möchten, fallen dem Herzoglichen Fiskus, nach Abzug des Denunzianten-Antheils, lediglich anheim.

Dagegen sichern Seine Majestät der König von Preussen Seiner Herzoglichen Durchlaucht, dem Herzoge von Sachsen-Koburg-Gotha, für das Amt Volkenrode volle Erwiederung der im gegenwärtigen Artikel gemachten Zugestehungen in ähnlichen Fällen zu.

ART. XIII. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages soll bis zum Schlusse des Jahres 1834 währen, und derselbe, falls in diesem Jahre keine Aufkündi-

1829 gung von der einen oder der anderen Seite erfolgt, stillschweigend auf anderweite sechs Jahre verlängert angesehen werden.

ART. XIV. Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und nach Auswechslung der Ratifikations-Urkunden zur Vollziehung gebracht werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten, mit Beidrückung ihres Siegels, unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den 4ten Juli 1829.

ALBRECHT FRIEDRICH
EICHHORN.

LUDWIG HEINRICH
v. L'Estocq.

(Gegenwärtiger Vertrag ist zu Berlin den 29sten August und zu Coburg den 12ten August 1829 ratifizirt worden).

23.

Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs, signé le 4 Juillet 1829.

(Gesetz-Sammlung für die Königlich Preussischen Staaten 1829. No. 15. pag. 111).

Seine Majestät der König von Preußen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha, haben in der Absicht, die Hindernisse möglichst zu beseitigen, welche vorzüglich durch örtliche Verhältnisse dem Handel und gewerblichen Verkehr zwischen Ihren Unterthanen entgegenstehen, Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preußen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath, *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-

Preussischen rothen Adler - Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Anhen - Ordens 2ter Klasse und Kommandeur 2ter Klasse des Großherzoglich - Hessischen Haus - Ordens;

und

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen Koburg - Gotha, Höchst - Ihren Flügel - Adjutanten und Major, Kammerherrn *Busso von Alvensleben*, Ritter des Königlich - Preussischen St. Johanniter - Ordens und Inhaber der Herzoglich - Sachsen - Koburgischen Militair - Verdienst - Medaille; und

Höchst - Ihren Geheimen Legations - Rath, *Ernst Habermann*;

von welchen Bevollmächtigten, mit Vorbehalt der Ratifikation, nachstehender Vertrag verabredet worden ist.

ART. I. Seine Majestät der König von Preussen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen Koburg - Gotha, wollen eine Kunststraße in der Richtung von Langensalza über Gotha, Ohrdruff, Zelle, von hier in einer zweifachen Richtung nach Benshausen und Suhl, von dem letztgenannten Orte über Schleusingen, Hildburghausen, Rodach, Koburg nach Lichtenfels, so weit solche durch Ihre Lande zu führen und nicht bereits vollendet ist, ein jeder kontrahirende Theil auf seinem Gebiete, in einen für Frachtfuhrwerke völlig brauchbaren Zustand herstellen und in solchem auch erhalten lassen.

ART. II. Wegen gleichförmiger Bestimmung der Chaussee -, Wege -, Brücken - und Pflastergelder auf den Straßen, welche zur Unterhaltung des Verkehrs zwischen den Königlich - Preussischen und Herzoglich - Sachsen - Koburg - Gothaischen Landen dienen, wird eine besondere Übereinkunft vorbehalten. In Absicht der Höhe des Chausseegeldes wird jetzo schon festgesetzt, daß es auf keinen Fall die Sätze des Preussischen Tarifs vom 28sten April 1828 übersteigen soll.

ART. III. Auf der im Art. I. bezeichneten Straße soll das Chausseegeld nicht erhoben werden:

1. von Pferden und Maulthieren, welche den Hofhaltungen des Königlichen und des Herzoglichen Hauses, ingleichen den landesherrlichen Gestüten gehören;

2. von öffentlichen Beamten, ohne Unterschied, ob es Militair -, Civil -, oder kirchliche Beamten sind,

1829 auf Dienstreisen, wenn sie sich durch Freikarten ihrer vorgesetzten Behörden legitimiren, ingleichen von Offiziers zu Pferde und in Dienst-Uniform;

3. von Transporten, welche unmittelbar für Rechnung des Hofes oder der Regierung der kontrahirenden Theile geschehen.

ART. IV. Damit diese Kunststrafe auch für Handel und Verkehr möglichst frei benutzt werden könne, soll von allen von Langensalza und Lichtenfels, oder umgekehrt von Lichtenfels nach Langensalza durchgehenden Waaren ohne Unterschied, auf der ganzen Strecke von der Preussisch-Gothaischen bis zur Baierisch-Koburgschen Grenze, vom 1sten Oktober. d. J. ab, keine Durchgangs-Abgabe, unter welchem Namen es auch sei, erhoben werden.

ART. V. Zwischen folgenden Preussischen Landestheilen, als:

dem Landkreise Erfurt,
dem Kreise Schleusingen,
dem Kreise Ziegenrück

einerseits und sämtlichen Koburg-Gothaischen Landen andererseits, soll vom 1sten Oktober d. J. ab dergestalt ein freierer gegenseitiger Verkehr bestehen, daß die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb jener Lande und Landestheile zu verführenden Waaren aller Art, überall in Rücksicht auf Eingangs- und Ausgangsabgaben den eigenen inländischen Waaren völlig gleich behandelt werden, auch nirgends einen Binnenzoll, es mag dieser unter dem Namen Geleit oder unter einem andern Namen bis dahin bestanden haben, ferner unterliegen sollen.

Ausgenommen von dieser gegenseitigen Freiheit des Verkehrs sind:

1. Salz und Spielkarten, indem der Verkehr mit diesen Waaren, den, in dem Lande eines jeden der kontrahirenden Theile hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen bleiben.

2. alle Gegenstände, von welchen bei der Erzeugung oder Bereitung im Inlande eine Abgabe erhoben wird. Das freie Verkehr mit diesen Gegenständen aus einem Gebiete in das andere, findet nur mit der Einschränkung Statt, daß dieselben, wenn sie in das Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingebracht werden, daselbst einer Abgabe unterliegen, welche

derjenigen gleich kommt, womit die eigenen inländischen Erzeugnisse derselben Art belastet sind.

ART. VI. In Absicht des Verkehrs zwischen der Stadt Erfurt und den Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landen, sowohl was den Eingang als die Durchfuhr anlangt, sollen vom 1sten Oktober d. J. an die beiderseitigen Unterthanen dergestalt gleich behandelt werden, das eineiseits die Unterthanen der Herzoglichen Lande in der Stadt Erfurt dieselben Vortheile und Begünstigungen genießen, welche den eigenen Preussischen Unterthanen des Landkreises Erfurt und der Kreise Schleusingen und Ziegenrück daselbst zustehen, andererseits aber auch den Einwohnern der Stadt Erfurt in den Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landen alle die Vortheile und Begünstigungen zu Statten kommen, worauf die Einwohner der gedachten Preussischen Kreise nach Art. 4 und 5. in jenen Landen Anspruch machen können.

ART. VII. Zwischen den östlichen Preussischen Provinzen, welche innerhalb einer geschlossenen Zolllinie liegen und den Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landen soll das gegenseitige Verkehr vom 1sten Oktober d. J. an, in folgender Art erleichtert werden:

I. *Freien Eingang* in die östlichen Preussischen Provinzen sollen haben, sofern es eigene Erzeugnisse der Koburg-Gothaischen Lande sind,

a. in *unbestimmter* Quantität, ausser denjenigen Gegenständen, welche nach der Preussischen Verordnung wegen Erhebung der Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben vom 30sten Oktober 1827, jetzo keiner Abgabe unterworfen sind,

1. Farbenerde aller Art (Preussische Erhebungsrolle Nr. 4. litt. f.)

2. Flachs, Werg, Heede (Preussische Erhebungsrolle Nr. 8.)

3. Sämereien und Beeren, mit Ausnahme von Anis und Kümmel,

a. Oelsaat, als Hanfsaat, Leinsaat und Leindotter oder Döder, Mohnsaamen, Raps oder Rübsaat;

b. Kleesaat und alle nicht namentlich im Tarif aufgeführten Sämereien (Preussische Erhebungsrolle Nr. 9. b. 2 und 3.)

- 1829 4. Kalk und Gips, gebrannter (Preussische Erhebungsrolle Nr. 16).
5. Thönerne Brunnenröhren.
- b. In *bestimmter* Quantität für das Jahr:
1. grobe Siebmacherwaaren (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 4.) 100 Zentner.
 2. gebleichtes Garn (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 22. b.) 150 Zentner.
 3. Waid und Wau (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 5. g.) 600 Zentner.
 4. Terpentin, Terpentinöl, Kiehnöl, auch Kiehnrus (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 5. p.) 600 Zentner.
 5. Anis (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 9. b. 1.) 50 Z.
 6. Grobe Böttcher- und Drechsler-Korbflechter-, Tischler- und alle rohe oder bloß gehobelte Holzwaaren, Wagner-Arbeiten und Maschinen von Holz (Preussische Erhebungsrolle Nr. 12. h. Anmerkung) 600 Zentner.
 7. kurze grobe Waaren (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 20. a.) 300 Zentner.
 8. Zwillich und Drillich (Preufs. Erhebungsrolle Nr. 22 d.) 150 Zentner.

Wenn der Fall der Einfuhr der vorstehend genannten Waaren auch umgekehrt aus den östlichen Preussischen Provinzen in die Herzoglich Sachsen-Koburg-Gothaischen Lande vorkommen sollte, so sollen dieselben in gleicher Art, wie oben bestimmt worden ist, frei von Abgaben eingelassen werden.

II. Was den Durchgang betrifft, so sollen Erzeugnisse der Koburg-Gothaischen Lande, welche entweder nach der Verordnung vom 30sten Oktober 1827 dormalen keiner Eingangs-Abgabe unterliegen, jedoch mit Ausnahme von Wolle, rohen Häuten und Lumpen, oder für welche durch die vorangehende Bestimmung des Art. (I) der Eingang frei gegeben ist, auch frei von allen Land- und Wasser Zöllen auf der Strafe von Langensalza über Magdeburg ins Ausland durchgeführt werden können. Für Waaren, bei welchen der freie Eingang nur auf eine bestimmte Quantität, zugelassen ist, findet die Befreiung von Durchgangs-Abgaben auch nur auf eine gleiche Quantität, wie der freie Eingang, statt.

Ferner wird den Herzoglichen Unterthanen von allen Waaren ohne Unterschied, ausländischen wie in-

ländischen, welche dieselben auf der Elbe über Magdeburg ausführen oder einführen, der Elbzoll eben so, wie dies dem inländischen Handel zugestanden ist, völlig erlassen. 1829

III. Wenn, aufser den unter I. und II. gemachten Zugeständnissen, wegen irgend eines Gegenstandes von einem der kontrahirenden Theile für die Unterthanen eines dritten Staates aufser dem Falle besonderer Handels-Verträge, günstigere Bestimmungen getroffen werden, als im allgemeinen Tarif sich vorfinden, so sollen dieselben auch den Unterthanen des andern kontrahirenden Theils zu Statten kommen. Dagegen wird keiner der kontrahirenden Theile irgend ein Erzeugniß der Natur oder des Gewerbfleisses aus den Landen des andern kontrahirenden Theils mit einer höheren Abgabe belegen, als in dem allgemeinen Tarif dafür festgesetzt ist.

ART. VIII. Vom 1sten Oktober d. J. an soll, ohne Beschränkung auf besondere Landestheile und Provinzen, von Königlich Preussischen und Herzoglich-Koburg-Gothaischen Unterthanen, welche in dem Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäfsig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind. Dies soll auch insbesondere von solchen Handels- und Gewerbetreibenden gelten, welche die Märkte des Handels wegen besuchen.

ART. IX. So weit es bei dem Inhalte der Art. IV.-VIII. für Erleichterung des Grenz-Verkehrs noch eigener Anordnungen bedarf, bleibt diese der besonderen Verabredung der betreffenden Verwaltungs-Behörden, innerhalb der gesetzlich bestehenden Grundsätze, vorbehalten.

Dies gilt auch wegen der Art und Weise der Ausstellung der Ursprungs-Zeugnisse, von welchen die Waaren-Sendungen begleitet sein müssen, wenn dafür die in vorstehenden Artikeln zugestandenen Begünstigungen in Anspruch genommen werden sollen.

ART. X. Zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle an Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben, wollen sich beide kontrahirende Theile gegenseitig unterstützen. Insbesondere wollen Seine

1829 Herzogliche Durchlaucht, der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha, gestatten, daß die Preussischen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife in das Gothaische verfolgen und sich mit Zuziehung der Ortsobrigkeit des Thatbestandes versichern, wogegen hinsichtlich der Beeinträchtigung Gothaischer Gefälle den Gothaischen Beamten eine gleiche Befugniss in dem Preussischen Gebiete zugestanden wird. Nicht weniger sollen die beiderseitigen Behörden den für die Aufrechterhaltung der beiderseitigen Zollgesetze ergehenden Requisitionen unverzüglich nachkommen und auf desfallsigen Antrag die von Unterthanen des einen hohen kontrahirenden Theils gegen die Zollgesetze des andern Theils verübten Unterschleife eben so zur Untersuchung und Strafe ziehen, als wenn sie gegen die eigenen inländischen Gesetze begangen wären.

ART. XI. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum 31sten Dezember 1834 festgesetzt, und wenn derselbe in den drei Monathen des letzten Jahres von der einen oder der andern Seite nicht aufgekündigt werden sollte, so wird er auf fernere drei Jahre, und sofort stets auf drei Jahre, als verlängert angesehen.

ART. XII. Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikationsurkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und mit ihren Wappen versehen.

So geschehen Berlin, den 4ten Juli 1829.

ALBRECHT FRIEDR. EICHHORN.

BUSSO VON ALVENSLEBEN.

ERNST HABERMANN.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 29sten August c. und von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Koburg-Gotha am 28sten August c. ratifizirt worden).

24.

*Conventions conclues entre le grand-¹⁸²⁹
 duché de Saxe-Weimar-Eisenach
 d'une part et la Saxe royale, le duché
 de Saxe-Cobourg-Gotha, le duché
 de Saxe-Altenbourg, la principauté
 de Schwarzbourg-Rudolstadt, et la
 principauté de Schwarzbourg-Son-
 dershausen, la principauté de Reufs-
 Plauen et de Reufs-Géra de l'autre
 part, concernant les délits forestiers
 et de chasse; publiées à Weimar le
 .9 Juillet 1829.*

*(Großherzoglich S. Weimar-Eisenachsches Re-
 gierungsblatt. No 17. den 24. Juli 1829).*

Auf Antrag des getreuen Landtages und mit gnädigster Genehmigung Sr. Königlichen Hoheit des Großherzogs, sind zwischen der unterzeichneten Großherzoglichen Landesregierung und mehreren Oberbehörden der benachbarten Lande, nämlich:

1. der Königlich Sächsischen Landesregierung zu Dresden,
2. dem Herzoglich Sächsischen Justizkollegium zu Koburg,
3. dem Herzoglich Sächsischen Justizkollegium zu Gotha,
4. der Herzoglich Sächsischen Landesregierung zu Altenburg,
5. der Fürstlich Schwarzburg'schen Regierung zu Rudolstadt,
6. der Fürstlich Schwarzburg'schen Regierung zu Arnstadt,
7. der Fürstlich Reufs-Plauischen Regierung zu Greiz, und

1829 8. der Fürstlich Reufs-Plauischen der jüngern Linie gemeinschaftlichen Regierung zu Gera, wegen gegenseitiger Stellung der Forstverbrecher vor das Gericht der begangenen That, Konventionen abgeschlossen worden.

Die zwischen der Königlich Sächsischen Landesregierung zu Dresden und der unterzeichneten Großherzoglichen Landesregierung diesfalls getroffene Uebereinkunft lautet folgender Gestalt:

§. 1. Wenn sich der Fall ereignet, daß ein Königlich Sächsischer Unterthan in dem zum Großherzogthume Weimar gehörigen Territorium, oder ein Großherzoglich Weimarscher Unterthan im Königlich Sächsischen Gebiete ein Jagdverbrechen, innerhalb oder außerhalb des Waldes verüben, oder auf unstreitigem Wald-Grunde und Boden, es mag derselbe im landesherrlichen oder Privat-Eigenthume sich befinden, eines Vergehens durch Holzentwendung, Beschädigung der Hölzer, Grasen, Hüthen, Moosscharren und Streureisen sich schuldig machen sollte, so soll ein solcher, es sey eine Pfändung erfolgt oder nicht, gehalten seyn, sich auf die an ihn ergehende Ladung, in welcher er, nach der bei der vorladenden Behörde geltenden gesetzlichen Vorschrift, mit Einräumung einer bloß vierzehntägigen Frist zu citiren ist, vor dem Amte oder dem Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit er sich des Verbrechens schuldig gemacht hat, zu stellen, und es sollen daselbst die begangenen Jagd- und Waldfrevel sowohl, als die bei Gelegenheit derselben, und uno actu continuo mit diesen begangenen andern Excesse, z. B. Widersetzlichkeit bei der Pfändung, untersucht und bestraft werden.

§. 2. Damit dergleichen Verbrechen, besonders Holzdeuben, desto leichter entdeckt werden können, so soll den Forstbedienten oder den bestohlenen Eigenthümern nachgelassen bleiben, lediglich auf Anmelden bei den Dorfgerichten, oder wenn der Verbrecher an dem Orte sich befindet, an welchem die Amts- oder Gerichts-Expedition wesentlich ist, und der Beamte oder Justitiar wohnt, auf Anmelden beim Amte oder Gerichtsverwalter, ohne besondere Requisition, jedoch unter Theilnahme wenigstens einer verpflichteten Gerichtsperson, Haussuchung zu thun.

§. 3. Die Insinuation der an den Verbrecher zu 1829 erlassenden Citation, soll ohne besondere Requisition, nur gegen Vorzeigung der schriftlichen offenen Ladung, bei demjenigen Amte oder Gerichte, unter dessen Gerichtsbarkeit der Verbrecher wohnt, und auf mündliche Meldung, dafs solche insinuirt werden solle, gestattet, und dieses auf der Citation angemerkt werden. Der stellende Richter des Wohnorts hat von etwa früher vorgekommener Bestrafung des zu Stellenden das Gericht der begangenen That zu benachrichtigen.

§. 4. Was die Bestrafung der Verbrecher betrifft, so sollen zwar die im Königreiche Sachsen sich vergehenden Großherzoglich Sächsischen Unterthanen, nach den Königlich Sächsischen Landesgesetzen, und die Königlich Sächsischen Unterthanen, welche im Großherzogthume Sachsen Forst- oder Jagdverbrechen begehen, nach den dortigen Gesetzen, in der Regel bestraft werden; es soll jedoch bei einer etwa Statt findenden bedeutenden Verschiedenheit der in beiden Landen auf demselben Vergehen stehenden Strafen, da, wo die härtere Strafe eintritt, ein angemessenes Verzeichniß zu der gelindern Strafe, welche den Verbrecher bei gleichem Vergehen nach den Gesetzen seines Wohnortes getroffen hätte, beobachtet werden.

§. 5. Nach beendigter Untersuchung wider die Forst- und Jagdverbrecher und sofort nach Eingang der deshalb mit Beifügung des konstituirten Liquid zu erlassenden Requisition, resp. zu Einbringung der Strafe, in sofern solche in Geld besteht, des Ersatzes und der Kosten, soll mit schleunigster Execution verfahren und Strafe, Ersatz und Kostenbetrag, an das forum delicti commissi abgegeben werden; die Verbrecher aber, welche mit anderen als Geldstrafen belegt werden, sollen gehalten seyn, zu deren Verbüßung auf die unmittelbar, jedoch mit Beobachtung der §. 3. vorgeschriebenen Anzeige und Meldung, an sie erlassene Aufforderung des Richters, der die Untersuchung geführt hat, ad forum delicti commissi sich zu stellen.

§. 6. Es soll auch, wenn praevia causae cognitione sich ergibt, dafs der Verbrecher etwas nicht im Vermögen habe, von dem requirirten Richter ein gewöhnliches Attestat deshalb ertheilt, und in Ansehung

1829 der Einbringung der Kosten von Unvermögenden überhaupt, eine grössere Strenge, als gegen die eigenen Unterthanen beobachtet zu werden pflegt, von der requirirenden auswärtigen Behörde nicht verlangt, auch sollen die Obrigkeiten der Forst- und Jagdverbrecher nicht durch Requisitionen um executivische Beitreibung ohne Noth behelliget, und dadurch die Kosten nicht fruchtlos gehäuft werden.

§. 7. Hiernächst soll den beiderseitigen Forstbedienten zur Pflicht gemacht werden, diejenigen Verbrecher, die sie bei Verrichtungen auf ihrem Reviere in dies- oder jenseitigen Waldungen über Begehung von Wald- oder Jagdfreveln betreten dürften, bei dem Richter, unter dessen Jurisdiktion die Waldung gelegen ist, anzuzeigen.

§. 8. Diese Uebereinkunft soll vom Tage der beiderseitigen Publikation an in Kraft treten, und auf die nächstfolgenden zehen Jahre mit stillschweigender Verlängerung bis zur erfolgenden Aufkündigung, welche sodann jedem der hohen kontrahirenden Theile ein Jahr voraus freisteht, gelten.

Die zwischen unterzeichneter Landesregierung und den oben unter 2 bis 8 aufgeführten Oberbehörden bezüglich auf die Bezirke derselben, zu Stande gekommenen Konventionen stimmen unter einander völlig überein, und sind mit Ausnahme einiger Zusätze und Modifikationen, gleichen Inhalts, wie die vorstehend abgedruckte Uebereinkunft mit der Landesregierung zu Dresden.

Diese Zusätze und Modifikationen sind folgende:

im §. 1. ist, nach den Worten: "und Streureissen", noch eingeschaltet:

"oder auf sonstige Weise, nach Maafsgabe der an dem Orte der begangenen That diesfalls bestehenden Gesetzgebung";

im §. 4 ist am Schlusse beigefügt:

"Uebrigens ist bei Untersuchungen von Forst- und Jagdvergehen möglichst summarisch zu verfahren und nach den, in jedem Lande bestehenden Vorschriften für Rügesachen zu sportuliren, nach den sonst gewöhnlichen Sportel-Normen für Untersuchungssachen aber erst dann zu liquidiren, wenn das vorliegende Vergehen ausnahmsweise mit Zuchthausstrafe zu ahnden ist";

im §. 5. heißt es noch am Schlusse: 1829
"Sobald sich jedoch eine Realcitation nöthig macht,
so ist solche nicht anders, als durch die hierzu re-
quirirte ordentliche Obrigkeit vorzunehmen";

im §. 7. fallen die Worte:
"bei dem Richter, unter dessen Jurisdiktion die
Waldung gelegen ist,"
aus und es heißt statt dessen:
"bei der betreffenden Behörde".

Auf höchsten Befehl Sr. Königlichen Hoheit, des
Großherzogs, wird der Inhalt dieser, auf das ganze
Großherzogthum sich erstreckenden Konventionen zu
Jedermanns Nachricht und Nachachtung, insonderheit
zur genauen Befolgung von Seiten der Justiz-Unter-
behörden, hiermit zur öffentlichen Kunde gebracht.

Weimar, den 9ten Juli 1829.

Großherzoglich Sächsische Landesregierung.

VON MÜLLER.

*Convention de cartel conclu entre
l'Autriche et le grand-duché de Bâde
le 30 Juillet 1829.*

*(Großherzoglich-Badisches Staats- und Regie-
rungs-Blatt. 1830. No 4. pag. 21).*

Der Unterzeichnete, Seiner Königlichen Hoheit des
Großherzogs von Baden General-Lieutenant und Ge-
neral-Adjutant, außerordentlicher Gesandte und be-
vollmächtigter Minister am Kaiserlich-Königlich-Oester-
reichischen Hofe, ist von dem Großherzoge, seinem
allergnädigsten Herrn, ermächtigt, Seiner Durch-
laucht dem Herrn Fürsten von Metternich-Winneburg,
Seiner Kaiserlich-Königlich Apostolischen Majestät
wirklichen Kämmerer, geheimen Rath, Staats- und
Conferenz-Minister, dann Haus-Hof- und Staats-
Kanzler, in Folge der zwischen beiden hohen Höfen
zur Befestigung der zwischen Ihnen glücklich beste-
henden Freundschaftsverhältnisse, und zur Beförde-

1829 rung des Vortheils der respectiven Staaten verabredeten gegenseitigen Auslieferung der Deserteurs, nachfolgende Artikel unter der Bedingung einer ganz gleichmäßigen Beobachtung von Seiten des Kaiserthums Oesterreich förmlich zuzugestehen, und hiemit als festgesetzt zu bestätigen, und zwar:

ART. I. Alle Civil und Militär Behörden der hohen Kontrahenten, besonders aber die Kommandanten der den Grenzen zunächst befindlichen Militärposten sollen angewiesen werden, mit der sorgfältigsten Aufmerksamkeit darüber zu wachen, daß kein Deserteur von den Truppen des einen kontrahirenden Theils die Grenzen der Staaten des andern Theiles überschreiten, noch in selben Schutz und Zuflucht finden könne.

ART. II. Diesem zufolge sollen alle und jede in der Kavallerie, Infanterie, Artillerie, dem Fuhrwesen oder irgend einem andern Zweige der Truppen des einen kontrahirenden Theiles dienenden Militär-Personen, ingleichen die Fourierschützen der Offiziere, welche das Gebiet des andern kontrahirenden Theiles betreten, oder sich auf demselben befinden würden, ohne mit einem Passe, oder einer militärischen Ordre in guter und gehöriger Form versehen zu sein, auf der Stelle angehalten werden, und soll deren Auslieferung mit Waffen, Pferden, Kleidung, Rüstungsstücken, oder was man sonst bei ihnen finden möchte, oder sie zur Zeit der Entweichung mit sich genommen und anderwärts in Verwahrung gegeben haben könnten, auch dann erfolgen, wenn ein solcher Deserteur nicht eigens reklamirt werden sollte.

Wäre ein solcher Deserteur früher von den Truppen eines andern Souverains, oder eines andern Staates, zwischen welchem und einem der jetzt kontrahirenden Theile ein Cartel besteht, entwichen, so ist dieser Deserteur nichtsdestoweniger an diejenigen Truppen zurückzustellen, von welchen er zuletzt entwichen ist. -Allés dieses soll gleicher Gestalt in dem Falle Statt finden, wo die Desertion von den Truppen des einen kontrahirenden Theiles zu denen des andern, wenn diese auch außserhalb ihres Vaterlandes sich befänden, erfolgen sollte.

ART. III. Sollte es ungeachtet aller Vorsichtsmaasregeln einem Deserteur gelingen, sich in die Staaten eines der hohen Kontrahenten heimlich einzu-

schleichen, oder die Wachsamkeit der Behörden durch Verkleidung, oder durch Vorweisung falscher Pässe zu hintergehen, so soll er, selbst wenn er sich an einem Orte, in einer Stadt, oder einem Dorfe dieses Staates ansässig gemacht hätte, nichtsdestoweniger zurückgegeben und ausgeliefert werden, sobald er anerkannt, oder durch die Behörden des Staates, aus welchem er entwichen ist, reklamirt wird.

ART. IV. Von dieser Zurückstellung sind aufgenommen die Deserteurs von den Truppen des einen Staates, welche geborne Unterthanen des andern sind, in sofern sie nicht früher in demjenigen Staate, aus dessen Diensten sie desertirt, auf gesetzliche Art Staatsbürger geworden wären, indem man sich gegenseitig dahin einverstanden hat, daß kein Theil verbunden sein soll, die eigenen Unterthanen auszuliefern, welche, nachdem sie bei den Truppen des andern Staates gedient haben, durch Entweichung in das Gebiet ihres natürlichen Souverains zurückkehren würden.

Gleichwohl sind alle von dergleichen Deserteurs mitgenommenen Dienstpferde, Armatur- und Equipagenstücke gegen Vergütung der Fütterungskosten bei den Pferden, nach den Bestimmungen des Art. V. und des allenfallsigen Boten- oder Fuhrlohns bei den Equipage- und Armaturstücken, falls diese Kosten nicht aus dem eigenen Vermögen des Deserteurs ersetzt werden können, oder derjenige, welchem sie zu vergüten kommen, sich nicht der Verhehlung des Deserteurs schuldig gemacht hätte, zurückzugeben, in deren Ermanglung ist der Ersatz dafür nach dem wahren Werth gleichfalls aus dem bereitesten Vermögen des Deserteurs, in sofern er eines besitzt, zu leisten.

ART. V. Die Verpflegung der Deserteurs von dem Augenblicke ihrer Verhaftung an bis zu jenem der Zurückstellung, wird täglich auf 4 Kreuzer Konventions-Münze im 20 fl. Fulse, oder $4\frac{1}{4}$ tel Kreuzer im 24 fl. Fulse und $1\frac{1}{4}$ tel Pfund Brod österreichischen, oder 2 Pfund Frankfurter Gewichts, die Ration aber auf 6 Pfund Hafer österreichischen, oder 8 Pfund Frankfurter Gewichts, 8 Pfund Heu österreichischen, oder 10 Pfund Frankfurter Gewichts, und 3 Pfund Stroh österreichischen, oder 4 Pfund Frankfurter Gewichts, festgesetzt. Die Vergütung des diesfallsigen Kostenbetrags hat von der übernehmenden Behörde,

1829 bei der Uebergabe der Deserteurs und der Pferde in klingender Silber-Münze, und hinsichtlich der Naturalien mit Inbegriff des Brodes, nach den an dem Orte der Auslieferung laufenden Marktpreisen zu geschehen.

Der Tag der Ergreifung des Deserteurs als Termin, von welchem die Verpflegung zu berechnen kommt, soll durch das von der ergreifenden Behörde aufgenommene Konstitut, welches zugleich das Nationale des ergriffenen Deserteurs möglichst genau enthalten muß, ausgewiesen werden.

Die von einem Deserteur kontrahirten Schulden können in keinem Falle die Auslieferung verhindern oder verzögern, und kann von deren Bezahlung, oder Vergütung von Seiten des reklamirenden Staates nicht die Rede seyn: wogegen aber den etwaigen Gläubigern eines Deserteurs die Geltendmachung ihrer Forderungen gegen denselben, in soferne er ein Privatvermögen besitzt, im gehörigen Rechtswege vorbehalten bleibt.

ART. VI. Demjenigen, welcher einen Deserteur anzeigt, oder einbringt, wird gegenseitig eine Belohnung im Gelde (Taglia) zugestanden, nämlich für einen Mann zu Fuß 8 fl. Konventions-Münze nach dem 20 fl. Fufse, oder 9 fl. 36 kr. nach dem 24 fl. Fufse, für einen Kavalleristen mit dem Pferde aber 12 fl. im 20fl. Fufse, oder 14 fl. 24 kr. im 24 fl. Fufse; wohlverstanden, daß die Kosten des Bewachens und des Transports in diese Summe mit eingerechnet werden müssen. Doch soll die Belohnung für die bloße Anzeige eines Deserteurs nur in dem Falle Statt finden, wenn sie die wirkliche Ergreifung desselben zur Folge gehabt hat; auch, wenn der Deserteur an dem durch die Parthei, von welcher er desertirt ist, angezeigten Orte arretirt, und nicht durch einen Unterthan des andern Staates eingebracht wird, die Belohnung im Gelde (Taglia) nicht Statt finden.

Außer den Verpflegungskosten und der Taglia kann unter keinem Vorwande etwas verlangt werden, und in dem Falle, daß der Deserteur aus Unwissenheit schon bei den Truppen der Regierung, die ihn zurückzustellen hat, in Dienst genommen worden wäre, sollen nur jene Kleidungsstücke zurückbehalten werden, welche man ihm gegeben hat. Alles übrige wird, so

wie der Deserteur dem Korps, dem er angehört, in 1829 Gemäßheit des zweiten Artikels zurückgestellt.

Sollten sich über den genaueren Verhalt einer bei der Requisition eines Deserteurs angegebenen Thatsache Zweifel ergeben, so sollen diese keinesweges zum Vorwande dienen, um die Auslieferung des Deserteurs zu verweigern; zur Verhinderung jedes Irrthums wird von den Militair- und Civil-Behörden ein Protokoll aufgenommen, und dieses sogleich mit dem Deserteur eingeschickt, eine Abschrift davon aber derjenigen Regierung, an welche die Auslieferung zu geschehen hat, mitgetheilt werden; mit der Bestrafung des Deserteurs wird indessen bis zur vollständigen Aufklärung des Zweifels inne gehalten.

ART. VII. In Ansehung derjenigen auszuliefernden Deserteurs, welche während ihrer Entweichung ein Verbrechen verübt, wird hiermit festgesetzt, daß alle von ihnen begangenen Verbrechen in demjenigen Lande, wo sie begangen wurden, zu untersuchen, und den dortigen Gesetzen gemäß zu bestrafen seyen.

Hätte ein Deserteur in dem andern Lande ein grobes Verbrechen, z. B. Mord, Raub, oder jedes andere begangen, worauf die Todes- oder ewige Gefängnisstrafe steht, so fällt die Auslieferung weg.

Hat derselbe ein minderes Verbrechen begangen, so wird er nach überstandener Strafe ausgeliefert, und für die Zeit, da er in Untersuchung, oder im Gefängnis gewesen ist, werden keine Unterhaltskosten vergütet. Jedenfalls wird, wenn der Deserteur in Untersuchung befangen ist, davon gleich Nachricht ertheilt, und sollen, wenn in der Folge dessen Auslieferung eintritt, zugleich die denselben betreffenden Untersuchungs-Akten, entweder im Original, oder auszugsweise, und in beglaubigter Abschrift übergeben werden, damit ermessen werden könne, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sey, oder nicht.

Ein Pferd oder andere Effekten, welche ein solcher Deserteur mitgenommen, werden in beiden Fällen sogleich ausgeliefert.

ART. VIII. Für den Fall einer Auslieferung von Deserteurs, so wie einer zugleich zu bewerkstelligenden Zurückgabe von Effekten und Pferden sollen von Seiten Badens die Oesterreichischen Deserteurs in Bre-

1829 genz und Mainz abgeliefert, die Badischen Deserteurs aber in Konstanz und Mannheim übernommen werden.

Der ausliefernde Kommandant stellt seinerseits dem übernehmenden Kommandanten eine Quittung über die erfolgte Bezahlung der oben in den Artikeln V. und VI. festgesetzten Kosten und Auslagen aus, wogegen ihm dieser Letztere für den überlieferten Deserteur eine Bescheinigung, welche im Falle der Zurückgabe von Effekten und Pferden auf dieselben auszudehnen ist, übergibt.

ART. IX. Gleicherweise sollen die Dienstleute der Offiziere des einen Staates, welche nicht wie die im Art. II. benannten Fourierschützen, zum Militair-Etat gehören, oder bei den Regimentern wirklich in den Listen geführt werden, wenn sie nach einem begangenen Verbrechen bei den Truppen des andern Staates Dienste nehmen, oder auf dessen Gebiet entweichen, nebst den etwa mitgenommenen Pferden und Effekten, gegen Vergütung der im Art. V. bestimmten Verpflegungskosten, auf vorgängige Reklamation ausgeliefert werden.

ART. X. Ein jeder Offizier der Truppen des einen Staates, welcher sich begeben lassen würde, durch List oder Gewalt ein zu dem Militairdienste des andern Staates gehöriges Individuum zur Desertion zu verleiten, oder anzuwerben, oder einen Deserteur wissentlich anzunehmen, und beizubehalten, oder zu seiner Verhehlung beizutragen, und seine Entweichung zu befördern, oder ihn nach weiter rückwärts liegenden Provinzen zu schaffen, soll mit zweimonatlichem Arreste bestraft, und jedes andere Individuum, welches sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, nach seinem Stande zu einer körperlichen oder Geldstrafe verurtheilt werden.

ART. XI. Allen Unterthanen der kontrahirenden Theile soll untersagt werden, den Deserteurs von den gegenseitigen Truppen irgend etwas von Kleidungs- oder Rüstungsstücken, Pferde, Waffen oder dergleichen abzukaufen.

Diese Effekten sind überall, wo man sie findet, als gestohlenes Gut wegzunehmen, und dem Regimente oder Korps zurückzustellen, von welchem der Deserteur entwichen ist. Derjenige, welcher sie gekauft

hat, kann auf keine Entschädigung Anspruch machen, 1829
und wenn sie nicht in Natura wieder gefunden werden,
so hat der Käufer den Werth derselben in gangbarer
Münze zu erstatten, auch wenn bewiesen wird, daß er
wissentlich von einem Deserteur gekauft habe, noch
außerdem wegen Uebertretung des Verbotes einer den
Gesetzen gemäßen Strafe zu unterliegen.

ART. XII. Alle, rücksichtlich der Auslieferung
der Deserteurs festgesetzten Bestimmungen werden
hiermit ausdrücklich auf die flüchtigen Militairpflichtigen
ausgedehnt, und, soweit sie auf die Letzteren
anwendbar sind, vorkommenden Falls in Vollzug ge-
setzt. In dieser Beziehung werden die gesicherten
Einleitungen getroffen werden, damit

1. die an der Grenze des einen Staates ohne legale
Bewilligung und vorschriftsmäßigen Pafs erschei-
nenden, nicht zum Militair gehörigen männlichen
Unterthanen des andern Staates, ohne weiters zurück
in ihr Vaterland gewiesen werden.
2. Sollen die mit legalen Bewilligungen und vorschrifts-
mäßigen Pässen in dem Gebiete des andern Staates
befindlichen Unterthanen, wenn sie zur Militairdienst-
leistung in der Linie, Reserve, oder Landwehr
die Bestimmung erhalten, auf die vorgängige Re-
klamation ihrer vorgesetzten Behörden in ihr Vater-
land zurückgeschickt, so wie
3. die Unterthanen des einen Staates, welche sich dar-
über nicht genügend ausweisen können, daß sie in
ihrem Vaterlande der Militairpflicht nicht mehr unter-
liegen, zu keiner Art der Militairdienstleistung in dem
andern Staate angeworben werden.

Auch versprechen Seine Königliche Hoheit der
Großherzog ausdrücklich, allen Ihren Behörden, die
es angeht, deshalb die nöthigen Befehle zu ertheilen,
den ergangenen Reklamationen in solchen Fällen auf
das schleunigste zu entsprechen, und alle diejenigen
Obrigkeiten, welche sich eine Nachlässigkeit zu Schul-
den kommen lassen, so wie auch diejenigen Ihrer Un-
terthanen, welche die Pafslosen oder Reklamirten bei
sich verbergen, oder ihre weitere Flucht befördern,
auf eine ihrem Vergehen angemessene Art zu bestrafen.

ART. XIII. Gegenwärtige Uebereinkunft soll für
die Zukunft immer von fünf zu fünf Jahren in so lange

1829 fortgesetzt angesehen werden, bis nicht vor jemahligem Ablauf dieser Frist von einem oder dem andern kontrahirenden Theile eine entgegengesetzte Aeußerung erfolgt.

Uebrigens versteht es sich von selbst, daß in dem Falle, wenn in der Folge allgemeine Cartels-Vorschriften für sämtliche Deutsche Bundes-Staaten zu Stande kommen sollten, diese auch statt der gegenwärtigen Uebereinkunft zu gelten haben, und dadurch deren Stipulationen als erloschen zu betrachten seyn werden, es wäre denn, daß man sich über die Beobachtung einzelner, den allgemeinen Vorschriften nicht widersprechenden Stipulationen nachträglich vereinige.

ART. XIV. Seine Königliche Hoheit der Großherzog werden die in gegenwärtiger Erklärung enthaltenen Punkte förmlich ratificiren, damit diese Ratifikation binnen 8 Wochen vom Tage der Unterzeichnung, oder wo möglich noch früher, gegen jene Seiner Kaiserlich Königlich Apostolischen Majestät ausgewechselt werde. Nach erfolgter Ratifikationsauswechslung soll diese Uebereinkunft, damit Niemand sich diesfalls mit Unwissenheit entschuldigen könne, in den beiderseitigen Staaten auf die gewöhnliche Weise zur öffentlichen Kenntniß gebracht, und zugleich auch allen Unterthanen, insbesondere aber allen Militär- und Civilbeamten und andern Vorgesetzten befohlen werden, darauf zu halten, daß dieselbe nach ihrem vollen Umfange und Inhalte vollzogen werde.

Urkund dessen ist gegenwärtige Erklärung von mir dem Großherzoglich Badischen General-Lieutenant, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister eigenhändig unterschrieben, und mit meinem Siegel bekräftigt worden, um gegen eine ganz gleichförmige Erklärung Seiner Durchlaucht des Kaiserlich Königlich Herrn Haus-, Hof-, und Staatskanzlers, Fürsten von Metternich, Namens seines Hofes, ausgewechselt zu werden.

So geschehen Wien den 30ten Juli 1829.

(L. S.) *Freiherr* VON TETTENBORN.

(Cette convention a été ratifiée et les ratifications ont été échangées le 6 Décembre 1829.)

26.

*Traité de paix entre la Russie et 1829
Porte Ottomane signé à Andrinople
le $\frac{2}{4}$ Septembre 1829.*

(*Journal de Francfort 1829. No. 293*).

Au nom du Tout-Puissant.

Sa Majesté Impériale le très-haut et très-puissant Empereur et Autocrate de toutes les Russies et Sa Hautesse le très-haut et très-puissant Empereur des Ottomans, animés d'un égal désir de mettre un terme aux calamités de la guerre et de rétablir sur des bases solides et immuables la paix, l'amitié et la bonne harmonie entre leurs empires, ont résolu d'un commun accord de confier cette oeuvre salutaire aux soins et à la direction de leurs plénipotentiaires respectifs, c'est-à-dire S. M. I. de toutes les Russies au très-illustre et très-excellent comte Diebitsch etc. etc. lequel, en vertu des pleins-pouvoirs suprêmes, dont il est muni, a délégué et nommé comme plénipotentiaire de la part de la cour impériale de Russie, les très-excellens et très-honorables comte Alexis Orloff etc., et comte Frédéric Pahlen, et S. M. l'Empereur des Ottomans, les très-excellens et très-honorables Méhemmed Sadick-Effendi, actuel Grand-Defterdar de la S. Porte Ottomane, et Abdul Kadir-Bey, Cazi Asker d'Anatolie, lesquels s'étant assemblés en la ville d'Andrinople, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivans :

ART. I^{er}. Toute inimitié et tout différend, qui ont subsisté jusqu'à présent entre les deux empires cesseront à dater de ce jour, tant sur terre que sur mer, et il y aura à perpétuité paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies et S. H. l'Empereur et Padischah des Ottomans, leurs héritiers et successeurs au trône, ainsi qu'entre leurs empires. Les deux hautes parties contractantes apporteront une attention particulière à prévenir tout ce qui pourroit faire renaître la mésintelligence entre leurs sujets respectifs. Elles rempliront

1829 scrupuleusement toutes les conditions du présent traité de paix, et veilleront de même à ce qu'il n'y soit convenue d'aucune manière directe ou indirecte.

ART. II. S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, voulant donner à S. H. l'Empereur et Padischah des Ottomans un témoignage de la sincérité de ses dispositions amicales, restitue à la S. P. la principauté de Moldavie avec les limites qu'elle avoit avant le commencement de la guerre, à laquelle le présent traité vient de mettre un terme. S. M. I. restitue également la principauté de Valachie, le banat de Crajova sans exception quelconque, la Bulgarie et le pays de Dobridgé depuis le Danube jusqu'à la mer, avec Silistrie, Hirsova, Matchin, Isaktscha, Toultscha, Babadag, Bazardschick, Varna, Pravody et autres villes, bourgs et villages qu'il renferme, toute l'étendue du Balkan depuis Eminé-Bournou jusqu'à Kasar, et tout le pays depuis les Balkans jusqu'à la mer Noire, avec Slimna, Tschamboly, Aida, Karnabat, Missemiria, Okhioly, Burgas, Sizépolis, Kirk-Klissi, la ville d'Andrinople, Lulé-Burgas et enfin toutes les villes, bourgs et villages, et en général tous les endroits que les troupes russes ont occupés en Romélie.

ART. III. Le Pruth continuera à former la limite des deux empires, du point où cette rivière touche le territoire de la Moldavie jusqu'à son confluent avec le Danube. De cet endroit la ligne des frontières suivra le cours du Danube jusqu'à l'embouchure de St.-Georges, de sorte qu'en laissant toutes les isles formées par les différens bras de ce fleuve en possession de la Russie, la rive droite en restera comme par le passé à la Porte Ottomane. Il est convenu néanmoins que cette rive droite, à partir du point où le bras de St.-Georges se sépare de celui de Soulinéh, demeurera inhabitée à la distance de deux heures de ce fleuve et qu'il n'y sera formé d'établissement d'aucune espèce, et que de même sur les isles qui resteront en possession de la cour de Russie, à l'exception des quarantaines qui y seront établies, il ne sera permis d'y faire aucun autre établissement, ni fortification. Les bâtimens marchands des deux puissances auront la faculté de naviguer sur le Danube, dans tout son cours, et ceux portant le pavillon Ottoman pourront entrer librement dans les embouchures de Vili et de Soulinéh, celle

de Saint-Georges demeurera commune aux pavillons 1829 de guerre et marchands des deux puissances contractantes. Mais les vaisseaux de guerre russes ne pourront, en remontant le Danube, dépasser l'endroit de sa jonction avec le Pruth.

ART. IV. La Géorgie, l'Iméritie, la Mingrélie, le Gouriel et plusieurs autres provinces du Caucase se trouvant réunies depuis de longues années et à perpétuité à l'Empire de Russie, et cet Empire ayant en outre par le traité conclu avec la Perse à Touramantchai, le 10 février 1828, acquis les Khanats d'Erivan et de Nakhitchévan, les deux hautes puissances contractantes ont reconnu la nécessité d'établir entre leurs états respectifs, sur toute cette ligne, une frontière bien déterminée et propre à prévenir toute discussion future. Elles ont pris également en considération les moyens propres à opposer des obstacles insurmontables aux incursions et aux brigandages qu'avoient exercés jusqu'ici les peuplades limitrophes, et qui ont si souvent compromis les rapports d'amitié et de bon voisinage entre les deux Empires. En conséquence il a été convenu de reconnoître désormais pour frontière entre les états de la cour impériale de Russie et ceux de la Sublime Porte Ottomane en Asie, la ligne qui, en suivant la limite actuelle du Gouriel, depuis la mer Noire, remonte jusqu'à la limite de l'Iméritie et de là dans la direction la plus droite jusqu'au point de réunion des frontières des pachaliks d'Akhaltzik et de Kars avec celles de la Géorgie, laissant de cette manière au Nord et en dedans de cette ligne, la ville d'Akhaltzik et le fort d'Akhalkalaki, à une distance qui ne seroit pas moindre de deux heures. Tous les pays situés au sud et à l'ouest de cette ligne de démarcation vers les pachaliks de Kars et de Trébisonde, avec la majeure partie du pachalik d'Akhaltzik, resteront à perpétuité sous la domination de la Sublime Porte, tandis que ceux qui sont situés au Nord et à l'Est de la dite ligne vers la Géorgie, l'Iméritie et le Gouriel, aussi bien que tout le littoral de la mer Noire, depuis l'embouchure du Kouban jusqu'au port de St.-Nicolas inclusivement, demeureront à perpétuité sous la domination de l'Empire de Russie. En conséquence la cour impériale de Russie rend et restitue à la Sublime Porte le restant du pachalik d'Akhaltzik, la ville et le pachalik de Kars,

1829 la ville et le pachalik de Bayazid, la ville et le pachalik d'Erzerum, ainsi que tous les endroits occupés par les troupes russes, et qui se trouvent hors de la ligne ci-dessus indiquée.

ART. V. Les principautés de Moldavie et de Valachie s'étant, par suite d'une capitulation, placées sous la suzeraineté de la Sublime Porte, et la Russie ayant garanti leur prospérité, il est entendu qu'elles conserveront tous les privilèges et immunités qui leur ont été accordés, soit par leurs capitulations, soit par les traités conclus entre les deux Empires, ou par les hattî-chérifs émanés en divers tems. En conséquence elles jouiront du libre exercice de leur culte, d'une sûreté parfaite, d'une administration nationale indépendante et d'une pleine liberté de commerce, les clauses additionnelles aux stipulations antécédentes, jugées nécessaires pour assurer à ces deux provinces la jouissance de leurs droits, sont consignées dans l'acte séparé ci-joint, qui est et sera considéré comme faisant partie intégrante du présent traité.

ART. VI. Les circonstances survenues depuis la conclusion de la convention d'Ackerman, n'ayant pas permis à la Sublime Porte de s'occuper immédiatement de la mise à exécution des clauses de l'acte séparé, relatif à la Servie et annexé à l'article V de la dite convention, elle s'engage de la manière la plus solennelle à les remplir sans le moindre délai et avec la plus scrupuleuse exactitude, et à procéder nommément à la restitution immédiate des six districts détachés de la Servie, de manière à assurer pour toujours la tranquillité et le bien-être de cette nation fidèle et soumise. Le Firman revêtu du hattî-chérif qui ordonnera l'exécution des susdites clauses, sera délivré et officiellement communiqué à la cour impériale de Russie, dans le terme d'un mois, à dater de la signature du présent traité de paix.

ART. VII. Les sujets russes jouiront dans toute l'étendue de l'empire ottoman, tant sur terre que sur mer, de la pleine et entière liberté de commerce que leur assurent les traités, conclus antérieurement entre les deux hautes puissances contractantes. Il ne sera porté aucune atteinte à cette liberté de commerce, et elle ne pourra être gênée dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, par une prohibition ou restriction quelconque,

ni par suite d'aucun règlement ou mesure soit d'administration soit de législation intérieure. Les sujets, 1829
bâtimens et marchandises russes seront à l'abri de toute violence et de toute chicane: les premiers demeureront sous la juridiction et police exclusive du ministre et des consuls de Russie, les bâtimens russes ne seront jamais soumis à aucune visite de bord quelconque de la part des autorités ottomanes, ni en pleine mer, ni dans aucun des ports ou rades soumis à la domination de la S. Porte, et toute marchandise ou denrée appartenant à un sujet russe, après avoir acquitté les droits de douane réglés par les tarifs, pourra être librement vendue, déposée à terre dans les magasins du propriétaire ou consignataire, ou bien transportée sur un autre bâtiment, de quelque nation que ce puisse être, sans que le sujet russe ait besoin dans ce cas d'en donner avis aux autorités locales et encore moins de leur en demander la permission. Il est expressément convenu que les blés provenant de Russie jouiront de ces mêmes privilèges, et que leur libre transit ne souffrira jamais et sous aucun prétexte la moindre difficulté ou empêchement. La S. Porte s'engage en outre à veiller soigneusement à ce que le commerce et la navigation de la mer Noire en particulier, ne puissent éprouver aucune entrave de quelque nature que ce soit. A cet effet, elle reconnoit et déclare le passage du canal de Constantinople et du détroit des Dardanelles entièrement libre et ouvert aux bâtimens russes sous pavillon marchand, chargés ou sur lest, soit qu'ils viennent de la mer Noire pour entrer dans la Méditerranée, soit que venant de la Méditerranée ils veuillent entrer dans la mer Noire. Ces navires, pourvu qu'ils soient des bâtimens marchands, de quelque grandeur et de quelque portée qu'ils puissent être, ne seront exposés à aucun empêchement, ou vexation quelconque ainsi qu'il a été réglé ci-dessus. Les deux cours s'entendront sur les moyens les plus propres à prévenir tout retard dans la délivrance des expéditions nécessaires. En vertu du même principe le passage du canal de Constantinople et du détroit des Dardanelles est déclaré libre et ouvert à tous les bâtimens marchands des puissances qui se trouvent en état de paix avec la Sublime Porte, soit qu'ils aillent dans les ports russes de

1829 la mer Noire, ou qu'ils en viennent chargés ou sur lest, aux mêmes conditions qui sont stipulées pour les navires sous pavillon russe.

Enfin la Sublime Porte reconnoissant à la cour impériale de Russie le droit de s'assurer des garanties de cette pleine liberté de commerce et de navigation dans la mer Noire, déclare solennellement qu'il n'y sera jamais, et sous aucun prétexte quelconque, apporté de sa part le moindre obstacle. Elle promet surtout de ne jamais se permettre dorénavant d'arrêter ou de retenir les bâtimens chargés ou sur lest, soit russes, soit appartenant à des nations avec lesquelles l'empire ottoman ne seroit pas en état de guerre déclarée, et passant par le canal de Constantinople et le détroit des Dardanelles pour se rendre de la mer Noire dans la Méditerranée, ou de la Méditerranée dans les ports russes de la mer Noire. Et si, ce qu'à Dieu ne plaise, quelque une des stipulations contenues dans le présent article venoit à être enfreinte, sans que les réclamations du ministre de Russie à ce sujet obtinssent une pleine et prompte satisfaction, la Sublime Porte reconnoit d'avance à la cour impériale de Russie, le droit de considérer une pareille infraction comme un acte d'hostilité et d'user immédiatement de représailles envers l'empire ottoman.

ART. VIII. Les arrangemens précédemment stipulés par l'art. VI de la convention d'Ackerman, à l'effet de régler et de liquider les réclamations des sujets et négocians respectifs, relativement à l'indemnité des pertes essuyées à diverses époques de la guerre de 1806, n'ayant pas reçu leur accomplissement, et le commerce russe ayant, depuis la conclusion de la convention précitée d'Ackerman, éprouvé de nouveaux dommages considérables par suite des mesures adoptées touchant la navigation du Bosphore, il est convenu et arrêté que la Porte Ottomane, en réparation de ces dommages et pertes, payera à la cour impériale de Russie, dans le courant de dix-huit mois, à des termes qui seront réglés ultérieurement, la somme d'un million cinq-cent mille ducats d'Hollande, en sorte que l'acquittement de cette somme mettra fin à toute réclamation ou prétention réciproque des deux puissances contractantes du chef des circonstances mentionnées ci-dessus.

ART. IX. La prolongation de la guerre, à laquelle 1829 le présent traité de paix met heureusement fin, ayant occasionné à la cour impériale de Russie des dépenses considérables, la S. P. reconnoit la nécessité de lui en offrir une indemnité convenable. C'est pourquoi, indépendamment de la cession d'une petite portion de territoire en Asie, stipulée dans l'art. IV, que la cour de Russie consent à recevoir à compte de la dite indemnité, la S. P. s'engage à lui payer une somme d'argent dont la quotité sera réglée d'un commun accord.

ART. X. La Sublime Porte en déclarant son entière adhésion aux stipulations du traité conclu à Londres le 21 juin (6 juillet) 1827 entre la Russie, la Grande-Bretagne et la France, accède également à l'acte arrêté le 10 (22) mars 1829, d'un commun accord entre ces mêmes puissances, sur la base du dit traité et contenant les arrangemens de détails relatifs à son exécution définitive. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité de paix, la Sublime Porte nommera des plénipotentiaires pour convenir avec ceux de la cour impériale de Russie et des cours d'Angleterre et de France, de la mise à exécution des dites stipulations et arrangemens.

ART. XI. Immédiatement après la signature du présent traité de paix entre les deux empires et l'échange des ratifications des deux souverains, la Sublime Porte prendra les mesures nécessaires pour la prompte et scrupuleuse exécution des stipulations qu'il renferme, et nommément des articles III et IV, relatifs aux limites qui doivent séparer les deux empires, tant en Europe qu'en Asie, des articles V et VI concernant les principautés de Moldavie et de Valachie, ainsi que la Serbie, et du moment où ces différens articles pourront être considérés comme ayant été exécutés, la cour impériale de Russie procédera à l'évacuation du territoire de l'empire ottoman, conformément aux bases établies par un acte séparé, qui fait partie intégrante du présent traité de paix. Jusqu'à l'entière évacuation des pays occupés, l'administration et l'ordre de choses qui y sont établis actuellement, sous l'influence de la cour impériale de Russie, seront maintenues et la Sublime Porte Ottomane ne pourra y intervenir d'aucune manière.

1829 ART. XII. Aussitôt après la signature du présent traité de paix, il sera donné des ordres aux commandans des troupes respectives, tant sur terre que sur mer, pour faire cesser les hostilités. Celles qui auront été commises après la signature du présent traité seront considérées comme non avenues, et n'apporteront aucun changement aux stipulations qu'il renferme. De même tout ce qui dans cet intervalle aura été conquis par les troupes de l'une ou de l'autre des hautes puissances contractantes, sera restitué sans le moindre délai.

ART. XIII. Les hautes puissances contractantes, en rétablissant entre elles les rapports d'une amitié sincère, accordent un pardon général et une amnistie pleine et entière à tous ceux de leurs sujets, de quelque condition qu'ils puissent être, qui pendant le cours de la guerre heureusement terminée aujourd'hui auroient pris part aux opérations militaires, ou manifesté soit par leur conduite, soit par leurs opinions, leur attachement à l'une ou l'autre des deux puissances contractantes.

En conséquence, aucun de ces individus ne sera inquiété ou poursuivi, ni pour sa personne, ni dans ses biens à cause de sa conduite passée, et chacune d'eux recouvrant les propriétés qu'il possédoit auparavant, en aura la paisible jouissance sous la protection des lois, ou bien sera libre de s'en défaire dans l'espace de 18 mois pour se transporter avec sa famille et ses biens meubles dans tels pays qu'il lui plaira de choisir, sans essayer de vexations ni d'entraves quelconques.

Il sera en outre accordé aux sujets respectifs établis dans les pays restitués à la Sublime Porte ou cédés à la cour impériale de Russie, le même terme de dix-huit mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité de paix, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés acquises, soit avant, soit depuis la guerre, et se retirer avec leurs capitaux et leurs biens meubles des états de l'une des puissances contractantes dans ceux de l'autre et réciproquement.

ART. XIV. Tous les prisonniers de guerre, de quelque nation, condition et sexe qu'ils soient, qui se trouvent dans les deux empires, doivent aussitôt après

l'échange des ratifications du présent traité de paix, 1829 être délivrés et rendus sans la moindre rançon ou paiement. Sont exceptés les chrétiens qui ont embrassé de leur plein gré la religion mahométane, dans les états de la Sublime Porte et les mahométans, qui également de leur plein gré ont embrassé la religion chrétienne dans les états de l'empire de Russie.

On en agira de même à l'égard des sujets russes qui, après la signature du présent traité de paix, seroient d'une manière quelconque tombés en captivité et se trouveroient dans les états de la Sublime Porte. La cour impériale de Russie promet de son côté d'en user de la même manière, envers les sujets de la Sublime Porte.

Il ne sera point exigé de remboursement des sommes qui ont été employées par les deux hautes parties contractantes à l'entretien des prisonniers. Chacune d'elles les pourvoira de tout ce qui leur sera nécessaire pour leur voyage jusqu'à la frontière où ils seront échangés par des commissaires nommés de part et d'autre.

ART. XV. Tous les traités, conventions et stipulations arrêtés et conclus à différentes époques entre la cour impériale de Russie et la Sublime Porte Ottomane, sauf les articles auxquels il a été dérogé par le présent traité de paix, sont confirmés dans toute leur force et valeur, et les deux hautes parties contractantes s'engagent à les observer religieusement et inviolablement.

ART. XVI. Le présent traité de paix sera ratifié par les deux hautes cours contractantes, et l'échange des ratifications entre les plénipotentiaires respectifs aura lieu dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se pourra.

Le présent instrument de paix, contenant seize articles et auquel il sera mis la dernière main par l'échange des ratifications respectives dans le terme stipulé, a été en vertu de nos pleins pouvoirs, signé et scellé par nous et échangé contre un autre pareil, signé par les plénipotentiaires susmentionnés de la Sublime Porte Ottomane et muni de leurs sceaux.

Fait à Andrinople, le 2 septembre 1829.

(Signés à l'original remis aux plénipotentiaires turcs,)

Le Comte ALEXIS ORLOFF.

Le Comte F. DE PAHLEN.

27.

1829 *Traité séparé entre la Russie et la Porte relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Andrinople le 24 Septembre 1829.*

(*Journal de Francfort* 1829 No. 295).

Au Nom de Dieu Tout-Puissant.

Les deux hautes puissances contractantes, en confirmant tout ce qui a été stipulé par l'acte séparé de la convention d'Ackerman, relativement au mode d'élection des Hospodars de Moldavie et de Valachie, ont reconnu la nécessité de donner à l'administration de ces provinces une base plus stable et plus conforme aux véritables intérêts des deux pays. A cet, il a été convenu et réglé définitivement que la durée du gouvernement des Hospodars ne seroit plus bornée à sept ans, comme par le passé, mais qu'ils seroient dorénavant investis de cette dignité à vie, sauf les cas d'abdication volontaire ou de destitution pour cause de délits, prévus par le dit acte séparé.

Les Hospodars régleront librement toutes les affaires intérieures de leurs provinces en consultant leurs Divans respectifs, sans pouvoir porter néanmoins aucune atteinte aux droits garantis aux deux pays par les hattî-schérifs, et ne seront troublés dans leur administration intérieure par aucun ordre contraire à ces droits.

La Sublime Porte promet et s'engage de veiller scrupuleusement à ce que les privilèges accordés à la Moldavie et à la Valachie ne soient d'aucune manière enfreints par ses commandans limitrophes, de ne souffrir aucune ingérence de leur part dans les affaires des deux provinces et d'empêcher toute incursion des riverains de la rive droite du Danube sur le territoire Valaque ou Moldave. Seront considérées comme faisant partie intégrante de ce territoire, toutes les isles attenantes à la rive gauche du Danube, et le chenal (*Thalweg*) de ce fleuve formera la limite des deux

principautés, depuis son entrée dans les états otto-1829
mans jusqu'à son confluent avec le Pruth.

Pour mieux assurer l'inviolabilité du territoire Moldave et Valaque, la S. P. s'engage à ne conserver aucun point fortifié, à ne tolérer aucun établissement quelconque de ses sujets Musulmans sur la rive gauche du Danube. En conséquence, il est invariablement arrêté, que sur toute cette rive dans la grande et petite Valachie comme aussi en Moldavie, aucun Mahométan ne pourra jamais avoir son domicile et que l'on y admettra les seuls marchands, munis de firmans, qui viendront acheter pour leur propre compte dans les principautés les denrées nécessaires pour la consommation de Constantinople, ou d'autres objets.

Les villes turques situées sur la rive gauche du Danube seront, ainsi que leurs territoires (*rajahs*), restituées à la Valachie pour être désormais réunies à cette principauté, et les fortifications existantes auparavant sur cette rive ne pourront jamais être rétablies. Les Musulmans qui possèdent des biens-fonds non usurpés sur des particuliers, soit dans ces mêmes villes, soit sur tout autre point de la rive gauche du Danube, seront tenus de les vendre aux indigènes dans l'espace de dix-huit mois.

Le gouvernement des deux principautés jouissant de tous les privilèges d'une administration intérieure indépendante, pourra librement établir des cordons sanitaires et des quarantaines le long du Danube et ailleurs dans le pays, où il en sera besoin, sans que les étrangers qui y arrivent, tant Musulmans que Chrétiens, puissent se dispenser de l'exacte observation des réglemens sanitaires. Pour le service des quarantaines, aussi bien que pour veiller à la sûreté des frontières, au maintien du bon ordre dans les villes et campagnes et à l'exécution des lois et réglemens, le gouvernement de chaque principauté pourra entretenir un nombre de gardes armés, strictement nécessaires pour ces diverses fonctions. Le nombre et l'entretien de cette milice seront réglés par les Hospodars de concert avec leurs Divans respectifs, en se basant sur les anciens exemples.

La S. P. animée du désir sincère de procurer aux deux principautés tout le bien-être dont elles peuvent jouir, et informée des abus et des vexations qui s'y

1829 commettent à l'occasion des diverses fournitures exigées pour la consommation de Constantinople, l'approvisionnement des forteresses situées sur le Danube et les besoins de l'arsenal, leur fait un abandon plein et entier de son droit à cet égard. En conséquence, la Valachie et la Moldavie seront pour toujours dispensées de fournir les grains et autres denrées, les moutons et les bois de construction qu'elles étoient tenues de livrer précédemment.

Il ne sera de même requis de ces provinces en aucun cas, des ouvriers pour les travaux des forteresses, ni aucune autre corvée de quelque nature que ce soit. Mais afin de dédommager le trésor impérial des pertes que cet abandon total de ses droits pourroit lui faire éprouver, indépendamment du tribut annuel que les deux principautés doivent payer à la S. P. sous les dénominations de Karatsch, de Idiyé et de Bekiabyé (selon la teneur des hattî-schérifs de 1802), la Moldavie et la Valachie paieront chacune annuellement à la S. P., par forme de compensation une somme d'argent dont la quotité sera déterminée ultérieurement d'un commun accord. En outre à chaque renouvellement des hospodars, par le décès, l'abdication ou la destitution légale des titulaires, la principauté où le cas viendrait à échoir, sera tenue de payer à la S. P. une somme équivalente au tribut annuel de la province établi par les hattî-scherifs. Ces sommes exceptées, il ne sera jamais exigé du pays ni des hospodars aucun autre tribut, redevance ou cadeau, sous quelque prétexte que ce puisse être.

En vertu de l'abolissement des fournitures ci-dessus spécifiées, les habitans des principautés jouiront de la pleine liberté de commerce pour toutes les productions de leur sol et de leur industrie (stipulées par l'acte séparé de la convention d'Ackerman) sans aucune restriction, hormis celles que les hospodars, de concert avec leurs divans respectifs, jugeront indispensable d'établir afin d'assurer l'approvisionnement du pays. Ils pourront naviguer librement sur le Danube avec leurs propres bâtimens, munis de passeports de leur gouvernement, et aller commercer dans les autres villes ou ports de la S. P., sans être molestés par les percepteurs du Karatsch, ni exposés à aucune autre vexation.

De plus la S. P., considérant toutes les calamités que la Moldavie et la Valachie ont eu à supporter, et mue par un sentiment d'humanité tout particulier, consent à exempter les habitans de ces provinces, pour l'espace de deux ans, à compter du jour où les principautés auront été entièrement évacuées par les troupes russes, du paiement des impôts annuels versés dans son trésor.

Enfin la S. P. désirant assurer de toutes les manières le bien-être futur des deux principautés, s'engage solennement à confirmer les réglemens administratifs, qui, durant l'occupation de ces deux provinces par les armées de la cour impériale, ont été faits d'après le voeu exprimé par les assemblées des plus notables habitans du pays, et qui devront à l'avenir servir de bases pour régime intérieur des deux provinces, en tant bien entendu que les dits réglemens ne porteroient aucune atteinte aux droits de souveraineté de la S. P.

C'est pourquoi, nous soussignés plénipotentiaires de S. M. l'Empereur et Padischah de toutes les Russies, de concert avec les plénipotentiaires de la S. P. ottomane, avons arrêté et réglé à l'égard de la Moldavie et de la Valachie les points ci-dessus, lesquels sont la conséquence de l'article V du traité de paix conclu à Andrinople entre nous et les plénipotentiaires ottomans. En conséquence, le présent acte séparé a été rédigé, muni de nos cachets et de nos signatures et délivré entre les mains des plénipotentiaires de la S. P.

Fait à Andrinople, le 2 (14) septembre 1829.

(Signés à l'original remis aux plénipotentiaires turcs.)

Le Comte ALEXIS ORLOFF.

Le Comte F. DE PAHLEN.

Confirmé à l'original par le comte Diebitsch Zambalkansky, général en chef de la 2^e armée.

28.

1829 *Convention entre la Hesse électorale
et le duché de Nassau concernant
le commerce entre les baillages de
Dorheim et de Reichelsheim, publiée
à Cassel le 25 Septembre 1829.*

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen. 1829.
No. VII. p. 69. Verordnungsblatt des Herzog-
thums Nassau 1829. No. II. pag. 69.*)

Nachdem Seine Königliche Hoheit der Kurfürst und Seine Durchlaucht der Herzog von Nassau geruhet haben, den Einwohnern des Amtes Dorheim und des Amtes Reichelsheim gegenseitig vorerst bis zum Schlusse des Jahres 1834 gewisse Erleichterungen des Verkehrs zu Theil werden zu lassen; so werden die deshalbigen Verabredungen hierdurch zur öffentlichen Kunde gebracht, wie folgt:

1. Die beiderseitigen Regierungen gestatten in besagten beiden Aemtern den zollfreien Durchgang der Gegenstände und Waaren jeder Art, welche entweder zum Verbrauch eines Amtes durch das andere eingeführt, oder aus einem derselben durch das andere in das Ausland ausgeführt werden.
2. Zwischen den genannten beiden Aemtern findet ein freier Verkehr in der Art Statt, daß Gegenstände und Waaren jeder Art, in so weit deren Vertrieb gesetzlich frei ist, aus einem Amt in das andere ungehindert übergehen und irgend Lizenz- oder Zoll- Abgaben davon nicht erhoben werden. Die etwa nöthig scheinenden näheren Bestimmungen wegen der Legitimazion und der Ursprungs- Bescheinigungen bei dem Uebergange der Waaren aus einem Amte in das andere bleiben den beiderseitigen vollziehenden Behörden überlassen, welche sich darüber benchmen werden.
3. Die gegenseitig ertheilte Zusicherung der lizenz- und zollfreien Einführung der Gegenstände und

Waaren aller Art erstreckt sich nicht auf die in beiden Aemtern gesetzlich bestehenden Verbrauchssteuern. Vielmehr sind alle Gegenstände, welche aus einem Amte in das andere zur Konsumtion übergehen, denjenigen Abgaben und Kontrollen unterworfen, welche für die Unterthanen des Gebiets, wohin die Einfuhr erfolgt, und für deren Erzeugnisse gesetzlich vorgeschrieben sind. 1829

Cassel am 25sten September 1829.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister
des Innern:

WITZLEBEN. SCHMINKE. MEYER. RIESS.

Vt. EGGENA.

29.

Convention de commerce entre l'Hannovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg; le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême, signée à Cassel le 11 Octobre 1829.

(*Oldenburgische Anzeigen* 1830. No. 83.)

Nachdem die unterzeichneten Bevollmächtigten der durch den Casseler Haupt-Vertrag vom 24. September 1828. zur Beförderung eines möglichst freien Verkehrs und ausgebreiteten Handels im Sinne des Artikels XIX. der deutschen Bundes-Akte vereinigten Staaten zufolge der im 3ten Artikel desselben enthal-

1829 tenen Bestimmung zusammengetreten sind, so haben dieselben zunächst sowohl die zur Erreichung der gedachten Absicht ihrer Vereinigung führenden Mafsregeln, als auch die geeignetsten Mittel und Wege, um Unterhandlungen und Verträge zu gleichem Zwecke mit andern zum Verein nicht gehörenden Staaten einzuleiten, in Berathung gezogen und dem gemäfs mit Vorbehalt der Genehmigung ihrer höchsten und hohen Kommittenten zuvörderst über die nachfolgenden dahin gehörigen Bestimmungen Vereinbarung getroffen.

ART. I. Die gedachten Vereinsstaaten erklären gemeinsam ihre Bereitwilligkeit, sich mit andern deutschen Staaten über gewisse gegenseitige Erleichterungen des Handels und Verkehrs, namentlich auch über Sicherstellung des Transits freundlich zu verständigen, und haben daher beschlossen, zur Vereinfachung der dazu erforderlichen Verhandlungen solche eintretenden Falles durch gemeinschaftliche Bevollmächtigte und in Gemäfsheit zu treffender näherer Vereinbarung betreiben zu lassen.

ART. II. Zur Beförderung des gemeinsamen Zweckes, insonderheit um mit andern Staaten und Staaten - Vereinen Handels - Verträge auf längere Zeit schliessen zu können, sind die kontrahirenden Staaten übereingekommen, den Vertrag vom 24 September 1828 vorläufig bis zum Ende des Jahrs 1841 unter sich zu verlängern, welche Zeitfrist auch für die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft festgesetzt ist.

ART. III. Um jede Ungewifsheit über die Benutzung derjenigen das Gebiet der kontrahirenden Staaten durchziehenden Strafsen, auf welchen das Recht zu anderweiter Regulirung und Bestimmung der Durchgangs - Abgaben in Gemäfsheit des Casseler Hauptvertrags den betheiligten Regierungen vorbehalten ist, so wie jede Besorgnis einer einseitig zum speciellen Vortheil oder Nachtheil des einen oder andern dieser Staaten gereichenden Ausübung solcher Befugnisse für die Folge zu entfernen, und vielmehr durch gemeinschaftliche Regulirung der hierbei in Betracht kommenden Interessen das Vertrauen unter den Vereinsstaaten immer mehr zu befestigen, sind diejenigen derselben, welche sich im ausschliesslichen oder ge-

meinsamen Besitze von konkurrirenden, das Ausland 1829 mit dem Auslande verbindenden Handelsstraßen befinden, im Einverständnisse mit sämtlichen übrigen kontrahirenden Vereinsstaaten übereingekommen:

- a. die Durchgangs-Abgaben auf gewissen genau bezeichneten Straßen künftighin nicht anders, als nach gemeinschaftlicher Rücksprache unter den betreffenden, bei den mit einander konkurrirenden Straßen unmittelbar beteiligten Staaten zu bestimmen, und
- b. hierbei in der Weise zu verfahren, daß entweder unter Aufhebung oder unter Beibehaltung der bisherigen Transito-Abgaben auf allen solchen mit einander konkurrirenden Straßen ein gleichmäßiger Durchgangszoll durch Stimmen-Mehrheit oder nach einem sonstigen, unter den betreffenden Staaten selbst zu vereinbarenden Verhältnisse festgesetzt und nach gemeinschaftlich verabredeten Grundsätzen erhoben werde.

ART. IV. Zur Beförderung des Handels und Verkehrs unter den Vereinsstaaten selbst sichern sich diejenigen derselben, welche ein System zur Erhebung von Eingangs-Abgaben entweder bereits eingeführt haben oder noch einführen und dadurch in den Stand gesetzt werden, das Reciprocum zu gewähren, in sofern nicht eine größere Freiheit des Handels und Verkehrs unter ihnen schon besteht, eine in der Folge möglichst zu erhöhende Erleichterung von 25 Procent Nachlaß an den jedesmaligen tarifmäßigen Eingangs-Abgabensätzen für die wichtigsten eigenen Erzeugnisse der Natur, des Gewerbfleißes und der Kunst gegenseitig zu. Die nähere Vereinbarung über diejenigen Erzeugnisse, welche diese gegenseitige Erleichterung genießen sollen, so wie über die Festsetzung der erforderlichen Kontrolle-Maßregeln soll sofort bewirkt werden.

Wenn jedoch diese in den andern Staat übergehenden Erzeugnisse in so geringen Quantitäten versendet werden, daß die tarifmäßige Eingangs-Abgabe von der ganzen aus einem Artikel oder mehreren bestehenden Sendung überhaupt den Betrag von Drei Thalern nicht erreicht, soll die volle tarifmäßige Abgabe davon entrichtet werden.

1829 ART. V. In Ansehung der im Artikel IV. erwähnten eigenen Erzeugnisse derjenigen der kontrahirenden Staaten, welche

- a. entweder dem Handelsbedürfnisse der übrigen Vereinsländer auf eine sonstige Weise entsprechen, indem sie die gedachten Erzeugnisse derselben gar nicht oder nur mit unbedeutenden Eingangs-Abgaben belasten, und ihnen dadurch, so wie durch eine im Allgemeinen gleiche Behandlung des Verkehrs auf ihren Handelsplätzen den Vortheil eines den Absatz solcher Erzeugnisse in das Ausland befördernden grossen Markts gewähren, oder aber
- b. durch besondere Verträge oder sonstige Verhältnisse an der Einführung eines Eingangs-Steuer-Systems und dadurch an der vollständigen Gewährung des Reciprocum behindert sind, sollen für selbige gleichwohl ähnliche Erleichterungen, wie solche im vorhergehenden Artikel stipulirt worden, und zwar im Wege besonderer Uebereinkunft und nach Mafgabe desfallsiger, sofort näher zu verabredender Modalitäten ausgemittelt und eingeräumt werden.

Die in den Artikeln IV. und V. zugesicherten Erleichterungen sollen im Laufe der drei ersten Monate des Jahres 1830 ihren Anfang nehmen.

ART. VI. Die kontrahirenden Staaten behalten sich das Recht vor, ähnliche Erleichterungen, wie solche nach den Artikeln IV und V. unter den Vereinstaaaten selbst Statt finden werden, im Wege des Vertrages auch andern nicht zum Verein gehörenden Staaten zu bewilligen.

Gleichergestalt bleibt es denjenigen derselben, welche ein Eingangs-Abgaben-System eingerichtet haben, oder einzuführen beabsichtigen, überlassen, sich wegen Annahme gleicher Normen und Abgabensätze, so wie wegen der in diesem Falle wünschenswerthen Verbindung zu einem und demselben Bezirke unter gemeinschaftlicher Verwaltung und gegenseitiger Aufhebung der Steuer- und Zolllinien mit einander zu vereinbaren.

ART. VII. Die gegenwärtige in einer Original-Urkunde ausgefertigte Uebereinkunft soll sofort zur höchsten und hohen Genehmigung eingesendet und die Auswechslung der Ratifikationen spätestens binnen 6 Wochen zu Cassel bewirkt werden.

Urkundlich ist diese Uebereinkunft von den Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt worden. 1829

So geschehen Cassel am eilften Oktober Eintausend Achthundert Neun und Zwanzig.

AUGUST LUDWIG OTTO *Freiherr* VON GROTE, für das Königreich Hannover.

CARL FRIEDRICH VON KOPP.

FRIEDRICH MEISTERLIN, für Kurhessen.

HANS GEORG VON CARLOWITZ, für das Königreich Sachsen.

CARL FRIEDRICH FERDINAND SUDEN, für das Großherzogthum Oldenburg.

CARL FRIEDRICH ANTON VON CONTA, für das Großherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach.

AUGUST VON ROENTGEN, für das Herzogthum Nassau.

AUGUST PHILIPP CHRISTIAN THEODOR VON AMSBERG, für das Herzogthum Braunschweig Lüneburg.

JOHANN SMIDT, für die freie Hansestadt Bremen.

30.

Ordonnance de S. A. R. le Grand-duc de Hesse concernant la publication des bulles papales: "Provida solersque" et: "Ad dominici gregis custodiam", datée du 12 Octobre 1829.

Ludewig, von Gottes Gnaden Großherzog von Hessen und bei Rhein etc. etc.

Da die päpstliche Bulle vom 16 August 1821, welche mit den Worten „Provida solersque“ und diejenige vom 11 April 1827, welche mit den Worten „Ad dominici gregis custodiam“ beginnt, in so weit solche die Bildung der oberrheinischen Kirchenprovinz, die Begränzung, Ausstattung und Einrichtung der

1829 dazu gehörigen fünf Bisthümer mit ihren Domkapiteln, so wie die Besetzung des erzbischöflichen und der bischöflichen Stühle und der domstiftischen Präbenden, zum Gegenstande haben, von Uns angenommen werden und Unsere Landesherrliche Staatsgenehmigung erhalten, ohne daß jedoch aus denselben auf irgend eine Weise etwas abgeleitet, oder begründet werden kann, was Unseren Hoheitsrechten schaden, oder ihnen Eintrag thun könnte, oder den Landesgesetzen und Regierungs-Verordnungen, den erzbischöflichen und bischöflichen Rechten, oder den Rechten der evangelischen Konfession und Kirche entgegen wäre, so wird solches hiermit, unter dem Vorbehalte, daß wegen der Vollziehung weitere Anordnungen werden getroffen werden, zur Nachachtung bekannt gemacht. etc.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und des beigedrückten Staatssiegels.

Darmstadt am 12ten Oktober 1829.

L U D E W I G.

DU THIL.

31.

Convention définitive entre la Prusse et la France conclue à Sarrebruck le 23 Octobre 1829, pour régler les limites des deux états respectifs, conformément aux stipulations des traités de Paris du 30 Mai 1814 et du 20 Novembre 1815, et ensuite de la déclaration signée à Paris, le 11 Juin 1827.

(*Le Moniteur universel* 1829 No. 310. *Gesetzsammlung für die Preussischen Staaten* 1830 No. 6. pag. 26).

Les commissaires nommés en vertu du paragraphe 6 de l'art. 1er du traité de Paris, du 20 Novembre 1815, savoir: De la part de S. M. le Roi de Prusse, le Sieur *Henri Delius*, président en chef du conseil

de régence de Cologne, chevalier de l'ordre de l'aigle 1829 rouge de Prusse, troisième classe, et de la part de S. M. le roi de France et de Navarre: le Sieur *Etienne-Nicolas Rousseau*, colonel au corps royal des ingénieurs-géographes, officier de l'ordre royal de la légion d'honneur, chevalier de l'ordre royal et militaire de St. Louis, chevalier de l'ordre militaire de Guillaume des Pays-Bas, et de l'ordre du mérite civil de la couronne de Bavière;

Après s'être respectivement et en due forme communiqué leurs pleins-pouvoirs, après avoir reconnu que la déclaration signée et échangée le 11 juin 1827, par laquelle leurs gouvernemens respectifs sont convenus de terminer le différend, qui s'étoit élevé relativement au district de la Leyen, avoit reçu son exécution en ce qui concerne l'exécution de l'article III de cette déclaration: après avoir aussi reconnu que le procès-verbal dressé à Sarrebruck le 20 février 1821 par leurs délégués, dans le but de fixer la position géométrique des endroits ayant banlieue, par rapport à la ligne, qui en exécution du traité du 20 Novembre 1815 doit être tirée de Perle à Houve, devoit servir de base pour régler le tracé de la limite le long de cette ligne, les commissaires adoptant les arrangements et projets d'échanges arrêtés par les mêmes délégués et insérés à la suite dudit procès-verbal, sont convenus des articles suivans:

ART. I. La limite entre les deux états commencera au milieu du cours d'eau de la Moselle, sur le thalweg de cette rivière, au point qui sert de contact entre le royaume de France, celui de Prusse et le grand-duché de Luxembourg, sous la souveraineté du roi des Pays-Bas; point situé vis-à-vis de celui (sur la rive droite de la même rivière) sur la ligne formant la séparation des banlieues des villages d'Apach (France) et de Perle (Prusse); elle suivra de là la ligne qui désormais formera la démarcation entre les territoires de toutes les communes situées de part et d'autre, le long de la frontière, jusqu'au point où, entre Guidingen et Sarre-Bubingen, l'une et l'autre à la Prusse, elle atteint la rivière de la Sarre, dont le thalweg ou fil d'eau servira de limite dans cette partie de son cours, jusqu'au confluent de cette rivière avec la Bliese, sous Sarreguemines, pour remon-

1829 ter ensuite le thalweg de cette dernière et arriver au point de séparation près d'Urichsmühl, entre le territoire de la commune prussienne de Bliès-Ransbach, celui de la commune bavaroise de Bliès-Mengen et Bliès Bolgen, avec celui de la commune française de Bliès-Schweyen, et qui forme en même tems contact entre la France, la Prusse et la Bavière rhénane. Le tout ainsi que cela se trouve déterminé et marqué au plan général annexé à la présente convention, et que cela est indiqué par un double liséré, (bleu du côté de la Prusse et rouge du côté de la France) sur ce plan, lequel a été arrêté et signé par MM. les commissaires et leurs délégués, et les ingénieurs qui ont été chargés du levé.

Par suite de cette détermination des limites entre les deux royaumes, l'article III. de la déclaration du 11 juillet 1827, se trouvant exécuté, la France a reçu de la Prusse les villages et territoires en dépendant de Flatten, Gongelfangen, Merten et Bibling, en compensation des prétentions que la première puissance avoit formées sur le district de la Leyen, d'après le sens littéral du traité du 20 Novembre 1815, auxquelles elle renonce formellement, ainsi que le porte la déclaration du 11 Juin ci-dessus citée. Pour établir d'une manière sûre et stable l'état de possession de chaque royaume, ainsi que le prescrit la détermination du tracé des limites entre les deux états, il a été reconnu et convenu que d'une part la Prusse remettrait à la France,

1° le village et le territoire de Manderen;

2° le hameau de Scheurwald avec la partie de son territoire située au sud du chemin, qui sortant du bois de Saint-Martin, au point qui sépare la commune de Manderen (France) de celle de Bustroff (Prusse) et passe près et au nord de la petite maison dite le *Château*, jusqu'au point où il joint le chemin de Luxembourg à Sarrelouis, qui forme ensuite la limite entre les deux états, jusqu'à la croix dite *Kolles-Kreutz*

3° le hameau de Remelsdorf et son territoire;

4° la partie d'Ihn ou Lognon;

5° le hameau de Heyning et son territoire;

6° la partie du territoire de Leyding: Ces trois derniers endroits et lieux, en tant qu'ils se trouvent

au Sud-Est du chemin qui conduit de Guersting à 1829 Schreckling;

7° le village et le territoire de Schreckling;

8° le village et le territoire de Willing.

Et que d'une autre part, la France feroit remise à la Prusse:

1° Des petites portions du territoire de Launsdorf, au Nord du chemin de Luxemburg et de Sarrelouis;

2° du petit pays, appelé *Molwingergrund*, de la commune de Waldwise, situé au nord-est de cette commune, et placé au-delà des bois de Kirschhof et de Wieserwald;

3° de la petite portion du territoire de Heining, située au Nord-Est du chemin qui va de Guersting à Schreckling,

4° du moulin de Gersweiler avec ses dépendances, situé sur la rive droite de la Blies, en conservant aux habitants du village Gersweiler la faculté d'y faire moudre leurs grains comme par le passé.

La Prusse en outre, continuera de posséder le hameau et le territoire de Diesdorf, ancienne dépendance de Schwerdorf, ainsi que le Warentwald (forêt de Warent), et la ferme de Warenthoff, enclavée dans ces bois, de manière que la lisière du bois fera la frontière. Pour ne rien laisser d'incertain, il sera annexé à cette convention définitive un état de tous les territoires qui toucheront de chaque côté la nouvelle ligne entre les deux royaumes. Cet état sera signé par les commissaires, après qu'il aura été reconnu conforme au plan général de cette limite.

A cet effet, et aussitôt après l'approbation de la présente convention, MM. les délégués des commissaires, savoir, de la part du commissaire de Sa Majesté Prussienne: le sieur *Guillaume Henry Dern*, conseiller provincial, et chevalier de l'aigle rouge de Prusse; de troisième classe, et de la part du commissaire de Sa Majesté Très-Chrétienne: le Sieur *Gaspard René Riollay*, chef de bataillon au corps royal du génie, chevalier de l'ordre royal et militaire de St. Louis et de l'ordre royal de la légion d'honneur; feront, dans le plus bref délai, établir des poteaux par les soins des ingénieurs attachés à la commission sur tous les points principaux et les plus remarquables, afin que la nouvelle limite puisse être

1829 connue sur tous les points, où elle reçoit des modifications; ils procéderont ensuite, étant assistés des agens de l'autorité civile des deux gouvernemens, aux remises et prises de possession des territoires et portions de territoire échus ou échéant en partage à chaque état, ainsi que cela a été stipulé et indiqué ci-dessus.

Ces remises et prises de possession seront constatées par des procès-verbaux faits en autant d'expéditions qu'il y aura de parties intéressées à les connoître et dont une de ces expéditions sera jointe à la présente convention pour y rester annexée, afin de montrer qu'à cet égard elle a reçu son exécution. MM. les délégués des commissaires, après cette opération, procéderont aussi à l'abornement de la frontière et à la rédaction des procès-verbaux de délimitation, ainsi que cela sera expliqué article XVII.

ART. II. Il est entendu que les deux états doivent entrer en possession des territoires cédés de part et d'autre, ainsi que cela a été spécifié à l'art. I^{er}, sans pouvoir prétendre jusqu'au I^{er} janvier 1830 exclusivement, à aucune indemnité pécuniaire à raison de leur occupation antérieure, tant pour ce qui concerne la perception des impôts que pour les revenus des propriétés royales et domaniales.

Il est entendu aussi que chaque état jouira sur les territoires ou portions de territoire cédés de part et d'autre, de tous les droits de souveraineté et de propriétés royales et domaniales, sans préjudice pourtant des droits que chaque commune des deux royaumes peut faire valoir, lesquels droits seront constatés lors de l'abornement de la frontière et de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, ainsi que cela sera expliqué ci-après, Art. XI, sauf la faculté des intéressés de recourir aux tribunaux ordinaires de chaque pays pour provoquer la décision des contestations qui pourroient survenir entre eux.

ART. III. Sur toutes les portions de frontière où le territoire des deux royaumes sera séparé par des rivières et ruisseaux, et notamment sur la Sarre et la Blies, le thalweg ou milieu des eaux desdites rivières et ruisseaux, formera la limite entre les deux états; l'on ne pourra faire aucune construction ou bâtisse quelconque qui puisse en déranger le cours actuel, à moins que les constructions n'aient un but d'u-

tilité commun aux deux états, et ne soient consenties par eux d'un commun accord. A l'égard des constructions riveraines et des ponts et passages, on s'en tiendra aux observances actuelles, aussi bien que pour la libre navigation de la Sarre, en tant qu'elle pourra être praticable dans son cours depuis Sarreguemines jusqu'à Guidingen. 1829

ART. IV. Il est entendu que sur toutes les parties de frontières où des chemins servent à indiquer la limite, ces chemins ou toutes celles de leurs parties qui suivront cette frontière, seront mitoyens, c'est-à-dire, communs aux deux états, sans que, pour cela, il soit attenté en rien aux droits de propriété des particuliers, à qui ces chemins pourroient appartenir.

Aucun des deux états ne pourra exercer sur ces chemins ou portions de chemins d'acte de souveraineté, si ce n'est ceux nécessaires pour prévenir ou arrêter les délits ou crimes qui nuiroient à la liberté et à la sûreté du passage.

En tant que propriété foncière, ces chemins ou portions de chemins seront soumis, pour ce qui concerne les impôts, à l'état sur lequel réside le propriétaire.

ART. V. A l'avenir et dans l'intérêt des deux états, aucun édifice, bâtiment ou habitation quelconque ne pourra être élevé le long de la frontière, qu'autant que ces constructions seront établies à dix mètres ou trente pieds de Prusse, de la ligne qui forme la limite.

Toutefois lorsqu'un chemin ou ruisseau formera la limite, cette distance sera réduite à cinq mètres ou quinze pieds de Prusse, à partir du bord le plus voisin.

ART. VI. Si par l'effet des cessions réciproques contenues dans la présente convention de limites, quelques propriétés se trouvoient morcelées, les propriétaires ou fermiers de celles-ci jouiront de la faculté d'y transporter les engrais et amendemens nécessaires, et d'en importer librement, en exemption de tous droits et sans qu'il y soit mis obstacle, les récoltes de quelque nature qu'elles soient, provenant de ces propriétés morcelées. Cependant, les propriétaires seront tenus de déclarer, une fois pour toutes, s'ils veulent jouir de la faculté qui leur est accordée par le

1829 présent article, d'importer leur récolte, laquelle ils ne pourront introduire en tout état de chose, que brute et telle que le terrain sur lequel elle aura cru l'aura produite.

Il sera donné avis de cette disposition aux communes limitrophes lors de l'abornement de la frontière et de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, et il leur sera accordé un délai de trois mois pour faire et recevoir les déclarations à dater du jour où lesdits procès-verbaux de délimitation seront portés à la connoissance de chaque commune délimitée.

ART. VII. Pareille faculté sera accordée pour retirer le produit brut des récoltes aux propriétaires des deux états qui se trouveroient possesseurs des terres dans l'autre, si celles-ci se trouvent placées à la distance qui ne dépassera pas cinq kilomètres ou douze cents perches de Prusse, de la ligne formant la limite entre les deux royaumes.

Ils auront toutefois à se conformer aux lois et réglemens des douanes de chaque pays, pour ce qui concerne le transit des récoltes et denrées et ils seront tenus, une fois pour toutes, à une déclaration pareille à celle dont il a été fait mention dans l'article précédent et dans le délai qui y est indiqué.

ART. VIII. Les biens, les droits réels, les rentes et capitaux qui peuvent appartenir aux communes et établissemens publics de l'un des deux états dans le territoire de l'autre, sont maintenus et conservés. Ils sont regardés comme propriété privée, dont l'administration est réservée aux dits établissemens ou communes, en se conformant aux lois communales de leurs gouvernemens respectifs.

ART. IX. Lorsque des endroits réunis jusqu'à ce jour sous l'administration d'une même mairie, seront divisés, ils auront l'obligation de solder les fraix de l'administration communale jusqu'au 1 Janvier 1830, soit que la prise de possession ait eu lieu par suite d'arrangemens antérieurs soit qu'elle se fasse en vertu de la présente convention. Lorsque le décompte sera établi, l'excédant de la caisse, les biens communaux et les dettes seront répartis proportionnellement. Pour établir cette proportion, on prendra pour base le montant de la contribution foncière.

ART. X. Quant aux villages, hameaux, fermes et portions de territoires limitrophes, dont l'état de

possession changera afin d'accomplir les stipulations 1829 de la présente convention, conformément à l'art. IX. du traité du 20 Novembre 1815, il est expressément déclaré que la possession sous laquelle ils se sont trouvés jusqu'ici, est réputée légale et que par conséquent, tout acte administratif et judiciaire, émané des autorités compétentes sera respecté.

Les transactions, contrats de bail et de vente, concessions et aliénations quelconques sur des objets tant domaniaux que communaux, seront maintenus dans leur validité, et cela, sans qu'il puisse y être question de liquidation ou équivalent entre les deux gouvernemens.

ART. XI. L'intention des gouvernemens des deux états étant, que les communes limitrophes puissent jouir, sans aucun trouble ni empêchement, de tous les droits, dont elles sont légalement en possession, soit qu'ils soient fondés sur des titres, ou qu'à défaut de titres, il y ait possession immémoriale et non - interrompue jusqu'à présent; ces droits seront constatés par les délégués des commissaires, et si leur validité, d'accord avec les parties intéressées, est reconnue par l'examen contradictoire qui en sera fait par lesdits délégués en leur présence, ils seront spécifiés dans les procès-verbaux de délimitation, en conservant toutefois aux intéressés la même faculté de recourir, s'il y a lieu, aux tribunaux, dont il a été parlé dans l'art. II. La mention qui en sera faite dans ces procès-verbaux de délimitation produira le même effet que si l'insertion en avoit été textuellement faite dans la présente convention.

ART. XII. Jusqu'à l'expiration des baux existans pour la pêche de la Sarre et de la Blies, le revenu sera partagé entre les deux gouvernemens. A partir de l'expiration de ces baux, la pêche dans la Sarre, depuis Guidingen jusqu'à moitié chemin de Sarreguemines, appartiendra à la Prusse, et l'autre moitié à la France.

Depuis le triple confin jusqu'à moitié chemin du confluent dans la Sarre, la pêche dans la Blies appartiendra à la Prusse, et l'autre moitié appartiendra à la France, auxquels points de séparation il sera planté des bornes d'une forme particulière qui indiqueront les limites de la pêche.

1829 Quant aux revenus des passages sur ces deux rivières, ils seront réglés par MM. les délégués, après avoir pris connoissance du produit annuel de ces passages.

ART. XIII. Les délégués sont autorisés à accorder, pour l'utilité des communes limitrophes, les concessions du passage qu'ils jugeront nécessaires tant pour ce qui regarde les exploitations rurales, que pour ce qui a rapport à l'extraction et au transport hors des forêts des bois coupés et abattus, ou même pour faciliter les communications d'une commune à l'autre, lorsque ces communications seront reconnues utiles et qu'elles se trouveront compensées par des avantages réciproques. Pour tous ces cas, il sera stipulé, dans les procès-verbaux de délimitation, que l'habitant prussien ou françois, usant des passages accordés, ne pourra pas dévier de son chemin ni s'y arrêter pour pouvoir charger et décharger, sous peine d'encourir confiscation de marchandises et de se voir infliger les punitions et amendes voulus par les réglemens des douanes et les lois du royaume qu'il traverse, à moins qu'il n'ait fait à son entrée une déclaration des objets transportés et pour lors il demeurera soumis aux lois et ordonnances des douanes en tout ce qui concerne l'entrée et la sortie des marchandises dans le royaume qu'il traverse. Dans le cas de simple passage, aucune déclaration ne pourra être exigée, et il ne sera fait aucune opposition pour user de la faculté accordée pour passer. Il est bien entendu que la liberté de passage dont il est ici question, ne s'étendra en aucune manière aux militaires armés ni aux équipages de guerre d'aucune espèce.

ART. XIV. La remise de tous actes, titres et documens relatifs aux territoires cédés de part et d'autre, s'effectuera au moment de la rédaction des procès-verbaux de délimitation par les soins de MM. les délégués des commissaires qui feront à cette époque le partage des papiers, titres et autres documens que chacune des communes intéressées devra posséder.

ART. XV. Il est accordé un délai de trois ans, à dater du jour où il sera donné connoissance à chaque commune du procès-verbal de la délimitation, à tous les habitans des pays cédés de part et d'autre, pour, s'ils le jugent convenable, pendant cet intervalle

de tems, disposer de leurs propriétés, comme ils l'entendront, et se retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choisir.

ART. XVI. Aussitôt après l'échange des ratifications de la présente convention, et après que les remises et prises de possession des territoires cédés de part et d'autre auront été effectuées, les militaires qui pourroient se trouver faire partie des familles dont les habitations ont été cédées, seront réciproquement rendus.

ART. XVII. Aussitôt après qu'il aura été procédée, par les soins des délégués des commissaires, ainsi que cela a été dit à l'article I, aux actes de remises et prises de possession des territoires cédés de part et d'autre, les mêmes délégués s'occuperont, sans délai, de la rédaction des procès-verbaux de limitation, commune par commune, après avoir préalablement fait procéder à l'abornement de la frontière sur toute son étendue.

Les procès-verbaux de délimitation seront accompagnés de plans figuratifs de la frontière, qui seront signés par lesdits délégués et par les ingénieurs et géomètres qui assisteront à l'opération, ainsi que par les maires et bourguemestres des communes intéressées. Ils relateront, ainsi que le porte l'art. XI, tous les droits dont les communes et leurs habitants sont en possession, et qu'ils ont à exercer sur les communes limitrophes, quelle que soit la nature de ces droits.

Pour cette opération MM. les délégués suivront exactement les instructions qui leur seront données à cet effet par MM. les commissaires.

La réunion de tous ces procès-verbaux de délimitation, dont il sera remis, par les soins desdits délégués, une expédition à chacun des maires et bourguemestres des communes que cela concerne, et seconde expédition sera déposée aux archives de la régence royale de Trèves (pour la Prusse) et aux archives du département de la Moselle (pour la France), formera suite à la présente convention et montrera qu'elle a eu son entière exécution; et, à cet effet, deux autres expéditions originales desdits procès-verbaux de délimitation, ainsi que des plans de limites qui les accompagnent, seront jointes à la présente

1829 convention, pour qu'une d'elles soit échangée au moment où les commissaires vérifieront et approuveront les travaux de leurs délégués, et dans le but de faire posséder aux archives de chaque gouvernement, outre le mode de rédaction qu'il a du suivre, le mode de rédaction suivi par l'autre.

Lesdits procès-verbaux, vérifiés et approuvés par MM. les commissaires, auront même force et valeur, que si leur contenu étoit textuellement inséré dans la présente convention.

ART. XVIII. Lors de la rédaction des procès-verbaux de délimitation, si les délégués reconnoissent utile de changer quelque portion de terrain, soit afin de redresser la ligne de limite, soit pour faciliter les communications de village à village, ils sont autorisés à proposer ces échanges à leurs commissaires respectifs, toujours avec réciprocité d'avantage et égalité de superficie et de valeur, autant que possible.

ART. XIX. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les commissaires susdénommés ont signé la présente.

Fait à Sarrebruck, le 23 Octobre 1829.

HENRI DELIUS,

Commissaire de Sa Majesté le roi de Prusse.

ROUSSEAU,

Commissaire de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Etat et noms des villages, hameaux ou dépendances, dont les territoires toucheront la nouvelle limite fixée par la convention définitive du 23 Octobre 1829, entre la Prusse et la France.

Du côté de la Prusse.

Perl et Ober Perl.

Pellingen.

Bourg.

Elst.

Buschdorf.

Scheuerwald, partie Nord de son territoire.

Wehingen.

Wellingen.

Biedingen et la portion cédée de Waldwise. 1829
 Silwingen.
 Bieringen.
 Oberesch.
 Diesdorf.
 Fuhrweiler.
 Groshemmersdorf.
 Koerperich - Hemmersdorf.
 Nied - Altdorf.
 Ihn ou Lognon et la partie Nord de son territoire.
 La petite portion cédée d'Heining.
 Leiding et la partie Nord de son territoire.
 Bedersdorf.
 Ittersdorf.
 Berus et Saint - Oraine.
 Ueberherrn.
 La ferme de Warent et le Warentwald.
 Les bois triages de Lauterbach.
 Lauterbach.
 Carlsbrunn.
 Saint - Nicolas.
 Nassweiler.
 Emersweiler et le moulin de Guersbach.
 Grand ou Grosrosseln.
 Ludweiler.
 Geislautern.
 Fürstenhausen.
 Clarenthal.
 Krughütte.
 Ziegelhoff.
 Gersweiler.
 La ville et le territoire de Sarrebruck.
 Saint - Arneval.
 Guidingen.
 Sarre - Bubingen.
 Kleinblittersdorf
 Auersmachern
 Roelchingen
 Hansweiler
 La ferme de Winterling } ci - devant
 district
 de la Leye.
 Le moulin de Gersweiler.
 Ransbach.
 Le moulin Ulrichsmühle (dernier).

174 *Convention de limites entre la Prusse*

- 1829 Du côté de la France.
Appach, annexe de Kirsch-lès - Sierck.
Merschweiler, avec ses annexes de Belmacher, Kinzing et Nauendorf.
Manderen.
Tinting et Mensberg.
Scheuerwald et la partie Sud de son territoire.
Ritzing, annexe de Launsdorf.
Launsdorf.
Flatten, annexe de Launsdorf.
Gongelfangen, annexe de Waldwise.
Waldwise.
Zeurange, annexe de Grindorf.
Bourg-Esch, annexe de Schwerdorf.
Cottendorf, *idem*.
Otzweiler, *idem*.
Schwerdorf.
Neunkirchen, annexe de Schwerdorf.
Remelsdorf.
Niedwelling et Gerstling.
La portion cédée d'Ihn ou Lognon.
Heining.
La portion cédée de Leiding.
Schreckling.
Willing.
Berweiler.
Merten et Biblingen.
La Houve et la ferme de }
Wendelhof } Creutzwald.
La Croix }
Wilhelmsbronn }
L'hôpital de Carling. }
Freimingen et Sainte - Fontaine.
Merlebach.
Cocheren et Ditschweiler.
Rosbruck.
Morsbach et Guersbach.
Forbach, côté à l'Ouest.
Petite Roselle et vieille Verrerie.
Forbach, avec Schveneck.
La verrerie Sophie, la ferme de Styring et dépendances.
Spicheren.
Altzing et Zinzing.

Grosbliersdorf et le moulin de Simbach. 1829
 Welferding.
 Sarreguemines.
 Neunkirchen.
 Bliès - Guerschweiler.
 Bliès - Schweien (dernier).

Cet état des villages, hameaux et territoires qui touchent de chaque côté la ligne des limites entre la Prusse et la France, étant conforme aux noms écrits sur le plan général, sera annexé et fera suite à la convention définitive signée à Sarrebruck, aujourd'hui 23 Octobre 1829.

HENRI DELIUS,
Commissaire de Sa Majesté le Roi de Prusse.

ROUSSEAU,
Commissaire de Sa Majesté Très-Christienne.

(La présente convention définitive de limites a été ratifiée par Sa Majesté Prussienne, le 14 Novembre 1829, et par Sa Majesté Très-Christienne, le 15 du même mois. Les ratifications ont été échangées à Metz, le 2 Décembre 1829, entre le délégué du commissaire prussien et le commissaire français.)

32.

*Déclaration du ministère Prussien
 du 30 Octobre 1829 concernant un
 arrangement pris avec la Hesse élec-
 torale pour la défense des droits des
 auteurs et des libraires contre la
 contrefaçon.*

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1829 N^o. 17. pag. 127.*)

Das Königlich-Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch, in Gemäßheit der von Seiner Königlichen Majestät ihm erteilten Ermächtigung :

1829 nachdem von der Kurfürstlich-Hessischen Regierung die Zusicherung ertheilt worden ist, daß durch die den Büchernachdruck betreffende Kurfürstliche Verordnung vom 16ten Mai d. J. unter den darin enthaltenen näheren Bestimmungen auch denjenigen Schriftstellern und Verlegern, welche in den nicht zum Deutschen Bunde gehörenden Provinzen der Preussischen Monarchie Druckschriften erscheinen lassen, Schutz gegen den Nachdruck dieser Schriften in Kurhessen gewährt sei und die Kurfürstliche Regierung sich daher in der Lage befinde, in ihrem Gebiete sämtliche Schriftsteller und Verleger der Preussischen Monarchie gegen jeden Eingriff in ihr literarisches Eigenthum sichern zu können, ohne daß dieselben wegen Erlangung eines desfallsigen Privilegiums Mühe und Kosten aufzuwenden haben, daß das Verbot wider den Büchernachdruck, so wie solches bereits in dem ganzen Bereiche der Preussischen Monarchie zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger nach den in den einzelnen Provinzen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger in dem Kurfürstenthum Hessen Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck oder dessen Verbreitung begangene Frevel gegen Letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handle es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Preussischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Staaten unverzüglich Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 30sten Oktober 1829.

*Königl. Preufs. Ministerium der auswärtigen
Angelegenheiten*

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, unter Bezugnahme auf die Allerhöchste Kabinettsorder vom 16ten August 1827 (Gesetzsammlung pro 1827 No. 17. Seite 123.) hierdurch zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

Berlin, den 30sten Oktober 1829.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten
V. SCHÖNBERG.

33.

Traité entre la Prusse et les principautés de Reuss-Schleitz, de Reuss-Lobenstein et de Reuss-Ebersdorf, concernant leur accession au système des douanes prussiennes, signé le 9 Décembre 1829.

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1830 No. 13. pag. 105.)

Zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preußen und Ihren Durchlauchten den Fürsten von Reuss-Schleitz und Reuss-Lobenstein und Ebersdorf ist zur Erleichterung des Verkehrs der beiderseitigen Unterthanen durch die unterzeichneten Bevollmächtigten nachstehende Uebereinkunft verabredet und abgeschlossen worden.

ART. I. Ihre Durchlauchten die Fürsten von Reuss-Schleitz und Reuss-Lobenstein und Ebersdorf erklären Sich bereit, mit Ihren Landen dem Zollverbande der östlichen Preussischen Provinzen oder dem Bairisch-Württembergischen Zollvereine beizutreten, wie es dem gemeinsamen Interesse der betheiligten Staaten am angemessensten befunden werden wird.

Diese Zollvereinigung soll nach vorhergegangener näherer Vereinbarung über die Bedingungen und Modalitäten sowohl in Absicht der Theilnahme an den Zolleinkünften, als auch der Einrichtung der Zollverwaltung in Ausführung gebracht werden, sobald derselben die früher von Ihren Fürstlichen Durchlauchten mit andern Staaten in Beziehung auf Zoll- und Handelsverhältnisse getroffenen Verordnungen nicht mehr entgegenstehen.

Bis dahin, spätestens bis zum 1sten Januar 1835, ist man über nachstehende gegenseitige Erleichterungen des Verkehrs und Gewerbbetriebes übereingekommen:

1829 ART. II. Zwischen folgenden Preussischen Landestheilen, als

- a. dem Landkreise Erfurt,
- b. dem Kreise Schleusingen,
- c. dem Kreise Ziegenrück

einerseits und den Landen Ihrer Durchlauchten der Fürsten von Reufs-Schleitz und Reufs-Lobenstein und Ebersdorf andererseits, soll vom 1sten März künftigen Jahres an dergestalt ein freier gegenseitiger Verkehr bestehen, daß die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb jener Lande und Landestheile zu verführenden Waaren aller Art überall den eigenen inländischen Waaren völlig gleich behandelt werden, auch nirgends einem Binnenzolle, es mag dieser unter dem Namen Geleit oder einem andern Namen bis dahin bestanden haben, ferner unterliegen sollen.

Ausgenommen von dieser gegenseitigen Freiheit des Verkehrs sind:

- a. Salz und Spielkarten, indem der Verkehr mit diesen Gegenständen den in den Landen eines jeden der kontrahirenden Theile hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen bleibt;
- b. alle Gegenstände, von welchen bei der Erzeugung oder Bereitung im Inlande eine Abgabe erhoben wird. Der freie Verkehr mit diesen Gegenständen aus einem Gebiete in das andere, findet nur mit der Einschränkung Statt, daß dieselben, wenn sie in das Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingebracht werden, daselbst einer Abgabe unterliegen, welche derjenigen gleichkommt, womit die eigenen inländischen Erzeugnisse derselben Art belastet sind.

ART. III. In Absicht des Verkehrs zwischen der Stadt Erfurt und den gedachten Fürstlich-Reufsischen Landen, sowohl was den Eingang als die Durchfuhr anbelangt, sollen vom 1sten März künftigen Jahres an die beiderseitigen Unterthanen dergestalt gleich behandelt werden, daß einerseits die Fürstlichen Unterthanen in der Stadt Erfurt dieselben Vortheile und Begünstigungen genießen, welche den eigenen Preussischen Unterthanen des Landkreises Erfurt und der Kreise Schleusingen und Ziegenrück daselbst zustehen, andererseits aber auch den Einwohnern der Stadt Erfurt in den Fürstlich-Reufsischen Landen alle die Vor-

theile und Begünstigungen zu Statten kommen, wor- 1829
auf die Einwohner der gedachten Kreise nach Artikel
II. in den Fürstlich - Reufsischen Landen Anspruch
machen können.

ART. IV. Vom 1sten März k. Jahres an soll, ohne
Beschränkung auf besondere Landestheile und Provin-
zen, von Königlich - Preufsischen und Fürstlich - Reu-
fsischen Unterthanen, welche in dem Gebiete des an-
dern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben
oder Arbeit suchen, keine Abgaben entrichtet werden,
welcher nicht gleichmäfsig die eigenen Unterthanen
derselben Art unterworfen sind. Dies soll auch ins-
besondere von solchen Handels- und Gewerbsleuten
gelten, welche die Märkte des Handels wegen besuchen.

ART. V. Die Art und Weise der Ausstellung der
Ursprungs - Zeugnisse, von welchen die Waaren-
sendungen begleitet sein müssen, wenn dafür die zu-
gestandenen Begünstigungen in Anspruch genommen
werden sollen, bleibt besonderer Verabredung vor-
behalten.

ART. VI. Zur Sicherung Ihrer landesherrlichen
Gefälle wollen sich beide kontrahirende Theile gegen-
seitig unterstützen. Daher wollen auch Ihre Durch-
lauchten die Fürsten von Reufs - Schleitz und Reufs-
Lobenstein und Ebersdorf gestatten, daß die Preufsi-
schen Zollbeamten die Spur begangener Unterschleife
in das Fürstliche Gebiet verfolgen, und sich mit Zu-
ziehung der Orts - Obrigkeit des Thatbestandes versichern,
wogegen hinsichtlich der Beeinträchtigung der
Fürstlich - Reufsischen Gefälle den Fürstlichen Beamten
eine gleiche Befugnifs in dem Preufsischen Gebiete
zugestanden wird. Nicht weniger sollen die Behörden
den für die Aufrechthaltung der beiderseitigen Zoll-
gesetze ergehenden Requisitionen gegenseitig unverzüglich
nachkommen, und auf desfallsigen Antrag die von
Unterthanen des einen Theils verübten Unterschleife
eben so zur Untersuchung und Strafe ziehen, als wenn
sie gegen die eigenen inländischen Gesetze begangen
worden wären.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll unverzüglich zur
Ratifikation vorgelegt und die Auswechslung der Ra-
tifikations - Urkunden spätestens binnen vier Wochen in
Berlin bewirkt werden.

1829 Zu Urkund dessen ist dieselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidrückung ihres Siegels unterzeichnet worden.

Berlin den 9ten Dezember 1829.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN, Königl. Preufs. Geh. Legationsrath.	GUSTAV ADOLPH VON STRALCH, Fürstl. Reufsischer Kanzler, Regierungs- und Konsistorial-Präsident.
---	---

(Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 7ten April 1830 und von Ihren Durchlauchten den Fürsten von Reufs - Schleitz und Reufs-Lobenstein und Ebersdorf resp. am 5ten und 8ten März 1830, ratifizirt worden).

34.

*Convention de douanes en exécution
du traité de commerce et de douanes
conclu le 27 Mai 1829 entre la
Bavière et le Wurtemberg d'une
part et la Prusse et la Hesse grand-
ducale de l'autre part, publiée à
Stouttgart le 26 Décembre 1829.*

(*Regierungsblatt für das Königreich Württemberg
1829 No. 62. pag. 593. fgd.*)

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Württemberg. Nachdem Wir bei dem Abschlusse des Vertrags vom 27sten Mai 1829 über Feststellung der beiderseitigen Handels-Verhältnisse zwischen dem Württembergisch - Baierischen und dem Preussisch Hessischen Zoll-Vereine Uns vorbehalten haben, weitere Uebereinkunft in Beziehung auf den Vollzug des Vertrags überhaupt, und einzelner Bestimmungen insbesondere zu treffen, und nachdem nunmehr die erforderlichen

Verhandlungen hierüber Statt gefunden haben, so 1829
verordnen Wir hiedurch, daß die — gegenwärtiger
Verordnung angehängten Bestimmungen, welche zu-
nächst auf den Vollzug des Vertrags Beziehung ha-
ben, zur Nachachtung für Unsere sämtlichen Behör-
den und Unterthanen öffentlich bekannt gemacht
werden.

Stuttgart den 26. Dezember 1829.

W I L H E L M.

Der Minister der aus- Auf Befehl des Königs:
wärtigen Angelegenheiten *Der Staats-Secretair*
BEROLDINGEN. VELLNAGEL.

Der Finanz-Minister
VARNBÜLER.

H a u p t - B e i l a g e.

Bestimmungen zum Vollzug des Vertrags vom
27sten Mai 1829 über Feststellung der gegenseitigen
Handels-Verhältnisse zwischen dem Württembergisch-
Baierischen und Preussisch-Hessischen Zoll-Vereine.

§. 1. Vom 1ten Januar 1830 an können, bis
auf die im Artikel II des Vertrags vom 27sten Mai
1829 bestimmten Ausnahmen, alle inländischen Er-
zeugnisse der Natur, des Gewerbsfleisses und der Kunst
aus dem Königreich Preußen und dem Großherzog-
thum Hessen in die Staaten des Württembergisch-
Baierischen Zoll-Vereins, und ebenso aus diesen
Staaten in das Königreich Preußen und in das Groß-
herzogthum Hessen frei von den auf dem Eingange,
und, mit Ausnahme von Holz, Getreide und Mehl,
welches aus Württemberg und Baiern ausgeht, auch
frei von den auf dem Ausgange ruhenden Abgaben,
unter Beobachtung der hiernach vorgeschriebenen
Förmlichkeiten, sowohl eingeführt und zum Verbrau-
che in den Verkehr gebracht, als nach dem Auslande
durchgeführt werden.

Nur in Ansehung der aus Preußen und Hessen
nach Württemberg und Baiern gehenden Wolle ist die
Befreiung vom Ausgangszoll an die Führung des Nach-
weises gebunden, daß diese Gegenstände von Fabri-
kanten des andern Vereinsgebiets für ihr Gewerbe an-
gekauft worden sind.

1829 §. 2. Die Abgaben, welche bei dem Uebergange der im Artikel 2 I. c bis e und II. a bis auf f. des Vertrags genannten Ausnahme - Gegenstände aus einem der Vereins - Gebiete in das andere, um darin zu bleiben, an der Grenze noch ferner erhoben werden, sind folgende:

I. Von Bier, Branntwein, Liqueur, Essig und geschrotetem Malz.

A) Beim Eingang in das Württembergisch - Baiersche Vereins - Gebiet, mit Ausschluss des Baierschen Rhein - Kreises:

1. von Bier, für den Baierschen Eimer 1 fl. — kr.
2. von Branntwein und Liqueuren, für den Baierschen Eimer 3 fl. 20 kr.
3. von Essig, für den Baierschen Eimer 30 kr.
4. von geschrotetem Malze, für den Baierschen Mezen. 50 kr.

In den Baierschen Rheinkreis gehen diese Gegenstände 1 bis 4 zur Zeit frei ein.

B) Beim Eingang in das Königreich Preussen:

1. von Bier und Essig, für den Preussischen Zentner $7\frac{1}{2}$ Silbergroschen,
2. von Branntwein, für den Zentner 2 Rthlr. Bei größerer Stärke als 50 Grad nach dem Alkoholometer von Tralles werden für $2\frac{1}{2}$ Grad an Alkohol-Gehalt jedesmal 3 Silbergroschen mehr erhoben.
3. von versetzten Branntweinen und Liqueuren, für den Zentner 2 Rthlr. ohne Unterschied der Stärke.
Die Zahlung geschieht ganz in Silbergeld.

C) Beim Eingang in das Großherzogthum Hessen:

1. von Bier, als Surrogat für die Fabrikations - Gebühr, eine Abgabe von 40 kr. für die Hessische Ohm, welche bei dem Uebergange über die Grenze von dem vertragsmäßig zur Eingangs - Abfertigung ermächtigten Grenz - Zoll - Amte erhoben wird;
2. von Branntwein und Obst - Wein (Obst - Most) findet bei dem Eingang die Erhebung einer Abgabe nicht Statt; es wird aber auf den Grund von Abfuhr - Scheinen, welche das zur Eingangs - Abfertigung ermächtige Grenz - Zoll - Amt ertheilt, bei der Einlage, die gesetzliche Trank - Steuer
 - a. von Branntwein mit 5 fl. 20 kr. pr. Ohm,
 - b. von Obst - Most mit 2 fl. pr. Ohm erhoben.

II. Von inländischem Tabak, Wein und Most, 1829

Zucker und Syrup, baumwollenen, seidenen und wollenen Waaren, Leder und Leder - Waaren, Kupfer - und Messing - Waaren, geschmiedetem Eisen und groben Eisen - Waaren.

A) Beim Eingang in das Württembergisch - Baiersche Vereins - Gebiet:

der Betrag des in diesem Falle zu entrichtenden ermäßigten Eingangs - Zolls ist in dem beigefügten Verzeichnisse (Beilage A) enthalten.

B) Beim Eingang in das Königreich Preußen: die in diesem Falle zu zahlenden ermäßigten Eingangs - Abgaben weiset das anliegende Verzeichniss (Beil. Lit. B. 1) nach.

C) Bei dem Eingange in das Großherzogthum Hessen:

die in dem angeschlossenen Verzeichnisse (Lit. B. 2) enthaltenen Gebühren.

Die in den Verzeichnissen A und B, 1 und 2 bemerkten Abgabensätze gelten für das Jahr 1830; späterhin eintretende Veränderungen sollen seiner Zeit besonders bekannt gemacht werden.

§. 3. Zur Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs wird das Verhältniß zwischen den Württembergischen, Baierschen, Preussischen und Hessischen Maassen und Gewichten durch die Anlage C zur öffentlichen Kunde gebracht.

§. 4. Der Aus- und Eingang aller, aus einem Vereins - Gebiet in das andere übergehenden Gegenstände, mit Ausnahme derjenigen, welche nach den allgemeinen Tarifen beider Zoll - Vereine überhaupt aus dem Auslande frei eingeführt werden dürfen, ist an die Einhaltung bestimmter Strafsen und Aemter gebunden.

Diese Aemter sind

A) in Württemberg:

- a. das Ober - Zoll - und Hall - Amt Heilbronn,
- b. das Zoll - Amt Knittlingen;

B. in Baiern:

- a. das Ober - Zoll - Amt Hof,
- b. — — — Kronach,
- c. — — — Lichtenfels,
- d. — — — Königshofen,
- e. — — — Melrichstadt,

- 1829 f. das Ober-Zoll-Amt Aschaffenburg,
 g. — — — Frankenthal,
 h. — — — Kirchheim-Boland,
 i. — — — St. Ingbert, und
 k. das Zoll-Amt Hochstetten;

C) in Preußen:

1. in den östlichen Provinzen:
 - a. das Haupt-Zoll-Amt Langensalza,
 - b. das Haupt-Zoll-Amt Zeitz.
2. in den westlichen Provinzen:
 - a. das Haupt-Zoll-Amt Saarbrücken,
 - b. das Haupt-Steuer-Amt Kreuznach;

D) im Großherzogthum Hessen:

- a. das Haupt-Zoll-Amt Heppenheim,
- b. — — — Worms,
- c. das Neben-Zoll-Amt I. Hirschhorn,
- d. — — — I. Alzey,
- e. — — — I. Seligenstadt.

§. 5. Wegen der bei Waaren-Versendungen aus einem Vereins-Gebiete in das andere beizubringenden Beweise über die inländische Abstammung der Waaren und wegen der sonst von den Versendern und Waarenführern zu beobachtenden Förmlichkeiten, wird auf den Inhalt des beiliegenden Reglements (Anlage D) verwiesen.

§. 6. Vom 1ten Januar 1830 an wird die Königl. Preussische Regierung von allen ausländischen Waaren, welche auf der Weser und Elbe mit der Bestimmung zum Eingang nach Württemberg und Baiern über Münden und Magdeburg bezogen werden, den Weser- und Elbe-Zoll nicht erheben lassen, wogegen der Land-Transit-Zoll vorbehalten bleibt.

Beilage A.

Verzeichniss

der Zollsätze von denjenigen Preussisch - Hessischen Erzeugnissen und Fabrikaten, welche nach Artikel 2. I. d. e. und II. des Vertrags vom 27. Mai 1829. bei dem Eingange in das Württembergisch - Baierische Vereins - Gebiet keine völlige Abgaben - Freiheit, sondern nur eine Zoll - Erleichterung genießen.

Des Württembergisch - Baierischen Zoll-Vereins-Tarifs		Benennung der Gegenstände.	Mafsstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolls.	
Nro.	Lit.			fl.	kr.
		1. Taback:			
440	a.	a. Blätter und Geitz, ungeschnitten, ungebeizt, ungesponnen, auch Rippen und Stängel	Brutto-Ctr.	2	—
—	b.	b. Tabacks-Fabrikate aller Art und ohne Unterschied, auch Karotten und Taback-Mehl	—	10	—
478	a. u.	2. Weine und Most, alle rothe und weisse	—	4	—
499	a.	3. Zucker, Brode- oder Hut-Kandis-Bruch- oder Lumpen- und weisser gestofsener Zucker aus Preussischen und Hessischen Siedereien mit gewöhnlicher Verpackung in Kisten und Fässern	—	9	52
	b.	dergleichen, nicht in Fässern oder Kisten verpackt	—	12	—
438	—	4. Syrup, aus Preussischen und Hessischen Siedereien.	—	4	—
Anmerk. Ueber die bei den Artikeln 3 und 4 vertragsmäfsig vorbehaltenen Modalitäten und Bedingungen wird das Nähere noch nachträglich bekannt gemacht werden.					
		5. Baumwollene Tücher und Waaren:			
38	d 1.	a. rohe, ungebleichte, ungemusterte und ohne Deseins	Netto-Ctr.	15	—

Des Württembergisch-Baierischen Zoll-Vereins-Tarifs.		Benennung der Gegenstände.	Mafsstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolls.	
Nr.	Lit.			fl.	kr.
38	d. 2.	b. alle weissen, glatten Hamans, Mousselins etc. . .	Netto-Ctr.	45	—
—	d. 3.	c. baumwollene Waaren, brochirte, festonirte, gestickte, gefärbte, gedruckte, gestreifte, mit Ausnahme der mit Leinen vermengten .	—	45	—
—	d. 4.	d. alle gestrickten	—	45	—
408	e. 1.	6. Seidene Waaren: a. mit Gold und Silber vermengt	Brutto-Pf.	—	45
—	e. 2.	b. unvermengt oder mit Baumwolle vermengt . .	Brutto-Ctr.	45	—
473	—	c. Spitzen, seidene . .	Br. - Pf.	—	45
—	—	7. Wollene Waaren, mit Ausnahme von Teppichen aus Wolle oder andern Thierhaaren, mit Leinen gemischt, und mit Ausnahme der Hutmacher-Arbeit (gefzelter)			
456	—	a. Tücher von Wolle, alle Ganz- und Halbtücher auch Azors, Biber, Molton, etc., einschliessig der Enden und Leisten . . .	Netto-Ctr.	45	—
489	f.	b. Tuch- und Wollen-Waaren, alle mit andern Stoffen vermengte und unvermengte	—	45	—
—	—	8. Leder- und Leder-Waaren:			
254	a.	a. alles Roth- und Weisgerber-Leder, ganz oder nur lohroth gearbeitete Häute	Brutto-Ctr.	11	15
—	b.	b. Corduan-, Saffian-, auch Brüssler-, dann alles gefärbte und lakirte Leder	—	15	—

Des Württembergisch-Baiarischen Zoll-Vereins-Tarifs.		Benennung der Gegenstände.	Mafsstab der Verzollung nach Baiarischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolls.	
Nro.	Lit.			fl.	kr.
254	d.	c. Waaren. nicht eigens belegte	Brutto-Ctr.	22	30
—	—	d. Riemer-Arbeiten	—	15	—
351	—	e. Sattler-Arbeiten, alle	—	15	—
371	—	f. Wagen, zum Stadt-Dienste, Chaisen, Kaleschen, neue	Stück.	37	30
170	a. 2.	g. Taschner-Arbeiten	Br. - Ctr.	22	30
443	—	h. Säckler-Arbeiten, mit Ausschluss der Fabrikate von Wachstuch und Wachstafent	—	22	30
360	—	i. Pergament	—	11	15
320	—	k. Juchten	—	7	30
214	—	l. Schumacher-Arbeiten:			
399	a.	1. von gemeinem Leder und Tuchenden	—	15	—
—	b.	2. von feinem, gegerbten Leder, Corduan, Saffian, Taffent etc.	—	30	—
		9. Kupfer- und Messing-Waaren:			
247	d.	a. verarbeitetes Kupfer, d. h. alle verzinnte und unverzinnte Kupferschmiede-Arbeiten	—	11	15
282	e.	b. Messing - Waaren, alle nicht vergoldete und versilberte	—	11	15
		c. Glockengieser-Arbeiten:			
183	a.	1. im Grofsen, mit Ausnahme der Feuerspritzen	—	7	30
—	b.	2. im Kleinen, als Gegenstände des Kramhandels	—	11	15

Ausnahmen: Ausgenommen sind alle diejenigen Artikel, welche nach dem Preussisch-Hessischen Tarif zu den kur-

Des Württembergisch-Baierischen Zoll-Vereins-Tarifs.		Benennung der Gegenstände.	Maßstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolles	
Nro.	Lit.			r.	kr.
		zen Waaren gerechnet werden.			
123	c.	10. Geschmiedetes Eisen und grobe Eisen - Waaren: a. geschmiedetes, gestrecktes, mithin alle Schien- und Stab-Knoppfern-Zain- und Nagelschmied-Eisen . . . Ausnahme: in Rheinbaiern auf der Linie von Breitenbach bis Expositur St. Ingbert	Br. Ctr.	2	30
123	e.	b. alle schwarze und weiße Eisenbleche, unverarbeitet	Br. Ctr.	2	30
—	g.	c. Draht von Eisen . . .	—	5	—
—	i. 1.	d. Fabrikate, alle gemeine: 1. Huf- und Nagelschmied-Arbeiten, auch Sensen, Sicheln, Ketten	—	5	—
—	i. 2.	2. Feilenhauer- und Waffenschmied-Arbeiten, als Aexte, Hämmer, Klingen, Pfannen, Sägblätter u. s. w., zum Betrieb der Landwirtschaft	—	5	37½
—	l. 1.	e. Gufswaaren: 1. in Kesseln, Oefen, Platten, Gewichten	—	2	30
—	l. 2.	2. feinere, geschliffene Gufswaaren, mit Ausnahme der feinem Werkzeuge	—	5	37½
387	—	f. Schlosser-Arbeiten, mit Ausnahme der feineren	—	11	15
424	—	g. Sporer-Arbeiten, mit Ausnahme der feineren	—	11	15
427	a.	h. Stahl 1. roher unverarbeiteter Ausnahme: in Rheinbaiern auf der Linie von Breiten-	—	2	30

Des Württembergisch-Baierischen Zoll-Vereins Tarifs.		Benennung der Gegenstände.	Maßstab der Verzollung nach Baierischem Gewicht etc.	Betrag des zu entrichtenden Zolles.	
Nro.	Lit.			fl.	kr.
		bach bis Expositur St. Ingbert			
—	b. 1.	2. verarbeitet, Stahlwaaren, gemeine	f r e i	11	15
—	c.	3. Draht von Stahl . . .	—	5	—

Neben dem Zoll wird der Zoll-Beischlag erhoben, der nach Maßgabe der moderirten Zollsätze berechnet wird.

Außer den vorstehenden zur Anwendung kommenden Zollsätzen und dem Zoll-Beischlage wird von jedem Gulden des nach diesen Sätzen zu entrichtenden Zoll-Betrags, desgleichen von jedem Gulden des zu bezahlenden Weggeldes, eine Stempel-Gebühr von 2 kr., und wenn jene Beträge unter 1 fl. bleiben, von 1 kr. erhoben.

Beilage B. 1.

V e r z e i c h n i s s

der Eingangs - Abgaben von denjenigen Württembergisch-Baierischen Erzeugnissen und Fabrikaten, welche nach Artikel 2. I. d. e und II. des Vertrags vom 27. Mai d. J. beim Eingange in den Preussisch-Hessischen Zoll-Verband keine völlige Abgaben-Freiheit, sondern nur eine Ermäßigung der Eingangs - Abgabe genießen, wenn solche in Preussen und Hessen eingehen.

Der Erhebungs-Rolle vom 30 Okt. 1827.		Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preussisch)	Abgaben-Satz beim Eingange.	
Nr.	Lit.			Rthlr.	s. Gr.
25	w. 1.	1. Taback:			
—	w. 2.	a. Tabacks-Blätter (unbearbeitete) und Stängel . . .	1 Ctr.	1	18
		b. Tabacks - Fabrikate, als: Rauchtack in Rollen oder geschnitten, Cigarren, Schnupftack in Carotten oder Stangen und gerieben, auch Tabacks - Mehl . . .	—	5	—

Der Erhebungs-Rolle vom 30. Okt. 1827		Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preussisch)	Abgabensatz beim Eingange.	
Nr.	Lit.			Rthlr.	s. Gr.
25	f.	2. Wein und Most	1 Ctr.	3	6
25	y. i.	3. Zucker, Brod- oder Hut-Candis- Bruch- oder Lumpen- und weißer gestofsener Zucker aus Württembergischen und Baierischen Siedereien	—	8	—
25	v.	4. Syrup, aus Württembergischen und Baierischen Siedereien	—	3	6
<p>Aumerk. Ueber die bei den Artikeln 3 und 4. vertragsmäfsig vorbehaltenen Modalitäten und Bedingungen, wird das Nähere noch nachträglich bekannt gemacht werden.</p>					
2	c.	5. Baumwollen-Waaren, Stuhl- und gestrickte, auch baumwollene Posamentir-Waaren	—	37	15
31	c.	6. Seiden - Waaren: a. seidene Stuhl - und Strumpf-Waaren, Blonden, Borten, Chenille, Krepinen, Franzen und Schnüre, auch Gold und Silber - Stoffe .	—	75	—
	d.	b. halbseidene Waaren, nämlich Waaren aus Floret-Seide (Bourre de soie) aus Seide und Floret-Seide; aus Seide (oder Floret-Seide) und Baumwolle; desgleichen Gespinnste und Tressen aus Seide oder Floret-Seide	—	37	15
41	c.	7. Wollene Waaren, mit Ausnahme von Teppichen aus Wolle oder andern Thier-Haaren mit Leinen gemischt und mit Ausnahme der Hutmacher-Arbeit (gefiltzter) a. wollene Stuhl - und Strumpf - Waaren, des-			

Der Erhebungs-Rolle vom 30. Okt. 1827		Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preussisch)	Abgaben-Satz beim Eingange.	
Nr.	Lit.			Rthlr.	s. Gr.
41	e.	gleichen Borten, Chenille, Franzen, Schnüre, ferner dergleichen Waaren aus andern Thier-Haaren, wie auch halbwollene Waaren obiger Art aus Wolle oder andern Thier-Haaren, mit Baumwolle, Leinen, Seide, Floret-Seide, theilweise oder mit allen diesen Stoffen gemischt	1 Ctr.	22	15
		b. Flanelle und Moltons weisse oder weisse mit Streifen, (rein von Wolle gewebte), grobe Friels-Decken, Tuch-Leisten, Warp oder Bauerzeug aus Wolle und Leinen	—	7	15
21	a.	8. Leder und Leder-Waaren: a. gelohetes Fahlleder, Sohlleder, Kalbleder, Sattler-Leder, Stiefelschäfte, dergleichen Juchten	—	4	15
—	b.	b. sämischgahres, weisgahres Leder, Erlanger-, Brüssler- und Dänisches Handschuh-Leder, auch Korduan, Marokin, Saffian, Pergament	—	6	—
Ausnahme: Halbgahre Ziegenfelle für inländische Saffian Fabrikanten werden unter Kontrolle für die allgemeine Eingangs-Abgabe eingelassen.					
—	c.	c. grobe Schuhmacher- und Sattler-Waaren, Blasebälge, auch Wagen, woran			

Der Erhebungs-Rolle vom 30. Okt. 1827.		Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preussisch)	Abgaben-Satz beim Eingange.	
Nr.	Lit.			Rthlr.	s. Gr.
21	d.	Leder - oder Polster - Arbeiten	1 Ctr.	7	15
		d. feine Leder - Waaren von Korduan, Saffian, Marokin, Erlanger -, Brüsler - und Dänischem Leder, von sämisch - und weißgahrem Leder und Pergament, Sattel - und Reitzeuge und Geschirre mit Schnallen und Ringen, ganz oder theilweise von feinen Metallen und Metallgemischen, Handschuhe von Leder und feine Schuhe aller Art	—	15	—
19	c.	9. Kupfer - und Messing - Waaren: Kessel, Pfannen und dergleichen, auch alle sonstigen Waaren aus Kupfer und Messing, mit Ausschluss derjenigen Artikel, welche zu den kurzen Waaren gerechnet werden	—	7	15
		10. Geschmiedetes Eisen und grobe Eisen - Waaren: a. geschmiedetes Eisen, als: Stab - oder Stangen - Reife - Schlösser - Reck - Kneip - Band - Zain - Kraus - Bolzen - Wellen - Eisen, dergleichen Rohstahl, Gufs- und raffinirter Stahl	—	—	22½
6	c.	Ausnahmen: 1. Links der Elbe, landwärts eingehend, auf der Linie von der Elbe bis Heiligenstadt und in den westlichen Provinzen von Warburg bis Sobernheim	—	—	—

Der Erhebungs-Rolle vom 30. Okt. 1827.		Benennung der Gegenstände.	Gewicht (Preussisch)	Abgaben-Satz beim Eingange.	
Nr.	Lit.			Rthlr.	s. Gr.
		wird nur die allgemeine Eingang-Abgabe erhoben.			
		2. In den westlichen Provinzen, von Sobernheim bis Rentrisch, frei.			
	d.	b. Eisenblech aller Art, desgleichen Eisendraht, Stahldraht und Anker . . .	1 Ctr.	2	7½
		c. Eisen-Waaren:			
	e. 1.	1. grobe Gufswaren, in Oefen, Platten, Gittern etc.	—	—	22½
	e. 2.	2. grobe, die aus geschmiedetem Eisen, Eisenblech, Stahl und Eisendraht gefertigt sind, als: Aexle, Degen - Klingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Hespel, Holzschrauben, Kaffeetrommeln und Kaffeemühlen, Ketten, Maschinen von Eisen, Nägel, Pfannen, Platt Eisen, Schaufeln, Schlösser, grobe Schnallen und Ringe (ohne Politur), Schraubstöcke, Sensen, Sicheln, Stemmeisen, Striegeln, Thurmuhren, Tuchmacher- und Schneider-Scheeren, grobe Waagebalken, Zangen etc. . .	—	4	15

Für Tara wird der in der Erhebungs-Rolle vom 30sten Oktober 1827 bei den betreffenden, vorstehend in der ersten Spalte bezeichneten, Positionen ausgeworfene Satz vom Zentner Brutto-Gewicht, vergütet.

Uebrigens verbleibt es auch bei den vorstehend aufgeführten Erzeugnissen und Fabrikaten bei der allgemeinen Bestimmung der Erhebungs-Rolle vom 30sten Oktober 1827, Abtheilung V., No. 8, das die Zahlung der Eingang-Abgabe, wenn fünf Thaler und mehr in einer Post zu zahlen sind, halb in Gold (den Friedrichsd'or zu 5 Rthlr. gerechnet), halb in Silbergeld entrichtet werden muß, mit der Maßgabe jedoch, das Zwischensummen unter fünf Thaler nicht zur Berechnung des Gold-Antheils gezogen werden.

Beilage B. 2.

Verzeichnifs

der Sätze, nach welchen bei den Großherzoglich-Hessischen Grenz-Zoll-Ämtern die Eingangs-Abgaben von denjenigen Württembergisch-Baierischen Erzeugnissen und Fabrikaten zu erheben sind, welche nach Art. 2. I. d. e. und II. des Vertrags vom 27. Mai d. J. bei dem Eingange in den Preussisch-Hessischen Zoll-Verband keine völlige Abgaben-Freiheit, sondern nur Ermäßigung der Eingangs-Abgaben geniefsen.

Des Zoll-Tarifs vom 23. Juni 1838.		Ordn. Nummer.	Benennung der Gegenstände.	Großherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld.		Preussisches Gewicht, Maafs und Geld	
Nr.	Lit.			Gewicht oder Anzahl	Abgabensatz beim Eingang.	Gewicht oder Anzahl	Abgabensatz beim Eingang.
				fl.	kr.	Rthl.	s. Gr.
25	w. 1.	1	Taback:				
			a. Tabacks-Blätter, unverarbeitete und Stengel	1 Ctr.	2	42 $\frac{1}{2}$	1 Ctr. 1 18
	w. 2.		b. Tabacks-Fabrikate, als: Rauchtack in Rollen oder geschnitten, Cigarren, Schupftack in Carotten oder Stangen und gerieben, auch Tabacksmehl	—	8	30	— 5 —
25	f.	2	Wein und Most	—	5	25	— 3 6
25	y. i.	3	Zucker, Brodt-, oder Hut-, Candis-Bruch- oder Lumpen- und weißer gestofsener Zucker aus Württembergischen u. Baierischen Siedereien . .	—	13	32 $\frac{1}{2}$	— 8 —
25	v.	4	Syrup	—	5	25	— 3 6
Anmerk. Ueber die bei den Artikeln 3 und 4 vertragsmäßig vorbehaltenen Modalitäten und Bedingungen wird das Nähere nachträglich bekannt gemacht werden.							
2	c.	5	Baumwollen-Waaren, Stuhl- und gestrickte, auch baumwollene Posamentier-Waaren	—	63	45	— 37 15
31	c.	6	Seiden-Waaren: a. seidene Stuhl- und Strumpf-Waaren, Blonden, Borten, Che-				

Des Zoll-Tarifs vom 23. Juni 1828.		Ordin. Nummer	Benennung der Gegenstände.	Großherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld.			Preussisches Gewicht, Maafs und Geld.		
Nr.	Lit.			Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang		Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang.	
					Rthl.	Gr.		Rthl.	Gr.
			nille, Crepines, Franzen u. Schnüre, auch Gold- und Silber-Stoffe (Seiden - Waaren.)	1 Ctr.	127	30	1 Ctr.	75	—
	d.		b. halbseidene Waaren, nämlich Waaren aus Floret - Seide (boure de soie) aus Seide und Floret-Seide, aus Seide (oder Floret - Seide) und Baumwolle; desgl. Gespinste u. Tressen aus Seide oder Floret-Seide	—	63	45	—	37	15
41	c.	7	Wollene Waaren, mit Ausnahme von Teppichen aus Wolle oder andern Thierhaaren mit Leinen gemischt und mit Ausnahme der Hutmacher - Arbeit (gefiltzer)						
	e.		a. Wollene Stuhl- u. Strumpf - Waaren, desgl. Borten, Chenille, Franzen, Schnüre; ferner dergleichen Waaren aus andern Thierhaaren, wie auch halbwollene Waaren obiger Art aus Wolle oder andern Thierhaaren mit Baumwolle, Leinen, Seide, Floret - Seide, theilweise oder mit allen diesen Stoffen gemischt	—	38	20	—	22	15
			b. Flanelle und Moltons (weisse oder weisse mit Streifen rein von Wolle ge-						

Des Zoll-Tarifs vom 23. Juni 1828.		Ordin. Nummer.	Benennung der Gegenstände.	Großherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld.			Preussisches Gewicht, Maafs und Geld.		
Nr.	Lit.			Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang		Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang	
					Rthl.	s. Gr.		Rthl.	s. Gr.
21	a.	8	webte) grobe Friessdecken, Tuchleisten, Warp oder Bauernzeug aus Wolle und Leinen	1 Ctr.	12	42 $\frac{1}{2}$	1 Ctr.	7	15
			Leder und Leder-Waaren:						
		b.	a. gelohetes Fahlleder, Sohlleder, Kalbleder, Sattlerleder, Stiefelschäfte, desgl. Juchten	—	7	42 $\frac{1}{2}$	—	4	15
		c.	b. sämischgahres, weißgahres Leder, Erlanger, Brüfslers, u. Dänisches Handschuhleder, auch Corduan, Marokin, Saffian, Pergament Ausnahme: Halbgahre Ziegenfelle für inländische Saffian-Fabrikanten werden, unter Kontrolle, für die allgemeine Eingangs-Abgabe eingelassen.	—	10	12 $\frac{1}{2}$	—	6	—
	d.		c. Grobe Schuhmacher- und Sattler-Waaren, Blasebälge, auch Wagen, woran Leder- oder Polster-Arbeiten	—	12	42 $\frac{1}{2}$	—	7	15
			d. Feine Leder-Waaren von Korduan, Saffian, Marokin, Erlanger-Brüfslers- und Dänischem Leder, von sämisch und weißgahrem Leder und Pergament, Sattel- und Reit-Zeuge, und Geschirre mit Schnallen und Ringen, ganz oder theilweise von feinen Me-						

Des Zoll-Tarifs vom 23. Juni 1828.		Ordn. Nummer.	Benennung der Gegenstände.	Großherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld.		Preussisches Gewicht, Maafs und Geld.				
Nr.	Lit.			Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang.		Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang.		
					fl.	Kr.		Rthl.	Gr.	
19	c.	9	tallen und Metall-Gemischen, Handschuhe von Leder und feine Schuhe aller Art . . .	1 Ctr.	25	31 $\frac{1}{2}$	1 Ctr.	15	—	
			Kupfer- und Messing-Waaren: Kessel, Pfannen und dergleichen, auch alle sonstigen Waaren aus Kupfer und Messing, mit Ausschluss derjenigen Artikel, welche zu den kurzen Waaren gerechnet werden.	—	12	42 $\frac{1}{2}$	—	7	15	
6	b.	10	Geschmiedetes Eisen und grobe Eisen-Waaren:	—	—	37 $\frac{1}{2}$	—	—	11 $\frac{1}{4}$	
			a. Geschmiedetes, als Stab- oder Stangen-Reifen- Schloesser-Reck- Kneip- Band-Zain- Kraus- Bolzen-Wellen- Eisen, desgl. Rohstahl, Guß- und raffinirter Stahl .	—	—	—	—	—	—	—
			b. Eisenblech aller Art, desgleich. Eisendraht, Stahldraht und Anker	—	3	51 $\frac{1}{4}$	—	2	7 $\frac{1}{2}$	
c.	1.	10	c. Eisen-Waaren:	—	—	—	—	—	—	
			1. grobe Gußwaaren in Oefen, Platten, Gittern etc. . .	—	1	15	—	—	22 $\frac{1}{2}$	
			2. grobe, die aus geschmiedetem Eisen, Eisenblech, Stahl und Eisendraht gefertigt sind, als: Aexle, Degen-Klingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Hespern, Holzschrauben, Kaf-	—	—	—	—	—	—	

Allgemeiner Ansatz

Des Zoll-Tarifa vom 23. Juni 1828.		Ordn. Nummer	Benennung der Gegenstände.	Großherzogl. Hessisches Gewicht, Maafs und Geld.			Preussisches Gewicht, Maafs und Geld.		
Nr.	Lit.			Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang		Gewicht oder Anzahl	Abgaben-Satz beim Eingang	
					fl.	kr.		Rthl.	s.Gr.
			Leetrommeln u. Kaffeemühlen, Ketten, Maschinen von Eisen Nägel, Pfannen, Platt-eisen, Schaufeln, Schlösser, grobe Schuallen und Rin-ge (ohne Politur) Schraubstöcke, Sen-sen, Sichel, Stem-m-eisen, Striegeln, Thurmuhren, Tuch-macher- u. Schnei-der-Scheeren, grobe Waagehaken, Zan-gen etc. . . .	1 Ctr.	7	42 $\frac{1}{2}$	1 Ctr.	4	15

Für Tara wird der im Zoll-Tarif vom 23sten Juni 1828 (Anlage A zur Zoll-Ordnung) bei den betreffenden, vorstehend in der ersten Spalte bezeichneten, Positionen ausgeworfene Satz vom Zentner Brutto-Gewicht vergütet.

Uebrigens verbleibt es auch bei den vorstehend aufgeführten Erzeugnissen und Fabrikaten bei der allgemeinen Bestimmung des Zoll-Tarifs von 23sten Juni 1828, Abtheilung V. No. 11., daß die Zahlung der Eingangs-Abgabe, wenn 8 fl. 45 kr. (oder 5 Rthlr. Preussisch) und mehr in einem Posten zu zahlen sind, halb in Gold, den Friedrichsd'or zu 8 fl. 45 kr. (5 Rthlr. Preussisch) gerechnet, und halb in Silbergeld entrichtet werden muß, mit der Maßgabe jedoch, daß Zwischensummen unter 8 fl. 45 kr. (5 Thlr. Preussisch) bei Bestimmung des Gold-Antheils nicht in Berechnung gezogen werden.

Die Beilage C, enthaltend „die Vergleichung der Würtembergischen, Althaierschen, Preussischen und Großherzoglich-Hessischen Fufs-, Holz-, Ellen-, Flüssigkeits- und Getreide-Maße und Gewichte wird in Bälde nachfolgen.

Beilage C. Zum Reg. Blatt Nr. 62 von 1829.

V e r g l e i c h u n g
der Württembergischen, Altbairischen, Rheinbairischen, Preussischen und
Großherzoglich Hessischen

F u ß - M a ß e .

Ein Württembergischer Fuß ist gleich 127,000 Pariser Linien,
Ein Altbairischer Fuß ist gleich 126,38
Eine Rheinbairische Metre zu 3 neuen Franz. Fuß 443,2959
Ein Preussischer Fuß 139,12
Ein Großherzogl. Hessischer Fuß ist gleich 110,824

Württembergisch.	Altbairisch.			Rheinbairisch.			Preussisch.			Großherzogl. Hessisch.			
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.	Zur Berechnung.		
	Fuß.	Linien.	Metre.	Fuß.	Linien.	Fuß.	Linien.	Fuß.	Linien.	Fuß.	Linien.		
1 Fuß =	0,9816	11	9,35	0,2864	10	3,76	0,9128	10	11,44	1,1459	11	9,01	
25 =	24	6	5,77	7	5	10,09	22	9	10,13	28	7	9,46	
50 =	49	11	11,55	14	11	8,19	45	7	8,27	57	3	6,92	
75 =	73	17	17,32	21	17	6,28	68	5	6,40	85	11	4,38	
100 =	98,1604	98	11,10	28,6490	28	4,38	91,2815	91	3	114,5961	114	7	1,84
Altbairisch.	Württembergisch.			Rheinbairisch.			Preussisch.			Großherzogl. Hessisch.			
1 Fuß =	4,0187	1	2,69	0,2918	10	6,08	0,9299	11	4,90	1,1674	1	2	0,11
25 =	25	5	7,46	7	10	8,08	23	2	11,71	29	2	2,77	
50 =	50	11	2,92	14	9	4,15	46	5	11,43	58	4	5,54	
75 =	76	4	10,39	21	8	0,23	69	8	11,15	87	6	8,31	
100 =	101,8740	101	5,85	29,1859	29	6	92,9921	92	11	116,7436	116	8	11,08

Rheinbaierisch.	Württembergisch.			Altbairisch.			Preussisch.			Großherzogl. Hessisch.			
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.	Linien.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.	Linien.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.	Linien.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.	Linien.	
1 Fufs =	1,1635	1	11,54	1,1421	1	8,46	1,0620	1	8,93	1,3333	1	4	
2 — =		2	11,08		2	4,92		2	5,87		2	8	
1 Metre =	3,4905	3	10,63	3,4263	3	1,38	3,1861	3	2,81	4,0000	4	8	
25 — =		87	1,87		85	10,71		79	10,31		100	0,00	
50 — =		174	3,73		171	9,42		159	8,63		200	0,00	
75 — =		261	5,60		256	8,14		238	6,94		300	0,00	
100 — =	349,0518	349	7,47	342,6309	342	6,85	318,6199	318	5,26	400,0000	400	0,00	
Preussisch.	Württembergisch.			Altbairisch.			Rheinbairisch.			Großherzogl. Hessisch.			
1 Fufs =	1,0985	1	1,75	1,0753	1	10,85	0,3138	1	11	3,58	1,2554	1	3
25 — =		27	7,84		26	7,29		7	5,61		31	4	7,49
50 — =		54	3,68		53	2,58		15	11,23		62	9	2,98
75 — =		82	11,53		80	9,87		23	4,85		91	1	10,47
100 — =	109,5511	109	7,37	107,5359	107	5,17	31,3853	31	10,47	125,5413	125	6	5,96
Großh. Hess.	Württembergisch.			Altbairisch.			Rheinbairisch.			Preussisch.			
1 Fufs =	0,8726	10	5,65	0,8565	10	3,34	0,2500	9	0,00	0,7965	9	6,70	
25 — =		21	9,46		21	11,67		6	0,00		19	10	11,57
50 — =		43	6,93		42	11,35		12	0,00		39	9	11,15
75 — =		65	4,40		64	14,03		18	0,00		59	8	10,73
100 — =	87,2629	87	1,87	85,6577	85	10,71	25,0000	25	0,00	79,6549	79	7	10,31

V e r g l e i c h u n g
der Württembergischen, Altbairischen, Rheinbairischen, Preussischen
und Großherzogl. Hessischen
Holz - Maße.

Eine Württembergische Klafter enthält 144 Württembergische Cubik-Fuß.
Eine Altbairische 126 Altbairische
Eine Rheinbairische 144 Altbairische
Eine Preussische 108 Preussische
Eine Großherzogl. Hessische Stecken enthält 100 Großh. Hessische

Württembergisch.	Altbairisch.			Rheinbairisch.			Preussisch.			Großherzogl. Hessisch.		
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauche	Bereich.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauche	Bereich.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauche	Bereich.	Zur Berechnung.	Zum Gebrauche	
	Klafter.	Stel.	16tel.	Klafter.	Stel.	16tel.	Klafter.	Stel.	16tel.	Stecken.	Stel.	16tel.
1 Klftr.	1	—	1,94	—	7	1,70	1	1	1,47	1	5	0,40
25 —	28	—	0,73	24	4	0,64	30	3	0,83	41	2	0,07
50 —	56	—	1,46	49	—	1,28	60	6	1,66	82	4	0,14
75 —	84	1	0,20	73	4	1,92	91	2	0,49	123	6	0,22
100 —	112	1	0,93	98	1	0,56	121	5	1,33	165	—	0,29
	112,1833	1,12	0,93	98,1604	98	1,21	7087	121	1,33	165,0183	165	—
Altbairisch.	Württembergisch.			Rheinbairisch.			Preussisch.			Großherzogl. Hessisch.		
1 Klftr.	0,8913	7	0,26	0,8750	—	0,90	1,0849	1	1,35	1,4709	1	1,53
25 —	—	22	0,56	—	21	0,00	—	27	1,96	—	3	0,38
50 —	—	44	1,11	—	43	0,00	—	54	1,92	—	6	0,77
75 —	—	66	1,67	—	65	0,00	—	81	1,89	—	2	1,16
100 —	—	89	0,23	87,5000	87	0,00	108,4908	108	1,85	147,0969	147	1,55

	Württembergisch.				Altbairisch.				Preussisch.				Großherzogl. Hessisch.			
	Zur Berechnung.		Zum Gebrauch		Zur Berechnung.		Zum Gebrauch		Zur Berechnung.		Zum Gebrauch		Zur Berechnung.		Zum Gebrauch	
	Klafter.	16tel.	Klafter.	16tel.	Klafter.	16tel.	Klafter.	16tel.	Klafter.	16tel.	Klafter.	16tel.	Klafter.	16tel.	Klafter.	16tel.
1 Milt. =	10187	1	0.29	11428	4	1	0.28	12398	1	1	1.83	16814	1	5	0.89	
25 =	25	3	1.49	28	4	1	1.14	30	7	1.96	42	42	—	—	0.44	
50 =	50	7	0.99	57	4	1	0.28	61	7	1.91	84	84	—	—	0.88	
75 =	75	3	0.48	85	5	5	1.43	92	7	1.87	126	126	—	—	1.33	
100 =	1018740	6	1.98	1142857	114	2	0.57	1239894	123	7	1.83	1681107	168	—	1.77	
Preussisch.																
Württembergisch.				Altbairisch.				Rheinbairisch.				Großherzogl. Hessisch.				
1 Kilt. =	08216	6	1.14	0.9217	—	7	0.74	0.8065	—	6	0.90	13558	1	2	1.69	
25 =	20	4	0.65	23	—	—	0.69	20	1	0.61	33	33	7	7	0.33	
50 =	41	—	1.30	46	—	—	1.38	44	2	1.21	67	67	6	6	0.67	
75 =	61	4	1.96	69	1	—	0.08	60	3	1.82	101	101	5	5	1.01	
100 =	821688	82	0.61	921736	92	1	0.77	806519	80	5	0.43	1355846	135	4	1.35	
Großh. Hess.																
Württembergisch.				Altbairisch.				Rheinbairisch.				Preussisch.				
1 Stecken =	0.6059	4	1.69	0.6796	—	5	0.87	0.5948	—	4	1.51	7375	—	5	1.80	
25 =	15	1	0.39	16	7	7	1.92	14	6	1.93	18	18	3	3	1.01	
50 =	30	2	0.79	33	7	7	1.85	29	5	1.87	36	36	7	7	0.93	
75 =	45	3	1.19	50	7	7	1.78	44	4	1.81	55	55	2	2	1.05	
100 =	605992	60	1.58	679823	67	7	1.71	594835	59	3	1.75	737545	73	6	0.97	

V e r g l e i c h u n g
der Württembergischen, Altbairischen, Rheinbairischen, Preussischen
und Großherzogtl. Hessischen
Ellen - Maße.

Eine Württembergische Elle ist gleich 272,588 Pariser Linien.
Eine Altbairische 369,27
Eine Rheinbairische Anne 531,95512
Eine Preussische Elle 295,65
Eine Hessische Elle 265,98

Württembergisch.	Altbairisch.			Rheinbairisch.			Preussisch.			Großherzogtl. Hessisch.		
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch	
	Elle.	8tel.	16tel.	Anne.	8tel.	16tel.	Elle.	8tel.	16tel.	Elle.	8tel.	16tel.
1 Elle	0,7373	5	1,78	0,5148	4	0,48	0,9209	7	0,73	4,0237	4	0,37
25	—	18	0,94	—	12	0,74	—	23	0,39	—	25	1,48
50	—	36	1,89	—	25	1,49	—	46	0,78	—	51	0,97
75	—	55	0,84	—	38	0,23	—	69	1,17	—	76	0,45
100	—	73	1,78	51,4862	51	0,98	92,0980	92	1,56	102,3716	102	1,94
Altbairisch	Württembergisch.	Rheinbairisch.	Preussisch.	Großherzogtl. Hessisch.								
1 Elle	4,3561	1	1,69	0,6941	5	1,40	4,2490	1	1,98	1,3883	1	0,21
25	—	33	0,46	—	17	1,67	—	34	1,60	—	34	1,33
50	—	67	0,93	—	34	1,34	—	62	1,20	—	69	0,66
75	—	101	1,40	—	52	1,01	—	93	0,81	—	104	0,00
100	—	135	1,87	69,4176	69	0,68	124,9610	124	0,41	138,8337	138	1,33

Rhein- bairisch.	Württembergisch.			Altbairisch.			Preussisch.			Großherzogl. Hessisch.		
	Zur Bereich- nung.	Zum Gebrauch	16tel.	Zur Bereich- nung.	Zum Gebrauch	16tel.	Zur Bereich- nung.	Zum Gebrauch	16tel.	Zur Bereich- nung.	Zum Gebrauch	16tel.
1 Aune	4,9536	1	1,25	1,4405	1	1,04	1,7992	1	0,78	2,0000	2	0,00
25 Ellen	—	48	1,46	—	36	0,22	—	44	1,71	—	50	0,00
50 —	—	97	0,91	—	72	0,44	—	89	1,41	—	100	0,00
75 —	—	146	0,37	—	108	0,67	—	134	1,12	—	150	0,00
100 —	—	195	1,83	—	144	0,89	—	179	0,83	—	200	0,00
	195,3648	195	1,83	144,0558	144	0,89	179,9273	179	0,83	200,0000	200	0,00
Preussisch.												
Württembergisch.			Altbairisch.			Rheinbairisch.			Großherzogl. Hessisch.			
1 Elle												
25 Ellen												
50 —												
75 —												
100 —												
108,5798												
108												
1,37												
0,81												
0,50												
0,63												
0,95												
1,27												
80,0633												
80												
4,01												
55,5779												
55												
1,24												
111,1549												
111												
1,47												
Aune.												
0,89												
0,31												
0,62												
0,93												
1,24												
111,1549												
111												
1,78												
0,61												
1,23												
1,85												
0,47												
Grols-Hess.												
1 Elle												
25 Ellen												
50 —												
75 —												
100 —												
0,9768												
24												
0,73												
48												
1,46												
73												
0,20												
97,6833												
97												
0,93												
72,0285												
72												
1,52												
0,5000												
12												
0,00												
25												
0,00												
37												
0,00												
50,0000												
50												
0,00												
89,9644												
89												
0,39												
1,85												
1,71												
1,57												
1,43												

V e r g l e i c h u n g
der Würtemb., Altbairischen, Rheinbairischen, Preussischen und Gr. Hessischen
F l ü s s i g k e i t s - M a a ß e .

Würtemb. bergisch.	Altbairisch.			Rheinbairisch.			Preussisch.			Gröfsherzogth. Heffisen.			
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch	Zur Berechnung.		
	Eimer.	Maafs.	Quart.	Hectol.	Deca.	Litre.	Eimer.	Quart.	Oesel.	Ohm.	Maafs.	Quart.	
1 Maafs =	1,7184	1	2,87	1,8370	1	1,83	1,6043	1	1,20	0,9185	1	3,67	
5	—	8	2,36	—	1	9,18	—	8	0,04	—	—	2,37	
1 Imi =	—	17	0,73	—	1	8,37	—	16	0,08	—	—	0,74	
10	—	2	3,37	—	1	3,70	—	2	0,87	—	—	3,40	
15	—	4	3,05	—	2	5,55	—	4	1,30	—	—	3,10	
1 Eimer =	4,2960	4	3,79	2,9992	9	3,92	4,2783	4	1,40	Ohm.	1,8370	1,66	
25	—	107	2,80	—	4	8,18	—	106	1,07	—	—	4,5	
50	—	214	1,16	—	9	6,36	—	213	0,15	—	—	91	
75	—	392	0,41	—	4	4,54	—	320	1,23	—	—	68	
100	—	429,6063	3,22	—	9	2,72	—	427,8359	0,31	—	—	137	
													183,7042
													183,56
													1,35

Eine Württembergische Helleich-Maafs ist gleich 92,6099 Pariser Cubitzollen.
 Eine Altbairische Maafs 53,8923
 Eine Rheinbairische Litre 50,4124
 Eine Preussische Quart 57,723
 Eine Hessische große Maafs 100,825
 Eine Württembergische Eimer enthält 16 Imi, 160 Maafs, 640 Schoppen.
 Ein Altbairischer Eimer 64 Maafs, 256 Quart.
 Ein Rheinbairischer Hectolitre 10 Decalitre, 100 Litres.
 Ein Preussischer Eimer 60 Quart = 120 Oesel.
 Eine Hessische Ohm 80 Maafs, 320 Quart.

V e r g l e i c h u n g
der Württembergisch, Altbairischen, Rheinbairischen, Preussischen und Gr. Hessischen
Getreide-Maasse.

Ein Württembergisches Simri ist gleich 1168 Parisr Cubik-Zoll.
 Altbairischer Weizen 1868,2664
 Rheinbairischer Weizen 1280,31
 Preussisches Viertel 692,694
 Hessischer Aichsimer 1613,25
 Württembergischer Scheffel enthält 8 Simri, 32 Vierling, 266 Ecken.
 Altbairischer Scheffel 6 Weizen, 24 Vierling, 96 Sechszentel,
 Rheinbairischer Hectolitre 4 Vierling, 8 Simer, 32 Vierling.
 Preussischer Scheffel 4 Vierling, 16 Metzen, 64 Mäfel.
 Hessisches Malter 4 Simer, 16 Kumpf, 64 Gescheid.

Württembergisch.	Altbairisch.			Rheinbairisch.			Preussisch.			Großherzogl. Hessisch.					
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.				
	Schfl.	Mtz.	Viertel.	Hect.	V.	S.	Vrl.	Schfl.	V.	Mtz.	Mäfel.	Malter.	S.	K.	Gescheid.
1 Simri	0,5977	—	2	0,8661	—	1	3,08	1,6122	—	2	1,79	0,6922	—	2	3,07
2	—	1	1	—	1	1	2,48	—	3	—	3,59	—	1	1	2,15
4	—	1	1	—	3	1	3,35	—	1	2	3,18	—	2	3	0,30
6	—	2	2	—	1	—	2,53	—	1	1	2,77	—	1	—	2,45
1 Schfl.	0,7970	—	4	4,7722	1	3	0,71	3,2245	3	3	2,37	1,3845	1	2	0,61
25	—	5	2	—	44	1	1,81	—	80	2	3,29	—	39	1	3,25
50	—	5	2	—	88	—	3,61	—	161	3	2,58	—	69	3	2,50
75	—	4	2	—	132	3	1,42	—	241	1	1,87	—	103	1	1,76
100	—	4	—	—	177	1	3,23	—	322	3	1,17	—	138	3	1,01
	79,7031	79	4	177,2961	177	1	322,4558	322	4	3	1,17	138,4534	138	3	1,01

Alpbairisch.	Württembergisch.			Rheinbairisch.			Preussisch.			Großherzogth. Hessisch.				
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.			
	Schfl.	Vrl.	Eckl.	Hect.	V.	S.	Schfl.	V.	Mtz.	Mafst.	Malter.	S.	K.	Gesd.
1 Metz. =	Simri. 1,6728	—	2 5,53	Viersel. 1,4823	—	—	Viertl. 2,6971	—	—	Aichsiner 1,1580	—	—	—	2,52
2 =	—	3 3,06	2 3,06	—	1 3,71	—	—	1 2,30	—	—	1 1	—	—	1,05
4 =	—	6 6,12	2 6,12	—	1 3,43	—	2 2	3 0,61	—	—	—	—	—	2,11
1 Schfl. =	Scheffel. 1,2546	1 1,19	2 1,19	Hecolitre 2,2235	2 2	—	Scheffel. 4,0457	4 4	—	Maler. 1,7371	1 1	2 2	3 3	3,17
25 =	—	31 5,79	3 5,79	—	55 2,86	—	—	101 1,13	—	—	45 1	1 1	—	3,38
50 =	—	62 1,39	3 1,39	—	62 1,72	—	—	202 2,27	—	—	86 3	1 1	—	2,76
75 =	—	94 7,19	3 7,19	—	166 0,59	—	—	303 3,41	—	—	130 1	—	—	2,14
100 =	—	125,465511251	2 7,19	—	922,357812922	—	—	404,57111404	—	—	173 2	—	—	1,53
Rheinbair.	Württembergisch.	Alpbairisch.	Preussisch.	Großherzogth. Hessisch.										
1 Vierns. =	Simri. 1,1285	1 4,11	—	Merzen. 0,6745	Schfl.	Mtz.	Vrl.	16tel.	Viertel. 1,8194	—	—	—	—	—
2 =	—	2 0,22	—	—	—	1 1	1 1	1,58	—	—	3 3	2 2	—	0,49
3 =	—	3 4,33	—	—	—	—	—	0,38	—	—	1 1	1 1	—	0,99
1 Hect. =	Scheffel. 0,5642	4 0,44	2 0,44	—	—	—	—	3,17	Scheffel. 1,8194	1 1	3 3	1 1	—	1,49
25 =	—	14 3,20	3 3,20	—	—	—	—	3,34	—	—	45 1	3 3	—	4,99
50 =	—	28 6,40	1 6,40	—	—	—	—	3,34	—	—	90 3	3 3	—	1,06
75 =	—	42 1,16	2 1,16	—	—	—	—	2,02	—	—	136 1	3 3	—	3,91
100 =	—	56,42501	3 4,81	—	—	—	—	1,36	—	—	181 3	3 3	—	1,87
					44,97251	44	5	1,36	181,9459181	—	—	3	—	1,53
										78,1224	78	—	—	3,83

V e r g l e i c h u n g
der Württembergischen, Altbairischen, Rheinbairischen, Preussischen u. Grh. Hessischen
G e w i c h t e .

Ein Württembergisches Pfund ist gleich	467,7	Französischen	Grammen.
Altbairisches Pfund	560		
Rheinbairischer Kilogramm ist gleich	1000,00		
Preussisches Pfund ist gleich	467,41		
Hessisches Pfund	5000,00		
Württembergischer Centner enthält	104	Pfund, 3328	Loth, 13312
Altbairischer Centner	100		Quentchen, 53,248
Rheinbairischer Centner	100	Kilogr. 1000	Hectog. 10,000
Preussischer Centner	110	Pfund, 3320	Loth, 14,080
Hessischer Centner	100		Quentchen, 56,320
			Nichtpfennige.
			51,200

Württembergisch.	Altbairisch.				Rheinbairisch.				Preussisch.				Großherzogl. Hessisch.								
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.							
	Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Kil.	Hect.	Dec.	Gramm.	Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.		
1 Pfd. =	—	26	2	361	—	—	4	6	7,70	1	—	—	—	0,31	—	23	12	2	2,92		
25 — =	0,8351	—	20	28	2,28	—	6	9	2,50	25	—	—	—	1	3,94	—	12	1	1,12		
50 — =	—	41	24	—	4,57	—	3	8	5,00	50	—	—	—	3	3,88	—	46	24	2,24		
75 — =	—	62	20	1	2,85	—	7	7	7,50	75	—	—	—	1	3,82	—	70	4	3,36		
100 — =	83,5178	—	83	16	1,14	—	46	7	0,00	100	—	—	—	3	3,76	—	93	17	1	0,48	
1 Chr. =	83,5178	—	83	16	1,14	—	46	7	0,00	100	—	—	—	3	3,76	—	93	17	1	0,48	
25 — =	0,8685	—	86	27	3,58	—	48	6	0,80	104	2	—	—	1,03	—	97	9	—	0,17		
50 — =	—	21	73	14	1,71	—	12	16	0,00	23	71	19	—	2	1,93	—	24	32	1	0,48	
75 — =	—	43	42	29	3,42	—	24	32	0,00	47	33	7	—	3	3,86	—	48	64	2	0,96	
100 — =	86,3585	—	65	12	1,14	—	36	48	0,00	70	104	26	—	3	1,79	—	72	96	3	1,44	
		86	85	27	1	2,85	—	48	64	94	6041	94	66	14	4	3,72	—	97	28	5	1,92
							48	64	0,00	94	6041	94	66	14	4	3,72	—	97	28	5	1,92

et de douanes etc.

Alt-Baierisch.	Württembergisch.				Rheinbairisch.				Preussisch.				Großherzogl. Hessisch.							
	Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.		Zur Berechnung.	Zum Gebrauch.						
	Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Kilogr.	Hect.	Dec.	Gramm.	Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	
1 Pfd. =	4,1973	1	6	4	1,04	0,5600	5	6	0,00	4,1980	1	6	1,42	1,200	1	3	3	1,44		
25 =	—	29	29	3	2,06	—	14	—	0,00	—	29	30	1,357	—	28	—	—	0,00		
50 =	—	59	27	3	0,12	—	28	—	0,00	—	59	28	3,314	—	56	—	—	0,00		
75 =	—	89	25	2	2,19	Quintal.	42	—	0,00	Centner.	89	27	1,271	—	84	—	—	0,00		
1 Ctr. =	Centner.	1	15	23	2	0,25	56	—	0,00	4,0891	1	9	2,29	Centner.	1	12	—	0,00		
25 =	1,1512	28	81	11	3	2,37	14,00	—	0,00	27	25	7	1,26	1,1200	28	—	—	0,00		
50 =	—	57	58	23	3	0,74	28,00	—	0,00	54	50	14	2	2,52	56	—	—	0,00		
75 =	—	86	36	3	2	3,11	42,00	—	0,00	81	75	21	3	3,78	84	—	—	0,00		
100 =	—	115	13	15	2	1,48	56,0000	—	0,00	108	100	29	1	1,04	112	—	—	0,00		
	115,1296									108,9474					112,0000					
Rheinbr.	Württembergisch.				Altbairisch.				Preussisch.				Großherzogl. Hessisch.							
1 Kil. =	Pfund.	2,1381	—	2	4	1	2,71	Pfund.	2,1394	—	2	4	1	3,39	Pfund.	2,0000	—	2	—	0,00
10 =	—	—	21	12	—	—	3,18	Ctr.	—	—	21	12	2	1,98	—	—	20	—	0,00	
50 =	—	—	1	2	28	3	3,94	Pf.	—	—	106	31	—	1,90	—	—	—	—	0,00	
100 =	Centner.	2,0558	2	5	25	3	3,88	Loth.	1	78	18	1	0,57	3,80	Centner.	2,0000	2	—	—	0,00
(1 Quint.)	—	—	51	41	9	3	10,9	Q.	—	—	—	—	2,31	—	—	—	—	—	0,00	
25,00 =	—	—	102	82	19	2	2,48	Pf.	—	—	—	—	1,061	—	—	—	—	—	0,00	
50,00 =	—	—	154	19	29	1	3,27	Ctr.	44	64	9	—	2,31	—	—	—	—	—	0,00	
75,00 =	—	—	205	58	61	7	4,06	Pf.	89	28	18	1	0,61	—	—	—	—	—	0,00	
100,00 =	—	—	205	58	61	7	4,06	Loth.	133	92	27	4	2,92	—	—	—	—	—	0,00	
(100 Q.)	—	—	205	58	61	7	4,06	Pf.	178	57	4	2	1,23	—	—	—	—	—	0,00	
	205,5887								194,4953					194,4953						

Preussisch.	Württembergisch.					Altbairisch.					Rheinbairisch.					Größherzogth. Hessisch.				
	Zum Gebrauch.					Zum Gebrauch.					Zum Gebrauch.					Zum Gebrauch.				
	Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	Kil.	Hect.	Deca.	Gramm.	Ctr.	Pf.	Loth.	Q.	R. Pf.	
1 Pfd. =	Pfund.					Pfund.					Kilogr.				Pfund.					
25 =	0,9993					0,8346					0,4674				0,9348					
50 =	—	24	31	3	3,68	—	26	2	3,34	—	4	6	7,44	—	29	29	3	2,62		
75 =	—	49	31	2	0,06	—	27	2	3,65	11	6	8	5,25	—	23	11	3	1,69		
100 =	—	74	30	2	0,18	—	28	1	3,31	23	3	7	0,50	—	46	23	2	3,39		
1 Ctr. =	99,9379 Centner.	99	30	—	0,25	83,4660 Centner.	19	—	2,97	35	3	5	5,75	—	70	3	2	1,08		
25 =	1,0570	1	29	3	1,07	—	26	—	0,09	46,7440 Quintal.	4	1	5,10	—	93	15	1	2,78		
50 =	—	26	44	9	1,2,96	—	27	10	2,28	54	3	7	7,50	1	2	26	2	1,06		
75 =	—	52	78	88	3	1,92	20	1	0,57	12,85	3	7	7,50	25	70	24	—	2,56		
100 =	—	79	28	28	1	0,88	30	1	1,285	25,70	7	5	5,00	51	41	16	1	1,12		
Gr. Hess.	105,7036	105	73	5	2	3,84	8	2	1,14	38,56	1	1	3	12,50	77	12	8	3,68		
										51,4154	5	1	10,00	102,8302	102	83	—	2,224		
1 Pfd. =	Pfund.					Pfund.				Kilogr.				Pfund.						
25 =	—	1	2	—	3,35	—	28	2	1,14	0,5000	5	—	0,00	—	1	2	—	3,69		
50 =	—	26	23	—	3,98	—	29	1	0,57	—	5	—	0,00	—	26	23	—	0,47		
75 =	—	53	14	—	3,97	—	30	2	1,14	—	5	—	0,00	—	53	15	—	0,95		
100 =	—	80	5	—	3,95	—	30	3	1,71	—	5	—	0,00	—	80	7	—	1,42		
1 Ctr. =	4,0279 Centner.	4	28	3	3,94	—	9	9	2,28	0,5000 Quintal.	—	—	0,00	—	406	31	—	1,90		
25 =	—	25	72	20	3	2,65	4	2	1,14	—	—	—	0,00	24	34	9	—	3,55		
50 =	—	51	41	9	3	1,09	9	—	2,28	—	—	—	0,00	48	68	19	—	3,11		
75 =	—	77	9	30	2	3,63	13	2	3,42	—	—	—	0,00	72	102	29	—	3,2,66		
100 =	—	102	82	19	2	2,18	18	1	0,57	50,0000	—	—	0,00	97	24	7	—	2,22		
	102,7943	102	82	19	2	2,18	18	1	0,57					97,2476	97	27	7			

R e g l e m e n t

über das Verfahren bei Versendung inländischer Erzeugnisse und Fabrikate aus einem Vereins-Gebiete in das andere.

§. 1. Bei Versendungen inländischer Erzeugnisse und Fabrikate aus einem Vereins-Gebiete in das andere, bei welchen der vertragsmäßige freie oder erleichterte Eingang in Anspruch genommen wird, muß der inländische Ursprung nachgewiesen werden.

§. 2. Geschehen dergleichen Versendungen durch die zweite Hand, so muß sich der Versender über den inländischen Ursprung der Gegenstände durch beglaubigte Bescheinigungen des Produzenten oder Fabrikanten, durch Vorlegung seiner Bücher oder andere Beweise, überhaupt durch die zur Ausfertigung der Ursprungs- und Versendungs-Certifikate erforderlichen Belege, gegen die mit dieser Ausfertigung beauftragten Behörden genügend ausweisen.

§. 3. Soll demnach eine Versendung erfolgen, so legt der Versender der zuständigen Behörde des Absendungs-Ortes, oder der diesem Ort zunächst gelegenen, eine nach dem beiliegenden Muster No. I. zum Ursprungs-Zeugniss schriftlich abgefaste Anmeldung vor.

Diese Anmeldung muß enthalten:

- a. die Gattung und Menge der Gegenstände nach dem Maßstabe, welchen der Tarif des Landes, aus welchem die Versendung erfolgt, angiebt, die Menge nach dem Brutto- und Netto-Gewicht in Buchstaben ausgedrückt.

Kann wegen mangelnder Waage-Geräthschaften bei Gegenständen, die dem Maßstab des Tarifs zu Folge, nach dem Gewichte anzugeben sind, das Gewicht nicht angegeben werden, so genügt statt dieser Angabe die Anmeldung des Gegenstandes nach den landesüblichen und gewerblichen Maßstäben, z. B. Ohm, Eimer, Quart, Stück und Ellenzahl, Schock, Zahl und dergleichen;

- b. Die Zahl der Kolli und deren Zeichen und Nummern; 1829
- c. die Art der Waare und zwar nicht nur die Bezeichnung der Tarif-Kategorie, wozu sie gehört, sondern auch die besondere Eigenthümlichkeit ihrer speciellen Unterscheidungs-Merkmale, z. B. bei Zeichen die im gewerblichen Verkehr übliche Benennung derselben mit Rücksicht auf die Stoffe, aus denen sie bestehen; ferner, ob sie weiß oder farbig und von welcher Farbe, glatt oder gestreift, oder auf andere Weise gemustert sind etc.; ferner die etwaige Bezeichnung der Waare durch die Fabrik-Siegel oder durch andere Merkmale.
- Von Siegeln und Stempeln ist auf der Anmeldung ein Abdruck zu machen.
- d. Bei Versendungen von Produzenten und Fabrikanten die Versicherung an Eides Statt, daß die zu versendenden Gegenstände ihr eigenes Produkt oder Fabrikat sind, bei Versendungen aus der zweiten Hand aber von Seite des Versenders gleichfalls an Eidesstatt die Versicherung der Identität der Waaren mit jenen, welche in den nach §. 2 beizubringenden Beweisen über ihre inländische Abstammung bezeichnet sind;
- e. das vertragsmäßige Zoll-Amt des Ausgangs und das Zoll-Amt des Wieder-Eingangs in den andern Vereins-Staat;
- f. den Namen des Waarenführers, die Frist für den Transport bis zum Ausgangs-Amte und den Stand, Namen und Wohnort des Empfängers; endlich
- g. den Ort der Absendung und den Namen und Stand des Versenders.

§. 4. Zuständige Behörden sind:

A) Im Württembergisch-Baierischen Vereins-Gebiete:

- a. in Württemberg,
die Ober-Zoll- und Hall-Aemter, so wie die Zoll-Aemter, und in jenen Orten, wo solche nicht bestehen, die Ober-Aemter des Bezirks;
- b. in Baiern,
die Zoll- und Hall-Aemter; in jenen Orten, wo dergleichen nicht bestehen, in den sieben ältern

1829 Kreisen: die Distrikts - Polizei - Behörden, nämlich Land - Gerichte, Herrschafts - Gerichte und Magistrate, welche den Kreis - Regierungen unmittelbar untergeordnet sind, und im Rheinkreise: die Bürgermeister und deren Adjunkten.

B) Im Preussisch - Hessischen Vereins - Gebiete:

a. in Preussen,

sämmtliche Zoll- und Steuer - Stellen;

b. in Hessen,

aufser sämtlichen Zoll - Aemtern, in den Provinzen Starkenburg und Ober - Hessen die Landräthe, und in Rhein - Hessen die besonders dazu zu beauftragenden Bürgermeister.

§. 5. Die zuständige Behörde prüft die Richtigkeit der Anmeldung, und zwar bei Produzenten und Fabrikanten nach der ihr beiwohnenden Kenntniß von dem Stande und Gewerbe des Versenders, von der Beschaffenheit seiner Erzeugnisse, und von dem Umfange und Betriebe der Produktion und Fabrikation desselben mit sorgfältiger Benützung aller ihr aus ihrem Amts - Verhältniß zu Gebote stehenden Hilfsmittel; bei Versendungen aus der zweiten Hand aber, nach den über den Ursprung der Gegenstände beizubringenden Beweisen.

Entstehen bei der Prüfung Zweifel über die Glaubwürdigkeit der beigebrachten Bescheinigungen, oder in Bezug auf Identität und Ursprung der Waaren, so sind, um dieselben zu heben, drei Sachverständige beizuziehen, von deren Urtheil die Entscheidung abhängt. Bis diese erfolgt ist, unterbleibt die Absendung.

Findet dieselbe bei Prüfung der Anmeldung nichts zu erinnern, so fertigt sie die Bescheinigung nach dem Muster I. B) 1. auf dem Ursprungs - Zeugniß aus, und mit derselben erfolgt der Transport der Gegenstände zum bestimmten Ausgangs - Amte.

§. 6. Der Waarenführer übergiebt dem Ausgangs - Amte das bescheinigte Certifikat, das Amt revidirt nach demselben die Waare, bescheinigt, wenn sich dabei nichts zu erinnern findet, den Revisions - Erfund, unter Anwendung der tarifsmäßigen Benennung,

falls die Anmeldung auf dem Certifikat solche nicht schon übereinstimmend mit dem Revisions-Erfund enthält; bestimmt darauf die Dauer seiner Gültigkeit für das vertragsmäßige Eingangs-Amt nach Maßgabe der Entfernung zwischen beiden Orten, der Beschaffenheit der Ladung, der Transport-Mittel und des Weges, und mit Rücksicht auf Jahres-Zeit, Witterung und andere auf den Transport etwa einwirkende Ursachen; setzt die Gegenstände, so weit sie verschluffähig sind, unter Verschluss, oder beschreibt dieselben andernfalls speziell auf dem Certifikat, bescheinigt die erfolgte Ausfuhr nach dabei genommener Ueberzeugung auf demselben, giebt das solchergestalt bescheinigte Certifikat, nach dessen Eintrag in ein nach dem anliegenden Muster No. II. zu führendes Certifikat-Register, dem Waarenführer zum weitem Ausweis bei dem Eingangs-Amte zurück.

§. 7. Hat eine zu den in Rede stehenden Abfertigungen befugte, und mit Verschluss-Mitteln versehene Behörde (ein Ober-Zoll-, Hall- oder Zoll-Amt) am Versendungs-Ort, oder in der Nähe desselben ihren Sitz, so kann mit der Prüfung der Anmeldung zugleich die spezielle Revision der Gegenstände verbunden, und solche auf dem Certifikat nach dem Muster I. B) 2. bescheinigt werden.

Gegenstände, die nicht verschluffähig sind, werden auf dem Certifikat nach Gattung, Art und Menge speziell bezeichnet, verschluffähige aber kollectweise unter sichern Verschluss genommen.

Beim Ausgangs-Amte bedarf es dann nur der Rekognition des Verschlusses, und wenn dabei nichts zu erinnern ist, können die verschlossenen Gegenstände dort, ohne nochmalige Special-Revision, gegen Bescheinigung des Ausgangs auf dem Certifikat zum Wieder-Eingang in das andere Vereins-Gebiet über das bestimmte vertragsmäßige Eingangs-Amt, wie im vorhergehenden §. vorgeschrieben, abgeschickt werden.

Der zur Sicherung angelegte Verschluss kann demnach gegenseitig erst von derjenigen Behörde, von welcher die letzte definitive Behandlung vorzunehmen ist, abgenommen werden.

1829 §. 8. Beim Eingangs-Amte werden die Gegenstände angemeldet, das Certifikat wird abgegeben; jene werden, so weit sie zum Verbleiben im Lande bestimmt sind, nach diesem revidirt und nach richtigem Befund gegen Erlegung der vertragsmäßigen Abgaben, so weit dergleichen vorbehalten sind, in freien Verkehr gesetzt.

Sind dergleichen Gegenstände aber zur Durchfuhr bestimmt, so findet, Fälle eines begründeten Verdachts ausgenommen, eine Revision mittelst Eröffnung der Kollis in der Regel nicht Statt, sondern die Waaren werden unter den nämlichen Verschluss, mit welchem sie angelangt sind, insofern derselbe unverletzt und völlig sichernd befunden wird, mit Begleit-Scheinen (Zoll-Pässen) auf dasjenige Zoll- oder Hall - Amt abgefertigt, an dessen Einhaltung der Durchgang geknüpft ist.

Die Gegenstände werden in das Certifikat-Register (§. 6.) eingetragen, und die Eintragung wird mit dem Certifikat belegt.

Der Verkehr mit inländischen Erzeugnissen und Fabrikaten zwischen den Vereins-Staaten durch die fahrenden Posten, ist ebenfalls an Begleitung durch die vorgeschriebenen Certifikate gebunden, ohne jedoch die vertragsmäßigen Eingangs-Punkte einhalten zu müssen.

§. 10. Die Ausstellung der Ursprungs-Zeugnisse, und was darauf Bezug hat, soll, mit alleiniger Ausnahme der im §. 5. vorgeschriebenen Beziehung dreier Sachverständigen, welche in diesem Falle auf die landesüblichen Tag-Gelder oder Gebühren Anspruch haben, ohne Entrichtung von Taxen und Sporeten Statt finden.

Zur Beilage D.

1829

No. I.

Ursprungs- und Versendungs - Certifikat.

A) A n m e l d u n g

nachfolgender inländischer Gegenstände,
(etc. etc. etc.)

welche Endes Unterzeichneter von hier mit (Fuhrmann N.N.) binnen (2) Tagen über das (Königl. Ober-Zoll- und Hall-) Amt zu (Heilbronn) auszuführen beabsichtigt, um sie über das (Großherzogl.-Hessische Zoll-) Amt zu (N.N.) an den (Kaufmann N.N.) zu (.) einzuführen.

Die Richtigkeit dieser Anmeldung, und dafs die vorstehend aufgeführten Gegenstände (mein eigenes inländisches Fabrikat [Erzeugnifs]

oder: inländisches Erzeugnifs [oder Fabrikat] des Fabrikanten N.N. zu N.N. nach den beigebrachten beglaubigten Bescheinigungen sind)

versichere ich hiedurch an Eides Statt

(.) den (8. Januar) 18(30.)

(N.N. Fabrikant.)

B) U r s p r u n g s - C e r t i f i k a t .

1. Der inländische Ursprung vorstehend angemeldeter Gegenstände wird hiedurch nach gewissenhafter Prüfung der Anmeldung pflichtmäfsig bescheint.

. den (8. Januar 1830.)

[(L. S.) Königl. Würtemb. Oberamt.]

(oder)

2. Vorstehend angemeldete Gegenstände, deren inländischer Ursprung nach gewissenhafter Prüfung pflichtmäfsig bescheint wird, sind hier revidirt und (beispielsweise werden hier folgende Bemerkungen beigefügt:

a. mit der Anmeldung übereinstimmend befunden;

1829 b. obige Anmeldung wird in Betreff der Menge und Art der Gegenstände noch über folgende Posten, wie folgt, näher erklärt:

c. die Gegenstände gehen $\left\{ \begin{array}{l} \text{unter} \\ \text{ohne} \end{array} \right\}$ Verschluss, und derselbe ist, wie folgt, angelegt,

(. den 8. Januar 1830.)

[(L. S.) Amt N.N.)

(Nachrichtlich:
das Certifikat

No. 1. wird ausgestellt, wenn das Oberamt des Bezirks dasselbe ausfertigt (§. 5);

No. 2. wenn eine Zoll - Behörde die Ausfertigung besorgt, welche zugleich die Revision vornimmt (§. 7)].

C. Certifikat des Ausgangs - Amtes.

Nummer
des Certifikats-Registers
(-87.-)

Den richtigen Ausgang oben verzeichneter Gegenstände bescheinigt das unterzeichnete (Ober-Zoll- und Hall-) Amt mit folgenden Bemerkungen:

(beispielsweise werden hier folgende Bemerkungen angeführt:

a. die Gegenstände sind hier unter richtigen Verschluss des eingetroffen;

b. die Gegenstände sind hier revidirt, und mit der Anmeldung und dem Ursprungs-Certifikat übereinstimmend befunden worden;
oder auch

c. auf den Grund der Revision wird die Anmeldung in Betreff der Menge und Art der Gegenstände noch über nachstehende Posten, wie folgt, näher erklärt:

etc. etc. etc.

d. die Gegenstände gehen 1829

{unter } Verschluss und der-
{ohne } selbe ist vom Amte
. wie folgt, angelegt:
etc. etc. etc.)

**Dieses Ausgangs - Certifikat ist
nur in sofern gültig, als die
darin bezeichneten Gegenstände
mit demselben bis zum (20.)
(Januar) 18(30) bei dem (Groß-
herzogl. Hessischen Zoll-)
Amte zu eintreffen.**

(Heilbronn) den (10.) (Ja-
nuar) 18(30.)

(L. S.) Königl. Württemberg.
Ober-Zoll- und Hall-) Amt
(N. N.)

D) Eingangs - Bescheinigung.

Die oben verzeichneten Gegenstände sind den
(20. Januar) 18(30) hier eingegangen, bei der Re-
vision richtig befunden, und in dem Certifikat - Regis-
ter unter Nummer (96) eingetragen.

. den (21.) (Januar) 18(30.)

(Großherzogl. Hessisches Zoll-) Amt
(N. N.)

Zur Beilage D.

Nr. II.

C e r t i f i c a t
über den vertragsmäfsig erleichterten Verkehr
für das
geführt vom

Ueber-				
Datum der Abfertigung.	Ord. nungs- Nummer.	Namen des Waaren- führers.	Namen und Wohn- orte des Versen- ders und Empfän- gers.	Verzeichnifs der Gegenstände nach den Maafsstäben des Tarifs beim Gewicht nach Brutto- und Netto- Gewicht, Zahl der Colli und de- ren Zeichen und Nummern.
1.	2.	3.	4.	5.

R e g i s t e r *).

mit inländischen Gegenständen zwischen

J a h r 1 8 —

A m t e z u

haupt.		Ausgehende Gegenstände.		Eingehende Gegenstände.				
Ge- statte- te Trans- port- frist.	Bemer- kungen über den Beschluss.	Bezeich- nung des Eingangs- Amtes.	Bemer- kungen wegen Si- cherheits- Bestel- lung.	des mitgekome- nen Ursprungs- Certificats.			Der De- positen- schein ist be- schei- nigt zu rückge- kommen an:	Bemer- kun- gen.
				Num- mer.	Da- tum.	Aus- stel- lungs- amt.		
6.	7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.	14.

Für die Richtigkeit sämtlicher Beilagen:
Der Canzlei-Director des K. Finanz-Ministerium.
SCHMIDLIN.

*) Dieses Register wird nach Jahres-Abschnitten geführt, aber vierteljährig abgeschlossen.

35.

1829 *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave souverain de Hesse concernant l'accession de ce dernier par rapport au baillage de Meisenheim au système des douanes et des impôts indirects des provinces occidentales de la monarchie Prussienne, signé le 31 Décembre 1829.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1830. No. 7. pag. 49.)

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf zu Hessen, haben in der Absicht, die wechselseitigen Vortheile eines freien Verkehrs, dessen Herstellung den neuerlich zwischen Preussen und andern deutschen Staaten abgeschlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auf das Verhältniß des Landgräflich-Hessischen Ober-Amts Meisenheim, sowohl zu den Provinzen der Preussischen Monarchie, als auch in dessen Folge zu den damit durch Zollvereine und Handelsverträge verbundenen deutschen Staaten auszudehnen, Unterhandlungen einleiten lassen, und hierzu als Bevollmächtigte ernannt,

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legationsrath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande etc.;

Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf zu

Hessen:

Höchst-Ihren dirigirenden wirklichen Geheimen Rath und Präsidenten aller Landes-Kollegien, *Carl Friedrich Ibell*, des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse Ritter und des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens Kommandeur,

von welchen, nach gepflogener Unterhandlung, mit 1829 Vorbehalt der Ratifikation, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

ART. I. Vom ersten Januar künftigen Jahres an, wollen Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf zu Hessen, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, mit Ihrem Ober-Amte Meisenheim dem Verbande der westlichen Preussischen Provinzen zu einem Zoll-Systeme beitreten, wie solches in den gedachten Preussischen Provinzen durch das Gesetz vom 26sten Mai 1818 und die seitdem erlassenen Bestimmungen und Erhebungsrollen festgesetzt worden ist, oder künftig noch durch gesetzliche Deklarationen weiter bestimmt werden wird.

Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf werden zugleich in Ansehung des Salz-Verkaufs und der Abgaben von der Fabrikation des Branntweins und vom Braumalze, so wie auch von inländischem Taback und Wein, in Uebereinstimmung mit den desfalls in den westlichen Preussischen Provinzen bestehenden Gesetzen und Einrichtungen, solche Verfügungen ergehen lassen, als erforderlich sind, um auch in Ansehung dieser Erzeugnisse eine völlige Gleichstellung zwischen diesen Provinzen und dem Ober-Amte Meisenheim in Ansehung des inneren Verkehrs und der Verhältnisse zu den östlichen Provinzen der Preussischen Monarchie, desgleichen zum Auslande eintreten zu lassen.

ART. II. Die Art und Weise der Verkündigung der diesfälligen Gesetze in dem Ober-Amte Meisenheim, die mit derselben übereinstimmende Einrichtung der Verwaltung, insbesondere die Bildung des zu bewachenden Grenzbezirks gegen das Ausland, die Bestimmung und Errichtung eines Neben-Zoll-Amtes bei der Stadt Meisenheim, die Einführung der Königlich-Preussischer Seits zu übernehmenden Salz-Regie und die Anordnungen wegen Erhebung der Abgaben von Branntwein, Bier, Essig, Wein und Taback, sollen in gegenseitigem Einvernehmen, mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behuf zu ernennenden Kommissarien, festgesetzt und in Ausführung gebracht werden.

ART. III. Die Zoll- und Steuer-Beamten im Ober-Amte Meisenheim, namentlich die Einnehmer

1829 und Grenzaufseher, sollen von dem Königlich-Preussischen Provinzial-Steuerdirektor in Köln ernannt für beide Landesherrn vor dem Justiz-Ober-Amte Meisenheim verpflichtet und mit Anstellungs-Zeugnissen versehen werden.

Bei seinen Ernennungen wird der Provinzial-Steuer-Direktor besonders auf solche Subjekte Rücksicht nehmen, welche ihm von der Landgräflichen Regierung nachhaft gemacht und bei der von ihm veranlassten Prüfung tüchtig befunden worden sind.

Die auf diese Weise angestellten Beamten werden gleich den ausschliesslich Preussischen Beamten derselben Kategorie besoldet, die Grenzaufseher auch uniformirt und bewaffnet.

Die Beamten beziehen ihren Gehalt aus den Preussischen Kassen, und stehen in allen Dienstangelegenheiten, insbesondere auch in Absicht der ganzen Dienstdisziplin unter den Preussischen Ober-Beamten, welche die Leitung des Zoll- und Steuerdienstes besorgen.

In allen Privat- oder bürgerlichen Angelegenheiten, ferner bei allen sogenannten gemeinen Vergehen, ingleichen bei Dienstvergehen, wegen welcher gegen ausschliesslich Preussische Beamte derselben Kategorie eine förmliche gerichtliche Untersuchung nöthig sein würde, sind die Zoll- und Steuer-Beamten im Ober-Amte Meisenheim den Landgräflichen Gerichten unterworfen. Doch steht auch im Fall solcher gesetzlichen Untersuchungen dem Preussischen Provinzial-Steuerdirektor das Recht zu, jene Zoll- und Steuer-Beamten vom Amte zu suspendiren.

ART. IV. Die von den Landgräflichen Unterthanen in dem Ober-Amte Meisenheim verübten Zoll- und Steuer-Vergehen sollen, insofern gegen die nach vorgängiger summarischer Untersuchung erfolgte Entscheidung des Haupt-Zollamtes oder der betreffenden Steuer-Behörde auf förmliches gerichtliches Verfahren provozirt wird, von dem Landgräflichen Justiz-Ober-Amte zu Meisenheim zur Untersuchung und Strafe gezogen werden.

In Absicht der gegen die Erkenntnisse dieser Gerichtsstelle zulässigen Rechtsmittel ist man vorläufig übereingekommen, dass die Verhandlung derselben bei der Landgräflichen Landes-Regierung 1ster De-

putation zu Homburg, als der angeordneten, dermalen bestehenden Appellations-Instanz des Ober-Amtes Meisenheim, Statt finden soll. 1829

ART. V. Die Königlich-Preussische Regierung verspricht dasjenige Einkommen von Zollgefällen und andern Erträgnissen, welches durch die in vorstehender Art zu bewirkende Vereinigung des Ober-Amtes Meisenheim mit den westlichen Preussischen Provinzen zu einem Systeme der Zölle, ingleichen der vom Salze und von den in diesem Vertrage bestimmten inländischen Erzeugnissen zu erhebenden Abgaben den Preussischen Kassen zufließen wird, den Landgräflich-Hessischen Kassen überweisen zu lassen und zwar dergestalt, daß von denjenigen in den westlichen Preussischen Provinzen und in dem Ober-Amte Meisenheim einkommenden Gefällen, bei welchen die Landgräfliche Regierung, wegen der aus ihrem Beitritt erfolgenden Vermehrung der bisherigen Einnahme der Preussischen Kassen auf einen Mitgenuß Anspruch machen kann, der Antheil derselben nach dem Verhältnisse der Seelenzahl des Ober-Amtes zu der der Preussischen Provinzen und der andern in Absicht dergleichen Gefälle zu einem Verbande mit denselben gehörigen souverainen Besitzungen Deutscher Bundesstaaten berechnet und baar gewährt werden wird.

ART. VI. Von allen für Seine Durchlaucht den souverainen Landgrafen und Höchst-Dero Hofhaltung mit Landgräflichen Hofmarschalls-Attesten über das gemeinschaftliche Neben-Zoll-Amt eingehende Waaren, werden die Gefälle nicht beim Eingange erhoben, sondern blos notirt und bei der nächsten Erhebung des Antheils Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht an dem Sammeinkommen in baarem Gelde angerechnet werden.

ART. VII. Alle in Folge überwiesener Zoll- und Steuer-Vergehen in dem Ober-Amte Meisenheim angefallene Geldstrafen und Konfiskate verbleiben, nach Abzug des Denunzianten-Antheils, dem landgräflichen Fiskus und bilden keinen Gegenstand der gemeinschaftlichen Einnahmen. Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die von den Landgräflichen Gerichten verurtheilten Personen, ist Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht überlas-

1829 sen. Der Straf-Erlafs kann jedoch nicht auf den Denunzianten-Antheil ausgedehnt werden.

ART. VIII. Von dem Tage der Ausführung gegenwärtiger Uebereinkunft an, findet gegenseitig ein völlig freier Verkehr zwischen dem Ober-Amte Meisenheim und den westlichen Preussischen Provinzen Statt, mit folgenden Ausnahmen:

A. In den Preussischen Städten, wo Mahl- und Schlacht-Steuer für Rechnung des Staats erhoben wird, ist diese Abgabe auch von den aus Meisenheim eingebrachten Gegenständen, wie von den gleichartigen Preussischen Erzeugnissen zu entrichten.

B. Den Abgaben, welche von gewissen inländischen Erzeugnissen für Rechnung einer Stadt oder Gemeinde beim Einbringen in dieselbe erhoben werden, unterliegen auch Gegenstände derselben Art, welche aus dem Ober-Amt Meisenheim in eine zu jener Erhebung befugte Preussische Gemeinde und umgekehrt aus den westlichen Provinzen in eine gleichmäfsig befugte Gemeinde des Ober-Amtes Meisenheim eingeführt werden.

ART. IX. Die für Landgräfliche Unterthanen des Ober-Amtes Meisenheim mit der Post ankommenden Waaren, sollen gleichen Begünstigungen und Beschränkungen mit denen unterliegen, welche für die Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

ART. X. Was hier oben (Art. VIII.) in Absicht der völligen Freiheit des gegenseitigen Verkehrs im Allgemeinen festgesetzt worden, findet insbesondere auch seine Anwendung auf Handels- und Gewerbsleute, welche in dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben, Märkte des Handels wegen besuchen, oder Arbeit suchen, dergestalt dafs dieselben keine Abgaben zu entrichten haben, welcher nicht gleichmäfsig die eigenen Unterthanen in derselben Art unterworfen sind.

ART. XI. In Absicht des Verkehrs und Gewerbetriebes zwischen dem Ober-Amte Meisenheim und den östlichen Preussischen Provinzen kommen gegenseitig in allen und jeden Beziehungen, namentlich in Ansehung der aus dem Amte Meisenheim in die gedachten östlichen Provinzen eingehenden Natur-Produkte und Fabrikate, völlig dieselben Grundsätze

in Anwendung, welche zwischen diesen und den west- 1829
lichen Preussischen Provinzen gelten.

Die völlige Gleichstellung mit den Unterthanen der westlichen Preussischen Provinzen, rücksichtlich des Verkehrs und Gewerbbetriebes, wird den Einwohnern des Ober-Amts Meisenheim gegenseitig in Beziehung zu allen mit der Preussischen Monarchie durch Zoll- oder Handelsverträge verbundenen Deutschen Bundesstaaten zu Statten kommen, insbesondere in allen Beziehungen zu dem Großherzogthum Hessen, zu den Königreichen Baiern und Württemberg, in Gemäßheit der zwischen Preußen und diesen Staaten geschlossenen Zoll- und Handels-Verträge.

ART. XII. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum letzten Dezember 1835 festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes keine Aufkündigung von der einen oder der andern Seite, so wird derselbe als stillschweigend bis zum Ende des Jahres 1840 verlängert angenommen.

ART. XIII. Vom 1sten Januar 1835 an soll das Landgräfliche Amt Homburg mit dem Zollverbande, welcher zwischen den westlichen Preussischen Provinzen und dem Großherzogthum Hessen besteht, in der Art vereinigt werden, daß das gedachte Amt in Absicht der Einrichtung und Verwaltung des Zollwesens in das Verhältniß zu dem Großherzogthum Hessen treten wird, über welches man dermalen in Absicht des Ober-Amts Meisenheim zu den westlichen Preussischen Provinzen übereingekommen ist.

Die näheren Bestimmungen jener Vereinigung sollen in gegenseitigem Einvernehmen zwischen den Großherzoglichen und Landgräflichen Hessischen Staats-Regierungen durch die dazu von beiden Seiten zu ernennenden Commissarien unter Theilnahme und Mitwirkung eines Königlich-Preussischen Commissarii bei den hierüber zu pflegenden Verhandlungen, zeitig genug vor dem Eintreten des erwähnten Termins im Laufe des Jahres 1834 festgesetzt werden.

Sollten jedoch die Verpflichtungen, welche die Landgräflich-Hessische Regierung in Folge des Casseler Traktates vom 24sten September 1828 für das Amt Homburg übernommen hat, aus irgend einem Grunde oder Veranlassung noch vor dem ersten Ja-

1829 nuar 1835 anhören für dieselbe verbindlich zu sein, so wird von diesem früher eintretenden Zeitpunkte an die Vereinigung des Amtes Homburg mit dem Preussisch-Hessischen Zoll-Verbande auf die hier übereingekommene Weise Statt finden.

Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen vier Wochen bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten mit Beidrückung ihres Siegels, unterzeichnet worden.

So geschehen Berlin, den 31sten Dezember 1829.

ALBRECHT FRIEDRICH
EICHHORN.

CARL FRIEDRICH
IBELL.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige von Preussen unterm 2ten März d. J. und von Seiner Durchlaucht dem souverainen Landgrafen von Hessen unterm 9ten Januar d. J. ratifizirt und die diesfälligen Urkunden sind am 31sten März d. J. zu Frankfurt am Main gegenseitig ausgewechselt worden.)

36.

Convention entre les grand-duchés de Hesse et de Bade, concernant l'exécution reciproque des jugemens rendus dans les deux états, signée

le $\frac{19 \text{ Mars}}{24 \text{ April}}$ 1829.

(Auszug aus dem Großherzoglich Hessischen Regierungsblatt, No. 72. vom 2. Dezember 1830.)

Nach einer im Jahre 1813 zwischen dem Großherzogthum Hessen und dem Großherzogthum Baden getroffenen Uebereinkunft, soll den in einem dieser Staaten erlassenen Urtheilen im anderen Staate alle jene Vollziehbarkeit zustehen, welche den eigenen inländi-

sehen Urtheilen zusteht, so, daß keine Einreden im 1829 Executionsverfahren (sive processu executionis) dagegen angenommen werden sollen, als jene, welche auch gegen inländische Urtheile nach den Landesgesetzen Statt finden.

Da nun neuerdings, namentlich in Berücksichtigung des §. 15. der allerhöchsten Verordnung vom 21ten Juni 1817, Zweifel darüber entstanden sind, ob und inwiefern diese Uebereinkunft gegenwärtig auch auf Rheinhessen zu beziehen sey, so ist die Anwendbarkeit derselben auf Rheinhessen durch eine nachträgliche Uebereinkunft zwischen beiden Staaten vom 19ten März und 24ten April 1829 ausdrücklich festgesetzt und bestätigt, und es ist dadurch insbesondere bestimmt worden:

„daß die betreffenden Urtheile Großherzoglich-Badischer Gerichte, auf amtliches Ersuchen derselben, von dem Staatsprocurator am Kreisgerichte zu Mainz diesem Gerichte, nachdem sie vorher gestempelt und einregistriert worden, vorgelegt und durch dasselbe, ohne Zulassung weiterer Discussionen und ohne Ladung der Gegenparthei, für vollziehbar erklärt werden, sofort im Vollzug keinerlei Formalitäten und Kosten unterworfen seyn sollen, als welchen die Urtheile Rhein Hessischer Gerichte selbst unterworfen sind, so, daß es nur noch der Aufforderung der Vollziehungsbeamten bedarf, um den wirklichen Vollzug eines für executorisch erklärten Badischen Urtheils zu bewirken, in sofern nicht gesetzliche Einreden vorhanden sind wegen deren gegen die Execution selbst Opposition gebildet wird.“

Dieses wird, unter Beziehung auf den Art. 2123. des in Rheinhessen geltenden Civilgesetzbuchs und auf den Art. 546. der Civilprozeßordnung, zur Wissenschaft und Nachachtung aller deren die es angeht, hiermit förmlich bekannt gemacht.

Darmstadt am 17ten November 1830.

Großherzoglich Hessisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

DU THIL.

VON YICOUR.

37.

1830 *Convention entre la Prusse et la Hesse grand ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives, publiée à Darmstadt le 7 Janvier 1830.*

(*Großherzoglich Hessisches Regierungsblatt.*
1830. No. 3.)

Nach dem Art. XII. des unterm 27. Mai 1829 zwischen dem Großherzogthum Hessen und Königreich Preußen einerseits und den Königreichen Baiern und Würtemberg andererseits abgeschlossenen Vertrags, soll der kleine Grenzverkehr der Unterthanen an den Grenzen, wo der Preussisch-Hessische und der Baierisch-Württembergische Zollverband sich berühren, durch eine eigene Uebereinkunft zu erleichtern gesucht werden.

Zur Vollziehung dieser Vertragsbestimmung ist Nachstehendes festgesetzt worden:

§. 1. Als Grenzbewohner, auf deren Verkehr in dem einen oder dem anderen Vereinsgebiete die Erleichterungen des Grenzverkehrs Anwendung finden, sollen diejenigen angesehen werden, welche gegenseitig nicht über 4 Stunden von der Vereinsgrenze entfernt wohnen.

§. 2. Als Gegenstände des Grenzverkehrs sind anzusehen:

1. Die rohen Erzeugnisse aus eigenthümlichen Grundbesitzungen an Gärten, Feldern, Wiesen; ebenso die rohen Erzeugnisse (Trauben) aus eigenthümlichen Weinbergen, diese jedoch mit der Beschränkung auf die unmittelbar an den Wohnort des Besitzers anstoßende Markung;
2. die Aussaat für die eben genannten Grundstücke;
3. die Naturalgülden und Zehnten, sowie die Holzrechtsbezüge;

4. Getreide, Holz, Lohrinden und Oelsaamen der 1830 Grenzbewohner zum Mahlen, Schneiden und Stampfen auf Mühlen in einem andern Vereinsgebiete;
5. die Naturalunterstützungen für die durch Brand oder andere Elementeneignisse Verunglückten;
6. die zur Verarbeitung, Veredlung oder Reparatur ein- und ausgehenden Gegenstände;
7. das zur Weide und Fütterung und auf Probe ein- und ausgehende Vieh und die von demselben gewonnenen Producte;
8. inländische Erzeugnisse und Fabrikate jeder Art, wenn sie für den eigenen Hausbedarf der Grenzbewohner aus einem anderen Vereinsgebiete in Quantitäten bezogen werden, von welchen im Falle der Verzollung nach dem allgemeinen Tarif oder nach den konventionellen Zollsätzen der Eingangs- und Ausgangs-Zoll den Betrag von 35 kr. oder 10 Silbergr. nicht übersteigen würde.

§. 3. Die im vorhergehenden Paragraphen von 1 — 8 aufgeführten Artikel genießen im Grenzverkehr folgende Erleichterung:

- a. Sie können, ohne an ein vertragsmäßiges Ein- oder Ausgangsamt gebunden zu sein, bei jeder zuständigen Zollerhebungsstelle im Grenzbezirke ein- und ausgeführt werden;
- b. es werden darüber keine Ursprungsbescheinigungen gefordert;
- c. abgabefreie Gegenstände, deren Abfuhr von einem Orte erfolgt, welcher zwischen der Zollstelle und der Grenze liegt, oder die nach einem Orte bestimmt sind, welcher die nämliche Lage hat, bleiben resp. beim Ausgange oder beim Eingange von der Zollabfertigung befreit und unterliegen blos der Zollaufsicht.

Außerdem wird noch in Ansehung der von 1 — 7 aufgezählten Gegenstände bestimmt, dafs, wenn darunter solche vorkommen sollten, die nicht schon durch den Handelsvertrag vom 27ten Mai 1829 unter die befreiten Artikel aufgenommen waren, solche im Grenzverkehr frei seyn sollen.

§. 4. Bei dem Grenverkehr finden nur folgende Förmlichkeiten statt:

- a. Der Waarenführer mufs als Grenzbewohner im Sinne

- 1830 des §. 1. notorisch bekannt seyn oder sich als solcher legitimiren;
- b. Naturalgülden und Zehnten, sowie die Holzrechtsbezüge und die Naturalunterstützungen für die durch Brand oder andere Elementeneignisse Verunglückten, müssen mit obrigkeitlichen Bescheinigungen begleitet seyn;
 - c. Getreide, Holz, Lohrinden und Oelsaamen zum Mahlen, Schneiden und Stampfen,
 - d. die zur Verarbeitung, Veredlung oder Reparatur bestimmten Gegenstände,
 - e. das zur Weide und Fütterung und auf Probe ein- und ausgehende Vieh
- müssen über die nämlichen Zollstellen ein- und ausgehen und innerhalb der beim Eingange zu bestimmenden in jedem einzelnen Falle nach den Verhältnissen abzumessenden Frist zurückgeführt werden.

§. 5. Um die Abfertigungsbefugnisse der Hessischen und Preussischen Zollämter in Bezug auf Gegenstände, welche zur Verarbeitung, Veredlung oder Reparatur ein- und ausgehen, mit den diesfälligen Abfertigungsbefugnissen der Baierischen Zollstellen in Uebereinstimmung zu bringen, wird die Hessische und Preussische Regierung Folgendes festsetzen:

1. Die Hauptzollämter und die Nebenzollämter 1ster Klasse können die in Rede stehenden Gegenstände ohne Rücksicht auf Art und Menge abfertigen;
2. die Befugnisse der Nebenzollämter 2ter Klasse werden dagegen auf nachbenannte Gegenstände und Mengen beschränkt:
 - a. bei Flachs, Hanf, Werg, Wolle und Baumwolle zum Spinnen, Garn zum Sieden, Bleichen. Weben und Färben auf Quantitäten zu 50 Pfund einschließlic,
 - b. bei Leinwand zum Bleichen, Färben und Drucken auf Quantitäten bis 25 Pfund einschließlic und
 - c. bei Häuten zum Gerben, Fellen zum Färben und Gegenständen zur Reparatur auf einzelne Stücke.

§. 6. Zur Erleichterung des Marktverkehrs im Grenzbezirke wird festgesetzt, daß, wenn an einem Orte des Grenzbezirks ein Jahrmarkt gehalten wird, welchem keine zur Zollerhebung von Marktwaaren

zuständige Zollstelle vorliegt, ein hiefür geeigneter 1830 Zollbeamter dahin abgeordnet werden soll, um die Abfertigung inländischer Erzeugnisse und Fabrikate, insofern sie Gegenstände des Marktverkehrs sind und der Ort der Herkunft nicht weiter als 4 Stunden von der Vereinsgränze entfernt ist, auf den Grund von Ursprungsbescheinigungen zum vertragsmäßigen freien oder begünstigten Uebergange aus dem einen in das andere Gebiet vorzunehmen.

Die näheren Anordnungen zur Ausführung dieser Bestimmungen sollen von den beiderseitigen oberen Verwaltungsbehörden in gemeinschaftlichem Einverständnisse nach dem Bedürfnis getroffen werden.

Darmstadt am 7ten Januar 1830.

*Großherzoglich Hessisches Ministerium der
auswärtigen Angelegenheiten.*

DU THIL.

VON RABENAU.

38.

*Convention concernant l'exécution du
traité de commerce conclu le 27. Mai
1829 entre la Prusse et la Hesse grand
ducale d'un côté et la Bavière et le
Wurtemberg de l'autre côté, publiée
à Darmstadt le 21. Janvier 1830.*

Nach dem Art. V. des unterm 27sten Mai 1829 zwischen dem Großherzogthum Hessen und dem Königreich Preußen einerseits und den Königreichen Baiern und Würtemberg andererseits abgeschlossenen Handelsvertrag, sollen diejenigen Handelsreisenden, welche nicht Waaren, sondern nur Muster bei sich führen oder für inländische Etablissements bei Gewerbtreibenden Bestellungen suchen, in keinem der Staaten der hohen kontrahirenden Theile besonderen Abgaben oder Steuern unterliegen.

1830 Zur Vollziehung dieser Vertragsbestimmungen sind nachstehende nähere Anordnungen vereinbart und festgesetzt worden:

§. 1. Fabrikanten und Händler oder die Handlungsreisenden derselben, welche auf Abgabenbefreiung in dem anderen Vereinsgebiete Anspruch machen, müssen sich

a. mit einem Reisepasse und

b. mit einem von der einschlägigen Regierungsbehörde ausgestellten Gewerbszeugnisse legitimiren.

§. 2. Der Reisepass wird nach den in jedem Staate bestehenden Förmlichkeiten ausgefertigt, und es muß in demselben auf das im §. 1. bemerkte Gewerbszeugniß ausdrücklich hingewiesen werden.

§. 3. Das Gewerbszeugniß (§. 1. b.) welches in dem Großherzogthum Hessen nach dem Formular A. in dem Königreich Preußen nach dem Formular B., in den Königreichen Baiern und Württemberg aber nach dem Formular C., ausgefertigt wird, muß die Bescheinigung enthalten, daß der Inhaber befugt sey, im ganzen Umfange des eigenen Landes auf Waaren, von welchen er nur Muster bei sich führe, Bestellungen zu suchen.

§. 4. Im Großherzogthum Hessen und im Königreich Preußen haben sich die Reisenden mit den Urkunden (§§. 2 und 3.) an die betreffende Provinzial-Regierung zu wenden, von welcher ihnen sodann die Ermächtigung zur abgabenfreien Ausübung ihrer Geschäfte auf die in dem Gewerbszeugnissen (§. 3.) bemerkte Dauer, frei von jeder Entrichtung, ausgestellt wird.

§. 5. Im Gebiete des Baierisch-Württembergischen Zollvereins legitimiren sich dagegen die Handelsreisenden aus dem Großherzogthum Hessen und dem Königreich Preußen mit den Urkunden (§§. 2. u. 3.) bei dem ersten Oberzollamte, welches sie betreten. Von demselben wird die geschehene Anmeldung auf dem Gewerbszeugnisse (§. 3.) bemerkt. Durch diese Beurkundung erlangt der Reisende auf die in dem Gewerbszeugnisse bemerkte Dauer die abgabenfreie Ausübung seiner Geschäfte.

Darmstadt dem 21sten Januar 1830.

Großherzoglich Hessisches Geheimes Staatsministerium.

DU THIL.
VON SCHENCK.

39.

Convention entre la Hesseélectorale 1830
et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha concernant la repression des délits forestiers dans les forêts limitrophes, signée le $\frac{10}{22}$ *Février 1830.*

(*Sammlung von Gesetzen für Kurhessen. Jahr 1830*
 Nr. IV. März p. 18.)

In Gemähsheit der von Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten und von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Koburg-Gotha ertheilten Ermächtigung, ist zwischen den beiderseitigen Ministerien hierselbst und in Koburg am 10ten und 22sten vorigen Monats eine Uebereinkunft wegen der Untersuchung und Bestrafung der Forst- und Jagd-Frevel in den gegenseitigen Waldungen abgeschlossen worden, und zwar mit denselben Bestimmungen, welche bereits mit dem Fürstenthume Waldeck verabredet und im Gesetzblatte vom Jahre 1828, S. 21. fg., abgedruckt worden sind, blos

- a. unter Weglassung der darin auf die Feld- und Fischerei-Frevel sich beziehenden Stellen, und
- b. unter Festsetzung der Dauer dieser Vereinbarung vorerst auf drei Jahre, vom 1sten April laufenden Jahres an.

Die Gerichts-, Polizei- und anderen Behörden haben auf die genaueste Befolgung dieser Uebereinkunft mit gebührender Strenge zu halten.

Cassel am 30sten März 1830.

Kurfürstliches Staatsministerium.

	Für den Minister des Innern:	Für den Minister der Finanzen:
SCHMINKE.	RIESS.	SCHOTTEN.

Vt. EGGENA.

40.

1830 *Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg-Gotha concernant l'accession de la principauté de Lichtenberg au système de douanes des provinces occidentales de la monarchie prussienne; signé le 6 Mars 1830.*

(*Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten. 1830. No. 8. pag. 57.*)

Seine Majestät der König von Preußen und Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha, haben in der Absicht, die Wohlthat eines freien Verkehrs, dessen Herstellung den neuerlich zwischen Preußen und anderen deutschen Staaten abgeschlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auch auf das Verhältniß des Fürstenthums Lichtenberg zu den westlichen Preussischen Provinzen auszudehnen, Unterhandlungen einleiten lassen und hierzu als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der König von Preußen,

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath *Albrecht Friedrich Eichhorn*, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weißen Bande u. s. w.

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha

Höchst-Ihren Geheimen Legations-Rath *Ernst Habermann*, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse,

von welchen in Folge jener Unterhandlungen, mit Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

ART. I. Vom Tage der Publikation gegenwärtiger Uebereinkunft an, soll unbeschadet der landesherrlichen Hoheitsrechte Seiner Herzoglichen Durchlaucht

des Herzogs von Sachsen-Koburg-Gotha, ein Ver- 1830
ein des Fürstenthums Lichtenberg mit den westlichen
Preussischen Provinzen zu einem Zollsysteme Statt
finden, wie solches in den gedachten Preussischen Pro-
vinzen durch das Gesetz vom 26sten Mai 1818, dessen
Grundsätze ohne besondere Uebereinkunft nicht abge-
ändert werden sollen, und die seitdem erlassenen Be-
stimmungen und Erhebungsrollen festgesetzt worden
ist, oder künftig noch durch gesetzliche Deklarationen
und Erhebungsrollen weiter bestimmt werden wird.

Seine Herzogliche Durchlaucht werden zugleich
in Ansehung der Abgaben von der Fabrikation des
Branteweins und vom Braumalze, in Uebereinstimmung
mit den desfalls in den westlichen Preussischen Pro-
vinzen bestehenden Gesetzen und Einrichtungen, solche
Verfügungen ergehen lassen, als erforderlich ist, um
auch in Ansehung dieser Erzeugnisse eine völlige Gleich-
stellung zwischen diesen Provinzen und dem Fürsten-
thum Lichtenberg, in Ansehung des innern Verkehrs
und der Verhältnisse zu den östlichen Provinzen der
Preussischen Monarchie, desgleichen zum Auslande,
eintreten zu lassen.

ART. II. Die Art und Weise der Abfassung und
Verkündigung der diesfälligen Gesetze in dem Fürsten-
thum Lichtenberg, die mit demselben übereinstimmen-
de Einrichtung der Verwaltung, insbesondere die Bil-
dung des zu bewachenden Grenzbezirks gegen das
Ausland, und die Bestimmung, Einrichtung und amt-
liche Befugniß der erforderlichen Zoll- und Steueräm-
ter, soll, in gegenseitigem Einvernehmen, mit Hülfe
der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennen-
den Kommissarien angeordnet werden.

ART. III. Die Herzogliche Regierung hat für die
ordnungsmäßige Besetzung der in dem Fürstenthume
Lichtenberg zu errichtenden Herzoglichen Zoll- und
Steuerämter und der erforderlichen Grenzaufseherstel-
len Sorge zu tragen. Die von derselben hiezu designir-
ten Personen haben sich bei dem Königlich-Preussi-
schen Provinzial-Steuerdirektor zu Cöln einer Prü-
fung zu unterwerfen, und wenn sie in solcher tüchtig
befunden werden, ihre Anstellung und Verpflichtung
zu gewärtigen.

Die auf diese Weise angestellten Beamten werden
gleich den ausschließlich Preussischen Beamten dersel-

1830 ben Kategorie besoldet, die Grenzaufseher auch uniformirt und bewaffnet, und beziehen ihren Gehalt aus der betreffenden Haupt-Zollamts-Kasse.

In allen Dienstangelegenheiten, insbesondere auch in Absicht der Dienstdisziplin, stehen die in dem Fürstenthum Lichtenberg angestellten Zoll- und Steuer-Beamten und Grenzaufseher unter dem Preussischen Ober-Kontrollleur und denjenigen Preussischen Behörden, welche sonst noch die Leitung des Zoll- und Steuerdienstes besorgen.

Dagegen sind dieselben in allen Privat- oder bürgerlichen Angelegenheiten, ferner bei allen sogenannten gemeinen Vergehen, imgleichen bei Dienstvergehen, wegen welchen gegen ausschließlich Preussische Beamte derselben Kategorie, eine förmliche gerichtliche Untersuchung nöthig sein würde, den Herzoglichen Gerichten unterworfen.

ART. IV. Die Herzogliche Regierung ist befugt, bei den Zoll- und Steuerämtern in dem Fürstenthum Lichtenberg außerordentliche Kassensrevisionen durch einen ihrer Beamten vornehmen, von den dabei aufzunehmenden Verhandlungen dem Preussischen Provinzialsteuer-Direktor Abschrift mittheilen zu lassen und auf die Abstellung der Unordnungen, welche etwa bei einer solchen Gelegenheit entdeckt werden, in geeigneter Art einzuwirken.

ART. V. Die von den Herzoglichen Unterthanen in dem Fürstenthume Lichtenberg verübten Zoll- oder Steuervergehen, sollen, insoferne gegen die, nach vorgängiger summarischer Untersuchung erfolgte administrative Entscheidung, auf förmliches gerichtliches Verfahren provozirt wird, von dem Herzoglichen Landgerichte zu St. Wendel zur Untersuchung und Strafe gezogen werden. Alle gegen die Erkenntnisse dieses Gerichts zulässigen Rechtsmittel, werden nach Maassgabe der Rechtsbeschwerde, bei dem Herzoglichen Appellationsgerichte zu St. Wendel oder dem Herzoglichen Revisionsgerichte zu Coburg, verhandelt und entschieden werden.

Seine Herzogliche Durchlaucht wollen die Anordnung treffen, daß in den gerichtlichen Untersuchungen das Interesse der gemeinschaftlichen Verwaltung durch einen besonderen Beamten gehörig wahrgenommen werde.

ART. VI. Die Königlich Preussische Regierung 1830 verspricht dasjenige Einkommen an Zollgefällen, welches durch die in vorstehender Art zu bewirkende Vereinigung des Fürstenthums Lichtenberg mit den westlichen Preussischen Provinzen zu einem Zollsysteme, imgleichen von den, von vorgedachten inländischen Erzeugnissen zu erhebenden Abgaben, den Preussischen Kassen zufließen wird, den Herzoglich Sachsen-Coburg-Gothaischen Kassen überweisen zu lassen, und zwar dergestalt, daß von denjenigen in den westlichen Preussischen Provinzen und in dem Fürstenthume Lichtenberg einkommenden Gefällen, bei welchen die Herzogliche Regierung wegen der aus ihrem Beitritte erfolgenden Vermehrung der bisherigen Einnahmen der Preussischen Kassen auf einen Mitgenuß Anspruch machen kann, der Antheil derselben, nach dem Verhältnisse der Seelenzahl des Fürstenthums zu der der westlichen Preussischen Provinzen, berechnet und baar gewährt wird.

ART. VII. Von allen für Seine Herzogliche Durchlaucht und Hochdero Hofhaltung mit Herzoglichen Ober-Marschallamts-Attesten in das Fürstenthum Lichtenberg eingehenden Waaren werden die Gefälle nicht bei dem Eingange erhoben, sondern nur notirt und bei der nächsten Erhebung des Antheils Seiner Herzoglichen Durchlaucht an den Sammt-Einkünften in baarem Gelde angerechnet werden.

ART. VIII. Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die wegen verschuldeter Zoll- und Steuervergehen in dem Fürstenthume Lichtenberg verurtheilten Personen, ist Seiner Herzoglichen Durchlaucht überlassen. Der gesetzmäßige Antheil des Denunzianten ist kein Gegenstand des Straferlasses.

ART. IX. Von dem Tage der Ausführung gegenwärtiger Uebereinkunft an, findet zwischen den westlichen Preussischen Provinzen und dem Fürstenthume Lichtenberg ein völlig freier Verkehr, unter folgenden Ausnahmen Statt:

A. die Einfuhr des Salzes aus dem Fürstenthume Lichtenberg in die westlichen Preussischen Provinzen und aus diesen in jenes, ist verboten. Jedoch wird die Königlich-Preussische Regierung den freien Ein-

- 1830 gang derjenigen Salz-Quantitäten gestatten, welche, in Folge eines, zwischen der Herzoglichen Regierung zu St. Wendel und der dortigen Herzoglichen Salzfactorei bestehenden Pachtvertrages in das Fürstenthum Lichtenberg, dem Bedarfe angemessen, eingeführt werden.
- B. Das Einbringen der Spielkarten ist in derselben Weise verboten. Da indessen in dem Fürstenthume Lichtenberg Spielkarten nicht angefertigt werden, so wird die Königlich-Preussische Regierung eine, dem Bedürfnisse der Einwohner entsprechende Quantität Spielkarten abgabefrei in das Fürstenthum eingehen lassen, deren nähere Bestimmung, so wie auch die desfalls anzuordnende Kontrolle, besonderen Verabredungen vorbehalten bleibt.
- C. Bei dem Eingange von Mehl, Getreide und Schlachtvieh aus dem Fürstenthume Lichtenberg in eine der Preussischen Städte, wo Mahl- und Schlacht-Steuer für Rechnung des Staats erhoben wird, ist diese Abgabe eben so, wie von den gleichartigen Preussischen Erzeugnissen zu entrichten.
- D. Dergleichen Abgaben, welche von gewissen inländischen Erzeugnissen für Rechnung einer Stadt, oder Kommune bei dem Einbringen in dieselbe erhoben werden, unterliegen auch Waaren derselben Art, welche aus dem Fürstenthume Lichtenberg in eine, zu jener Erhebung befugte Preussische Kommune, oder umgekehrt aus den westlichen Preussischen Provinzen in eine gleichmäfsig befugte Kommune des Fürstenthums Lichtenberg eingeführt werden.

ART. X. Die für die Herzoglichen Unterthanen in dem Fürstenthume Lichtenberg mit der Post ankommenden Waaren, sollen gleichen Begünstigungen und Beschränkungen mit denen unterliegen, welche für die Könighchen Unterthanen bestimmt sind.

ART. XI. Sogleich nach Publikation des gegenwärtigen Vertrages soll von Unterthanen der westlichen Preussischen Provinzen und des Fürstenthums Lichtenberg, welche in dem Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäfsig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Händler, welche blos zum Aufkaufe von Waaren, oder Handlungsreisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, berechtigt sind, auch sich als Inländer diese Berechtigung in dem einen Staate durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, in dem andern Staate deshalb keine weiteren Abgaben entrichten.

Endlich sollen, aufer den in dem vorhergehenden Artikel IX. erwähnten Beschränkungen, die Unterthanen in den beiderseitigen Landestheilen ihre Waaren, frei von Abgaben, auf die Märkte bringen können und hierzu einer besondern Konzession oder Legitimation, oder eines Gewerbscheins für diesen Theil des Handels- und Gewerbe-Verkehrs nicht bedürfen.

ART. XII. In Absicht des Verkehrs und Gewerbebetriebes zwischen dem Fürstenthume Lichtenberg und den östlichen Preussischen Provinzen, kommen gegenseitig in allen und jeden Beziehungen, namentlich in Ansehung der aus dem Fürstenthume Lichtenberg in die gedachten östlichen Provinzen eingehenden Naturprodukte und Fabrikate, völlig dieselben Grundsätze in Anwendung, welche zwischen diesen und den westlichen Provinzen gelten.

Die völlige Gleichstellung mit den Preussischen Unterthanen rücksichtlich des Verkehrs und Gewerbebetriebes, wird den Einwohnern des Fürstenthums Lichtenberg auch gegenseitig in Beziehung zu allen mit der Preussischen Monarchie durch Zoll- oder Handelsverträge verbundenen deutschen Bundesstaaten, insbesondere auch in allen Beziehungen zu dem Großherzogthume Hessen, imgleichen zu den Königreichen Baiern und Würtemberg, in Gemähsheit der zwischen Preussen und diesen Staaten geschlossenen Zoll- und Handelsverträgen, zu Statten kommen.

ART. XIII. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags wird vorläufig auf zwölf Jahre, nämlich bis zum Schlusse des Jahres 1841 festgesetzt. Erfolgt im Jahre vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes von der einen, oder der andern Seite keine Aufkündigung, so soll er abermahls auf zwölf Jahre und sofort von zwölf zu zwölf Jahren verlängert angesehen werden.

Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und die Auswech-

1830 selung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen vier Wochen bewirkt werden.

So geschehen zu Berlin, am 6ten März 1830.

ALBRECHT FRIEDRICH ERNST HABERMANN.
EICHHORN.

(Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 7ten April 1830 und von Seiner Herzoglichen Durchlaucht dem Herzoge von Sachsen-Coburg-Gotha am 13ten März 1830 ratifizirt worden).

41.

Convention de cartel entre la Prusse et la Russie et la Pologne, signée le $\frac{17}{29}$ Mars 1830.

(Gesetz - Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1830. No. 12. pag. 85.)

Au nom de la Très - Sainte et indivisible Trinité!

La convention de cartel conclue le $\frac{13}{5}$ Mai 1816 entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, venant d'expirer, quelques-unes de ses dispositions ayant été reconnues susceptibles de recevoir plus de développemens et de précision et d'autres ayant cessé d'être applicables aux rapports existans, Leurs Majestés ont jugé utile et convenable de conclure une nouvelle convention de cartel et ont à cet effet nommé des plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur *Chretien Gonthier* Comte de *Bernstorff*, son ministre d'état, du cabinet et des affaires étrangères, chevalier des grands ordres de l'aigle noire et de l'aigle rouge de Prusse, de ceux de St. André, de St. Alexandre Nevsky et de Ste Anne de la première classe de Russie, et de celui de l'aigle blanche de Pologne, grand-croix de l'ordre royal de St. Etienne de

Hongrie, grand-cordon de la légion d'honneur de 1830
France, grand-collier de l'ordre de la toison d'or
et grand-croix de l'ordre de Charles III. d'Espagne,
chevalier de l'ordre de l'éléphant et grand-croix de
l'ordre de Dannebrog de Danemarck, grand-croix de
l'ordre de St. Ferdinand et du mérite de Sicile,
chevalier de l'ordre suprême de l'annonciade de
Sardaigne, grand-croix des ordres de Guelphe
d'Hannovre, de la couronne de Wurtemberg, du Lion
d'or de la Hesse électorale et du mérite de la Hesse
grand-ducale, de ceux de la fidélité et de Zaehringue
de Bade et du faucon blanc de Saxe-Weimar,

et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi
de Pologne le Sieur *David* comte d'*Alopeus*, Son
conseiller privé actuel, et chambellan actuel, envoyé
extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa
Majesté le Roi de Prusse, chevalier des ordres de
St. Alexandre - Nevsky, de St. Vladimir de la pre-
mière et de Ste. Anne de la première classe, de
celui de l'aigle blanche de Pologne, et grand-croix
de la légion d'honneur de France;

lesquels après avoir échangé leurs pleins - pouvoirs,
trouvés en bonne et due forme, ont conclu et signé
la convention de cartel, dont la teneur suit ici mot
à mot.

ART. I. La présente convention, qui sera mise
en exécution à dater du jour de sa ratification, s'ap-
pliquera :

- a. à tous les individus qui désertent le service actif
des armées respectives, ainsi qu'aux effets militaires
qu'ils auront emportés, comme chevaux, harnois,
armes, habillemens;
- b. aux individus, qui n'ont obtenu de congé qu'à con-
dition de se présenter au premier appel pour rentrer
au service actif, et qui en conséquence appartiennent
à la réserve;
- c. à tous les individus qui, selon les lois de l'état
qu'ils ont quitté avec ou sans l'intention d'y rentrer,
sont sujets, ne fut-ce que dans la suite, au service
militaire;
- d. aux individus qui, ayant commis des crimes dans
l'un des deux états, se sont enfuis sur le territoire

1830 de l'autre, pour se soustraire aux poursuites de la justice et à la peine qu'ils ont encourue.

ART. II. Si les individus mentionnés à l'article précédent sous la lettre a, sont saisis en uniforme, si l'on trouve sur eux d'autres objets appartenant à l'équipement militaire, ou, en général, s'il est hors de doute qu'ils ont déserté le service actif de l'autre état, ils seront sur le champ et sans réquisition préalable de cet état, arrêtés et conduits avec les effets militaires trouvés sur eux, à la frontière qui sépare les deux états, pour y être remis à l'autorité respective chargée de les recevoir. Quant aux individus, dont la désertion n'est pas manifeste, mais devient probable, par suite de leur propre déclaration ou de circonstances particulières, les autorités militaires ou civiles, qui auront eu connaissance du séjour d'un pareil individu, prendront aussitôt les mesures nécessaires pour empêcher son évasion. Elles feront ensuite dresser un procès-verbal à ce sujet et le communiqueront à l'autorité militaire provinciale de l'autre état, qui alors déclarera si le prévenu a effectivement déserté ou non, sur quoi, dans le cas de l'affirmative, le déserteur lui sera délivré de la manière sus-indiquée.

Les individus mentionnés à l'article précédent lettres b. et c., ne seront arrêtés et restitués qu'à la suite d'une réquisition expresse, qui, dans chaque cas spécial, sera faite par l'autorité compétente de l'état auquel ils appartiennent.

ART. III. L'extradition des individus, appartenant aux classes a., b. et c. de l'article I., n'aura cependant pas lieu si avant de s'être rendus dans l'état qu'ils ont quitté en dernier lieu ou avant d'y avoir pris service, ils ont été sujets de l'état où ils se sont retirés lors de leur désertion, et que les rapports, qui proviennent pour eux de cette qualité, n'ont pas été annulés suivant les formes prescrites par les lois de cet état. Mais même dans ce cas on rendra les chevaux et effets militaires, que ces individus auroient emmenés avec eux en désertant.

De même, si un individu appartenant à ces trois classes s'est rendu coupable de quelque délit dans l'état où il s'est retiré, son extradition pourra être refusée jusqu'à ce qu'il ait subi la peine, que lui infligent les lois de cet état.

Enfin, dans le cas, où, suivant la teneur de 1830 l'article II, l'arrestation et l'extradition d'un individu n'auront lieu qu'à la suite d'une réquisition, si, depuis l'époque de la désertion ou de l'évasion de cet individu, il s'est écoulé l'espace de cinq ans, celui des deux états, auquel seroit adressé une réquisition pour le réclamer, ne sera pas tenu d'y satisfaire.

ART. IV. Les communications qui, d'après l'article II, auront lieu par rapport aux individus soupçonnés d'avoir déserté le service de l'une des Hautes Parties contractantes, seront adressées de la part de la Prusse au commandant en chef et aux officiers préposés à l'extradition des déserteurs, et de la part de la Russie et de la Pologne au général commandant la province prussienne la plus proche; les réquisitions relatives aux individus mentionnés à l'article I. sous les lettres b. et c. s'adresseront de la part de la Prusse aux autorités militaires et civiles de Russie ou de Pologne les plus à proximité, et de la part de la Russie et de la Pologne, à la régence provinciale prussienne la plus à portée.

ART. V. Comme il pourroit arriver qu'un individu, avant sa désertion du service de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, eût déserté des troupes d'un autre souverain, ou d'un autre état, avec lequel l'une des Hautes Parties contractantes auroit conclu une convention de cartel, le déserteur n'en sera pas moins rendu à l'armée, qu'il aura désertée en dernier lieu.

ART. VI. Il est expressément défendu aux autorités militaires et civiles respectives d'engager au service militaire ou civil de leur souverain un individu, dont la désertion du service actif de l'autre état n'est pas douteuse ou ne seroit même que probable. Elles ne laisseront passer aux frontières ni aucun sous-officier ni aucun soldat de l'armée de l'état limitrophe, à moins qu'il ne soit muni d'un passeport ou d'une cartouche du chef ou du commandant du corps auquel il prétend appartenir.

Tout individu qui, sans pouvoir se légitimer au moyen d'un pareil passeport ou d'une cartouche, sera découvert par ces autorités ou leur sera dénoncé par leurs subalternes, et que des signes extérieurs ou

1830 d'autres circonstances rendront suspect d'appartenir aux troupes de l'autre état, sera sur le champ arrêté, avec tous les effets qu'on trouvera sur lui; on lui fera subir un interrogatoire et il sera procédé ensuite conformément aux dispositions de l'article II.

ART. VII. Les Hautes Parties contractantes feront tenir la main à ce qu'il soit satisfait promptement et loyalement aux réquisitions qui devront être adressées à leurs autorités, concernant les individus des classes b. et c. de l'article I. Si ces individus devoient avoir été engagés au service de l'état sur le territoire duquel ils se trouvent, cette circonstance n'influera en rien sur les obligations mutuelles résultant du présent article.

ART. VIII. S'il s'élevait des doutes sur l'exactitude de telle ou telle circonstance, rapportée dans le réquisitoire, ces doutes ne pourront, les cas mentionnés à l'article III. exceptés, motiver un refus d'extradition.

ART. IX. Non seulement l'extradition d'un déserteur ou d'un individu sujet au service militaire devra toujours et sans exception être accompagnée d'un procès-verbal, qui aura été dressé relativement aux causes et aux circonstances de son arrestation, mais encore, s'il appartient à la catégorie de ceux qui d'après l'article II. doivent être livrés d'office, les effets militaires qui auront servi à faire découvrir sa désertion, seront de suite restitués avec lui. Que si, au contraire, l'individu appartient à la classe de ceux, qui ne sont livrés qu'à la suite d'une communication préalable entre les autorités militaires respectives, ou d'un réquisitoire spécial, alors, afin de lever toute espèce de doute que son extradition ne soit conforme aux principes établis dans la présente convention, le réquisitoire qui le concerne sera toujours produit en original lors de l'extradition.

ART. X. Les places frontières fixées jusqu'ici pour l'extradition régulière des déserteurs et autres individus, continueront à servir pour le même objet aussi longtems que les autorités respectives ne conviendront pas d'un changement à cet égard. Les fonctionnaires chargés dans ces endroits de recevoir les individus qui devront être livrés, seront suivant que

ces fonctionnaires appartiennent à l'état militaire ou à 1830 l'état civil, denommés par l'autorité militaire ou civile compétente, à celle de l'autre état.

ART. XI. Pour tout déserteur ou individu sujet au service militaire, les frais d'entretien seront acquittés à raison de deux gros courant de Prusse ou de quinze gros de Pologne par jour, à compter du jour où il aura été arrêté pour être livré soit d'office, soit par suite d'une réquisition. Si le déserteur a pris avec lui un cheval de service, il sera bonifié pour ce dernier par jour et à compter de l'époque susindiquée, deux metzes d'avoine et huit livres de foin avec la paille nécessaire et ces fourrages seront payés chaque fois selon le prix courant du marché de la ville la plus proche.

La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, laquelle aura lieu dès qu'on l'aura découvert; les frais de son entretien ne seront rétribués de part et d'autre que pour le même terme de huit jours, à moins que l'éloignement du lieu où le déserteur aura été arrêté ou d'autres circonstances bien constatées, ne retardent nécessairement au delà de ce terme son extradition aux autorités compétentes. Si par suite de maladie du transfuge, il auroit été reçu dans un hôpital, les frais qui en resulteront seront acquittés par le gouvernement réclamant à raison de vingt et un gros de Pologne par jour pour tout le tems pendant lequel son état de santé l'aura retenu dans l'hôpital.

ART. XII. Celui qui découvrira un déserteur quelle que soit l'espèce de troupes dont celui-ci fasse partie, ou bien un individu sujet au service militaire et réclamé, de sorte que ce déserteur ou cet individu puisse sur le champ être arrêté, obtiendra comme récompense de la part de l'état, auquel se fera l'extradition, la somme de vingt-sept florins de Pologne. Si l'on découvre en même tems le cheval de service emmené par lui et que le cheval est rendu à l'état auquel il appartient, cette récompense sera portée à à quarante-cinq florins de Pologne.

ART. XIII. Afin de pouvoir acquitter sans délai cette récompense ainsi que les frais d'entretien mentionnés à l'article XI, lesquels dans aucun cas ne pour-

1830 ront être augmentés, les Hautes Parties contractantes feront déposer chez les fonctionnaires, chargés dans les places frontières, désignées pour cet effet, de la réception des déserteurs, une certaine somme d'argent, au moyen de laquelle ils payeront, lors de l'extradition faite à eux du déserteur ou de l'individu sujet au service militaire, ainsi que du cheval, et la récompense susmentionnée, et les frais d'entretien, sur une spécification présentée aux susdits fonctionnaires de la part de l'autorité de l'autre état chargé de l'extradition. Si l'on trouvoit cette spécification défectueuse, ce qui toutefois pourra difficilement avoir lieu, vu la détermination précise du taux de la rémunération et des frais d'entretien, elle n'en devra pas moins être soldée et ce ne sera que plus tard, qu'une réclamation à ce sujet sera prise en considération, le seul cas excepté où il n'auroit pas été satisfait à la disposition de l'article IX. concernant la restitution simultanée des effets militaires trouvés sur le déserteur ou l'exhibition de l'original du réquisitoire, dans lequel cas il ne sera payé ni récompense ni frais d'entretien.

ART. XIV. Les déserteurs et les individus sujets au service militaire, ne pouvant contracter des dettes, que l'état auquel ils appartiennent eût l'obligation légale d'acquitter, ces dettes ne feront jamais lors de l'extradition un objet de discussion entre les autorités des deux états. Si un individu, durant son séjour dans l'état qui le délivre, a contracté envers des particuliers des obligations, que son extradition l'empêche de remplir, il ne reste à la partie lésée que de faire valoir ses droits par devant l'autorité compétente de l'état auquel appartient son débiteur.

Parcillemeut si un déserteur, ou un individu sujet au service militaire se trouvoit, au moment où il est réclamé, en état d'arrestation pour des engagements qu'il auroit contractés envers des particuliers, l'état, auquel s'adresse la réquisition, ne sera pas pour cela libéré de l'obligation de le délivrer sans retard.

ART. XV. Ceux qui dans le pays de l'un des deux souverains commettent un délit criminel, ou qui sont accusés ou prévenus d'en avoir commis un, et qui

ensuite prennent la fuite et se rendent dans le pays 1830 de l'autre souverain, seront restitués de part et d'autre à la première réquisition, laquelle aura lieu de la manière indiquée ci-dessus à l'article XVI.

L'état ou la condition du coupable, accusé ou prévenu, ne changera rien à cette disposition, et il sera restitué de quel état ou de quelle condition qu'il soit, noble, habitant d'une ville ou de la campagne, libre, serf, militaire ou civil.

Mais si ledit criminel ou prévenu est sujet du souverain dans le pays duquel il s'est rendu par sa fuite, après avoir commis un délit criminel dans le pays de l'autre souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais le souverain dont il est sujet fera administrer contre lui bonne et prompte justice. Si cependant un individu quelconque a été arrêté dans le pays où il a commis un délit criminel ou un excès quelconque, et ce pour avoir commis ledit délit criminel ou excès, le souverain du pays où l'arrestation s'est faite, fera administrer justice contre lui et lui fera infliger la peine qu'il a encourue, quand même un tel individu seroit sujet de l'autre souverain.

ART. XVI. Dans les cas prévus par l'article précédent, le tribunal supérieur de la province, où le criminel doit être, ou a été soumis à une information et où il subira sa peine, fera la réquisition nécessaire à cet égard, laquelle sera adressée au tribunal supérieur de la province, ou le criminel sera présumé avoir cherché un asile.

Si toutefois il ne s'agissoit d'abord que de découvrir un individu et de s'assurer de sa personne par la voie de la police, les réquisitions à cet effet pourront être réciproquement adressées aux autorités provinciales de police des Hautes Parties contractantes.

Mais dans tous les cas où il est question de l'extradition effective d'un criminel, le réquisitoire émané à son égard devra entrer dans le détail des circonstances du crime, afin que l'on puisse se convaincre que le délit, dont le criminel est accusé, est tel, que suivant les lois de l'état même auquel s'adresse la réclamation le coupable se trouveroit aussi soumis à une enquête criminelle. Quand ces conditions seront remplies et que par suite de l'interrogatoire qu'on fera subir au prévenu, l'identité de sa personne aura été

1830 reconnue, il devra être livré. A cet effet il sera escorté jusqu'à la frontière et remis, contre le remboursement des frais aux autorités compétentes de la partie requérante.

ART. XVII. A compter du jour de l'arrestation d'un criminel qui est poursuivi, il sera payé quinze gros de Pologne par jour pour son entretien et vingt-deux et un demi gros de Pologne par jour pour frais de détention.

ART. XVIII. Ni les déserteurs, ni les individus sujets au service militaire, ni les criminels ne pourront, de la part du souverain qui les réclame, être poursuivis dans le pays de l'autre souverain, soit par quelque acte de violence ou d'autorité propre, soit clandestinement. Il est en conséquence défendu qu'un détachement militaire ou civil, quel qu'il soit, ou quelque emissaire secret, passe dans ce but la frontière des deux états.

Si de la part de la puissance réclamante la poursuite d'un ou de plusieurs déserteurs, d'individus sujets au service militaire, ou de criminels qui se sont sauvés, a été ordonnée au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de toute autre manière, cette poursuite ne devra s'étendre que jusqu'à la frontière qui sépare les deux états. C'est à ce point qu'il faut que le détachement s'arrête et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité privée et s'adressera à l'autorité militaire ou civile compétente pour faire la demande de l'extradition, en lui exhibant les lettres réquisitoires de ses supérieurs. Ce délégué sera reçu avec les égards, que les deux gouvernemens se doivent mutuellement, et l'on procédera ensuite conformément aux termes de la présente convention.

ART. XIX. Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, chargé de l'information des délits militaires.

Le dit tribunal examinera le fait, entendra les témoins et amènera les actes au point que la sentence puisse être prononcée. Ces actes seront transmis ensuite au général en chef des troupes dont dépend le coupable, aux fins de faire prononcer la sentence conformément aux lois de chaque pays. La sentence sera

communiquée au tribunal chargée de l'information, qui 1830 la publiera au prévenu, retenu par lui aux arrêts jusqu'à cette époque. Selon la teneur de cette sentence le prévenu sera de suite mis en liberté ou délivré à l'autorité de l'autre état la plus voisine, pour lui faire subir la peine infligée.

L'information du procès aura lieu sans interruption et devra être accélérée le plus que possible. Si le tribunal, chargé de prononcer la sentence, demande auparavant des éclaircissemens ultérieurs, ces éclaircissemens seront fournis à la réquisition du dit tribunal par l'autorité chargée de l'information du délit.

S'il s'élève de doutes sur cette violation du territoire, ou sur les circonstances particulières du fait, il sera établi une commission mixte, présidée par les commissaires de la partie lésée. Aussitôt que les décisions portées par cette commission appelée seulement à déclarer si la violation de territoire a eu lieu ou non, auront été confirmées par les deux souverains, la punition du coupable aura lieu aussi promptement que possible selon les lois et par le ministère des autorités du gouvernement dont il se trouvera être sujet.

ART. XX. Il est défendu aux autorités et sujets des Hautes Parties contractantes de récélér un déserteur, un individu soumis au service militaire et déjà réclamé, ou un criminel propre à être livré, ou de les aider à se rendre dans d'autres contrées plus éloignées, afin de les soustraire par là à l'extradition.

Les gouvernemens respectifs procéderont d'après les lois du pays contre les personnes qui commettraient un délit de cette nature, et les autorités des deux états se donneront mutuellement, pour leur propre satisfaction, des renseignemens sur la manière dont les contrevenans auront été recherchés et punis.

ART. XXI. Il sera rigoureusement défendu aux sujets des Hautes Parties contractantes d'acheter, de quelque individu que ce soit, ne fut-il pas encore reconnu pour déserteur ou réclamé comme tel, des effets qui portent indubitablement le caractère d'une propriété de l'état.

Ils seront avertis surtout, de ne pas acheter le cheval qu'un déserteur aura emmené avec lui. Il leur sera de plus sévèrement enjoint de se donner de garde de faire l'achat d'objets, qu'un criminel a emportés en

1830 se sauvant et dont il est possesseur illégitime. Les deux gouvernemens emploieront tous les moyens que leur offrent les lois du pays, pour faire gratuitement rentrer l'un l'autre en possession de ces objets, ainsi que des effets militaires sus-mentionnés.

ART. XXII. Si l'extradition d'un déserteur, d'un individu sujet au service militaire ou d'un criminel de la catégorie plus haut mentionnée, n'a pas été faite dans un cas, où, d'après cette convention, elle auroit dû avoir lieu, et que le dit individu par une nouvelle fuite retourne dans le pays, auquel il auroit dû être délivré, le souverain de ce pays ne sera pas tenu de le rendre.

ART. XXIII. Aucun individu, tombant à charge à l'un des deux états, lors même qu'il n'y seroit pas né ou domicilié suivant les lois du pays, ne pourra être transféré dans l'autre état sans le consentement préalable et exprès de ce dernier, même dans le cas où cet individu ou ses parens y seroient nés, ou qu'il eut existé précédemment entre lui et cet état des rapports de sujétion. Si donc l'un des deux états avoit l'intention de transférer dans l'autre un individu qui lui seroit à charge, les autorités provinciales de ce dernier état les plus proches devront auparavant s'être déclarées prêtes à le recevoir. Sans un concert préalable à cet égard, les autorités frontières n'auront ni le droit ni l'obligation de recevoir un pareil individu.

Ce concert toutefois ne sera pas nécessaire, lorsque l'un des deux états jugera à propos de faire sortir de son territoire un individu, muni de la part de l'autre état d'un passeport, expédié pour un tems déterminé; bien plus les Hautes Parties contractantes s'engagent à le recevoir sans difficulté non seulement jusqu'à l'expiration du terme fixé dans le passeport, mais encore si ce passeport n'a pas été renouvelé ou prolongé pendant la moitié de sa durée primitive, pourvu que cette durée ne dépasse pas le terme de six mois. Mais si les deux parties s'accordent sur la réception d'un individu, l'état qui veut s'en défaire, doit à ses propres frais le faire conduire à la frontière de son territoire. Si toutefois le gouvernement de Russie ou celui de Pologne vouloit se défaire d'un individu, dont le transport dans sa patrie ne pourroit être effectué qu'à tra-

vers le territoire prussien, le gouvernement de Prusse 1830 ne refusera jamais son consentement à l'exécution d'un pareil transport, pourvuque, lors de l'extradition de cet individu aux autorités frontières prussiennes, il leur soit remis en même tems :

1. une déclaration certifiée du gouvernement auquel appartient cet individu, portant son consentement à le recevoir ;

2. le montant complet des frais de transport et d'entretien de l'individu en question, pour toute la route jusque dans sa patrie.

Si ces deux conditions ne sont pas complètement remplies, le gouvernement prussien, vû les conventions qui existent à cet égard entre lui et d'autres états, ne pourra pas se prêter à recevoir un individu qui devra être adressé à un état tiers.

ART. XXIV. La durée de la présente convention, dont toutes les dispositions sont également applicables au royaume de Pologne, est fixé à douze années.

ART. XXV. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous, les plénipotentiaires respectifs, l'avons signée et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Berlin le dix sept (vingt neuf) Mars de l'an de grace Mil-huit-cent-trente.

Le Comte DE BERNSTORFF.

Le Comte D'ALOPEUS.

(Cette convention de cartel a été ratifiée par Sa Majesté le Roi de Prusse le 8 Avril et par Sa Majesté l'empereur de Russie le 19 Août (V. S.) 1830).

42.

1830 *Traité entre la Prusse et l'Hanovre
concernant les liquidations et les
compensations réciproques, signé à
Berlin le 23 Mars 1830.*

(*Hannoversche Gesetz-Sammlung*. 1. Abtheilung.
No. 8. pag. 59).

Nachdem die Vollziehung der zwischen Seiner Majestät dem Könige von Hannover und Seiner Majestät dem Könige von Preußen zu Wien unter dem 29sten Mai 1815 und zu Paris unter dem 23sten September desselben Jahres abgeschlossenen Verträge, soweit sie sich auf die gegenseitige Abtretung verschiedener Provinzen und Landestheile beziehen, mit alleiniger Ausnahme zweier Punkte — die Vervollständigung der Entschädigung wegen des nicht abgetretenen Kurhessischen Theils der Grafschaft Schaumburg, worüber am heutigen Tage eine besondere Uebereinkunft getroffen worden, und die Ueberweisung der Hannover, wegen der Niedergrafschaft Lingen, noch gebührenden 1654 Seelen, worüber noch eine Einigung wird bewirkt werden, welche dieselbe Kraft und Gültigkeit haben soll, als wenn sie einen Theil des gegenwärtigen Vertrages bildete — bereits vor Jahren Statt gehabt hat;

die mit diesen Territorial-Cessionen vertragsmäßig verbundene gegenseitige Uebernahme und Theilung der auf den abgetretenen Provinzen und Landestheilen haftenden öffentlichen verbrieften Schulden aber noch nicht vollständig hat zur Ausführung gebracht werden können;

und man sich ebensowenig bis jetzt rücksichtlich der übrigen gegenseitigen Ansprüche vereinigt hat, welche beide Regierungen wegen der abgetretenen Territorien an einander zu haben behaupten;

beide auch im Interesse ihrer neuen Unterthanen sowohl, als um Weitläufigkeiten und mancherlei Inkonvenienzen vorzubeugen, nothwendig haben erachten müssen, die zwischen ihnen noch vorzunehmende

Einigung auf die Ansprüche und Forderungen auszu- 1830
dehnen, welche jene an die abtretende Staats-Regie-
rung machen zu können glauben, und demgemäß in
vorkommenden Fällen die reklamirenden Unterthanen
an diese Auseinandersetzung bereits verwiesen sind;

und da endlich beide Regierungen den Entschluß
gefaßt haben, die gegenwärtige Gelegenheit zu be-
nutzen, um in gleicher Mafse wegen der gesammten
Staats- und Privat-Forderungen, welche sich auf
die Alt-Hannoverschen Provinzen beziehen, eine lange
gewünschte Vereinigung zu treffen, ohne Unterschied,
ob diese Forderungen aus älteren Verhältnissen oder
aus der Zeit herrühren, wo zwischen beiden Kronen
Irrungen entstanden waren, die längst in ihren gegen-
seitigen freundschaftlichen Gesinnungen ihr Ende
gefunden haben;

gegenwärtig aber die zu einer Auseinandersetzung
in dem ganzen angegebenen Umfange erforderlichen
Vorarbeiten soweit beendigt sind, als es bei den man-
nigfaltigen entgegenstehenden Schwierigkeiten hat ge-
schehen können:

so haben beide Regierungen, gleichmäfsig von
dem lebhaften Wunsche beseelt, der Ungewifsheit ein
Ende zu machen, welche bis jetzt rücksichtlich der
mannigfaltigen Interessen ihrer Kassen und Unterthanen
obgewaltet, und überhaupt einen Zustand der Dinge
nicht länger fortdauern zu lassen, der denen zwischen
ihnen bestehenden glücklichen Verhältnissen nicht ent-
spricht, über eine allgemeine Auseinandersetzung in
allen oben angegebenen Beziehungen sich zu einigen
beschlossen und zu dem Ende besondere Bevollmäch-
tigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Großbritannien und
Hannover,

Allerhöchst Ihren Staats- und Kabinets-Minister
Ludwig Conrad Georg von Ompteda, Groß-
kreuz des Königlich Hannoverschen Guelphèn- und
Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-
Ordens erster Klasse; und,

Seine Majestät der König von Preußen,

Allerhöchst Ihren Staats-, Kabinets- und der
auswärtigen Angelegenheiten Minister *Christian*
Günther Graf von Bernstorff, Ritter des Preu-
ssischen großen schwarzen und rothen Adler-Or-

1830

dens; des Russischen St. Andreas-, St. Alexander-Newsky - und St. Annen-Ordens erster Klasse; wie auch des Polnischen weißen Adler-Ordens; Großkreuz des Königl. Ungarischen St. Stephans-Ordens und der Französischen Ehrenlegion; Ritter des Ordens vom goldenen Vlies und Großkreuz des Spanischen Ordens Carls III.; Ritter des Dänischen Elephanten Ordens und Großkreuz des Dänischen Dannebrog!-Ordens; wie auch des Sizilianischen St. Ferdinands- und Verdienst-Ordens; Ritter des Sardinischen hohen Annunciaden-Ordens; Großkreuz des Hannoverischen Guelphen-Ordens; des Ordens der Württembergischen Krone; des Kurfürstlich Hessischen goldenen Löwen-Ordens und des Großherzoglich Hessischen Verdienst-Ordens; der Badenschen Orden der Treue und des Zähringer Löwen, und des Sachsen Waimarschen weißen Falken;

die, nachdem sie ihre Vollmachten gegenseitig in guter gehöriger Form befunden und gegen einander ausgewechselt haben, unter Vorbehalt der Ratifikationen ihrer Allerhöchsten Höfe, über folgende Artikel übereingekommen sind:

ART. I. Da eine Erörterung aller Rechtsfragen, wozu die seit dem Jahre 1806 Statt gefundenen politischen Ereignisse Veranlassung geben könnten, nach der Absicht der hohen kontrahirenden Theile, unbeschadet der gegenseitig aufgestellten Ansichten und behaupteten Meinungen, umgangen werden soll, so ist die Auseinandersetzung, wie die nachstehenden Artikel solche bestimmen, im Allgemeinen als ein Vergleich zu betrachten, wodurch alle in den Kreis derselben aufgenommene Staats- und Privat-Forderungen nach Grundsätzen der Billigkeit, und wie solches den zwischen beiden Kronen bestehenden freundschaftlichen Verhältnissen gemäß ist, erledigt werden,

Indem hiebei in Absicht der Privat-Forderungen die hohen kontrahirenden Theile von dem Gesichtspunkte haben ausgehen müssen, daß im Allgemeinen rücksichtlich deren Feststellung nur die Anwendung derjenigen Grundsätze von Seiten einer jeden Staats-Regierung gefordert werden könne, nach welchen würde verfahren worden sey, wenn die Interessenten unmittelbar und einzeln ihre Ansprüche gegen die be-

treffende Staats-Regierung angemeldet und verfolgt 1830 hätten, und das daher hauptsächlich der Zustand der Verhältnisse zum Grunde zu legen sey, unter welchen die in Rede stehenden Ansprüche entstanden sind; das ferner in Beziehung auf diejenigen Forderungen, deren Entstehung in eine Zeit vor dem Pariser Friedensschlusse vom 30sten Mai 1814 fällt und bei welcher daher diesem Friedensschlusse vorausgegangenen politischen Ereignisse in Betracht zu ziehen sind, eine gerichtliche Erörterung nicht Platz greife, so ist es ein besonderer Zweck des Vergleichs zu Gunsten der Privat-Forderungen im Ganzen solche Rücksichten der Billigkeit eintreten zu lassen, auf welche die Interessenten bei einer unmittelbaren Verfolgung ihrer Ansprüche sich keine Rechnung machen konnten.

Aus den folgenden Bestimmungen und Festsetzungen des gegenwärtigen Vertrages sollen daher auch keine Folgerungen auf Anerkennung bestimmter Rechts-Grundsätze von einer oder der andern Seite gezogen werden können.

ART. II. Alle bei den Statt gefundenen Unterhandlungen zur Sprache gekommenen Staats- und Privat-Forderungen sollen, so weit sie nicht ausnahmsweise einer besondern Verhandlung vorbehalten oder aus einem andern Grunde von dieser Auseinandersetzung ausgeschlossen werden, (Art. III. — VII.) in den gegenwärtigen Vertrag oder dessen Anlagen aufgenommen und zu einem bestimmten Betrage festgestellt werden.

In Absicht dieser Feststellung soll es keinen Unterschied machen, ob sich die Forderungen auf die durch die Staats-Verträge vom 29sten Mai und 23sten September 1815 geschehenen Territorial-Cessionen oder auf die Alt-Hannoverschen Provinzen beziehen, insbesondere auch in Absicht der Privat-Forderungen, ob diese in Vertretung öffentlicher Institute, Korporationen, Gemeinden oder Privat-Personen zur Sprache gekommen sind.

ART. III. Einer besondern Regulirung bleiben ausnahmsweise vorbehalten, oder scheiden doch von der gegenwärtigen Auseinandersetzung aus:

1. diejenigen aus dem Fürstenthume Hildesheim herrührenden Forderungen Hannoverscher Unterthanen, welche in dem No. I. anliegenden Verzeichnisse

- 1830 aufgeführt sind, und in den Kreis der Verhandlungen wegen der Ansprüche an das ehemalige Königreich Westphalen gehören;
2. alle Forderungen, welche sich auf das Alt-Münstersche Schuldenwesen beziehen und deren Regulirung der dieserhalb bereits bestehenden gemeinschaftlichen Kommission überlassen bleibt;
 3. das Schuldenwesen der Kolonie Friedrichsdorf im Amte Reckenberg, mit dessen Auseinandersetzung die beiderseitigen betreffenden inneren Behörden beauftragt werden sollen;
 4. diejenigen Forderungen, welche man Hannoverscher Seits gegen die Krone Preußen geltend zu machen versucht hat, von denen sich aber im Laufe der Unterhandlungen ergeben hat, daß sie nicht mehr Hannoverschen Unterthanen zustehen, und die das sub No. 2. anliegende Verzeichniß nachweist;
 5. die Verhältnisse wegen des vormaligen Hebammen-Instituts zu Hildesheim, welche einer besonderen Einigung zwischen den beiden Regierungen vorbehalten bleiben;
 6. die Ansprüche an solche für Pfarreien, Schulen und andere milde Zwecke, wie sie Namen haben mögen, gemachte Stiftungen, welche für den ganzen Umfang einer durch die geschehenen Territorial-Cessionen zwischen beiden Staats-Regierungen getheilten Provinz, z. B. die Grafschaft Lingen und das Fürstenthum Eichsfeld, ursprünglich bestimmt waren. In Absicht dieser Stiftungen wird Folgendes verabredet:

ART. IV. Dieselben sollen zwischen den beiderseitigen Antheilen der betreffenden Provinz verhältnißmäßig getheilt werden.

ART. V. Diese Theilung nach allen dabei in Erwägung kommenden Verhältnissen zu bewirken, soll, wie dies bei der Waisen- und Geistlichen Kasse der Grafschaft Lingen bereits früher geschehen, den betreffenden beiderseitigen Provinzial-Behörden übertragen werden, welche sich damit ohne Zeit-Verlust zu beschäftigen haben.

ART. VI. Bis eine solche Theilung vollzogen seyn wird, haben sich die beiderseitigen Behörden jeder einseitigen Disposition über die solchen gemeinschaftlichen Stiftungen zustehenden Kapitalien, Gefälle und

etwanige andere Fonds zu enthalten, dieselben viel- 1830
mehr nöthigenfalls möglichst sicher zu stellen, und
wenn zu diesem Ende, nach ihrer besten pflichtmäßi-
gen Ueberzeugung, die Einziehung der Kapitalien
etwa erforderlich werden sollte, diese als ein gemein-
schaftliches Depositum zu behandeln.

ART. VII. Die zum General-Armenfonds zu Hei-
ligenstadt eingezogenen Kapital-Beträge des Armen-
fonds des Königlich Hannoverschen Amts Lindau — nebst
erhobenen Zinsen, wird die Preussische Staats-Regie-
rung der Königlich Hannoverschen Land-Drostei zu
Hildesheim erstatten und zugleich die Obligationen
über die noch nicht erhobenen Kapital-Beträge aus-
liefern, auch alle Nachrichten mittheilen lassen, welche
für das Interesse des gedachten Fonds von Nutzen
seyn könnten.

Da die dringlichen Umstände des Instituts es
wünschenswerth machen, daß obige Bestimmungen
recht bald zur Ausführung kommen mögen, so ist zu-
gleich festgesetzt worden, daß dies binnen sechs
Wochen nach erfolgter Auswechselung der Ratifika-
tionen geschehen solle.

ART. VIII. Die Forderungen aus den Territo-
rial-Abtretungen des Jahrs 1815, auf deren Feststel-
lung es ankommt, betreffen:

1. Theils Staats-Forderungen, und zwar:
 - a. die zur Zeit der Abtretung vorgefundenen für landes-
herrliche Rechnung verwahrten Bestände und Vorräthe
 - b. imgleichen, die zu jener Zeit vorhanden gewese-
nen Domainen-Aktiv-Kapitalien,
 - c. die verbrieften öffentlichen Schulden,
 - d. die Abrechnung wegen der Revenüen an Do-
mainen-Gefällen und Steuern aller Art, imglei-
chen an Sporteln, insofern diese Revenüen für
eine frühere Zeit noch ausstehen, oder von dem
neuen Landesherrn erhoben worden sind, als
er nach den geschlossenen Uebergabe-Rezessen
in deren Genuß treten sollte,
 - e. die Abrechnung über mehrere mit dem Revenüen-
Bezuge im Zusammenhange stehende Gegenstände;
2. Theils Privat-Forderungen, und zwar solche An-
sprüche, welche als rückständig gebliebene Verwal-
tungs-Ausgaben zu betrachten sind, oder doch in
Beziehung auf den früheren Besitz und die Verwal-

1830 tung der abgetretenen Provinzen und Landestheile, aus irgend einem besonderen Titel erhoben worden, ohne zu den verbrieften Landesschulden zu gehören.

ART. IX. Auf eine Abrechnung wegen der in den gegenseitig abgetretenen Provinzen und Landestheilen zur Zeit deren Uebergabe vorhanden gewesenen Bestände aller Art, namentlich an Stempelpapier und Spielkarten, wird von Seiten der beiden Staats-Regierungen Verzicht geleistet.

ART. X. Preußen entsagt zu Gunsten der Königlich Hannoverschen General-Domänen-Casse allen Ansprüchen an die von der vormaligen Domänen-Verwaltung in Ostfriesland oder einzelnen vormaligen Rentien daselbst bei der Ostfriesischen Landschaft belegten Capitale, sofern dieselben von ihm noch nicht eingezogen seyn werden, nebst Zinsen.

ART. XI. Einen gleichen Verzicht leistet Preußen auf die in dieselbe Cathégorie gehörenden Capitale, welche bei einzelnen Ostfriesischen vormaligen Amtscassen oder jetzt Hannoverschen Cassen in Ostfriesland belegt sind, und noch ausstehen.

ART. XII. Dagegen verzichtet Hannover auf diejenigen Ostfriesischen Domänen-Activ-Capitalien, welche bei Preussisch gebliebenen Cassen, z. B. der vormaligen Mindenschen Haupt-Chaussee-Bau-Casse belegt oder sonst von Preußen bereits eingezogen sind.

ART. XIII. Gleichergestalt entsagt Hannover allen Ansprüchen, welche es als Besitzer der Niedergrafschaft Lingen auf dergleichen Domänen-Activ-Capitale gemacht hat, namentlich auch den Recognitionsgeldern für die Scharfrichterei zu Lingen; wie auch Preußen seiner Seits allen Ansprüchen entsagt, welche es in Bezug auf diese Lingenschen Domänen-Activ-Capitale gegen Hannover möchte erheben wollen.

ART. XIV. Es verbleibt Hannover und Preußen die freie Disposition über diejenigen Activ-Capitalien, welche sich beide Staats-Regierungen in dem Uebergabe-Recefs, die Eichsfelder Aemter betreffend d. d. 8ten Januar 1816 gegenseitig vorbehalten haben.

ART. XV. Preußen verbleiben gleichergestalt die Activ-Capitale des vormaligen Collegiat-Stifts zu Wiedenbrück, Amts Reckenberg, welche als solche zur Zeit seines Ueberganges an Preußen, am 24sten Julius 1815. noch ausstanden.

ART. XVI. Dagegen wird Hannover von Preußen 1830 der Betrag der unter der Fremd-Herrschaft bereits eingezogenen, in die Hannoverschen Cassen aber noch nicht abgelieferten Activorum zu der Summe von 581 Rthlr. 18 Ggr. in Golde und 2262 Rthlr. 12 Ggr. 4 Pf. Conventions-Münze oder überhaupt 2970 Rthlr. 7 Ggr. 9 Pf. Preussisch-Courant vergütet, welche bei dem mit der Einziehung beauftragt gewesen vormaligen Maire Brüning zu Wiedenbrück beruhten und festgestellt waren. Hannover tritt Preußen dagegen alle die Rechte ab, welche ihm gegen den Brüning und dessen Bürgen zustehen.

ART. XVII. Wegen der verbrieften öffentlichen Schulden derjenigen Provinzen, welche ungetheilt abgetreten sind, findet eine Abrechnung zwischen den beiden Staats-Regierungen nicht Statt.

ART. XVIII. Dieselbe tritt daher nicht ein und verbleiben diese Schulden dem neuen Landesherrn bei folgenden auf die Krone Hannover überangegangenen Provinzen:

1. dem Fürstenthume Hildesheim,
2. dem Fürstenthume Ostfriesland nebst dem Harlingerlande, und
3. der Stadt Goslar, sofern dieselbe als vormalige deutsche freie Reichsstadt dergleichen Schulden gehabt haben sollte, im Gegensatze von Communal-Schulden, welche der Stadt zur Last bleiben.

ART. XIX. Die in dem sub No. 3. anliegenden Verzeichnisse ausgeführten Ostfriesischen Capitale, welche die Preussische Staats-Regierung, theils für sich, theils in Vertretung der Haupt-Bank in Berlin gegen Hannover liquidirt hat, waren bis jetzt von den allgemeinen Ständen des Königreichs Hannover als Landesschuld noch nicht anerkannt.

Da indess mit dem Abschlusse des gegenwärtigen Vertrages die Veranlassung wegfällt, aus welcher man Königlich Hannoverscher Seits diese Suspension hat eintreten lassen, so sollen dieselben als anerkannt betrachtet werden.

Es übernimmt daher Hannover deren Betrag, wie solcher nach dem vorgedachten Verzeichnisse zu einer Summe von 644,700 Rthlr. 15 Ggr. 2 Pf. Preussisch-Courant von dem Königlich Hannoverschen Schatz-Collegium, als der verfassungsmässig zuständigen Be-

1830 hörde, nach denjenigen Evaluations-Verhältnissen ausgemittelt ist, welche bei allen Ostfriesischen Landesschulden zur Anwendung gebracht werden.

ART. XX. Gleichergestalt erkennt sich Hannover verpflichtet, die Zinsen dieser Capital-Forderungen von dem 23sten Julius 1815 an, als dem terminus a quo seines Revenüen-Bezugs in Ostfriesland bis Ende 1829 zu berichtigen.

ART. XXI. Dagegen erkennt Preussen vergleichsweise die Verpflichtung an, den für die Monate November und Dezember 1813 unbezahlt gebliebenen Theil der Zinsen der Ostfriesischen Landesschuld, welche den Gläubigern mit Ausschluss der obigen, theils der Preussischen Staats-Regierung, theils der Haupt-Bank in Berlin zustehenden Capitale, gebühren. mit 1678 Rthlr. 1 Ggr. 10 Pf. in Golde und 3970 Rthlr. 1 Ggr. 1 Pf. Preussisch-Courant oder überhaupt 5816 Rthlr. 8 Ggr. 5 Pf. Preussisch-Courant abzutragen.

ART. XXII. Von der Landesschuld der Grafschaft Lingen übernimmt Hannover vergleichsweise diejenigen in der Anlage No. 4. verzeichneten Capitale, wovon Hannoverische Unterthanen Gläubiger sind, zu dem Betrage von 4458 Fl. 8 Stbr. 4 Pf. Holl. nebst rückständigen Zinsen vom 1sten Januar 1816 an, bis wohin deren Zahlung aus den Lingenschen Revenüen bereits Statt gehabt hat.

ART. XXIII. Die von Preussen an Hannover abgetretenen Eichsfeldischen Aemter machen einen Theil des Aequivalents aus, welches letzterem wegen des Churhessischen Theils der Grafschaft Schaumburg, dessen Abtretung nicht zu erlangen gewesen ist, von Preussen dem Staats-Vertrage vom 23sten September 1815 gemäfs, zu gewähren war.

Rücksichtlich dieser Aequivalents-Distrikte soll überall keine Abrechnung wegen der verbrieften öffentlichen Schulden eintreten. Es hat daher Hannover wegen dieser Aemter weder an den Landesschulden des Fürstenthums Eichsfeld Theil zu nehmen, noch eine Verbindlichkeit zu einer Concurrenz derselben wegen Vertretung der Schulden des Königreichs Westphalen anzuerkennen.

ART. XXIV. Preussen hat wegen des ihm abgetretenen Hannoverischen Amts Reckenberg von den

Osnabrückschen Provinzialschulden eine verhältnißs-1830
mäßige Quote zu übernehmen. Da indess darüber Dif-
ferenzen entstanden sind, theils was zu jenen Provin-
zial-Schulden gerechnet, theils welcher Maßstab der
Vertheilung angenommen werden müsse, so ist man
übereingekommen, diese Schwierigkeiten vergleichs-
weise zu beseitigen.

Demgemäß erkennt Preußen sich verpflichtet, we-
gen des Amts Reckenberg eine Summe von 50,000
Rthlr. Preussisch-Courant zu übernehmen, Hannover
verzichtet aber auf alle und jede desfallsige Zinsenver-
gütung.

ART. XXV. Da ähnliche Schwierigkeiten auch
bei Ausmittelung der von Preußen wegen des ihm ab-
getretenen vormals Hannoverschen Amts Clötze zu
übernehmenden Quote der Lüneburgischen Provinzial-
Schulden so wie der dabei in Frage kommenden Cam-
merschulden entstanden sind: so erkennt Preußen zur
Erledigung derselben vergleichsweise sich verpflichtet,
eine Aversional-Summe von 32,000 Rthlr. auf jene
Schulden mit der Maßgabe zu übernehmen, daß da-
von der Königlich Hannoverschen General-Domänen-
Casse ein Betrag von 5000 Rthlr. zufließen solle. - Auch
hiebei leistet Hannover auf eine Vergütung der Zinsen
Verzicht.

ART. XXVI. Wegen der an Preußen abgetrete-
nen Hannoverschen Dorfschaften Rüdigershagen und
Gänseteich entsagt Hannover vergleichsweise einer
Schulden-Abrechnung.

ART. XXVII. Da rücksichtlich der Schulden des
Herzogthums Lauenburg bereits eine Einigung zwischen
den Kronen Hannover und Dänemark Statt gefunden:
so hat es dabei sein Bewenden und ist hier nichts dar-
über zu bestimmen.

ART. XXVIII. Da nach den Resultaten der früher
wegen der Revenüen Statt gehabten commissarischen
Auseinandersetzungen und Abrechnungen, welche in
der Anlage No. 5. zusammengestellt sind, Preußen eine
Summe von 24,811 Rthlr. 17 Ggr. 3 Pf. Preussisch-
Courant mehr erhoben hat, als ihm gebührte, so er-
kennt es seine Verbindlichkeit an, diese Summe an die
Krone Hannover zu ersetzen.

ART. XXIX. Wo eine gleiche Ausmittelung der
beiderseits erhobenen Revenüen entweder gar nicht,

1830 oder doch nicht vollständig Statt gefunden hat, soll dieselbe nicht weiter veranlaßt werden.

Die Bestände, die in den Cassen vielleicht noch vorhanden seyn möchten, welche mit Erhebung und Berechnung der beiden Staats-Regierungen gemeinschaftlichen Rest-Einnahmen beauftragt waren, sollen derjenigen Regierung überlassen werden, in deren Territorium sich diese Cassen befinden.

In Betreff der noch ausstehenden Revenüen-Reste aller Art, findet eine Abrechnung zwischen den beiden Staats-Regierungen nicht weiter Statt. Dieselben werden vielmehr derjenigen Regierung zur völlig freien Disposition gegenseitig abgetreten, für deren Territorium sie ausstehen.

ART. XXX. Preußen leistet Verzicht auf eine Vergütung der Gefälle, welche Hannoverscher Seits auf den sonst dem Hildesheimischen Kloster Grauhof gehörigen, dem Preussischen Amtshause Gröningen zugelegten und auch künftig der Krone Preußen verbleibenden Erbzins aus dem Halberstädtischen Dorfe Schwanebeck für das Jahr 1815 mit 187 Rthlr. 16 Ggr. 3 Pf. bezogen worden sind.

ART. XXXI. In Absicht der Gefälle der Pöhlder Hof-Receiver des Königlich Hannoverschen Amts Duderstadt für den Zeitraum von 1816 bis incl. 1823, von wo ab die Erhebung durch das gedachte Amt nachträglich bewirkt und auch künftig fortgesetzt werden wird, ist man übereingekommen, daß Preußen auf den für jenen Zeitraum berechneten Rückstand zu 3319 Rthlr. 2 Ggr. 1 Pf. Preussisch-Courant die aus den Hannoversch-Eichsfeldschen Aemtern bei dem Königlich Preussischen Rentante zu Heiligenstadt rückständig gebliebenen Prästationen mit 414 Rthlr. 19 Ggr. 3 Pf. und Zehntpachtgelder mit 1120 Rthlr. 2 Ggr. 8 Pf. in Abzug bringt und daher zu Gunsten Hannovers nur noch eine Summe von 1784 Rthlr. 4 Ggr. 2 Pf. zu erstatten verpflichtet sey.

ART. XXXII. Beide Regierungen haben mittelst einer im Jahre 1817 abgeschlossenen besonderen Ueberkunft gegenseitig allen Ansprüchen wegen der feudorum extra curtem entsagt. Daher tritt auch ein Anspruch auf etwanige rückständige Lehn-Einkünfte, welche aus den abgetretenen Territorien gegenseitig

zu beziehen wären, nicht ein. Insbesondere gilt jene 1830 Entsagung von Seiten Preussens in Beziehung auf die aus den jetzt Hannoversch-Eichsfeldschen Aemtern atwa noch rückständigen Allodifications-Renten.

ART. XXXIII. Alle in den gegenseitig abgetretenen Provinzen und Landestheilen noch ausstehende Gerichts- und etwanige Sporteln, werden gleich den Einnahme-Resten an Steuern und Domainen-Gefällen ohne weitere Abrechnung der neuen Staats-Regierung, welcher die betreffenden Behörden jetzt untergeben sind, zur Verfügung überlassen und damit auch im Uebrigen verfahren, wie im Art. XXIX. bestimmt worden ist.

ART. XXXIV. Von Seite Preussens wird daneben im Wege des Vergleichs auf einen Ersatz der Zuschüsse Verzicht geleistet, welche den Sporteln-Cassen der vormaligen Oberlandes-Gerichts-Commission zu Aurich und des Gerichts zu Lingen für das Jahr 1815, mit resp. 14,150 Rthlr. 17 Ggr. 1 Pf. und 824 Rthlr. 10 Ggr. gemacht worden sind.

ART. XXXV. Zugleich läßt Preussen die Ansprüche fallen, welche es auf folgende in älterer Zeit aus der vormaligen General-Justiz-Salarien-Casse zu Berlin geleisteten Vorschüsse gemacht hat, als:

1. der Regierungen-Deputation zu Hildesheim im Jahre 1803 mit 2000 Rthlr. Preussisch-Courant,
2. dem Stadt-Gerichte daselbst in demselben Jahre mit 2000 Rthlr. Preussisch-Courant, und
3. dem Stadt-Gerichte zu Duderstadt in den Jahren 1805 und 1806 mit 1400 Rthlr. Preussisch-Courant.

ART. XXXVI. Dagegen entsagt die Krone Hannover allen Ansprüchen an die der gedachten Königlich Preussischen General-Justiz-Salarien-Casse noch gehörigen, auf Obligationen bei Privat-Personen in den ihm abgetretenen Provinzen ausstehenden Capitale und verspricht die darauf noch rückständigen Zinsen nicht einzuziehen.

Wegen der etwa bereits erhobenen Zinsen soll keine Abrechnung Statt finden.

ART. XXXVII. Bei Gelegenheit der Verhandlungen behufs Auseinandersetzung wegen der Revenüen aus den gegenseitig abgetretenen Landestheilen sind auch Ansprüche der beiden Kronen an einander zur

1830 Sprache gekommen, welche mit jener Ausmittlung insofern im Zusammenhange stehen, als sie sich auf irrtümlich berechnete Ausgaben oder Einnahmen, auf Vorschüsse und Auslagen für Bedürfnisse besonderer Zweige der Verwaltung, auf eine Vergütung für überlassene Bestände und Inventariestücke etc. beziehen. Von solchen mit der gegenseitigen Revenüen-Abrechnung nahe zusammenhängenden Ansprüchen der beiden Staats-Regierungen, welche bei der im Art. XXVIII. erwähnten commissarischen Untersuchung und Abrechnung noch nicht berücksichtigt oder später angeregt worden sind, werden diejenigen zugelassen, welche die Anl. No. 6. enthält. Demgemäß erkennt Hannover sich zu einer Vergütung einer Summe von 6215 Rthlr. 13 G.r. 7 Pf. Preufs. Cour. an Preußen verpflichtet.

Dagegen wollen beide Staats-Regierungen diejenigen Forderungen, welche in dem sub No. 7. anliegenden Verzeichnisse zusammengestellt sind, gegenseitig vergleichsweise fallen lassen, so dafs dafür von keiner Seite eine Vergütung zu gewähren ist.

ART. XXXVIII. In Beziehung auf die Feststellung der Ansprüche, welche als rückständig gebliebene Verwaltungs-Ausgaben zu betrachten sind, oder doch in Beziehung auf den frühern Besitz und die Verwaltung der abgetretenen Provinzen und Landestheile aus irgend einem besonderen Titel erhoben worden sind, und die den Unterthanen, öffentlichen Anstalten, Korporationen, Gemeinden oder Privat-Personen zustehen, sind die hohen kontrahirenden Theile zunächst über folgende allgemeine Bestimmungen übereingekommen:

1. Wenn wegen Unstatthaftigkeit einer Forderung aus den von Preußen an Hannover abgetretenen Provinzen und Landestheilen vor dem Tilsiter Frieden oder auch nach der Wiederbesitznahme im Jahre 1813 bis zur Abtretung an Hannover von einer zuständigen Preussischen Behörde, oder während der Fremdherrschaft von einer zuständigen fremdherrlichen Behörde, bereits eine Entscheidung erfolgt ist, so hat es dabei sein Bewenden.

Dasselbe gilt auch in Absicht der Forderungen aus den von Hannover an Preußen abgetretenen Landestheilen von den Entscheidungen derjenigen

- Behörden, welche von der Königlich Hannoverschen 1830 Regierung als zuständig betrachtet werden.
2. Wegen Kriegeschäden, wohin Kontributionen, Plünderungen durch feindliche Truppen, Wegnahme von Geld und Effekten auf der Post durch feindliche Gewalt etc. zu rechnen sind, wird gegenseitig kein Anspruch auf Vergütung von einer der beiden Staats-Regierungen anerkannt.
 3. Wo bei einer im Laufe der früheren Verhandlungen zur Sprache gekommenen Forderung späterhin die Zahlung oder sonstige Befriedigung nachgewiesen worden ist, hat es dabei sein Bewenden.
 4. In Beziehung auf die Feststellung aller noch übrigen Ansprüche soll nach dem im Art. I. angegebenen Gesichtspunkte verfahren werden.
 5. Da mit der Feststellung durch die gegenwärtige Uebereinkunft die einzelnen Forderungen an die eine oder die andere Staats-Regierung erst liquide werden, so findet ein Anspruch auf Verzugszinsen nicht Statt.
 6. Um die Berechnung zu erleichtern, sollen alle Forderungen auf eine und dieselbe Münzsorte, nämlich auf Preussisch-Kourant reduzirt werden. Dabei ist man übereingekommen, das Reduktions-Verhältniß von Gold zu 10 pro Cent und das der Konventions-Münze zu 3 pro Cent Agio gegen Preuss. Kourant anzunehmen.

ART. XXXIX. Demgemäfs werden die im Laufe der bisherigen Verhandlungen zur Sprache gekommenen Forderungen theils anerkannt und festgesetzt, theils verworfen, so wie die anliegenden Verzeichnisse solches näher nachweisen.

Darnach erkennen sich verpflichtet

a. Preussen

1. für Lieferungen und Leistungen an das Militair eine Summe von 240,384 Rthlr. 20 Ggr. 9 Pf.

(Anl. No. 8.)

2. auf andere Ansprüche öffentlicher Anstalten, Korporationen, Gemeinden und Privatpersonen, die Summe von 31,325 Rthlr. 17 Ggr. 6 Pf.

(Anl. No. 9.)

- b. Hannover auf dergleichen Ansprüche die Summe von 3,621 Rthlr. 3 Ggr. 6 Pf.

zu vergüten.

ART. XL. Sofern noch Unterthanen in den Eichsfeld-Hannoverschen Aemtern und in der Stadt Goslar aus Verwaltungs-Rückständen, die während der Dauer des Königreichs Westphalen entstanden sind, Ansprüche haben, so wird Preußen die Berichtigung derselben nach den Grundsätzen übernehmen, wonach überhaupt dergleichen Ansprüche aus anderen Preussischen zum Königreiche Westphalen gehörig gewesenen Provinzen festgesetzt worden sind.

ART. XLI. Da Rußland und Schweden wegen der im Jahre 1813 aus den erst wieder eroberten Provinzen jenseits der Elbe an Russische und Schwedische Truppen gemachten Lieferungen, die Verpflichtung zu einer Vergütung überhaupt nicht anerkannt haben, und daher auch später bei den mit jenen Staaten gehaltenen Abrechnungen, nichts für diese Lieferungen in Preussische Kassen geflossen ist, so kann auch den Unterthanen in den an Hannover abgetretenen Provinzen und Landestheilen, namentlich in dem Fürstenthume Ostfriesland, der Grafschaft Lingen, den Kreisen Meppen, Emsbüren und auf dem Eichsfelde, welche zu den Lieferungen beigetragen haben, keine Entschädigung von Preußen zugestanden werden.

ART. XLII. Bei den Ansprüchen und Forderungen, welche sich auf die Alt-Hannoverschen Provinzen beziehen, soll im Allgemeinen von dem faktischen Zustande ausgegangen werden, unter dem sie entstanden sind und daher ihre Beurtheilung und Feststellung nach den Grundsätzen erfolgen, welche während dieses Zustandes zur Anwendung kommen.

Dabei sind jedoch auch alle die Bestimmungen zu berücksichtigen, welche Art. XXXVIII. für die Ansprüche aus den Territorial-Cessionen enthält, unter welchen vorzüglich die Bestimmung No. 4. hier Anwendung findet.

ART. XLIII. Diese Feststellung soll vergleichsweise auch in Absicht solcher Ansprüche und Forderungen eintreten, auf welche, obgleich Preußen alle und jede Verbindlichkeit dazu, den angedeuteten Grundsätzen folgend, abgelehnt hat, eine Vergütung aus den durch die gegenwärtige Auseinandersetzung erwachsenden Fonds für billig erkannt worden ist.

ART. XLIV. Die aus der zwischen beiden hohen 1830 kontrahirenden Theilen im Jahre 1790 abgeschlossenen Etappen - und Durchmarsch - Konvention herrührenden Forderungen, werden Preussischer Seits anerkannt. Demgemäss ist Preussen verpflichtet, eine Summe von =51,510 Rthlr. 18Ggr. 10 Pf. in Golde oder 56,661 Rthlr. 20 Ggr. 9 Pf. Preussisch - Kourant an Hannover zu vergüten.

ART. XLV. Aus der Zeit der Association der Norddeutschen Reichsstände, zum Behuf eines, Norddeutschland sichernden Neutralitäts - Kordons (1sten Junius 1796 bis 30sten April 1801) hat die Königlich Hannoversche Regierung mehrere noch nicht feststehende Forderungen an verschiedene, durch den Lüneviller Frieden als Entschädigungs - Länder mit der Preussischen Monarchie vereinigte Provinzen, wegen der von ihnen aufzubringen gewesenen aber unberichtigt gelassenen Beiträge zur Verpflegung des bei der Demarkations - Armee gestandenen Hannoverschen Truppen - Korps gegen Preussen liquidirt.

Da indessen die Feststellung dieser Forderungen eine Wiederaufnahme und einen förmlichen Abschluss des ganzen Verpflegungs - Werks der Demarkations - Armee nöthig machen würde, indem Preussen noch viel grössere Forderungen, wenn gleich meist gegen andere Theilnehmer jener vormaligen Norddeutschen Association zu haben behauptet, mit jenem Abschlusse aber nach allen Verhältnissen grosse, fast unüberwindliche Schwierigkeiten verknüpft sind, und Hannover, so viel an ihm liegt, den Abschluss der gegenwärtigen Auseinandersetzung zu beschleunigen wünscht, so leistet es hiemit auf die gedachten Forderungen, bis auf eine Summe von 2200 Rthlr. Preuss. Kourant für rückständige Forderungen, einzelner Unterthanen, die hiermit Preussischer Seits zur Anerkennung gelangen, Verzicht.

ART. XLVI. Auf gleiche Weise verzichtet Preussen auf diejenigen Forderungen derselben Art, welche ihm an Hannover etwa zustehen möchten.

ART. XLVII. Auch erkennt Preussen zu Gunsten Hannovers die Verbindlichkeit zur Vergütung einer Summe von 4000 Rthlr. in Golde oder 4400 Rthlr. Preuss. Kourant Kapital an, welche auf die von dem

1830 vormaligen Stifte Corvey unter dem 5ten Julius 1802 ausgestellte Obligation über 6000 Rthlr. in Golde, als den Betrag seines an Hannover zu berichtenden Rückstandes zu den Kosten der Demarkations - Linie unbezahlt geblieben sind.

In Betreff der auf diese Kapitalsumme rückständigen Zinsen à 3 pro Cent ist man vergleichsweise übereingekommen, daß Preußen dieselben vom 1sten Julius 1815 bis Ende 1829 mit 1914 Rthlr. Kourant zu berichtigen habe.

ART. XLVIII. Die aus der Zeit vom 1sten Mai bis 6ten November 1801 herrührenden Hannoverschen Forderungen wegen Verpflegung des damals in den Alt Hannoverschen Provinzen gestandenen Preussischen Armee-Korps ad 15,213 Rthlr. 15 Ggr. 5 Pf. in Golde oder 16,731 Rthlr. 17 Ggr. Preussisch-Kourant, werden den desfallsigen früher Statt gefundenen Verabredungen im Allgemeinen gemäß, von der Krone Preußen nicht übernommen. Doch wird nach der im Artikel XLIII. getroffenen Bestimmung, die Summe, welche dafür den betreffenden Unterthanen noch zu vergüten seyn möchte, hiemit auf 10,000 Rthlr. Preussisch-Kourant festgestellt.

ART. XLIX. Aus dem Jahre 1805 erkennt Preußen an Forderungen wegen Militair-Lieferungen vergleichsweise unter Beziehung auf das sub No. 11. anliegende Verzeichniß die Summe von 1181 Rthlr. 7 Ggr. 6 Pf. Preussisch-Kourant an.

ART. L. Wegen der aus den Alt-Hannoverschen Provinzen, während des im Jahre 1806 Statt gehaltenen Preussischen Besitzes derselben, bezogenen oder zu beziehen gewesenenen Staats-Revenüen aller Art tritt überall keine Reklamation oder Abrechnung ein.

ART. LI. In Gefolge des Artikels XLII. würde zu untersuchen seyn, welche von den aus dieser Periode herrührenden, Hannoverscher Seits zur Sprache gebrachten Forderungen, den Preussischen Central-Fonds zur Last fallen müßten oder nicht?

Desgleichen, wie die Zuschüsse an Naturalien etc., welche den Hannoverschen Landen aus Preussischen Central-Fonds in jener Zeit geleistet sind, sich zu den Forderungen verhielten, die von diesen Central-Fonds zu übernehmen wären,

und ob diese Ausmittlung nicht ergäbe, daß Preu-1830
fsen, wie es die Ueberzeugung hegt, nicht vielmehr
ein Ersatz von Seiten Hannovers gebühren würde, als
ein solcher von ihm an Hannover zu gewähren sey?

Um den mit diesen Untersuchungen verknüpften,
fast unüberwindlichen Schwierigkeiten zu entgehen,
und den Zweck des gegenwärtigen Vertrages vollstän-
dig zu erreichen, haben sich die hohen kontrahiren-
den Theile, unbeschadet der von ihnen aufgestellten
Ansichten und behaupteten Meinungen, im Wege des
Vergleichs, über folgende Bestimmungen vereinigt:

ART. LII. Preußen entsagt:

- a. einer Vergütung wegen der Lieferungen aller Art,
welche aus seinen Mitteln an die Französische Ok-
kupations-Armee in den Alt-Hannoverschen Provin-
zen geschehen seyn können, so wie wegen der
Transportmittel und anderer Lieferungen, welche
Preussische Gemeinden den aus den Hannoverschen
Provinzen nach Frankreich zurückkehrenden Fran-
zösischen Truppen etwa geleistet haben;
- b. allen Ansprüchen ohne Ausnahme, welche aus dem
Grunde, an die Alt-Hannoverschen Provinzen und
einzelnen Hannoverschen Gemeinden und Privat-
Personen von ihm möchten gemacht werden, daß
diese Provinzen *et.* nicht alle die Lieferungen ge-
leistet, — welche ihnen nach den damals in Anwen-
dung getrachten Preussischen Verwaltungs-Grundsät-
zen obgelegen hätten, oder ihnen darnach vielleicht
ohne Verbindlichkeit, vergütet worden wären, so wie
allen etwanigen Ansprüchen wegen der diesen Pro-
vinzen oder Gemeinden *et.* unter Annahme jener
Grundsätze, geleisteten Vor- und Zuschüsse aller
Art;
- c. einem Ersatze oder einer Vergütung wegen der beim
Abzuge der Preussischen Armee, sey es in öffentli-
chen Magazinen, einzelnen Gemeinden oder sonst
zurückgelassenen Magazin- und anderer Vorräthe
und Gegenstände.

Hiebei überläßt Preußen der Königlich Hanno-
verschen Regierung ganz nach Gutdünken über
diejenigen Forderungen zu verfügen, von denen
es sich ergeben möchte, daß sie Preußen noch

1830 an einzelne Hannoversche Gemeinden etc. zugestanden.

ART. LIII. Um einen Beweis zu geben, wie sehr sie die gegenwärtige Auseinandersetzung zwischen beiden Staaten beendigt zu sehen und zu befördern wünscht, willigt die Krone Preußen ein, daß diejenige Eine Million Franks und Sechshundert Stück Friedrichs-d'or, über welche vier zu dem Ende bevollmächtigt gewesene Mitglieder des vormaligen Landes-Deputations-Kollegii zu Hannover, als über einen den Alt-Hannoverschen Provinzen aus Königlich Preussischen Kassen geleisteten und demnächst von jenen zu erstattenden Vorschufs unter dem 21sten März 1806 eine Quitung ausgestellt haben, und die den desfalls Statt gefundenen damaligen Verhandlungen gemäß, dazu verwendet sind, um die Ansprüche zu befriedigen, welche das in der derzeitigen Hannoverschen Festung Hameln noch zurückgebliebene Französische Militair-Gouvernement wegen Sold- und anderer Rückstände der Französischen Okkupations-Armee an die Hannoverschen Lande machte, von der Krone Hannover jetzt nur mit einem an Preußen zu vergütenden Betrage von 215,000 Rthlr. Preussisch-Kourant, wie hiemit geschieht, anerkannt werden.

ART. LIV. Für die von der damaligen General-Verpflegungs-Kommission in Hannover beschaffte Verpflegung der Preussischen Truppen sind Hannoverscher Seits 162,650 Rthlr. 18 Ggr. 7 Pf. Preussisch-Kourant berechnet worden. Da jedoch nach Preussischen Grundsätzen für die in dieser Summe mit enthaltene Vergütung der gelieferten Fourage zu 115,698 Rthlr. 7 Ggr. 8 Pf. Preussisch-Kourant den Hannoverschen Provinzen aus landesherrlichen Fonds kein Ersatz zu leisten war, dieselbe vielmehr auf den bei weitem höheren Betrag angerechnet werden sollte, welchen jene Provinzen wegen der bedeutenden Vorräthe von Mehl und Hafer zu ersetzen gehabt hätten, die aus den in der Preussischen Monarchie befindlichen Magazinen dorthin dirigirt wurden, und auch die damalige Hannoversche Regierung zur Lieferung der für das Preussische Okkupations-Korps erforderlichen rauhen Fourage sich verstanden hatte, so wird mit Bezugnahme auf Artikel XLII. und XLIII. von der obigen Summe ad

162,650 Rthlr. 18 Ggr. 7 Pf. Preussisch-Kourant ein 1830 Betrag von 50,000 Rthlr. festgestellt, um überhaupt zur Befriedigung der unter jener Summe begriffenen Ansprüche Hannoverscher Unterthanen verwendet zu werden.

ART. LV. Die Forderungen Hannoverscher Unterthanen aus dieser Periode, welche sich sonst noch auf die Militair-Verwaltung beziehen, werden, wie die Anlage No. 12. nachweist, die nicht die Militair-Verwaltung betreffenden Forderungen aber laut der Anlage No. 13., beiderlei Forderungen unter Bezugnahme auf Artikel XLII. und XLIII., theils in dem Betrage worin sie liquidirt worden sind, festgestellt oder verworfen, theils zu einem geringeren Betrage festgesetzt.

Demgemäfs soll auf die erste Kategorie von Forderungen die Summe von 74,307 Rthlr. 10 Ggr. 8 Pf. Preussisch - Kourant und auf die zweite Kategorie die Summe von 50,025 Rthlr. Preussisch-Kourant verwendet werden.

ART. LVI. Um mit Rücksicht auf die in vorstehenden Artikeln erfolgte Feststellung von Forderungen, die Ausgleichung zwischen den beiden hohen kontrahirenden Theilen in Ausführung zu bringen, ist Folgendes vereinbart worden:

Beide Theile leisten Verzicht auf alle Geld-Ansprüche, welche sie als Staaten gegen einander haben, aus welchem Titel es immer seyn möge, und ohne Unterschied, ob diese Ansprüche auf die mittelst der Staats-Verträge vom 29sten Mai und 23sten September 1815 geschehenen Territorial-Cessionen oder auf die Alt-Hannoverschen Provinzen sich beziehen, und ob sie bei den Statt gehabten Verhandlungen ausdrücklich erwähnt und in dem gegenwärtigen Vertrage oder dessen Anlagen besonders aufgeführt worden sind oder nicht.

In gleicher Art entsagen sie allen Forderungen, welche sie in Vertretung ihrer Unterthanen, seyen es öffentliche Institute, Korporationen, Gemeinden oder Privat-Personen, im Laufe der bisherigen Unterhandlungen gegenseitig geltend zu machen gesucht haben.

ART. LVII. Insbesondere entsagt Preussen für sich und in Vertretung seiner Unterthanen zu Gunsten

1830 Hannovers und cedirt an dieses alle Forderungen, zu deren Berichtigung theils an die Krone Preußen, theils an Preussische Unterthanen, Hannover durch den gegenwärtigen Vertrag sich verpflichtet erkannt hat, namentlich auf die Bank-Kapitale und Zinsen (Art. XIX. XX.), unter Bezugnahme auf die heute abgeschlossene besondere Uebereinkunft, die Entschädigung wegen des nicht abgetretenen Kurhessischen Antheils der Grafschaft Schaumburg betreffend, ferner auf den erhobenen Schwanebecker Erbzins (Art. XXX.), auf den Ersatz aus der Abrechnung über die mit dem Revenüen-Bezug im Zusammenhange stehenden Gegenstände (Art. XXXVII.), auf Ersatz der Forderungen aus den Territorial-Cessionen (Art. XXXIX.), auf Ersatz des an die Hannoverschen Stände gemachten Vorschusses (Art. LIII.).

ART. LVIII. Dagegen entsagt Hannover für sich und in Vertretung seiner Unterthanen zu Gunsten Preußens und cedirt an dieses alle Forderungen, zu deren Berichtigung theils an die Krone Hannover, theils an Hannoversche Unterthanen, Preußen durch die gegenwärtige Uebereinkunft sich verpflichtet erkannt hat, namentlich auf Ersatz der von dem Maire Brüning eingezogenen Activa (Art. XVI.), auf die Zinsen der Ostfriesischen Landesschuld (Art. XXI.), auf den Beitrag zu der verbrieften Landesschuld für Reckenberg (Art. XXIV.), auf den Beitrag zu der verbrieften Landesschuld für Clötze (Art. XXV.); auf den Ersatz aus der Abrechnung über die Revenüen (Art. XXVIII.), auf die erhobenen Gefälle der Pöhlder Hof-receptur (Art. XXXI.), auf Vergütung der Forderungen, welche theils die Militair-Verwaltung angehen, theils auf verschiedene andere Gegenstände sich beziehen (Art. XXXIX.), auf den Ersatz der Forderungen aus der Etappen-Konvention (Art. XLIV.), auf den Ersatz der Forderungen aus den Jahren 1801, 1805 und 1806 (Art. XLV, XLIX, LIV und LV.), auf Kapital und Zinsen aus der Obligation des vormaligen Stifts Korvey (Art. XLVII.).

Es wird hiebei bemerkt, dafs die von der Krone Preußen im vorangehenden Artikel erfolgte Verzichtleistung und Cession, wodurch die betreffenden Hannoverschen Kassen von Bezahlung derjenigen Forde-

rungen befreit werden, welche sie ohne diese Mafsregeln an Preussische Kassen oder Unterthanen hätten leisten müssen, nur unter der Bedingung geschehen ist, dafs sie dadurch der Verpflichtung überhoben werde, behuf Berichtigung der von ihr anerkannten und resp. festgestellten Hannoverschen Forderungen, noch eine Vergütung irgend einer Art eintreten zu lassen.

ART. LIX. Diese Cessionen (Art. LVII und LVIII.) sollen mit der Wirkung geschehen, dafs einerseits der Totalbetrag der von Hannover anerkannten Preussischen Forderungen nicht den einzelnen Hannoverschen Kassen, welchen nach den bei ihnen eintretenden Verhältnissen die Berichtigung jener Forderungen zur Last fallen würde, sondern der Krone Hannover, als solcher, zur Disposition gestellt werden, und eben so auch andererseits der von Preussen anerkannten Hannoverschen Forderungen, der Krone Preussen.

ART. LX. Alle, die gegenseitigen Forderungen, auf welche die in den Art. LVII und LVIII. erfolgte Entsagungen und Cessionen sich beziehen, betreffenden Urkunden, sollen gegenseitig ausgeliefert werden. Insbesondere wird Preussen an Hannover die Obligationen über die im Art. XIX. erwähnten Kapitale, imgleichen das im Art. LIII. erwähnte Dokument nebst den dazu gehörigen Verhandlungen, und Hannover an Preussen die Obligation des Stifts Korvey (Art. 47.), die auf die von dem Brüning eingezogenen Activa sich beziehenden Dokumente (Art. XVI.), und die Obligationen der General-Justiz-Salarien-Kasse (Art. XXXVI.), sofern es sich in deren Besitze befindet, gleich nach Auswechslung der Ratifikation ausliefern lassen.

ART. LXI. In Folge der durch die Art. LVII. und LVIII. geschehenen Entsagung und Cession erklären sich beide Staats-Regierungen Namens der von ihnen vertretenen Unterthanen für völlig befriedigt, und machen sich verbindlich, diese Forderungen, die eine Regierung an die Stelle der anderen, mit denselben Beträgen zu befriedigen, wie solche durch diesen Vertrag anerkannt worden sind, sofern nicht etwa, wie hinsichtlich der Forderungen von Instituten und öffentlichen Kassen, Verwaltungs-Grundsätze der einen

1830 oder der anderen Staats-Regierung oder Ansprüche, welche ihnen gegen hier in Frage kommende Interessenten zustehen möchten, eine Abweichung davon veranlassen werden.

ART. LXII. In dieser Art übernimmt auch die Krone Hannover aus den durch Entsagung und Cession an sie gediehenen Forderungen diejenigen Ansprüche zu befriedigen, welche, ohne daß Preußen eine Verbindlichkeit seinerseits deshalb anerkannt hat, gleichwohl zu einem bestimmten Betrage durch die gegenwärtige Uebereinkunft festgestellt worden sind, namentlich die Befriedigung der in den Art. XLVIII, LIV und LV. festgestellten Ansprüche.

ART. LXIII. Obwohl sich nicht annehmen läßt, daß noch unbekannte Privat-Forderungen aus den durch die Staats-Verträge vom 29. Mai und 23. September 1815 erfolgten Territorial-Cessionen und aus den Alt-Hannoverschen Provinzen, beiderlei Ansprüche von der Natur derjenigen, welche im Laufe der bisherigen Unterhandlungen zur Sprache gekommen sind, existiren, so ist man dennoch für den Fall, daß solche künftig noch angemeldet werden sollten, übereingekommen, daß in Absicht ihrer Beurtheilung und Festsetzung, desgleichen in Absicht der Entsagung auf dieselben und deren Uebernahme im Verhältniß der einen Staats-Regierung zu der andern, alles dasjenige in Anwendung kommen soll, was hierbei in Absicht der bekannten Forderungen derselben Kategorie durch den gegenwärtigen Vertrag verabredet worden ist.

ART. LXIV. Da bei den über die gegenseitige Ausgleichung Statt gehaltenen Unterhandlungen sich ergeben, daß die Krone Preußen durch die geschehene Abrechnung keine genügende Entschädigung für ihre der Krone Hannover cedirten Forderungen erhalten würde, so hat man sich im Wege des Vergleichs dahin geeinigt, daß die Krone Hannover der Krone Preußen behuf der noch erforderlichen Ausgleichung eine Aversional-Summe von Drei Hundert Fünf und Siebenzig Tausend Rthlr. Preufs. Kourant haar bezahle, wodurch diese ganze Angelegenheit ein für allemal abgemacht seyn soll.

ART. LXV. Die Krone Hannover übernimmt diese 1830 Summe in zwei Terminen zu berichtigen, nämlich 250,000 Rthlr. vierzehn Tage nach erfolgter Auswechselung der Ratifikationen des gegenwärtigen Vertrages oder früher, und 125,000 Rthlr. vier Monate nach Zahlung des ersten Termins.

ART. LXVI. Zu gleicher Zeit hat sich die Krone Hannover verpflichtet, obige Aversional - Summe der 375,000 Rthlr. Preußs. Kour. vom 1sten Januar 1830 ab, der Krone Preussen mit Vier vom Hundert zu verzinsen.

ART. LXVII. Sobald die Ratifikationen des gegenwärtigen Traktats ausgewechselt seyn werden, soll jede, nicht durch privatrechtlich zu begründende Ansprüche gegen einen Gläubiger von der einen oder der anderen Seite etwa verfügte Vorenthaltung von Zinsen, mag die Zahlung derselben aus den Kassen des Staats oder eines seiner Institute erfolgen, zum Vortheil des dadurch getroffenen Gläubigers aufhören und demgemäß ungesäumt die erforderliche Verfügung erlassen werden,

ART. LXVIII. Die Erhebung der Domainen - Gefälle aller Art, welche den beiden Regierungen aus den gegenseitigen Territorien zustehen, soll so lange ihren ungehinderten Fortgang haben, als nicht, unter gemeinschaftlicher Uebereinstimmung, ein Austausch derselben bewirkt worden, worauf beide Staats - Regierungen möglichst Bedacht nehmen werden.

ART. LXIX. Demgemäß hören, sofort nach Auswechselung der Ratifikationen des gegenwärtigen Vertrages, alle Inhibitionen auf, welche beide Staats - Regierungen in einzelnen hieher gehörigen Fällen gegen einander haben eintreten lassen. Die desfalls erforderlichen Verfügungen sollen gegenseitig ungesäumt erlassen werden.

ART. LXX. Auch in Betreff der für eine abgetretene Provinz oder Landestheil allein gehörigen und daher mit dieser auf die neue Staats - Regierung übergangenen Stiftungen und öffentlichen Anstalten, hat es bei dem ungestörten Fortbezuge der Gefälle, welche etwa aus dem Territorium der abtretenden Regierung erfolgen müssen, so lange sein Bewenden, als nicht

280 *Traité de liquidation entre la Prusse*

1830 ein Austausch solcher Gefälle oder eine sonstige desfallsige Einigung bewirkt seyn wird.

Der gegenwärtige Vertrag soll ratifizirt und die Ratifikation binnen sechs Wochen oder eher, wenn es seyn kann, ausgewechselt werden.

Zu Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihn unterzeichnet und mit ihren Wappen untersiegelt.

So geschehen Berlin, den 23sten März 1830.

LUDWIG CONRAD GEORG CHRISTIAN GÜNTHER *Graf*
VON OMPEDA. VON BERNSTORFF.

Anlage I.

Verzeichniss

der aus dem Fürstenthume Hildesheim herrührenden Forderungen, welche nach Artikel 3. No. 1. des Tractats vom 23sten März 1830 zu den Verhandlungen wegen der Ansprüche an das ehemalige Königreich Westphalen verwiesen sind.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.		
				Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.
		Aus dem Fürstenthume Hildesheim.								
		Die von den Reclamanten angemeldeten Forderungen bestehen zum Theil in grösseren Beträgen, als hier aufgeführt sind, da man im Allgemeinen nur versucht hatte, sie gegen Preussen so weit geltend zu machen, als dies nach der zwischen Preussen und Westphalen im Jahre 1811 abgeschlossenen Convention schien geschehen zu können.								
1	62	Weiland Magazins-Rendant Gieseke in Bokenem.	Vorschufs bei Verwaltung des Königl. Preussischen Fourage - Magazins vom October 1805 bis dahin 1807	522	7	6	Pr. Courant.	522	7	6
2	64	Bäcker Strube zu Peine.	Kosten weg. Brodtbackens für die Invaliden - Compagnie zu Peine im Jahre 1807 .	42	11	9	dito.	42	11	9
3	65	Müller Maasberg daselbst.	Mahlgeld für den im Jahre 1807 für die Königl. Preussischen Invaliden gemahleneu Rocken	152	17	9	dito.	152	17	9
			<i>Latus 1.</i>	—	—	—		717	13	—

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.		
				Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.
4	229	Pastor Pieper zu Winzenburg.	Vorgeschossene Baukosten behuf der Pfarrwohnung zu Winzenburg im Jahre 1806 . .	516	23	3	Pr. Courant.	516	23	3
5	230	Generalpächter Lüntzel zu Hildesheim,	Vorgeschoss. Bau-Reparatur-Kosten behuf des Vorwerks Himmels-thür und behuf der Landmühle im Jahre 1806 . . .	999	5	11	dito.	999	5	11
6	231	Weinhändl. u. Zoll-Einnehmer Mult-haupt zu Vienenburg.	Vorgeschoss. Reparatur - Kosten behuf der Zoll-brücke über die Radau bis Vienenburg vom 9. Nov. 1806 und 9. Jan. 1807	31	18	6	dito.	31	18	6
7	232	Die Erben weiland Zimmer-meist. Steckhahn z. Schladen.	Bauarbeiten auf verschieden. Hildesheimisch. Ämtern nach Abzug von 381 Rthl. 11 Ggr. 1 Pf., welche in einer andern Liquidation enthalten sind	189	7	4	dito.	189	7	4
8	233	Amtmanninnu Gufsmufs in Lamspringe.	Vorgeschoss. Baukosten behuf der Amtshaushalts-Gebäude zu Lamspringe in den Jahr. 1806 u. 1807	561	16	—	dito.	561	16	—
9	234	Fuhrm. Lücke in Hildesheim.	Angefahrene Steine behuf der Amtsgebäude z. Steuerwald im Aug. 1806	6	—	—	dito.	6	—	—
10	235	Mauerm. Wagemann zu Vienenburg und Consort.	Bauarbeiten auf verschiedenen Domainen im J. 1806	293	22	1	dito.	293	22	1
<i>Latus 2. . .</i>				—	—	—	—	2598	21	1

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.		
				Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.
11	236	Wehmeyer u. Wolters zu Gr. Düngen.	Brechen und Anfahren der Steine zum Chausseebau im Jahre 1806 .	192	12	—	Pr. Courant.	192	12	—
12	237	Der Districts-Ingen. Thierler zu Hildesheim, Namens mehrerer Einwohner im Hildesheim-schen.	Lieferungen, Fuhren und Arbeiten behuf des Chausseebaues im Jahre 1806	394	23	—		dito.	394	23
13	238	Stadt Bockenheim.	Entschädigung für die aufgehobene Weggelds Einnahme vom 1sten August 1806 bis 12ten Julius 1807	23	18	—	dito.	23	18	—
14	239	Vormaliger Districts - Notar Pelizäus in Hildesheim.	Gebühren für Fiscal - Processe von den Jahren 1806 u. 1807 und zwar aus der Periode vor dem 12. Julius 1807	1009	7	3	dito.	1009	7	3
15	241	Vormaliger Fürstlich Hildesheim'scher Hof-Bau-Inspector Kerstein zu Hildesheim.	Rückständige Pension vom März bis 12ten Julius 1807	43	16	—	Gold	47	7	4
16	242	Vormal. Hof-TrompeterKather in Hildesheim.	Rückständige Pension vom April bis 12ten Julius 1807	33	16	—	Pr. Courant.	33	16	—
17	243	Schatzrath von Rheden zu Rheden.	Desgleichen vom März bis 12ten Julius 1807	223	16	10		dito.	223	16
18	244	Die Erben weil. Försters Alenthal zu Everode.	Rückständige Pension vom 1. März bis 12. Jul. 1807	37	22	—	dito.	37	22	—
<i>Latus 3 . .</i>				—	—	—		1963	2	5

Fortlaufende No.	No des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.		
				Rtbl.	Ggr.	Pf.		Rtbl.	Ggr.	Pf.
19	245	Vormal. Kar- ten-Fabricant I. A. Grenz- Meyer in Hil- desheim.	Rückständige Pen- sion vom 1sten Ju- nius bis 12ten Ju- lius 1807	17	2	—	Pr. Courant.	17	2	—
20	246	Die Wwe. weil. Amtsschreib. de la Tour zu Peine.	Pension ihres ver- storbenen Ehe- mannes vom Ju- nius bis 12ten Ju- lius 1807	28	11	4	dito.	28	11	4
21	247	Des weiland Gränzschtz. Stolten zu Peine Erbinn, Marie Odilie Stolten.	Rückständige Pen- sion vom Octo- ber bis 12ten Ju- lius 1807	34	13	4	dito.	34	13	4
22	248	Vorm. Kloster- Schlächter Ey- lers in Hildesh.	Desgleichen vom April bis 12. Ju- lius 1807	10	12	5	dito.	10	12	5
23	249	Die Witwe des Fürst. Fischer zu Wertfeld.	Desgleichen vom 1. März bis 12. Julius 1807	5	5	2	dito.	5	5	2
24	250	Vormal. Procur. Lüdgens zu Hildesh.	Desgleichen vom 1. März bis 12. Ju- lius 1807	54	14	—	dito.	54	14	—
25	251	Vormal. Land- Tromp. Grofs zu Hildesheim.	Desgleichen vom 1sten April bis 12ten Julius 1807	47	7	4	dito.	47	7	4
26	252	Procur. Mat- thaei zu Hil- desheim.	Desgleichen vom 1sten März bis 12ten Julius 1807	36	9	4	dito.	36	9	4
27	253	Vormal. Klo- ster-Jäger Bar- tels zu Derne- burg.	Desgleichen vom 1sten März bis 12ten Julius 1807	36	9	4	dito.	36	9	4
28	254	Julian Fromm, vormals Haus- hälterin im Kloster Derne- burg, wohn- haft zu Wend- hausen.	Desgleichen vom 1sten Mai bis 12ten Julius 1807 . . .	7	2	5	dito.	7	2	5
<i>Latus 4. . .</i>				—	—	—	—	217	14	8

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General - Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Fr. Courant.		
				Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.
29	255	Verwitwete Ober-Försterin Büttinger.	Rückständige Pension vom 1sten April bis 12ten Julius 1807 . . .	23	13	7	Pr. Courant.	23	13	7
30	256	Die Erben des Abts Arnoldi zu Vienenburg in specie der Gastwirth u. Weinhändler Multhaupt zu Vienenburg.	Desgl. des etc. Arnoldi als vormaliger Abt des Klosters Ringelheim vom April bis 12. Julius 1807 . . .	336	16	—	dito.	336	16	—
31	257	Der vormalige Conventual d. Klosters Ringelheim, Revig zu Vienenburg.	Desgleichen vom 12ten März bis 12ten Julius 1807	59	3	4	dito.	59	3	4
32	258	Der vormalige Conventual dieses Klosters, Kuhn zu Gehrden.	Desgleichen vom 15ten April bis 12ten Julius 1807	59	17	4	dito.	59	17	4
33	259	Tribunals-Pr. Dietrichs in Goslar, als Executor des Nachlasses d. Conv. Chaplin	Desgl. des vormaligen Conventualen des Klosters Lam-springe, Chaplin, vom 1sten März bis 12ten Jul. 1807	86	14	—	dito.	86	14	—
34	260	Vormal. Conventual des Klosters Riechenberg, Fr. de la Tour zu Peine.	Leibrente vom 1. Januar bis 12. Julius 1807	10	14	8	dito.	10	14	8
35	261	Sämmtliche vormalig Fürstlich Hildesheimische Militärs	Rückständige Pension vom April bis 12ten Julius 1807	1040	3	4	dito.	1040	3	—
<i>Latus 5. . .</i>				—	—	—	—	1316	9	11

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.		
				Rthl.	Gr.	PF.		Rthl.	Gr.	PF.
36	262	Vormal. Feuerwerker bei d. Hildesheim-schen Stadt-Miliz J. A. L. Schmalz zu Hildesheim.	Rückständige Pension vom 1sten April bis 12ten Julius 1807	12	15	—	Pr. Courant.	12	15	—
37	263	Sämmtl. Soldaten d. vormaligen Hildesheim-schen Stadt-Miliz.	Desgleichen vom 1sten Mai bis 12ten Julius 1807 . . .	596	9	7	dito.	596	9	7
38	264	Die vormalig. Fürstbischöflichen Gardisten Distelmann u. Consorten zu Hildesheim.	Desgleichen vom April bis 12ten Julius 1807	269	8	—	dito.	269	8	—
39	265	Friedensrichter Dröge zu Lamspringe.	Vorgeschofsene Kosten behuf Berichtigung u. Regulirung d. Territorial-Gränzen	105	8	—	dito.	105	8	—
40	266	Vormal. Husier Bergmann zu Gronau.	Rückständiger Gehalt als Untervoigt u. Schliefer beim Amte Gronau vom Jahre 1806 . . .	12	9	—	dito.	12	9	—
41	267	Vormal. Friedensr. Wippern zu Schladen.	Rückständige Pension des vormaligen Conventualen des Klosters Grauhof, W. Soechting zu Heiningen, vom Januar bis 9ten Julius 1807	131	1	—	dito.	131	1	—
42	268	Primissarius Müller zu Schladen.	Rückständige Pension als vormaliger Conventual des Klosters St. Latus 6. . .	—	—	—	—	1127	2	7

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General - Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung,	Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.		
				Rthl.	Gr.	pf.		Rthl.	Gr.	pf.
43	270	Conduct. Bader zu Sil- lium.	Michaelis zu Hildesheim vom 1. März bis 9. Juli 1807	107	10	—	Pr. Courant.	107	10	—
44	272	Oberst v. Benningsen.	Vermessungskosten, von 1806 - 1807 Pension als vormaligen Ritterschaftlichen Deputirten des Fürstenthums Hildesheim aus den Jahren 1806 u. 1807.	172	8	—	dito.	172	8	—
			<i>Latus 7. . .</i>	<u>335</u>	<u>6</u>	<u>6</u>	dito.	<u>335</u>	<u>6</u>	<u>6</u>
				—	—	—		615	24	6
<i>Recapitulation.</i>										
		<i>Latus 1. —</i>	— — — —	—	—	—	—	717	13	—
		2. —	— — — —	—	—	—	—	2598	21	1
		3. —	— — — —	—	—	—	—	1963	2	5
		4. —	— — — —	—	—	—	—	277	14	8
		5. —	— — — —	—	—	—	—	1316	9	11
		6. —	— — — —	—	—	—	—	1127	2	7
		7. —	— — — —	—	—	—	—	615	24	6
			<i>Summa.</i> —	—	—	—	—	8915	16	2

Verzeichniss

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preussen liquidirten verschiedenen Forderungen, welche nach dem Artikel III. No. 4. des Tractats vom 23sten März 1830 nicht in die gegenwärtige Liquidation gehören.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung.			Münzsort.	Betrag der Forderung in Fr. Courant.		
				Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.
Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.										
1	89	Kaufleute Frye und Comp. in Meppen.	Einladungs-, Transports- und Entladungs-Kosten wegen der ersten Hafer-Lieferung im Jahre 1805 die Ems herauf bis Graeyen.	1608	9	4	Gold	1769	5	6
2	96	Kaufmann Frd. Frye zu Meppen, ex cessione Bern. Többen zu Herzlake.	Unkosten bei Empfang des in Herzlake aufgespeichert gewesenen Ostfriesis. Hafers im Jahre 1806.	732	16	—	P.Ct.	732	16	—
3	97	Derselbe.	Desgleichen . . .	407	16	—	P.Ct.	407	16	—
4	117	Kaufmann Frd. Frye zu Meppen.	Brautwein-Transport im Jahre 1815	203	9	9	P.Ct.	203	9	9
5	147	Königl. Justiz-Canzlei zu Aurich.	Strafgelder des Kaufmanns Lud. Garrels, Depositum	1230	—	—	P.Ct.	1230	—	—
			<i>Summa . . .</i>	—	—	—		4342	23	3

Anlage 3.

Verzeichnifs

sämmtlicher der Königlichen Haupt-Bank in Berlin, früher und resp. noch zustehenden, bei der Ostfriesischen Landschaft belegten Capitale.

Bezeichnung der Obligationen.	Preussisch Courant.		
	Rthl.	Ggr.	Pf.
A. Aus einer Obligation der Ostfriesischen Landschaft vom 1. Junius 1776	200,000		
Aus einer Obligation der Ostfriesischen Landschaft vom 1. Oktober 1776	240,000	—	
Aus einer Obligation der Ostfriesischen Landschaft vom 1. April 1776	60,000	—	
	<u>500000</u>	—	—
B. Aus 13 verschiedenen Obligationen der Ostfriesischen Landschaft überhaupt 1000 Rthl. in Golde und 60.950 Rthl. Courant, mithin zusammen in Preufs. Courant, das Gold mit 10 ^o / _o Agio in Courant berechnet	62050	—	—
C. Aus 205 Obligationen der Ostfriesischen Landschaft, von Privat-Personen der Bank cedirt, wie solche vom Schatz-Collegio in Hannover festgesetzt worden sind:			
14,945 Rthl. 6 Ggr. in Golde oder mit 10 ^o / _o Agio in Preufs. Courant	16,449	16	2
400 Rthl. in N. 2/3 Stücken oder diese wie 9=10 auf Conv.-Münze und diese mit 3 ^o / _o auf Preussisch-Courant reducirt	457	18	8
20,982 Rthl. 6 Ggr. 6 Pf. Convent. Münze oder zu 3 ^o / _o Agio in Preufs. Courant	21,611	17	9
42,131 Rthl. 10 Ggr. 7 Pf. Preufs. Courant	42,131	10	7
	<u>80650</u>	15	2
D. Aus einer Obligation der Stadt Esens, welche von der Landschaft übernommen und der Bank cedirt worden	2000	—	—
Summa	<u>644700</u>	<u>15</u>	<u>2</u>

Anlage 4.

Verzeichnifs
der von der Krone Hannover zu übernehmenden Capitale
der Lingenschen Landes-Schuld.

Nr	N a m e n d e r G l ä u b i g e r.	Capital - Betrag			Zinsfuß.
		in holländ. Gelde			
		Gulden	St.	Pf.	
1	Lingensche geistliche Casse	2197	4	4	4 %
2	Lingensche reformirte Armen-Casse	1000	—	—	4 %
3	Reformirte Armen-Casse zu Freren	125	—	—	4 %
4	Desgleichen zu Thuine	1000	—	—	4 %
5	Dieselbe	136	4	—	4 %
	<i>Summa</i>	4458	8	4	

Anlage 5.

Z u s a m m e n s t e l l u n g
der Resultate der commissarischen Revenüen-Abrechnungen in den 1815 geschehenen Territorial-Cessionen.

Forlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	H a n n o v e r e r h ä l t :	In Preussischem Courant.		
			Rthl.	Ggr.	Pf.
1	74	Antheil an den Revenüen von Ostfriesland aus dem gemeinschaftl. Jahre 1815 nach der darüber gezogenen Abrechnung	48169	21	2
2	152	Antheil an den Ostfriesisch-Lingenschen Post-Revenüen des gemeinschaftlichen Jahrs 1815	2610	7	10
3	158	Antheil an den Revenüen der Niedergrafschaft Lingen und der Münsterschen Absplissen aus dem gemeinschaftlichen Jahre 1815	7975	21	6
4	159	Desgl. an den unter vorstehender Summe nicht mitbegriffenen Lingenschen Zoll-Revenüen pro 1815	2356	2	—
5	194	Reckenbergscher Revenüen - Antheil an den baar eingegangenen Resten pro 1815 et retro . . .	2309	7	10
		<i>Summa . . .</i>	<u>63421</u>	<u>12</u>	<u>4</u>
		Verglichen mit dem Preussischen Credit	<u>38609</u>	<u>19</u>	<u>1</u>
		Behält Hannover gut	<u>24811</u>	<u>17</u>	<u>3</u>

Fortlaufende No.	No. des Preufs. General-Etats.	P r e u s s e n e r h ä l t :	In Preussischem Courant,		
			Thal.	Sch.	Gr.
1	24	Antheil an den Ostfriesischen Revenüen des gemeinschaftlichen Jahrs 1815	35298	1	4
2	78	Antheil an den Revenüen des Amtes Reckenberg pro 1815	3311	17	9
<i>Summa</i>			38609	19	1

Anlage 6.

Z u s a m m e n s t e l l u n g
 der mit den Revenüen - Abrechnungen zusammenhängen-
 den gegenseitigen anerkannten Gouvernements-
 Forderungen.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General - Etats.	Hannoversche anerkannte Gouvernements- Forderungen.	In Preussisch- Courant.		
			Rthl.	Ggr.	Pf.
		A. Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.			
1	154	Vorgeschossene Proceßkosten wegen einer in Aurich anhängig gewesenen Salz-Defraudat. Angelegenheit	31	14	3
		B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.			
2	225	Überschufs der bei der Königl. Preufs. Rentei Bockholt vom 9ten November 1813 bis zum 10ten Oktober 1817 erhobenen Einkünfte von den im Königl. Preufs. Regierungs - Bezirk Münster belegenen, zum aufgehobenen Kloster Frenswegen im Bentheimschen gehörenden Parcelen	1101	9	11
3	226	Die dem Königl. Preufs. Domainen - Rentmeister Heisselbach wegen Verwaltung der Einkünfte des Klosters Frenswegen defectirte und von der Königl. Preussischen Regierung zu Münster eingezogenen Summe	231	15	3
		C. Wegen des Amtes Reckenberg.			
4	196	Zinsen von einem dem Regierungs - Rathe Malinkrodt cedirten Capitale	63	—	—
		D. Wegen des Amtes Clötze.			
5	218b	Rückstand wegen des Amtes Clötze für Natural-Magazin - Lieferungen im Jahre 1806 wegen indebite creditirter Relutions - Gelder	51	4	3
		<i>Summa</i>	1478	19	8

Fortlaufende No.	No. des Preussisch- General-Etats.	Preussische anerkannte Gouvernements- Forderung.	In Preussisch- Courant.		
			Rthl.	Ggr.	Pf.
		A. Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.			
1	35	Beitrag von Hannover zu den aus der Gouvernements-Haupt-Casse in Münster für die in Ostfriesland unterhaltene Gensd'armerie-Brigade pro 1815 mit 3000 Rthl. 20 Ggr. 9 Pf. bestrittenen Kosten, nach dem verhältnismässigen Antheile an den Revenüen pro 1815 mit 31/72.	1292	—	11
2	37	Ersatz für Ausgaben zu dauernden Landes-Verbesserungen	1919	19	8
3	38	Ersatz der auf die Königl. Preuss. Ostfriesische Salzcasse angewiesenen gemeinschaftlichen Ausgaben des Jahres 1815	655	—	5
4	39	Ein der Krone Preussen aus der Liquidation der Gefangen-Verpflegungskosten für den Monat Mai pro rata zu ersetzender Bestand des Jahrs 1814	15	10	4
		B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.			
5	44	Ersatz der am Ende 1815 zu Lingen befindlich gewesen und an Hannover überlassenen Magazin-Bestände, wie der Betrag zuletzt berechnet worden ist	2304	14	6
6	45	Für die auf dem Collegienhause in Lingen befindlich gewesenen Mobilien	58	23	5
7	46	Für die Inventarienstücke im dortigen Gefangenhause	23	12	—
8	48	Erstattung der aus der Gouvernements-Haupt-Casse in Münster gezahlten Lingenschen Pensionen vom 4ten Quartale mit 31/72	54	—	6
9	49	Aus den Bestandgeldern der Lingenschen Casse sind nach dem 1sten Januar 1816 noch einige zur gemeinschaftlichen Berechnung zu ziehende Ausgaben bestritten worden, wozu Hannover 31/72 beizutragen hat	83	16	8
10	60	Beitrag der Krone Hannover zu den Kosten der Wege-Anlage von Rheine nach Lingen	100	—	—
		C. Wegen der Eichsfeldischen Landestheile.			
11	69	Erstattung des dem Gefangenwärter Doenhardt pro Januar 1816 gezahlten Wartegeldes	3	—	—
12	71	Erstattung der von Preussen gezahlten Pensionen des Canonicus Holzhausen und Steuer-Aufsehers Capeller, resp. pro 1816 und einen Theil des Jahres 1817	576	3	—
		<i>Latus . . .</i>	7086	5	5

Fortlaufende No.	No. des Preussisch- General-Etats.	Preussische anerkannte Gouvernements- Forderung.	In Preussisch- Courant.		
			Rthl.	Ggr.	Pf.
13	72	Erstattung der von Preussen für die Zeit vom 1sten Januar 1816 bis Ende Februar 1821 an die Kirche und den Schullehrer zu Gerblingerode gemachten Zahlung	565	21	6
		D. Wegen des Amtes Clötze.			
14	77	Forderung der Eingesessenen im Amte Clötze an die Haunoversche Landes-Casse	30	16	3
		E. Wegen des Amtes Reckenberg.			
15	86	Wegen der in der Rechnung des aufgehobenen Stifts Wiedenbrück pro 1815 mehr eingezogenen als wieder ausgeliehenen Capitale	11	14	1
		<i>Summa . . .</i>	7694	9	3
		Verglichen mit nebenstehender Summe der Hau- noverschen anerkannten Gouvernements-Forde- rungen	1478	19	8
		Behält Preussen gut . . .	6215	13	7

Anlage 7.

Z u s a m m e n -
der mit den Revenüen-Abrechnungen zusammen-
welche

Fortlaufende No	No. des Hannover. General-Etats.	Hannoversche Gouvernements-Forderungen, welche ausfallen.	In Preussisch- Courant.		
			Rthl.	Ggr.	Pf.
		A. Aus dem Fürstenthume Hildesheim.			
1	60	An Königl. Preufs. Militairs und Invaliden im Fürstenthume Hildesheim vom 1. Nov. 1813 bis 24. Juli 1815 vorschufsweise bezahlte Pensionen .	4068	21	—
		B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.			
2	160	Antheil an den erlassenen Lingenschen Erbzehnt-Pachtgeldern.	198	6	5
3	161	Zu erstattende Zinsen auf sogenannte Domainen-Capitale	286	10	11
4	162	Zu erstattende Zinsen auf ein Capital der Kirche zu Minden	35	21	1
5	163	Antheil an den erlassenen Lingenschen Domainen-Gefällen	3679	6	7
		B. Wegen des Eichsfeldes.			
6	228 ^a	Vorstandsgelder von dem Pächter des Ohlenröder Hofes im Amte Gieboldehausen 200 Rthl. Gold oder	220	—	—
		<i>Summa . . .</i>	6188	18	—

s t e l l u n g

hängenden gegenseitigen Gouvernements-Forderungen, ausfallen.

Fortlaufende No.	No. des Preussisch- General-Etats	Preussische Gouvernements Forderungen, welche ausfallen.	In Preussisch- Courant.		
			Rthl.	Ggr.	Pf.
A. Aus dem Fürstenthume Hildesheim.					
1	15	Zuviel gezahlter Beitrag zur Pension des Fürstbischöfs von Hildesheim und Paderborn zu jährlich 8333 1/3 Rthl. vom 1. Nov. 1813 bis 1. Nov. 1825	100000	—	—
2	19	Rückstand des bereits festgesetzten Erbschafts-Stempels der von Gieseschen Erben in Goslar	550	—	—
B. Aus der Niedergrafschaft Lingen.					
3	47	Ersatz für die bei der Fähre zu Lingen befindlich gewesenen Inventarienstücke	541	10	—
4	50	Beitrag der Niedergrafschaft Lingen und der Münsterschen Absplassen zu den Kosten des Gouvernements pro 1815	614	11	—
C. Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.					
5	—	Beitrag des Fürstenthums Ostfriesland zu den Kosten des Gouvernements pro 1815	1079	—	2
<i>Summa</i>			102972	13	5

Anlage 8.

V e r z e i c h n i s s
*der von der Krone Hannover gegen die Krone Preussen
 liquidirten Militairlieferungs-Forderungen aller Art.*

Fortlaufende Nr.	No. des Hannover General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	G e g e n s t a n d der F o r d e r u n g .
A. Aus dem Fürstenthume Hildesheim.			
1	61	Eingesessene im Fürstenthume Hildesheim.	Geleistete Lieferungen behuf Verpflegung der Königlich Preussischen Truppen nach dem 1. October 1806
2	—	Die Carthaus daselbst.	Desgleichen
3	63	Räthswagemeister Herdtmann in Hildesheim.	Kosten wegen Verwiegens der Königlich Preussischen Proviant-Vorräthe in den Jahren 1805 und 1806
4	72	Weinamts-Casse in Hildesheim.	Vorgeschossene Frachtgelder für Montirungs-Sachen im October 1806
B Aus dem Fürstenthume Ostfriesland.			
5	86 87	Amt Eesens.	Nachgelieferte 88 Wispl. 22 Schfl. 14 Mtz. Hafer, Schiffsfracht und Entladungskosten, Assecuranz-Prämie und Transportkosten desselben bis Emden überhaupt
6	88	Amt Wittmund.	Frachtgelder und Entladungskosten zum Rest, so wie Assecuranz-Prämie und Lichterfracht und Arbeitslohn
7	90	Kaufleute Holle u. Comp. im Mindenschen, jetzt der Commerzien-Rath Meyer in Aurich.	Schiffsfracht und Assecuranz-Prämie, Auslagen wegen des weitem Transports von Bremen nach Hamburg
8	91	Provinz Ostfriesland.	Wegen der 2ten Haferlieferung im Jahre 1806 und zwar Zuschufs zu dem bereits bezahlten Magazin-Preise, damit der versprochene Marktpreis herauskomme, nebst Einladungs-, Transports-, und Assecuranz-Kosten und

Latus 1.

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	pf.		Rthl.	Ggr.	pf.	Rthl.	Ggr.	pf.	Rthl.	Ggr.	pf.
28741	-	-	Pr.Crt.	28741	-	-	28741	-	-	-	-	-
780	10	-	Pr.Crt.	780	10	-	780	10	-	-	-	-
238	3	4	Pr.Crt.	238	3	4	36	-	-	202	3	4
110	18	10	Pr.Crt.	110	18	10	110	18	10	-	-	-
4455	6	2	Gold	4900	18	7	6456	4	1	2799	8	8
1457	19	6	Gold	1682	11	7						
78	21	4	Pr.Crt.									
527	12	-	Gold									
1805	4	-	Gold									
106	8	-	Pr.Crt.	2672	6	5						
95382	-	4	Gold	105846	5	11	3261	12	-	102584	17	11
926	-	9	Pr.Crt.									
-	-	-	-	144972	2	10	39385	20	11	105586	5	11

Fortlaufende No.	No. des Hannover General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
9	92	Provinz Ostfriesland.	Grütze-Lieferung im Jahre 1805 incl. Einladungs-, Ausladungs- u. Trans- port-Kosten und
10	93	Dieselbe.	Pferde-Lieferung im Jahre 1806 .
11	94	Commerzienrath Meyer zu Aurich.	Auslagen für Koppelknechte bei Ab- lieferung der Pferde in Bremen im Jahre 1806
12	95	Provinz Ostfriesland.	Verpflegungs-Kosten der in den Jah- ren 1805 und 1806 in Ostfriesland cantonirt gewesenen Truppen . . und
13	98	Dieselbe.	Rückstand auf den Ankaufspreis der für Lingen und Tecklenburg gelie- fert 41 Pferde der 2ten Land- wehr-Escadron im Jahre 1814 . .
14	99	Dieselbe.	Equipirung von 34 Uhlanen der 2ten Landwehr-Escadron und 1/3 so Lingen und Tecklenburg zu den allgemeinen Mobilmachungs-Kosten hätte beitragen müssen 1814 . .
15	100	Dieselbe.	Ein Drittheil zu den Verpflegungs- und Fourage-Kosten derselben Es- cadron bis ult. Junius 1814 . .
16	101	Dieselbe.	Ein Viertheil der Ausrüstungs- und Verpflegungs-Kosten der freiwilli- gen Jäger von 1814 und 1815 . .
17	102	Dieselbe.	Für die wegen nicht hinlänglich bei- gebrachter Lieferungs - Beschein- igung von den auf die Summe von 33,335 Rthl. festgesetzten Pferde- Vergütungsgeldern vom Finanz-Mi- nisterio vorläufig abgesetzten Pferde, welche im Jahre 1815 geliefert wor- den
18	103	Dieselbe.	Für die seit März 1815 an den Rhein gelieferten Naturalien
19	104	Dieselbe.	Transportkosten für gedachte Gegen- stände
20	105	Dieselbe.	Belagerungskosten der holländischen Festung Delfzyhl vom Jahre 1813

Betrag der Forderung.			Münz- sorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst aus- fallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
95	—	—	Gold	123	9	11	123	9	11	—	—	—
18	21	11	Pr.Crt.									
61819	—	—	Gold	68011	9	7	47635	—	—	20376	9	7
10	12	—	Pr.Crt.									
298	—	—	Pr.Crt.	298	—	—	298	—	—	—	—	—
4140	—	—	Gold	44918	15	5	25651	2	2	19267	13	3
40864	15	5	Pr.Crt.									
2810	11	7	Pr.Crt.	2810	11	7	2810	11	7	—	—	—
3282	10	8	Pr.Crt.	3282	10	8	3282	10	8	—	—	—
1343	12	7	Pr.Crt.	1343	12	7	—	—	—	1343	12	7
591	13	11	Pr.Crt.	591	13	11	400	—	—	191	13	11
7150	—	—	Gold	7865	—	—	7865	—	—	—	—	—
63851	4	6	Pr.Crt.	63851	4	6	63851	4	6	—	—	—
17336	3	9	Pr.Crt.	17336	3	9	—	—	—	17336	3	9
8158	23	10	Pr.Crt.	8158	23	10	—	—	—	8158	23	10
—	—	—	—	218592	7	9	152916	14	10	66674	4	11

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
21	106	Verschiedene Gemeinden.	Rückständiger Sold der bei Belagerung der Festung Delfzyhl gebrauchten Landsturmmänner bis 10. Februar 1814
22	107	Städte Emden und Aurich.	Lieferungen an das Königsberger Landwehr-Bataillon im Winter 1813 und 1814.
23	108	Dieselben.	Vorschuss an Löhnungsgeldern für die 3te und 6te Westphälische Landwehrescadron pro Mai 1814
24	109	Schmied Hagen in Aurich.	Reparaturkosten von 40 Stück Gewehren der Landsturmmänner 1813
25	110	Witwe Schmidt in Leer.	Gelieferte Arzneien an die Blankensteinschen Husaren in den Monaten November und December 1813 und Januar 1814
26	111	Dieselbe.	Desgleichen an Emdener Landsturmmänner
27	112	Apotheker Börner zu Leer.	Gelieferte Arzneien an das Leerer Hospital
28	113	Doctor Bode zu Leer.	Ärztliche Behandlung von Soldaten im December 1813 und Januar 1814
29	114	Chirurgus Neddermann zu Marienhave.	Medicin-Lieferung für Königl. Preussische Landwehr - Cavallerie im Jahre 1814
30	115	Flecken Leer.	Verpflegung Königlich Preussischer Militairs von dem Ersatz-Bataillon No. 4. im ersten halben Jahre 1814
31	116	Stadt Emden.	Rückständige Verpflegungs - Kosten aus dem ersten halben Jahre 1814
32	117	Dieselbe.	Entschädigung für Versorgung der Militair - Armen aus den Jahren 1775 und folgende
33	118	Provinz Ostfriesland.	Nachträglich liquidirte Fournage für das 3te und 4te Quartal 1814
34	119	Dieselbe.	Nachträglich liquidirte Fournage aus dem 1sten und 2ten Quartale 1815
35	156	Dieselbe.	Kosten wegen der im Jahre 1806 angelegten Batterien
C. Aus der Niedergrafschaft Lingen.			
36	168	Verschiedene Einwohner im Lingschen.	Vorschuss behuf der Pferdlieferung seit März 1815

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
1263	1	5	Pr.Crt.	1263	1	5	1263	1	5	—	—	—
4267	16	11	Pr.Crt.	4267	16	11	4267	16	11	—	—	—
172	—	—	Pr.Crt.	172	—	—	172	—	—	—	—	—
16	12	—	Pr.Crt.	16	12	—	—	—	—	16	12	—
46	16	8	Pr.Crt.	46	16	8	46	16	8	—	—	—
3	14	3	Pr.Crt.	3	14	3	3	14	3	—	—	—
50	21	4	Pr.Crt.	50	21	4	50	21	4	—	—	—
57	4	—	Pr.Crt.	57	4	—	—	—	—	57	4	—
134	—	—	Pr.Crt.	134	—	—	—	—	—	134	—	—
11100	16	—	Pr.Crt.	11100	16	—	—	—	—	11100	16	—
27071	9	—	Pr.Crt.	27071	9	—	—	—	—	27071	9	—
25208	—	—	Pr.Crt.	25208	—	—	25200	—	—	25208	—	—
280	21	6	Pr.Crt.	280	21	6	—	—	—	280	21	6
273	5	6	Pr.Crt.	273	5	6	273	5	6	—	—	—
912	2	1	Pr.Crt.	912	2	1	285	1	9	327	—	4
3887	—	—	Pr.Crt.	3887	—	—	—	—	—	3887	—	—
				99744	20	8	35876	6	—	78082	14	10

Fortlaufende No.	No. des Hannover General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
37	170	Verschiedene Gemeinden	Die im Jahre 1806 geschehenen Ma-
38	183	im Lingenschen. Stadt Lingen.	gazin-Lieferungen Haferlieferung in die Königl. Preufs. Magazine im Jahre 1806
39	184	Münstersche Absplassen.	Verschiedene Lieferungen in die Ma- gazine zu Münster und Ibbenbüh- ren und zur Verpflegung des Re- giments von Wobeser zu Münster im September 1805
40	171	Verschiedene Gemeinden	Magazin-Lieferungen im Jahre 1815
41	175	im Lingenschen. Ziungieser Schmidt zu Lingen.	Gelieferte Plouben in den Jahren 1805 und 1806 zur Versiegelung der Säcke behuf Versendung des Magazin-Hafers von Meppen etc.
42	176	Bäcker Schmitz und Con- sorten zu Lingen.	Verbackenes Commisbrodt für die im Herbst 1806 in und um Lingen can- tonirten Preufs. Truppen
43	177	Die Erben des Mühlenkar- renführers Ilufs das.	Transport des Mehls bei derselben Ge- legenheit
D. Aus den Eichsfeldschen Landestheilen.			
44	200	Verschiedene Gemeinden und Privatpersonen des Amts Gieboldehausen Lindau.	Lieferung verschiedener Gegenstände im Jahre 1806 behuf Verpflegung der Königl. Preufs. Truppen.
45	201	Amt Duderstadt.	Lieferung verschiedener Gegenstände im Jahre 1806 behuf Verpflegung der Königl. Preussischen Truppen. Desgleichen.
46	202	Stadt Duderstadt.	Desgleichen.
47	203	Gemeinden des Amts Gie- boldehausen Lindau.	Verpflegungskosten der Königl. Preufs. Truppen im Julius und August 1814
48	204	Amt Duderstadt.	Desgleichen im Monate Julius 1814
49	227	Die vormalig Eichsfeld- schen Gemeinden.	Ersatzgelder wegen der im Jahre 1815 gelieferten Pferde
			<i>Latus 4.</i>
			Hierzu - 1. . . .
			- - 2. . . .
			- - 3. . . .
			<u>Summa</u>

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Gourant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
5690	—	7	Pr.Crt.	5690	—	7	4000	—	—	1690	—	7
47	21	6	Pr.Crt.	47	21	6	47	21	6	—	—	—
278	1	9	Pr.Crt.	278	1	9	267	16	10	10	8	11
3526	7	7	Pr.Crt.	3526	7	7	2951	—	—	575	7	7
131	—	—	Pr.Crt.	131	—	—	104	4	—	26	20	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	17	8	Pr.Crt.	15	17	8	17	17	8	—	—	—
3388	12	—	Pr.Crt.	3388	12	—	3370	18	3	80	17	9
1814	11	2	Pr.Crt.	1814	11	2	1783	12	7	57	22	7
3825	—	6	Pr.Crt.	3825	—	6	1022	12	6	2802	3	—
710	5	—	Pr.Crt.	710	5	—	710	5	—	—	—	—
256	12	—	Pr.Crt.	256	12	—	256	12	—	—	—	—
3733	11	11	Pr.Crt.	3733	11	11	2952	17	10	780	18	1
—	—	—	—	23444	5	8	17420	3	2	6024	2	6
—	—	—	—	144972	2	10	39385	20	11	105586	5	11
—	—	—	—	218592	7	9	152916	14	10	66674	4	11
—	—	—	—	99744	20	8	35876	6	—	78082	14	10
—	—	—	—	486752	—	11	240384	20	9	246367	4	2

Anlage 9.

V e r z e i c h n i s s

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preussen liquidirten Forderungen verschiedener Hannoverscher Institute, Cassen und Privat-Personen in den Provinzen Hildesheim, Ostfriesland, Lingen und auf dem Eichsfelde.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	G e g e n s t a n d der F o r d e r u n g .
A. Forderungen aus dem Fürstenthume Hildesheim und der Stadt Goslar.			
1	66	Hebammen - Institut zu Hildesheim.	Die im October 1806 in die Königlich Preussische Casse abgelieferten und nach Königsberg in Sicherheit gebrachten Gelder
2	67	Stadtgericht zu Alfeld.	Depositengelder, welche im Jahre 1806 auf Befehl der Königl. Preussischen Kriegs- und Domainen-Cammer nach Magdeburg abgesandt sind.
3	68	Max Schmitjan zu Hildesheim.	Entschädigung für die durch die Preuss. Post im October 1806 verloren gegangenen Tresorscheine
4	69	Buchhändler Gerstenberg daselbst.	Postverlust im Jahre 1806
5	70	Gastwirth Crütly daselbst.	Cassen-Transport nach Anclam im Jahre 1806
6	71	Fuhrm. Rißmeyer das.	Desgleichen
7	219	Kaufmannsgilde zu Goslar.	Kaufgelder der s. g. Wohrt in Goslar
8	240	Prediger Dedekind in Hildesheim.	Rückständiger Gehalt als Garnison-Prediger von 1806 bis zum 12. Jul. 1807
9	266	Einwohner Wewer daselbst.	Lieferung von Schreibmaterialien für die Lazareth-Direction zu Hildesheim im Jahre 1806
			Summa Forderungen wegen des Fürstenthums Hildesheim und der Stadt Goslar

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelohnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Gr.	Pf.		Rthl.	Gr.	Pf.	Rthl.	Gr.	Pf.	Rthl.	Gr.	Pf.
700	—	—	Pr. Cr.	700	—	—	700	—	—	—	—	—
109	5	6	Pr. Cr.	109	5	6	109	5	6	—	—	—
250	—	—	Pr. Cr.	250	—	—	—	—	—	250	—	—
50	—	—	Gold	55	—	—	—	—	—	55	—	—
40	—	—	Pr. Cr.	40	—	—	—	—	—	40	—	—
159	22	3	Pr. Cr.	159	22	3	100	—	—	59	22	3
231	19	—	Pr. Cr.	231	19	—	209	4	—	22	15	—
72	—	—	Pr. Cr.	72	—	—	72	—	—	—	—	—
7	22	—	Pr. Cr.	7	22	—	7	22	—	—	—	—
—	—	—	—	1625	20	9	1198	7	6	427	13	3

Fortlaufende No. No. des Hannover. General-Etats	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
B. Forderungen wegen des Fürstenthums Ostfriesland und des Harlingerlandes.		
10 75	Provinz Ostfriesland.	Indebite bezahlte Zulags-Centimen für den Provinzial-Fonds vom November 1813 bis Ende 1815 . . .
11 76	Dieselbe.	Zulags-Centimen für das Cataster pro 1814 und 1815
12 77	Verschiedene Gemeinden der Provinz Ostfriesland.	Desgl. von den festen Steuern behuf Bestreitung der Communal-Ausgaben pro 1813
13 78	Desgleichen.	Die den Gemeinden gebührenden Communal-Centimen auf die Patentsteuer des Jahres 1813
14 79	Desgleichen.	Rückständige Communal-Centimen auf die Patentsteuer de 1814 und 1815
15 81	Provinz Ostfriesland.	Ein aus dem Depositen-Fonds der ersparten Brodt- und Servis-Gelder bei der Mindenschen Haupt-Chausseebau-Casse unterm 10. Junius 1802 belegtes Capital
16 82	Dieselbe.	Ein bei der Bank zu Emden am 30. Oct. 1801 belegtes Capital
17 120	Medicinal-Beamte der Provinz Ostfriesland.	Besoldung vom 1. November 1813 bis 31. December 1814
18 120 ^a	D.med.Claafsen zu Aurich	Desgleichen.
19 121	Verschiedene Officianten in den Kreisen Emden und Aurich.	Rückständige Wartegelder vom 1. November 1813 bis 1. October 1814
20 123	Landbau-Conduct, Franzius in Aurich.	Gehalt vom 1. November 1813 bis Ende 1814 und 6 5/6 pro 1815 à 75 Rthlr. jährlich
21 121 ^b	Die Drostcn v. Ostfriesland	Sporteln-Antheile de 1815 zu 6 5/6
22 122	Commerzienrath Meyer in Aurich.	Holz und Arbeitslohn behuf Nivellirung des Terrains zwischen Aurich und Wittmund in den Jahren 1803 bis 1805
23 124	Witwe weil. Kriegs- und Domainen-Raths Bley zu Aurich.	Gehaltsrückstand als vormaliger Deich-Commissair für das Etats-Jahr 1814 bis 1815
24 125	Stadt-Baumeister Nanninga zu Emden.	Verschiedene Seebau-Arbeiten im Jahre 1814

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
108400	5	5	Pr.Crt.	108400	5	5	—	—	—	108400	5	5
6842	3	4	Pr.Crt.	6842	3	4	6842	3	4	—	—	—
242	10	3	Pr.Crt.	242	10	3	242	10	3	—	—	—
1899	8	2	Pr.Crt.	1899	8	2	1899	8	2	—	—	—
1624	4	1	Pr.Crt.	1624	4	1	—	—	—	1624	4	1
8033	2	7	Pr.Crt.	8033	2	7	—	—	—	8033	2	7
396	16	—	Pr.Crt.	396	16	—	396	16	—	—	—	—
100	—	—	Pr.Crt.	100	—	—	100	—	—	—	—	—
8023	5	1	Pr.Crt.	8023	5	1	8023	5	1	—	—	—
130	5	—	Pr.Crt.	130	5	—	43	9	8	86	19	4
159	10	8	Gold	1594	16	4	—	—	—	1594	16	4
1419	7	—	Pr.Crt.									
62	1	—	Pr.Crt.	62	1	—	40	—	—	22	1	—
100	—	—	Gold.	110	—	—	—	—	—	110	—	—
83	23	7	Pr.Crt.	83	23	7	—	—	—	83	23	7
—	—	—	—	146542	4	10	17587	4	6	119955	—	4

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
25	126	Ahdert Janssen zu Emden	Schmiede-Arbeit an Seetonnen . . .
26	127	Witwe Eybers und Ries zu Aurich.	Torflieferung für das Gefängniß in Aurich im Jahre 1813
27	128	Domainen-Rentm. Jürgens zu Pewsum.	Gebühren für Platz- und Landbesichtigungen zu 6 $\frac{5}{6}$ Rest aus dem Jahre 1815
28	129	Mühlenpächter Gerd Peeken zu Wittmund.	Pacht-Remission von 1809 bis 1810.
29	129 ^a	Die Erbpächter d. Schatt-hauses Ihlow bei Aurich.	Erbpachts-Entschädigung für die Jahre 1798 bis 1806 und 1. November 1813 bis 1. Januar 1815
30	130	Zuchthaus - Casse zu Emden.	Ein bei der Bank daselbst belegtes Capital von resp. 50 Rthl. Gold und 20 Rthl. Courant
31	131	Hebammen H. C. Poppen und H. C. Ennen zu Aurich.	Gehalt für 1814 und 6 $\frac{5}{6}$ von 1815 à 20 Rthl. pro-anno
32	132	Regierungsrath Schnedermann zu Aurich.	} Schaden-Ersatz und Kosten - Vergütung wegen gepachteter, aber nicht bezogener Naturalien
33	133	Becker und Ommen zu Wittmund.	
34	134	Rathsherr Conerus zu Norden, als Cessionar des A.F. Fasse zu Wittmund	
35	135	Becker jun., als Cessionar des E. Brants jun. zu Wittmund.	
36	136	B. E. Hoppe zu Wittmund.	
37	137	Goudschall und Rösingh zu Kritzum.	
38	138	Oltmann Borkhof zu Leer.	
39	139	Snolten und Roelfs das.	
40	140	Vieburg, als Cessionar von Upke Eils zu Esens.	
41	141	Jan Peters u. Consorten zu Nuttermoor.	
42	142	W. Heeren zu Buschhaus.	
43	143	U. F. van Essen zu Wittmund.	
44	144	Rose u. Consorten, Vorsteher des Gast- u. Armenhauses daselbst.	

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
8	2	—	Pr.Crt.	8	2	—	8	2	—	—	—	—
269	13	10	Pr.Crt.	269	13	10	180	—	—	89	13	10
142	8	8	Pr.Crt.	142	8	8	93	2	—	49	6	8
100	—	—	Pr.Crt.	100	—	—	—	—	—	100	—	—
109	12	9	Pr.Crt.	109	12	9	109	12	9	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
31	9	4	Pr.Crt.	31	9	4	31	9	4	—	—	—
6937	7	5	Gold.	13776	21	5	4000	—	—	9776	21	5
6145	7	3	Pr.Crt.									
—	—	—	—	14437	20	—	4422	9	1	10015	17	11

Fortlaufende No	No. des Hannover. General-Etats.	Name nund Wohnort des Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
45	145	Harm Strömer zu Etzel.	}
46	146	Dieterm zu Berum, als Cessionar des H. B. Petersen zu Hage.	
47	148	Städtische Feuer-Societäts-Casse in Aurich.	Deren im Jahre 1806 nach Magdeburg transportirter Bestand . . .
48	149	Vehn-Meliorations-Casse daselbst.	Desgleichen
49	150	Provinz Ostfriesland.	Seebaukosten von 1814 und 1815 . .
50	151	Bothe Knaust zu Aurich.	Vergütung der in einer von ihm geräumten Official-Wohnung im Jahre 1814 verwandten Baukosten . .
51	153	Vormaliger Friedensrichter Kirchhoff zu Weener.	Für die erste Untersuchung wegen des von der Zoll-Inspection zu Aurich im August 1814 in Beschlag genommenen fremden Salzes . .
52	155	Zuchthaus - Casse zu Emden.	Rückständige Kosten behuf des Zuchthauses zu Emden aus dem Rechnungsjahre de 1sten November 1805/6
53	157	Amt Wittmund.	Tantième vom Erbschafts - Stempel für die Jahre 1813, 1814 u. 1815 . . .
54	—	Stadt Emden.	Verpflegung Franz. Kriegs-Gefangenen im Jahre 1814
			<i>Lat us 3</i>
			Hierzu - 1
			- - 2
			<i>Summa</i> Forderungen wegen des Fürstenthums Ostfriesland und des Harlingerlandes

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
150	—	—	Pr. Cert.	150	—	—	150	—	—	—	—	—
108	8	—	Pr. Cert.	108	8	—	108	8	—	—	—	—
3167	14	—	Pr. Cert.	3167	14	—	393	12	3	2774	1	9
31	4	—	Pr. Cert.	31	4	—	15	—	—	16	4	—
33	8	—	Pr. Cert.	33	8	—	8	14	—	24	18	—
1718	9	11	Pr. Cert.	1718	9	11	1397	1	1	321	8	10
6	13	3	Pr. Cert.	6	13	3	6	13	3	—	—	—
275	16	—	Pr. Cert.	275	16	—	275	16	—	—	—	—
—	—	—	—	5491	1	2	2354	16	7	3136	8	7
—	—	—	—	146542	4	10	17587	4	6	119955	—	4
—	—	—	—	14437	20	—	4422	9	1	10015	17	11
—	—	—	—	157471	2	—	24363	23	2	133107	2	10

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
C. Forderungen wegen der Niedergrafschaft Lingen.			
55	164	Die Professoren zu Lingen	Gehaltsrückstände von 1809 bis 1813
56	165	Stipendien - Casse zu Lingen.	Der derselben aus der Domainen-Casse gebührende Betrag jährlicher 1500 Fl. für November und December 1813 für das Jahr 1814 und $41/72$ des Jahres 1815
57	166	Dieselbe.	Ein im Jahre 1806 eingeliefertes Depositum
58	167	Verschiedene Zehntzeitpächter im Lingenschen.	Angeblich indebite bezahlte Pachtgelder für das Jahr 1815
59	169	Gemeinde Thuine, Messingen und Bacum.	Das aus der unterm 29. November 1813 ausgeschriebenen Kriegssteuer noch zu vergütende $1/4$ der nach der Grundsteuer berechneten Quote
60	172	Verschiedene Gemeinden im Lingenschen.	Zulags - Centimen aus den Jahren 1813 und 1814
61	174	Polizeidiener Stube zu Lingen.	Diäten wegen Aufsicht bei Anlegung des Damms von Lingen nach Bramsche vom März und April 1815
62	178	Schmidt Veer in Lingen.	Reparatur am Gefangenhause zu Lingen im Jahre 1813
63	179	Zimmermeister Veldwisch daselbst.	Desgleichen
64	181	Gefangenwärter Enking zu Lingen.	Gehaltsforderung = 51 Rthlr. 17 Ggr. 11 Pf. Courant
65	185	Geistliche Casse in Lingen.	An die Kriegs- und Domainen-Casse zu Münster am 29sten August 1806 in Gefolge Anweisung eingesandtes Depositum
			Summa Forderungen wegen der Niedergrafschaft Lingen

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
4000	—	—	Pr. Cr.	4000	—	—	4000	—	—	—	—	—
1119	1	6	Pr. Cr.	1119	1	6	800	—	—	319	1	6
248	10	6	Pr. Cr.	248	10	6	—	—	—	248	10	6
678	2	—	Pr. Cr.	678	2	—	—	—	—	678	2	—
453	23	—	Pr. Cr.	453	23	—	453	23	—	—	—	—
104	5	—	Pr. Cr.	104	5	—	104	5	—	—	—	—
6	12	—	Pr. Cr.	6	12	—	6	12	—	—	—	—
15	23	8	Pr. Cr.	15	23	8	15	23	8	—	—	—
16	19	6	Pr. Cr.	16	19	6	16	19	6	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
275	—	—	Pr. Cr.	275	—	—	—	—	—	275	—	—
—	—	—	—	6918	1	2	5397	11	2	1520	14	—

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	G e g e n s t a n d der F o r d e r u n g.
B. Forderungen wegen des Eichsfeldes.			
66	213	Zimmermeister Wend- hausen zu Duderstadt.	Reparaturen auf dem herrschaftlichen Vorwerke Renshausen im Jahre 1806
67	228	Die vormal's Eichsfeld- schen Gemeinden.	Restituenda wegen indebite gezahl- ter Grundsteuer
			<hr style="width: 50%; margin: 0 auto;"/> <i>Summa</i> Forderungen wegen des Eichsfeldes

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
229	11	9	Pr.Crt.	229	11	9	226	—	6	3	11	3
318	4	5	Pr.Crt.	318	4	23	139	5	2	178	5	3
—	—	—	—	547	16	2	365	23	8	181	16	6
<i>Recapitulation.</i>												
A. Hildesheimsche Forderungen . .				1625	20	9	1198	7	6	427	13	3
B. Ostfriesische Forderungen				157471	2	—	24363	23	2	133107	2	10
C. Lingsche Forderungen				6918	1	2	5397	11	2	1520	14	—
D. Eichsfeldsche Forderungen . .				547	16	2	365	23	8	181	16	6
<i>Summa</i>				166562	16	1	31325	17	6	135236	22	7

Anlage 10.

V e r z e i c h n i s s

der von der Krone Preussen gegen die Krone Hannover liquidirten Forderungen verschiedener Preussischer Institute, Cassen und Privat-Personen im Fürstenthume Ostfriesland und den Aemtern Clötze und Reckenberg.

Fortlaufende Nr.	No. des Preussisch- General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	G e g e n s t a n d der F o r d e r u n g.
A. Forderung wegen Ostfriesland.			
1	43	Die Officianten des Banco-Comtoirs in Emden.	Prolongations-Gebühren für die von der Landschaft und der Esener Cämmerei bei der Bank negociirten Capitalien, nach näherer Berechnung des Ober-Regierungs-Raths Kienitz. <i>Summa per se.</i>
B. Forderungen wegen des Amtes Clötze.			
2	76	Amtmann Lodemann zu Clötze.	Die von demselben dem Hannov. Gouvernement geleistete Caution . .
3	id.	Steuer-Einnehmer Sünzinger daselbst.	Desgleichen <i>Summa wegen des Amtes Clötze</i>
C. Forderungen wegen des Amtes Reckenberg.			
4	79	Das Gymnasium zu Wiedenbrück.	Rückstand der zur Verbesserung des Gehalts der Lehrer bewilligten Zulage pro 1815
5	80	Die Witwe des Invaliden Kramer.	Rückständige Pension. <i>Latus . . .</i>

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
238	—	—	Pr.Crt.	238	—	—	—	—	—	238	—	—
3000	—	—	Cass. Münze	3433	8	—	3433	8	—	—	—	—
100	—	—	desgl.	114	10	8	114	10	8	—	—	—
—	—	—	—	3547	18	8	3547	18	8	—	—	—
43	14	4	Pr.Crt.	43	14	4	43	14	4	—	—	—
13	12	—	Pr.Crt.	13	12	—	—	—	—	13	12	—
—	—	—	—	57	2	4	13	14	4	13	12	—

Fortlaufende No.	No. des Preussisch. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	G e g e n s t a n d der F o r d e r u n g.
6	82	Armenfonds zu Wiedenbrück.	Die demselben gebührenden 5 ^o / _o von dem städtischen Rauchschatz - Contingente pro 1814 und 1815 . . .
7	83	Gerichtsdienner le Jeune.	Gehalts - Rückstand pro November und December 1813
8	84	Christoph Deuffel zu Wiedenbrück.	Beitrag des suppr. Collegiat - Stifts zu Wegekosten pro 1814
9	85	August Heising.	Beitrag desselben und des Annunciaten - Klosters zu Wegekosten . .
10	87	Mehrere Einwohner des Amts Reckenberg.	Forderungen für Natural - Lieferungen nach Osnabrück in den Jahren 1803 bis 1807
11	88	Pastor Grogdreis zu Wiedenbrück.	Rückständige Gehalts - Forderung aus dem Bersenbrücker Fonds zu Osnabrück vom ersten Jan. 1811 bis 31sten Octbr. 1813 <i>Latus</i>
			Hierzu von voriger Seite . . .
			<i>Summa wegen des Amts Reckenberg</i>

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelöhnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
27	18	6	Pr. Cr.	27	18	6	27	18	6	—	—	—
2	—	—	Pr. Cr.	2	—	—	2	—	—	—	—	—
17	12	—	Pr. Cr.	17	12	—	—	—	—	17	12	—
13	10	10	Pr. Cr.	13	10	10	—	—	—	13	10	10
8071	10	6	Pr. Cr.	8071	10	6	—	—	—	8071	10	6
283	8	—	Pr. Cr.	283	8	—	—	—	—	283	8	—
—	—	—	—	8415	11	10	29	18	6	8385	17	4
—	—	—	—	57	2	4	43	14	4	13	12	—
—	—	—	—	8472	14	2	73	8	10	8399	5	4
<i>Recapitulation.</i>												
A. Forderungen wegen Ostfriesland . . .				238	—	—	—	—	—	238	—	—
B. Forderungen wegen des Amtes Clötze				3547	18	8	3547	18	8	—	—	—
C. Forderungen wegen des Amtes Reckenberg . . .				8472	14	2	73	8	10	8399	5	4
<i>Summa . . .</i>				12258	8	10	3621	3	6	8637	5	4

Aulage 11.

V e r z e i c h n i s

*der von der Krone Hannover gegen die Krone Preußen
liquidirten Forderungen aus den Alt-Hannoverschen Pro-
vinzen vom Jahre 1805.*

Fortlaufende No.	No. des Hannover General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	G e g e n s t a n d der F o r d e r u n g.
1	5 (Theil- weise).	Verschiedene Alt-Han- noversche Gemeinden.	Verpflegungskosten der Königl. Preus- sischen Truppen aus dem Jahre 1805
2	15	Verschiedene Bäcker in Osterode.	Rückständiges Backelohn aus dem Jahre 1805
			<i>Summa</i>

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	pf.		Rthl.	Ggr.	pf.	Rthl.	Ggr.	pf.	Rthl.	Ggr.	pf.
581	7	9	Pr. Crt.	581	7	9	581	7	9	—	—	—
644	—	—	Cv. M.	663	7	8	600	7	9	63	7	8
—	—	—	—	1244	15	5	1181	7	9	63	7	8

Anlage 12.

V e r z e i c h n i s s

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preussen liquidirten Forderungen für Militair-Lieferungen aus der Zeit der Preussischen Occupation der Alt-Hannoverschen Provinzen im Jahre 1806.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	G e g e n s t a n d der F o r d e r u n g.
1	6	Königlich Hannoversche Regierung.	Forderung der Grafschaft Bentheim für die Verpflegung der Königl. Preussischen Truppen im Jahre 1806
2	7	Das Petri-Stift zu Nörten.	Im Jahre 1806 geleistete Magazin-
3	8	Gemeinde Hastenbeck.	Lieferungen Geleistete Lieferungen im Oktober und November 1806 behuf Verpflegung der Königl. Preussischen Truppen in Hameln
4	9	Gemeinde Bantorf, Amts Springe.	Desgleichen im Monat November 1806
5	10	Gemeinde Herberhausen, Amts Harste.	Unterm 30. Sept. 1806 an den Königl. Preussischen Major von Kleist gelieferte 14 Scheffel Hafer und 1/2 Klafter Holz
6	11	Gericht Garte.	Die den Königl. Preussischen Truppen im Sept. 1806 gelieferte Fournage
7	12	Gericht Altengleichen.	Die Besorgung des Transports der Naturalien aus den Magazinen zu Worbis etc. nach Göttingen im Julius 1806
8	13	Verschiedene Bäcker in Göttingen.	Backelohn für das im Jahre 1806 zum Königl. Preussischen Feldmagazin in Göttingen gebackne Brod . . .
9	14	Bäckeramtsm. Kleinrath und Hofmeister in Hannover	Kosten wegen Brodbackens u. Mehl-Defects aus dem Jahre 1806 . .
10	16	Einwohner Niemitz und Consorten in Hitzacker.	Bodenmiethe für den im Jahre 1806 all dort gelagerten Preussischen Magazin-Hafer
11	17	Rathswagepächter Gobel in Hameln.	Rückständige Kosten für das Wägen des Preussischen Magazin-Mehls im Julius 1806

Latus 1

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
6516	9	8	Pr. Cr.	6516	9	8	6516	9	8	—	—	—
188	5	6	Pr. Cr.	188	5	6	—	—	—	188	5	6
172	11	8	Pr. Cr.	172	11	8	160	—	—	12	11	8
44	—	—	Pr. Cr.	44	—	—	44	—	—	—	—	—
11	23	—	Pr. Cr.	11	23	—	11	23	—	—	—	—
26	15	—	Pr. Cr.	26	15	—	26	15	—	—	—	—
43	3	—	Pr. Cr.	43	3	—	20	20	8	22	6	4
314	9	3	Pr. Cr.	314	9	3	314	9	3	—	—	—
464	17	—	Css. M.	531	20	—	—	—	—	531	20	—
262	16	—	Css. M.	300	14	7	150	—	—	150	14	7
74	17	—	Pr. Cr.	74	17	—	40	—	—	34	17	—
—	—	—	—	8224	8	8	7284	5	7	930	3	1

Fortlaufende No. No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
12	18 Georg Schotte daselbst.	Bodenmiete und Niederlage-Gebühren vom Jahre 1806
13	19 Die Erben weiland Negocianten Nachmann Meyer in Hannover.	Liefer. von 150 Last Hafer im Jahre 1806 Transportkosten und ausgelegte Steuer Zinsen und Kosten
14	20 Kaufmann Julius Tuwe in Celle.	Kosten wegen des dem Königl. Preufs. Feld-Proviant-Amte am 4ten Sept. 1806 gelieferten Hafers
15	21 Witwe Lamming in Hannover.	Kosten für gelieferte Drucksachen an das Königl. Preufs. Feld-Kriegs-Commissariat im Jahre 1806
16	22 Die Königl. Hannoverische Regierung.	Lieferungen behuf Einrichtung und Verproviantirung der Caserne zu Nienburg für die Königl. Preufs. Truppen im Jahre 1806
17	23 Stadt Nienburg.	Die im Jahre 1806 angeschafften Casernements-Effecten für die Königl. Preufs. Garnison
18	24 Kaufmann Ludwig Uhrlaub in Nienburg.	Lieferung von Casernements-Effecten und Brennholz für die Königl. Preufs. Garnison zu Nienburg im October und November 1806
19	25 Klempner Meyer in Nienburg.	Lieferung von Klempner-Arbeiten an das Königl. Preufs. Artill. Depot in Nienburg im Jahre 1806
20	26 Kaufmann Steinecke daselbst.	Lieferung von Geräthschaften und Materialien an dasselbe
21	27 Witwe Einecken in Nienburg.	Geleistete Schmiedearbeiten an das Königl. Preufs. Artillerie-Depot in Nienburg im Jahre 1806
22	28 Stadt Nienburg.	Lieferung von Fortifications- und Demolitions-Werkzeugen auf Königl. Preufs. Requisition im Octbr. 1806
23	29 Voigt Wrede zu Wietzen Amts Nienburg.	Lieferung von Faschinen-Pfählen behuf Fortification der Festung Nienburg im Oct. 1806
24	30 Einwohner Oehlschläger zu Schneeren Amts Rehburg.	Lieferung von 308 Stück Pallisaden zu demselben Behufe

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
34	12	—	Css. M.	59	10	6	25	—	—	34	10	6
19	9	—	Cv. M.									
97	18	8	Css. M.	111	21	8	111	21	8	—	—	—
10500	—	—	Gold	11550	—	—	—	—	—	11550	—	—
225	—	—	Pr. Crt.	225	—	—	225	—	—	—	—	—
7586	12	6	Gold	8345	4	2	—	—	—	8345	4	2
205	—	—	Css. M.	234	14	8	150	—	—	84	14	8
46	—	—	Css. M.	52	15	6	52	15	6	—	—	—
17127	1	11	Gold	18839	18	11	18839	18	11	—	—	—
3790	4	5	Css. M.	4337	15	9	2000	—	—	2337	15	9
250	—	—	Css. M.	1042	18	7	600	—	—	442	18	7
687	21	—	Gold									
79	19	—	Pr. Crt.	79	19	—	79	19	—	—	—	—
219	5	4	Pr. Crt.	219	5	4	219	5	4	—	—	—
48	7	—	Pr. Crt.	48	7	—	48	7	—	—	—	—
538	16	—	Cv. M.	592	12	10	592	12	10	—	—	—
433	8	—	Cv. M.	446	8	—	400	—	—	46	8	—
154	—	—	Pr. Crt.	154	—	—	154	—	—	—	—	—
—	—	—	—	46339	3	11	23489	4	3	22840	23	8

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General - Etats.	Namen und Wohnort des Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
25	31	Kaufmann Steinecke zu Nienburg.	Lieferung von Materialien an den Königl. Preufs. Hauptmann von Geyling zu diesem Behufe
26	32	Schmiedemeister Engelhardt daselbst.	Gelieferte Schmiedearbeiten an denselben zu gleichem Behufe
27	33	Stadt Nienburg.	Kosten behuf Einrichtung der von dem Festungs - Commandanten, Königl. Preufs. General - Major von Strachwitz requirirten 23 Wachthäuser in Nienburg im Octbr. 1806.
28	34	Königl. Hannoversche Regierung.	Die den Hockemeierschen Erben zu Nienburg bezahlte Entschädigung für die Benutzung ihres Hauses zum Laboratorio für die Königl. Preufs. Besatzung im Jahre 1806
29	35	Dieselbe.	Unterhaltungs - Kosten der von dem Königl. Preufs. Festungs - Commandanten, General - Major von Strachwitz im Jahre 1806 requirirten Fahrleute
30	36	Stadt Nienburg.	Entschädigung wegen der von dem General - Major von Strachwitz im Octob. 1806 angeordneten Demolitionen.
31	37	Dieselbe.	Entschädigung wegen der auf Befehl des General - Majors von Strachwitz im Jahre 1806 zerstörten Brücke, Steinpflaster und Canäle
32	38	Stadt Hameln.	Kosten wegen Instandsetzung der Festungswerke und für Lieferungen etc. an die Königl. Preufs. Truppen im Jahre 1806
33	39	Stadt Nienburg.	Geleistete Vorschüsse an Königl. Preufs. Officiere im Nov. 1806
34	40	Die Königlich Hannoverische Regierung.	Die dem Königl. Preufs. General Le Coq zu Hameln gezahlten Reisekosten für Officiere im Nov. 1806
35	41	Stadt Einbeck.	Hospitalkosten der Königl. Preussischen Truppen im Jahre 1806
36	42	Stadt Celle.	Lieferung an Licht für das Königl. Preufs. Hospital im Jahre 1806

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
26	19	—	Cv. M.	27	14	3	26	19	—	—	19	3
302	2	—	Cv. M.	313	1	6	302	2	—	10	23	6
240	23	4	Gold	265	1	8	365	1	8	—	—	—
45	—	—	Cv. M.	46	8	5	46	8	5	—	—	—
52	20	7	Cv. M.	54	10	8	54	10	8	—	—	—
94942	14	4	Css. M.	108656	12	8	35000	—	—	73656	12	8
188	4	8	Css. M.	205	9	1	188	4	8	17	4	5
26117	17	10	Pr. Crt.	26117	17	10	4000	—	—	22117	17	10
1240	—	—	Gold	1364	—	—	1364	—	—	—	—	—
933	8	—	Css. M.	1131	22	9	1131	22	9	—	—	—
58	—	—	Cv. M.									
74	—	10	Css. M.	98	11	1	—	—	—	98	11	1
13	8	—	Gold									
54	16	4	Css. M.	62	13	11	40	—	—	22	13	11
				138343	3	10	42418	21	2	95924	6	8

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General-Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	Gegenstand der Forderung.
37	43	Weiland Bäcker Jung zu Osnabrück.	Lieferung an Brodt für das Königl. Preufs. Feld-Lazareth im Sept. 1806
38	44	Weiland Fleischer Hildebrandt in Osnabrück.	Lieferung an Fleisch für das Königl. Preuf. Feld-Lazareth im Sept. 1806
39	45	Kaufmann Wiemann dasselbst.	Lieferung für Victualien für dasselbe
40	46	Stadt Moringen.	Ein im Jahre 1806 für die Königl. Preufs. Armee geliefertes Pferd .
41	54	Schiffer Ohnesorge und Consorten zu Schnackenburg.	Vergütung für die Ueberfahrt der Königl. Preufs. Truppen über die Elbe bei Lenzen in den Jahren 1805 u. 1806
42	55	Schiffer Mutz zu Münden.	Desgl. über die Weser bei Beverungen im Jahre 1806
43	56	Witwe Blume zu Münden.	Desgl. daselbst im Jahre 1806
44	57	Maurermeister Täntzel in Hannover.	Rückständige Zahlung wegen der für Rechnung des Königl. Preufs. Gouvernements im Jahre 1806 besorgten Maurer-Arbeiten in den Militair-Gebäuden zu Hannover
45	58	Zimmerm. Holekamp dasselbst.	Desgl. für besorgte Zimmerarbeit
46	59	Schiffer-Compagnie zu Celle und Bremen.	Rückständiger Frachtpreis für überschifften Hafer von Celle nach Hannover
			<i>Latus</i> 4. . .
			Hierzu - 1. . .
			- - 2. . .
			- - 3. . .
			<u>Summa . . .</u>

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Pr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
66	15	—	Cv. M.	68	15	—	50	—	—	18	15	—
42	16	—	Cv. M.	43	12	9	35	—	—	8	12	9
35	10	—	Cv. M.	36	11	6	30	—	—	6	11	6
31	16	—	Css. M.	36	5	9	—	—	—	36	5	9
627	4	—	Pr.Crt.	627	4	—	500	—	—	127	4	—
35	6	—	Pr.Crt.	35	6	—	20	—	—	15	6	—
94	—	—	Pr.Crt.	94	—	—	60	—	—	34	—	—
70	—	—	Css. M.	79	2	8	70	—	—	9	2	8
91	3	8	Css. M.	104	7	8	91	3	8	13	4	—
370	11	4	Gold	407	12	6	250	—	—	157	12	6
—	—	—	—	1532	5	10	1106	3	8	435	1	6
—	—	—	—	8224	8	8	7284	5	7	940	3	1
—	—	—	—	46339	3	11	23498	4	3	22840	23	8
—	—	—	—	138343	3	10	42818	21	2	95924	6	8
—	—	—	—	194438	22	3	74307	10	8	120131	11	7

Anlage 13.

V e r z e i c h n i s s

der von der Krone Hannover gegen die Krone Preussen liquidirten Forderungen verschiedener Art aus der Zeit der Preussischen Occupation der Alt-Hannoverschen Provinzen im Jahre 1806, welche nicht die Militair-Verwaltung betreffen.

Fortlaufende No.	No. des Hannover. General Etats.	Namen und Wohnort der Liquidanten.	G e g e n s t a n d der F o r d e r u n g.
1	47	Saline zu Lüneburg.	Kosten des im Jahre 1806 in die Preussischen Staaten abgeführten Salzes.
2	48	Oberpostmeister Stephanus in Celle.	Rückständige Estafettengelder im Jahre 1805
3	49	Postverw. Bösche, vorhin zu Ohof.	Entschädigung wegen aufgehobener Posten im Jahre 1806
4	50	Elbzollbediente Meyer u. Blumenthal in Schnakenburg.	Entschädigung wegen der denselben im Jahre 1806 durch die königl. Preussischen Behörden entzogenen Accidenzien
5	51	Elbzollbediente Lüning u. Sarnighausen zu Hitzacker.	Zoll-Accidenzien für königl. Preussische Frachtgüter aus dem Jahre 1806
6	52	Elbzollbediente Schrader u. Köpp zu Bleckede.	Desgleichen
7	53	Zollpächterinn Meinecke zu Stücken.	Rückständiger Zoll für königlich Preussische Güter, welche im October 1806 transportirt worden . .
			<i>Summa . . .</i>

Betrag der Forderung.			Münzsorte.	Betrag der Forderung in Fr. Courant.			Anerkannt.			Abgelehnt oder sonst ausfallend.		
Rthl.	Ggr.	Pf.		Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.	Rthl.	Ggr.	Pf.
105578	7	11	Css. M.	120828	12	10	50000	—	—	70828	12	10
42	6	—	Css. M.	48	8	6	25	—	—	23	8	6
400	—	—	Css. M.	457	18	8	—	—	—	457	18	8
495	4	—	Css. M.	566	16	7	—	—	—	566	16	7
437	20	—	Gold	481	14	10	—	—	—	481	14	10
437	20	8	Gold	481	15	6	—	—	—	481	15	6
39	6	—	Css. M.	44	22	1	—	—	—	44	22	1
—	—	—	—	122909	13	—	50025	—	—	72884	13	—

43.

1830 *Traité de commerce et de douanes
entre l'Hanovre, la Hesse électorale,
le grand duché d'Oldenbourg et le
duché de Brunsvic, signé à Einbeck
le 27 Mars 1830.*

(*Beilage zu No. 47. der Hannoverschen Nachrichten. 1830.*)

Seine Majestät der König von Großbritannien, Irland und Hannover,

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen,
Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Oldenburg, und

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg,

von dem Wunsche geleitet, das Wohl Ihrer Unterthanen allenthalben zu befördern, und denselben die Vortheile eines freien Verkehrs gegenseitig zu gewähren, haben Sich bewogen gefunden, zur Erreichung dieses Zweckes, Unterhandlungen eintreten zu lassen, und Bevollmächtigte zu ernennen, nämlich:

Seine Majestät der König von Großbritannien, Irland und Hannover, Höchst-Ihren Geheimen-Rath, Kriegs-Kanzlei und Ober-Zoll-Direktor, *August Ludwig Otto Freiherrn Grote*, Kommandeur des Königl. Hannov. Guelphen-Ordens, Großkreuz des Königl. Sächs. Civil-Verdienst- und des Kurfürstl. Hess. Haus-Ordens vom goldenen Löwen, und Höchst-Ihren Hofrath *Ernst Friedrich Georg Hupeden*.

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, Höchst Ihren Geheimen-Rath und Finanz-Kammer-Präsidenten *Carl Friedrich v. Kopp*, Großkreuz des Kurfürstl. Hess. Hausordens vom goldenen Löwen, des Königl. Hannov. Guelphen-, des Königl. Sächs. Civil-Verdienst- und des Großherzogl. Sächs. Hausordens vom weißen Falken, und Höchst Ihren

Finanz-Kammer-Rath *Friedrich Meisterlin*, Ritter 1830 des Großherzogl. Sächs. Haus-Ordens vom weißen Falken.

Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Oldenburg, Höchst Ihren Staats-Rath und Regierungs-Vice-Präsidenten *Carl Friedrich Ferdinand Suden*, Ritter des Königl. Preussischen Rothen Adler- und des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens.

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg, Höchst Ihren Ober-Legationsrath *August Philipp Christian Theodor von Amsberg*, Kommandeur des Kurfürstl. Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens.

von welchen, in Folge der denselben ertheilten Vollmachten und Instruktionen, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag verabredet und abgeschlossen worden ist:

ART. I. Das Königreich Hannover, das Kurfürstenthum Hessen, das Großherzogthum Oldenburg und das Herzogthum Braunschweig vereinigen sich zur Annahme eines gleichmäßigen und gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben-Systems.

ART. II. Diese Vereinigung bezieht sich:

- a. auf die unter dem Namen von Ein- und Ausgangs-Zoll, Eingangs-Steuer, Licent, Impost, Accise, oder unter einer sonstigen Bezeichnung, bisher in den kontrahirenden Staaten erhobenen indirekten Abgaben, sowohl von den in diese Staaten eingegangenen, und zum Verbräuche im Innern derselben bestimmten ausländischen Gegenständen, als von den aus den kontrahirenden Staaten versendeten inländischen oder ausländischen Gegenständen, sowie
- b. auf die allgemeinen Verbrauchs-Abgaben von denjenigen Gegenständen, welche der gemeinschaftlich zu verabredende Tarif benennen wird.

ART. III. Zwischen den kontrahirenden Staaten sollen die jetzt bestehenden Steuer- und Zoll-Linien aufgehoben werden, und es wird unter denselben, blos mit Ausschluss der namentlich bezeichneten Artikel, ein völlig freier Verkehr Statt finden.

1830 ART. IV. Dagegen soll eine gemeinsame Linie aufgestellt werden, welche den in den Abgaben-Verband aufgenommenen Länder-Umfang der kontrahirenden Staaten umgiebt.

ART. V. In den kontrahirenden Staaten werden die bestehenden Eingangs-, Ausgangs und Durchgangs-Verbote aufgehoben, und über die, in Beziehung auf das Ausland zu erlassenden derartigen Verbote, unter Berücksichtigung der bestehenden Verträge, gemeinschaftliche Bestimmungen verabredet werden.

ART. VI. Hinsichtlich der Behandlung des Ein- und Ausgangs innerhalb der aufzustellenden Steuer- und Zoll-Linie, der anzunehmenden Tarif-Sätze und der nöthigen Mafsregeln zur Erhebung und Sicherung der Ein- und Ausgangs-, sowie der Verbrauchs-Abgaben, soll nach übereinstimmenden Anordnungen verfahren werden.

ART. VII. Die kontrahirenden Staaten werden sich über die Einführung eines gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs und Verbrauchs-Abgaben-Tarifs vereinigen, welcher ihren Handels-, Gewerbe-, Fabrik- und Finanz-Verhältnissen angemessen seyn soll.

ART. VIII. Einzelne Landestheile, welche entweder von dem Gebiete auswärtiger Staaten ganz umgeben sind, oder nach der gemeinschaftlich zu treffenden Verabredung, rücksichtlich ihrer Lage und Verhältnisse in den Verband nicht aufgenommen werden, sind von der Vereinigung ausgeschlossen, und in Beziehung auf den Verkehr mit den in dem Verbande befindlichen Ländern als Ausland zu behandeln.

Den beteiligten Staaten bleibt es unbenommen, wegen dieser Landestheile eine Verständigung und Vereinigung mit anderen Staaten eintreten zu lassen, insoweit solches nach den bestehenden sonstigen Verträgen oder zu treffenden näheren Verabredungen unter den kontrahirenden Staaten zulässig ist.

Die, unter Anwendung der anzuordnenden Kontrolle-Mafsregeln, aus solchen Landestheilen eingehenden Produkte der Fischerei, des Landbaues, der Viehzucht und der Forst-Wirtschaft, sollen jedoch, insofern die fraglichen Landestheile keinem anderen Zoll-Systeme ausgeschlossen sind, von der Entrichtung der Eingangs-Abgaben befreit seyn.

ART. IX. Das Kochsalz bleibt von dem freien 1830 Verkehre unter den kontrahirenden Staaten ausgenommen, und es behält daher jeder Staat die Befugniss, dasselbe nach seiner Konvenienz einseitig mit Verbrauchs- oder Fabrikations-Abgaben zu belegen.

Zur Sicherstellung der desfallsigen Intradan sollen indessen hinsichtlich des Salzhandels folgende allgemeine Bestimmungen zur Anwendung kommen:

- a. Der Eingang des fremden, in den kontrahirenden Staaten nicht erzeugten Salzes wird verboten.
- b. Der Verkauf des Kochsalzes in das Ausland bleibt unbeschränkt. Indess soll dasselbe von den unter landesherrlicher Administration stehenden Salinen nur alsdann unter dem, für das Inland bestimmten Preise verkauft werden, wenn durch Anwendung der erforderlichen Kontrolle Gewissheit darüber verschafft wird, daß dasselbe wirklich in fremde, zu dem Abgaben-Verbande nicht gehörende Staaten ausgeführt ist, oder wenn dasselbe, in Gemähsheit besonderer Lieferungs-Verträge, einem der anderen kontrahirenden Staaten überlassen wird.
- c. Jeder Staat kann die Durchfuhr des fremden Salzes durch sein Gebiet, unter Anwendung der erforderlichen Kontrolle-Mafsregeln, gestatten; auch
- d. die Einfuhr des Seesalzes zum Einpöckeln oder Einsalzen von See-Producten, zum medizinischen Gebrauche, sowie in den Fällen, in welchen solches bei Gewerben nicht entbehrt werden kann, erlauben.
- e. Das in einem der kontrahirenden Staaten gewonnene Kochsalz darf nur, in Gemähsheit der mit der Regierung eines der andern kontrahirenden Staaten etwa abzuschliessenden besonderen Verträge, in das Gebiet dieses letzteren Staates eingeführt werden. Auch findet der Durchgang nur auf den hiezu zu bestimmenden Strassen, unter Beobachtung der zu verabredenden Kontrolle - Mafsregeln, Statt.
- f. Den Saline-Offizianten und konzessionirten Salz-Verkäufern soll es untersagt werden, wissentlich Salz an Unterthanen aus den anderen kontrahirenden Staaten zu verkaufen.

1830 g. Die Krämer und Kaufleute, welche Handel mit Kochsalz betreiben, dürfen dasselbe nur von den Salinen oder von den konzessionirten Salz-Verkäufern des eigenen Staates ankaufen, und die inländischen Konsumenten sich ebenfalls nur bei diesen Salinen und Salz-Verkäufern oder bei den erwähnten Krämern und Kaufleuten damit versehen.

ART. X. Die Spielkarten, deren Einführung vom Auslande verboten werden soll, werden von dem freien Verkehre ebenfalls ausgeschlossen; und damit um so weniger Defrauden hinsichtlich des Karten-Stempels eintreten können, wollen die kontrahirenden Staaten ihren Spielkarten-Fabrikanten den Absatz ungestempelter Spielkarten, sowohl in dem eigenen Gebiete, als in die Länder der anderen kontrahirenden Staaten, nicht gestatten; vielmehr solchen unter angemessenen und gleichmäßigen Strafen verbieten.

Durch diese Bestimmung soll jedoch der Absatz ungestempelter Spielkarten in diejenigen kontrahirenden Staaten, in welchen kein Karten-Stempel besteht, so wie an die Stempel-Steuer-Administration des eigenen oder eines andern Staates nicht beschränkt seyn.

ART. XI. Die Regulirung und Erhebung der Durchgangs-Abgaben, mögen sie in einem ausdrücklich sobenannten Durchgangs-Zolle oder unter der Benennung von Ein- und Ausgangs-Zoll bestehen, bleibt für jetzt und bis zu etwaiger weitem Verständigung der einseitigen Anordnung jedes kontrahirenden Staates überlassen.

Die Erhebung einer Durchgangs-Abgabe soll hinsichtlich derjenigen Gegenstände Statt finden, welche vom Auslande in die kontrahirenden Staaten ein- und ohne in den freien Verkehr übergegangen zu seyn, von dort wieder in das Ausland geführt werden.

Dagegen soll eine Durchgangs-Abgabe von allen denjenigen Gegenständen nicht erhoben werden, welche entweder von dem Auslande kommen und zum Verbleiben in einem der kontrahirenden Staaten bestimmt sind, und daselbst den Eingangs-Abgaben unterliegen, oder überhaupt in den freien Verkehr

übergehen, oder welche aus einem der kontrahirenden 1830 Staaten herkommen oder dort den Eingangs-Abgaben schon unterlegen haben, und durch die anderen Staaten, oder durch einen derselben, in einen der kontrahirenden Staaten, oder in das Ausland gebracht werden.

Von denjenigen Gegenständen, welche aus dem Auslande durch einen der kontrahirenden Staaten mit der Bestimmung, in einem anderen dieser Staaten zu verbleiben, durchgeführt werden, und von denen solchenfalls die Durchgangs-Abgabe nach der obigen Bestimmung nicht erhoben werden darf, soll dieselbe nachbezahlt werden, sobald jene Gegenstände in dem anderen Staate nicht zur Abgaben-Entrichtung oder in den freien Verkehr gelangen, sondern von dort, sey es auf einer Achse oder nach vorgängiger Umladung oder Lagerung, wieder in das Ausland geführt werden.

Derjenige Staat, aus welchem die Weiterversendung erfolgt, hat in diesem Falle die fragliche Durchgangs-Abgabe nacherheben und an den oder die anderen beteiligten Staaten, durch welche jene Gegenstände, ohne dieselbe erlegt zu haben, geführt sind, abliefern zu lassen.

Die zur Sicherung der Durchgangs-Abgaben erforderlichen Kontrolle-Maßregeln sollen demgemäß angeordnet, und es soll namentlich die gemeinsame Verpflichtung und Beeidigung der betreffenden Abgaben-Erheber und sonstigen Offizianten auf die richtige Erhebung und Ablieferung der Durchgangs-Abgaben, sowohl für den eigenen Staat als für die anderen kontrahirenden Staaten, mit erstreckt werden.

ART. XII. Auch die in den einzelnen Staaten bestehenden Wasser-Zölle bleiben von der Vereinigung ausgeschlossen.

ART. XIII. Ebenso unterliegen die Schiffahrts-Abgaben, die Lootsen-, Baaken-, Feuer-, Lasten-, Chaussee-, Weg-, Pflaster-, Kanal-, Brücken-, Fähr-, Schleusen- und Schlagten-Gelder, sowie die Hafens-, Waage-, Krahn- und Niederlage-Gebühren, Lokal-Meß-Unkosten und die sonstigen derar-

1830 tigen Abgaben, nicht der gemeinsamen, sondern nach wie vor der einseitigen Bestimmung jedes Staates, und sind daher auch fernerhin von demselben ausschliesslich zu beziehen

Die Einwohner aus den anderen kontrahirenden Staaten sollen aber in Hinsicht dieser Abgaben stets den Inländern gleich behandelt werden.

ART. XIV. Alle Verbrauchs-Abgaben werden im gemeinsamen Einverständnisse angeordnet, eingeführt und nach gleichmässigen Einrichtungen und Abgabensätzen erhoben werden. Mit Vorbehalt der in dem künftigen Tarife zu benennenden sonstigen Gegenstände, sollen dieselben jedenfalls das in den kontrahirenden Staaten selbst erzeugte Bier sowie den Brantwein betreffen.

Die Verbrauchs-Abgabe von Brantwein wird nach der Menge der verbrauchten Maische festgesetzt, und sowohl dieserhalb als über die Art der Erhebung der Abgabe das Weitere verabredet werden.

ART. XV. Besondere Verbrauchs-Abgaben welche ein Staat in einzelnen Städten oder Gemeinden angeordnet hat, oder anordnen, oder den fraglichen Städten oder Gemeinden selbst bewilligen möchte, unterliegen auch fernerhin der einseitigen Bestimmung jedes einzelnen Staates.

Nur ist dabei stets von dem Grundsätze auszugehen, das die nach solchen Städten oder Gemeinden aus einem der anderen kontrahirenden Staaten gebrachten Gegenstände in keinem Falle mit einer höheren Verbrauchs-Abgabe belegt werden dürfen, als die inländischen Gegenstände der nämlichen Art, welche von den Bewohnern der fraglichen Städte oder Gemeinden selbst, oder von den übrigen Landes-Einwohnern produziert oder fabrizirt sind.

ART. XVI. Alle Gegenstände, welche der zu verabredende gemeinschaftliche Abgaben-Tarif als abgabepflichtig benennen wird, sind, sobald sie in den freien Verkehr gelangen, ohne Ausnahme zur Abgaben-Entrichtung heranzuziehen.

Inzwischen bleibt es jedem Staate überlassen, für die Bedürfnisse des Hauses des Landesherrn und der

Mitglieder des Regentenhauses, für das Eigenthum 1830 auswärtiger Souveraine und der Mediatisirten, für die Bedürfnisse der Gesandten und Geschäftsträger, sowie für Militair-Effekten, Steuer- und Zoll-Freipässe zu ertheilen, oder Rückvergütung dieser Abgaben für alleinige Rechnung zu bewilligen. Dabei soll der Regel nach eine Rückvergütung der erlegten Abgaben eintreten, und die Ertheilung von Freipässen so viel wie möglich beschränkt werden.

Der Betrag der erlassenen oder zurückvergüteten Abgaben wird in solchen Fällen bei der Ausgleichung demjenigen Staate, won welchem der Erlaß oder die Rückvergütung verfügt ist, in Anrechnung gebracht.

Einfuhr-Erleichterungen für andere als die oben bezeichneten Gegenstände, können nur durch Rückvergütungen aus den eigenen Kassen desjenigen Staates, welcher die Erleichterungen bewilligt, bewirkt werden.

ART. XVII. Einfuhr-Erleichterungen und Begünstigungen, welche ein Staat anderen, zu diesem Vereine nicht gehörenden Staaten schon bewilligt oder zugesichert hat, sollen ausgemittelt und festgesetzt werden, und es wird über deren etwaige Anrechnung besondere Verabredung Statt finden.

Solche Einfuhr-Erleichterungen, welche einer der kontrahirenden Staaten, in Gemäßheit der allgemeinen Vereins-Verträge vom 24sten September 1828 und 11ten Oktober 1829, und in Gemäßheit der sonstigen auf den Grund dieser allgemeinen Vereins-Verträge, abgeschlossenen Special-Konventionen, andern zum allgemeinen Vereine gehörenden Staaten zugesichert hat, sollen demselben zwar nicht allein zur Last fallen, sondern von sämtlichen kontrahirenden vier Staaten übernommen werden; allein dergleichen Zugeständnisse sollen über die Dauer der jetzigen Verträge hinaus ohne gemeinsames Einverständnis nicht verlängert werden.

ART. XVIII. Verträge mit anderen Staaten hinsichtlich der gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben, sollen künftig nur im Ein-

1830 verständnisse sämmtlicher kontrahirenden Staaten abgeschlossen werden.

Handels- und Schifffahrts-Verträge mit andern Staaten, welche auf den Ertrag der gemeinschaftlichen Abgaben keinen Einfluss haben, können dagegen auch künftig von jedem kontrahirenden Staate einseitig eingegangen werden.

ART. XIX. Entschädigungen für aufgehobene Zoll- und Steuer-Rechte, welche Privaten oder Kommunen zu entrichten sind, sollen demjenigen Staate, welcher sie bewilligt hat oder bewilligen wird, allein zur Last fallen.

ART. XX. Jedem der kontrahirenden Staaten bleibt die Befugniss vorbehalten, eine den Handels- und Gewerbs-Verhältnissen entsprechende Anzahl von steuerfreien öffentlichen und Privat-Niederlagen, jedoch unter Anordnung entsprechender gemeinschaftlicher Kontrolle-Mafsregeln einrichten zu lassen.

Von den in diese Niederlagen aufzunehmenden Gegenständen sind nur die einseitig von jedem Staate zu bestimmenden, für den Gebrauch der Niederlagen und deren Verwaltung zu erlegenden Gebühren, sowie, wenn dieselben wieder in das Ausland gebracht werden, die festgesetzten Durchgangs-Abgaben zu entrichten. Den gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben aber unterliegen dieselben nur in dem Falle, wenn solche aus den Niederlagen in den freien Verkehr übergehen.

Das bei solchen Anstalten zu bestellende Niederlage- oder Packhofs-Personal, welches jedenfalls zur Sicherung der gemeinschaftlichen Abgaben für das Interesse des ganzen Vereins mit zu verpflichten ist, soll von dem betreffenden Staate ausschliesslich, das dabei etwa anzustellende Steuer- und Zoll-Personal aber aus den gemeinschaftlichen Aufkünften besoldet werden.

ART. XXI. Auf den Messen in den kontrahirenden Staaten soll der Verkehr in dem Mafse frei seyn, dafs von den auf die Messen gebrachten, aus den kontrahirenden Staaten herstammenden Gegenständen, welche in die kontrahirenden Staaten und in das Aus-

land abgesetzt werden, so wie von den aus dem Aus- 1830
lande auf die Messen geführten und wieder ins Aus-
land abgesetzten oder zurückkehrenden Gegenständen,
die gemeinschaftlichen Eingangsgeldern nicht erho-
ben werden.

Ausgenommen von dieser Befreiung sind allein
diejenigen aus dem Auslande auf die Messen gebrach-
ten abgabepflichtigen Gegenstände, welche in die
kontrahirenden Staaten selbst abgesetzt werden und
in den inneren Verkehr übergehen.

ART. XXII. Sowohl die inländischen Gegen-
stände, welche aus den kontrahirenden Staaten durch
das Ausland wiederum in diese Staaten versendet wer-
den, als auch die in gleichem Falle befindlichen aus-
ländischen Gegenstände von denen die gemeinschaftli-
chen Abgaben schon erlegt sind; ferner

die nach auswärtigen Messen und Märkten ge-
brachten inländischen, sowie die im gleichen Falle be-
findlichen ausländischen, bereits mit den gemeinschaftli-
chen Abgaben betroffenen Waaren und Gegenstände,
welche auf jenen Messen und Märkten nicht abgesetzt
sind, sollen, unter Beobachtung der gemeinschaftlich
festzusetzenden Sicherheits-Maßregeln, bei ihrem
Wiedereingange in die kontrahirenden Staaten frei
von Entrichtung der Eingangsgeldern eingelassen
werden.

ART. XXIII. Zur Erhebung der einzuführenden
gemeinschaftlichen Abgaben werden, sowohl im In-
nern der kontrahirenden Staaten, als an den Gren-
zen gegen das Ausland, nach näher zu verabreden-
den Grundsätzen, Erhebungs-Aemter oder Rezeptur-
en errichtet.

ART. XXIV. Die Eingangsgeldern sind in der
Regel von dem Erhebungs-Aemte des Bestimmungs-
Ortes zu erheben, und es haben demnach die Ein-
gangsgeldern-Aemter, insofern nicht besondere Umstände
die sofortige Erhebung der Abgaben nöthig machen,
lediglich für die Sicherstellung derselben zu sorgen,
und zu deren Entrichtung am Bestimmungs-Orte an-
zuweisen.

1830 Die ungeordnete Ausgangs - Abgabe wird nach Willkür der Abgabe - Pflichtigen entweder von dem Erhebungs - Amte des Orts der Versendung oder von der Ausgangs - Gränz - Rezeptur erhoben.

ART. XXV. Die Verwaltung wird von jedem Staate innerhalb seines Gebietes, und in Gemäßheit der desfallsigen gemeinsamen Bestimmungen, angeordnet und geleitet, und es hat jede Regierung die zu erlassenden Verordnungen, Verfügungen und Instruktionen über das gemeinschaftliche Zoll - und Steuerwesen in ihrem Namen zu verkündigen.

Da die kontrahirenden Staaten gegenseitig dabei betheiligt sind, daß die verabredeten Bestimmungen allenthalben gehörig und gleichmäÙig in Vollziehung gesetzt werden, so bleibt es jedem derselben vorbehalten, sich von der Ausführung der bestehenden Vorschriften Ueberzeugung zu verschaffen, und zu dem Ende bei der mit der Verwaltung beauftragten Central - Behörde jedes kontrahirenden Staates einen Bevollmächtigten anzustellen.

Die Befugnisse und Pflichten dieser Bevollmächtigten sollen durch gemeinschaftliche Verabredung bestimmt werden.

ART. XXVI. Das zur Verwaltung, Erhebung, Kontrolle und Aufsicht etc. erforderliche Personal wird von jedem der kontrahirenden Staaten innerhalb der Gränzen seines Gebietes ausschließlich bestellt und verpflichtet, und ist nur den Gesetzen des betreffenden Staates, von welchem es angestellt worden, unterworfen. Durch den von demselben abzustattenden, gemeinschaftlich zu normirenden Dienst - Eid soll dasselbe verpflichtet werden, das Interesse des gesammten Vereins ebenso wie das Interesse des eigenen Staates wahrzunehmen.

ART. XXVII. Die Besoldungen des anzustellenden Personals und die sonst zu verwendenden Administrations - Kosten werden gemeinschaftlich verabredet, und nebst den Ausgaben für die erforderlichen Schreibmaterialien und solche Drucksachen, für welche keine besondere Vergütung erfolgt, von den Gesamt - Aufkünften des Vereins bestritten.

Dagegen hat jeder Staat die Ausgaben, welche 1830 die Central-Zoll- und Steuer-Verwaltung in jedem Staate und die Leitung dieser Angelegenheit bei der höchsten Staats Behörde veranlassen wird, imgleichen die Pensionen, so wie die Kosten für die nach gemeinschaftlicher Verabredung erforderliche Anschaffung von Lokalen, Erbauung und Erhaltung der nöthigen Gebäude und Anschaffung und Erhaltung des Inventars an Amts-Requisiten und Geräthschaften einseitig zu übernehmen.

ART. XXVIII. Taggelder und Reisekosten, so wie etwaige Vergütungen für das Wägen der zur Versteuerung gelangenden Gegenstände, für ertheilte Bescheinigungen, für Plomben, Siegel, Visirungen, Vermessungen, Eichungen und sonstige sollen nicht in die öffentlichen Kassen fließenden Gebühren sollen gemeinsam verabredet und festgesetzt werden.

ART. XXIX. Jeder der kontrahirenden Staaten verpflichtet sich, für die Dienstreue der von ihm angestellten Zoll- und Steuer-Offizianten in der Art zu haften, daß Ausfälle, welche durch Dienst-Untreue oder Dienst-Vernachlässigung eines solchen Beamten entstehen, der Gesammtheit von demjenigen Staate, welcher den Beamten angestellt hat, zu ersetzen sind.

Ebenso hat jeder Staat für die gehörige Bewahrung der aufgetommenen Einnahmen und für die Sicherheit der in seinem Gebiete vorhandenen Kassen einzustehen, und die etwa entstehenden Verluste allein zu tragen.

ART. XXX. Wegen Untersuchung und Bestrafung der Vergehen gegen die Gesetze über die gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs und Verbrauchs-Abgaben, so wie wegen Vollziehung der Erkenntnisse, sollen gleichmäfsige Bestimmungen verabredet werden.

Die Untersuchung und Bestrafung soll vorzugsweise zur Kompetenz desjenigen Gerichts gehören, in dessen Bezirke die Vergehen entdeckt, und entweder die Thäter ertappt, oder die Gegenstände, mit denen die Uebertretung begangen worden, angehalten sind.

1830 Die Gerichte haben die Uebertreter der erwähnten Abgaben-Gesetze auf Erfordern gegenseitig zu sistiren und bei solchen Untersuchungen überhaupt den sonstigen Requisitionen der kompetenten Gerichte in den kontrahirenden Staaten gegenseitig Genüge zu leisten.

ARR. XXXI. Das Begnadigungs- und Straf-Verwandlungs-Recht wird von jedem Staate in seinem Gebiete ausgeübt.

Die Zoll- und Steuer-Strafen und konfiszirten Gegenstände oder deren Werth, sollen, mit Vorbehalt der Antheile der Denunzianten, demjenigen Staate verbleiben, in welchem über die Vergehen erkannt ist, von diesem aber, so weit es nöthig erscheint, zur Unterstützung der Steuer- und Zoll-Bedienten verwandt werden.

Der Betrag der defraudirten Abgaben soll jedoch in die gemeinschaftliche Kasse fließen.

ART. XXXII. Der Gesamt-Betrag der gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben wird, nach Abzug der Kosten für die Verwaltung, unter den kontrahirenden Staaten nach dem Verhältnisse der Bevölkerung vertheilt und es soll zu dem Ende die Bevölkerung alle sechs Jahre nach gleichmäßigen Grundsätzen ausgemittelt und der wirkliche Stand derselben am 1sten Januar des betreffenden Jahres zum Grunde gelegt werden.

ART. XXXIII. Die von den Erhebungs-Aemtern eines jeden Staates bezogenen Abgaben kommen gegenseitig in Anrechnung. Es soll darüber nicht nur von drei zu drei Monaten vorläufige Abrechnung aufgestellt und darnach einstweilige Auszahlung vorgenommen, sondern auch vor dem Ablaufe des Kalender-Jahres für die Zeit bis Ende Junius jedes Jahrs, die erforderliche definitive Ausgleichung bewirkt und das etwaige Guthaben des einen oder anderen Staates sofort von den übrigen betreffenden Staaten baar herausbezahlt werden.

Zur Erleichterung der Ausgleichung soll entweder der Anfang des Rechnungs-Jahres auf den 1sten Julius festgesetzt, oder der halbjährliche Abschluß der

in Frage kommenden Abgabe-Rechnungen auf den 1830
1sten Januar und 1sten Julius jedes Jahres angeordnet
werden.

ART. XXXIV. In jedem Jahre wird eine aus
Bevollmächtigten der kontrahirenden Staaten beste-
hende Central-Kommission zusammentreten, um die
Nachweisungen über den Statt gehaltenen Ertrag der
gemeinschaftlichen Abgaben auszumitteln, die Aus-
gleichung und Vertheilung festzustellen und alle nöthig
scheinenden Anordnungen und Entscheidungen, nach
Mafsgabe der weiteren Verabredungen zu treffen, oder
den Regierungen zur Genehmigung vorzulegen.

ART. XXXV. In Beziehung auf das Zoll- und
Abgaben-Wesen soll in den kontrahirenden Staaten
Gleichförmigkeit der Münze, des Mafses und Gewichts-
verabredet und eingeführt, bis dahin aber eine mög-
lichst genaue Reduktion der verschiedenen Münzen,
Mafse und Gewichte vorgenommen werden.

ART. XXXVI. Die kontrahirenden Staaten ver-
sprechen sich gegenseitig Unterstützung in der Sicher-
stellung derjenigen besonderen Abgaben, welche der
eine oder der andere angeordnet hat, oder etwa noch
anordnen möchte.

Auch können die bei der Verwaltung der gemein-
schaftlichen Abgaben angestellten Beamten, so weit
es ihr Dienst mit sich bringt und gestattet, nach vor-
gängiger Verabredung zu der Erhebung und Kontro-
llirung jener besonderen Abgaben mit angewiesen
werden.

ART. XXXVII, Handel- und Gewerbetreibende
aus einem der kontrahirenden Staaten sollen in Bezie-
hung auf ihr Gewerbe in den übrigen kontrahirenden
Staaten wie die eigenen Unterthanen behandelt, und
dort keiner Abgabe unterworfen werden, welcher nicht
auch die eigenen Unterthanen des Staats, in welchem
das Gewerbe ausgeübt wird, in den nämlichen Fällen
unterliegen. Namentlich sollen Handeltreibende und
Handels- und Fabrik-Reisende aus einem der kon-
trahirenden Staaten in Beziehung auf ihre Handels-
und Fabrik-Geschäfte in den anderen dieser Staaten
zu der Entrichtung einer Gewerbe- oder sonstigen

1830 derartigen Steuer oder Abgabe nicht herangezogen werden, wenn sie selbst oder ihre Prinzipale in demjenigen Staate, welchem sie angehören, schon Abgaben entrichten, welche nach dessen Ermessen ihren Gewerbs-Verhältnissen entsprechen.

ART. XXXVIII. Auch wollen sich die kontrahirenden Staaten über gleichmäßige Vorschriften zu einer zweckmäßigen Beschränkung des Hausir-Handels vereinigen.

ART. XXXIX. Es sollen sofort Kommissarien der kontrahirenden Staaten zusammentreten um die zur Ausführung der vorstehenden Bestimmungen weiter erforderlichen Verabredungen zu treffen und die Ausarbeitung der zu erlassenden Zoll- und Steuer-Gesetze, so wie der damit in Verbindung stehenden organischen Verfügungen, Instruktionen und Anordnungen vorzunehmen.

ART. XL. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig bis zum Ablaufe des Jahres 1841 bestimmt, und es soll hiernächst über die Verlängerung desselben weitere Verabredung eintreten.

Sollten sämtliche deutschen Bundes-Staaten sich über gemeinsame Mafsregeln in Beziehung auf die Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben vereinigen, so soll der Verein von der Zeit an, von welcher die Beschlüsse der Bundes-Versammlung in Wirksamkeit treten, wieder aufgelöst werden.

Ebenso sollen, wenn die Deutschen Bundes-Staaten über den freien Handel und Verkehr mit Lebensmitteln gemeinsame Mafsregeln verabreden, diese Verabredungen statt der von dem Vereine desfalls zu treffenden besonderen Bestimmungen zur Ausführung kommen.

ART. XLI. Dieser Vertrag soll in vier gleichlautenden Original-Exemplaren ausgefertigt, und den Allerhöchsten und Höchsten Höfen unverzüglich zur Ertheilung der Ratifikationen vorgelegt werden; deren Auswechselung längstens binnen sechs Wochen Statt finden wird.

Ürkundlich ist vorstehender Vertrag von sämmt-1830
lichen Bevollmächtigten unterzeichnet und mit ihren
Wappen besiegelt worden.

So geschehen Einbeck, am sieben und zwanzig-
sten März Eintausend achthundert und dreißig.

Gezchn. AUG. LUDW. OTTO *Freiherr* GROTE.

ERNST FRIEDR. GEORG HÜPEDEN.

CARL FRIEDRICH VON KOPP,

FRIEDRICH MEISTERLIN.

CARL FRIEDRICH FERDINAND SUDEN.

AUG. PHILIPP CHRISTIAN THEODOR V. AMSBERG.

44.

1830 *Convention entre Sa Majesté le Roi de Danemarck et les Etats-Unis d'Amérique, signée à Copenhague le 28 Mars 1830.*

(*Sur copie officielle.*)

Sa Majesté le Roi de Danemarck et les Etats-Unis d'Amérique, désirant également mettre fin aux discussions qui se sont élevées, de part et d'autre, à l'égard de réclamations et prétensions formées par les sujets du Danemarck et les citoyens des Etats-Unis, ayant pour motif la saisie, détention, condamnation ou confiscation de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques, dans les territoires ou sous l'autorité des gouvernements respectifs, — ont nommé à cet effet et muni de Leurs Pleins-pouvoirs: — à savoir Sa Majesté le Roi de Danemarck le Sieur *Ernest Henri Comte de Schimmelmann*, chevalier de l'Ordre de l'Eléphant, Grand-Croix de celui du Dannebrog, décoré de la Croix d'argent du même Ordre, Son Ministre intime d'Etat, Chef de Son Département des Affaires Etrangères etc., et le Sieur *Paul Chrétien de Stemann*, chevalier de l'Ordre de l'Eléphant, Grand-Croix de celui du Dannebrog, décoré de la Croix d'argent du même ordre, Son Ministre intime d'Etat et de Justice, Président de Sa Chancellerie Danoise etc.; — et le Président des Etats-Unis d'Amérique, par et avec l'avis et le consentement du Sénat, le Sieur *Henri Wheaton*, Chargé d'affaires des dits Etats-Unis près la Cour de Sa Majesté le Roi de Danemarck etc., lesquels Plénipotentiaires après avoir échangé leurs Pleins-pouvoirs, qui furent trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans.

ART. I. Sa Majesté le Roi de Danemarck renonce aux indemnités qui pourraient être réclamées du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour des sujets Danois, à cause des saisies, détentions, condamna-

44.

Convention between His Majesty the King of Denmark and the United States of America, signed at Copenhagen, the 28 of March 1830.

(*Sur copie officielle.*)

His Majesty the King of Denmark and the United States of America, being equally desirous of terminating the discussions which have taken place between Them, in respect to the claims and pretensions formed by the subjects of Denmark and the citizens of the United States, having for their object the seizure, detention, condemnation or confiscation of their vessels, cargoes or property whatsoever, within the territory or under the authority of the respective Governments, — have named for this purpose and furnished with Their full powers: that is to say, His Majesty the King of Denmark, the *Sieur Ernest Henry Count de Schimmelmann*, Knight of the Order of the Elephant, Grand-Cross of the Order of Dannebrog, decorated with the silver-Cross of the same Order, His Minister (intime) of State, Chief of His Departement of foreign Affairs etc., and the *Sieur Paul Christian de Stemann* Knight of the Order of the Elephant, Grand-Cross of the Order of Dannebrog, and decorated with the silver Cross of the same Order, His Minister (intime) of State and of Justice, President of His Danish Chancery etc.; and the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate, *Henry Wheaton*, Chargé d'Affaires of the said United States at the Court of His Majesty the King of Denmark etc.; and the said Plenipotentiaries, after having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles. —

ART. I. His Majesty the King of Denmark renounces the indemnities, which might be claimed from the Government of the United States of America for the subjects of Denmark, on account of the seizure,

1830 tions ou confiscations de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques sous l'autorité dudit gouvernement, et Sa Majesté S'engage en outre à payer audit gouvernement la somme de Six-Cent-Cinquante Mille Piastres, en faveur des citoyens des Etats-Unis, qui ont élevé des réclamations au sujets de la saisie, détention, condamnation ou confiscation de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques, par les vaisseaux de guerre et armateurs ou par les tribunaux du Danemarck, ou dans les Etats soumis au Sceptre Danois.

ART. II. L'acquittement de la somme de Six-Cent-Cinquante-Mille Piastres se fera de la manière et aux termes suivans :

Le 31. Mars 1831 — Deux-Cent-Seize-Mille-Six-Cent-Soixante-Six et deux-tiers de Piasters

Le 30 Septembre 1831 — Deux-Cent-Seize-Mille Six-Cent-Soixante Six et deux-tiers de Piastres.

Le 30 Septembre 1832 — Deux-Cent-Seize-Mille-Six-Cent-Soixante-Six et deux-tiers de Piastres.

Au second terme de paiement seront ajoutés les intérêts pour cette somme et pour celle à payer au dernier terme, de 4^o par an, à compter depuis le terme du premier paiement, du 31 Mars 1831.

Au troisième terme seront également ajoutés les intérêts pour cette dernière somme, de 4^o par an, à compter du second terme, du 30 September 1831.

Les sommes ci-dessus spécifiées en Piastres seront acquittées par des lettres de change, à 15 jours de vue, payables à Hambourg pour le paiement desquelles le Gouvernement Danois restera responsable.

En même tems que le paiement du premier terme, du 31 Mars 1831, aura lieu, deux obligations qui correspondront aux deux derniers termes ci-dessus indiqués, pour le capital et les intérêts, seront émises par la Direction de la dette d'Etat et du fond d'amortissement du Danemarck, à l'ordre du Département des Affaires Etrangères du Danemarck, et transportées au Gouvernement des Etats-Unis. En vertu de ces obligations Sa Majesté le Roi de Danemarck Se reconnaîtra comme débiteur des sommes point encore

detention, condemnation or confiscation of their ves- 1830
sels, cargoes or property whatsoever, under the au-
thority of the said Government, and His Majesty en-
gages moreover to pay to the said Government the
Sum of Six Hundred and Fifty Thousand Spanish
milled Dollars, on account of the citizens of the Uni-
ed States, who have preferred claims relating to the
seizure, detention, condemnation or confiscation of
their vessels, cargoes or property whatsoever by the
public and private armed ships, or by the tribunals of
Denmark, or in the States subject to the Danish Sceptre.

ART. II. The payment of the above sum of Six
Hundred and Fifty Thousand Spanish milled Dollars
shall be made in the times and manner following :

On the 31t. March 1831 — Two Hundred and Six-
teen Thousand Six Hundred and Sixty Six Dollars
and two thirds of a Dollar.

On the 30th. September 1831 — Two Hundred and
Sixteen Thousand Six Hundred and Sixty Six
Dollars and two thirds of a Dollar.

On the 30th. September 1832 — Two Hundred and
Sixteen Thousand Six Hundred and Sixty Six
Dollars and two thirds of a Dollar.

To the second payment shall be added the interest
for that, and for the last payment, at four per
centum per annum, to be computed from the first
payment on the 31t. March 1831.

To the third payment shall also be added the
interest for that payment, at four per centum per
annum, to be computed from the second payment,
on the 30th. September 1831.

The above sums, thus specified in Spanish milled
Dollars, shall be paid in bills of exchange, of fifteen
days sight, at Hamburg; for the payment of which
the Danish Government shall be responsible. —

At the time when the first payment shall be made,
on the 31t March 1831, two obligations, corresponding
to the two Last payments to be effected, for the ca-
pital and the interest thereof, shall be issued by the
Direction for the public debt and the sinking fund of
Denmark, to the order of the Departement of foreign
Affairs of Denmark, and assigned to the Government
of the United States. — By the said obligations, His
Majesty the King of Denmark shall acknowledge

1830 payées au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et elles seront délivrées à celui ou à ceux qui seront dûment autorisés à cet effet par ledit Gouvernement. Quand l'acquiescement de ces obligations s'effectuera dans les termes, qu'elles sont remboursables de la part du Gouvernement Danois, la personne ou les personnes, dûment autorisées par le Gouvernement des Etats-Unis, pour recevoir le paiement stipulé, remettront en même tems ces obligations munies des quittances dudit Gouvernement.

ART. III. Pour déterminer le montant précis et la validité des réclamations des citoyens des Etats-Unis, mentionnées dans l'article I. une Commission composée de trois citoyens des Etats-Unis, sera nommée par le Président, par et avec l'avis et le consentement du Sénat; ces commissaires s'assembleront à Washington, et avant que deux ans, à compter du jour de leur première séance, se seront écoulés, ils doivent avoir reçu toutes ces réclamations, et avoir examiné et décidé leur montant et leur validité, d'après les circonstances spéciales de chaque cas, la justice, l'équité et le droit des gens. —

Les Commissaires prêteront serment ou donneront des affirmations à insérer dans le journal de leurs procédés, qu'ils rempliront fidèlement et assidument leurs devoirs.

En cas de décès, de maladie ou d'absence indispensable d'un des Commissaires, sa place sera remplie par la nomination d'un autre Commissaire, de la manière susmentionnée, ou durant les vacances du Sénat, par le Président des Etats-Unis.

Les Commissaires seront autorisés à se faire rendre compte et à examiner chaque question relative à ces réclamations, et à se faire donner, sous serment ou affirmation, tous les témoignages convenables et authentiques qui les concernent.

Afin de faciliter les travaux de cette Commission Sa Majesté le Roi de Danemarc s'engage, lorsque la requisition en sera faite, outre les documens déjà remis, à faire délivrer à celui ou à ceux qui seront dûment autorisés à cet effet par le Gouvernement des Etats-Unis, tous les actes, documens, papiers de bord et pièces de procès qui pourraient encore se trouver dans les Archives de la Haute Cour d'Amirauté ou des Tribunaux de prises du Danemarc, relative-

Himself debtor for the sums not yet paid to the Government of the United States of America, and the same shall be delivered to such person or persons, as may be authorized to receive the same by the said Government; — and when the said obligations are to be discharged, according to the tenour thereof by the Danish Government, the person or persons authorized by the Government of the United States to receive the stipulated payments, shall deliver up the said obligations, with receipts, for the amount thereof, from the said Government. —

ART. III. To ascertain the full amount and validity of the claims mentioned in Article I. a Board of commissioners, consisting of three citizens of the United States, shall be appointed by the President, by and with the advice and consent of the Senate, who shall meet at Washington, and within the space of two years from the time of their first meeting, shall receive, examine and decide upon the amount and validity of all such claims, according to the merits of the several cases and to justice, equity and the law of nations.

The commissioners shall take an oath or affirmation to be entered in the journal of their proceedings, for the faithful and diligent discharge of their duties.

In case of the death, sickness or necessary absence of any commissioner, his place may be supplied by the appointment of another commissioner, in the manner before mentioned, or, during the recess of the Senate, by the President of the United States.—

The commissioners shall be authorized to hear and examine, on oath or affirmation, every question relating to such claims and to receive all suitable, authentic testimony concerning the same.

In order to facilitate the proceedings of their Board His Majesty the King of Denmark engages, when thereunto required, to cause to be delivered to any person or persons, who shall be duly authorized for that purpose by the Government of the United States, in addition to the papers already delivered, all the acts, documents, ship's papers and prize proceedings, which may still remain in the Archives of the High-Court of Admiralty or the Prize Tribunals

1830 à la saisie, détention, condamnation ou confiscation des navires, cargaisons ou propriétés quelconques des citoyens des États-Unis d'Amérique par devant ces tribunaux.

Ladite Commission adjugera et fera distribuer entre les différentes parties, dont elle admettra les réclamations, les sommes mentionnées dans l'Article I. et XI. dans la proportion et prorata à leurs réclamations respectives qui auront été ainsi admises. —

ART. IV. Moyennant les rénonciations et payemens mentionnés dans l'Article I et XI. de la part de Sa Majesté le Roi de Danemarck, le Gouvernement des États-Unis déclare qu'il se regarde comme entièrement satisfait, non seulement pour ce qui Le concerne, mais aussi pour ce qui concerne les citoyens desdits États, à raison des réclamations mises en avant jusqu'ici, ou qui pourraient être élevées à l'avenir, ayant pour objet la saisie, détention, condamnation ou confiscation de leurs navires, cargaisons ou propriétés quelconques qui, dans la dernière guerre maritime du Danemarck, ont eu lieu sous le pavillon de Danemarck, ou dans les États soumis au Sceptre Danois; et lesdites réclamations seront par conséquent regardées comme définitivement et irrévocablement terminées. —

ART. V. L'intention des deux Hautes Parties Contractantes étant uniquement de déterminer définitivement et irrévocablement toutes les réclamations qui jusqu'ici ont eu lieu, Elles déclarent expressement que la présente Convention n'est applicable qu'aux cas désignés, et que, n'ayant d'autre but, elle ne saura jamais, de part ou d'autre, dans l'avenir être invoquée comme un précédent ou comme règle pour le futur.

ART. VI. La présente Convention sera dûment ratifiée par les Hautes Parties Contractantes, et les Ratifications seront échangées à Washington, dans l'espace de 10 mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, et en vertu de nos Pleins-pouvoirs respectifs, nous avons signé la présente Convention et y fait apposer les sceaux de nos Armes.

Fait à Copenhague ce 28 jour de Mars 1830.

Signé E. GR. SCHIMMELMANN.

STEMANN.

HENRY WHEATON

of Denmark, relating to the seizure, detention, condemnation or confiscation of the vessels, cargoes or property whatsoever, belonging to the citizens of the United States of America, before the said tribunals.

The commissioners shall award, and cause to be distributed among the several parties, whose claims shall be allowed by the Board, the sum mentioned in Article I and XI. in a rateable proportion to the amount of the respective claims thus allowed.

ART. IV. In consideration of the renunciations and payments mentioned in Article I. and XI. on the part of His Majesty the King of Denmark, the Government of the United States, declares Itself entirely satisfied, not only in what concerns the said Government, but also in what concerns the citizens of the said United States, on account of the claims hitherto preferred or which may hereafter be preferred relating to the seizure, detention, condemnation or confiscation of their vessels, cargoes or property whatsoever, which in the last maritime war of Denmark have taken place, under the flag of Denmark or in the States subject to the Danish Sceptre; and the said claims shall consequently be regarded as definitively and irrevocably terminated

ART. V. The intention of the two High Contracting Parties being solely to terminate definitively and irrevocably all the claims, which have hitherto been preferred, They expressly declare, that the present Convention is only applicable to the cases therein mentioned, and having no other object, can never hereafter be invoked, by one party or the other, as a precedent or rule for the future,

ART. VI. The present Convention shall be duly ratified by the High Contracting Parties, and the Ratifications shall be exchanged at Washington, in the space of ten months, or sooner if possible.

In faith thereof and in virtue of our respective full powers, we have signed the present Convention and have thereunto set the seals of our Arms.

Done at Copenhagen, their 28th day of March 1830.

(Signed) E. GR. SCHIMMELMANN.

STEMANN.

HENRY WHEATON.

'45.

1830 *Déclaration concernant l'abolition
du droit de détraction ou de traite
foraine entre l'Hanovre et le canton
de Berne, publiée à Hanovre le
29. Mars 1830.*

(*Gesetzsammlung für das Königreich Hannover
1830. Abthl. 1. No. 2. p. 7.*)

Demnach das Königliche Kabinets-Ministerium mit der Regierung der Stadt und Republik Bern übereingekommen ist, daß das Abzugs- oder Abschofs-Recht zwischen beiden Staaten zu Gunsten ihrer Unterthanen, es betreffe nun Mittel, die von solchen oder von Fremden in dem jenseitigen Gebiete erworben worden, als völlig aufgehoben betrachtet werden soll: so wird solches hiemit zur allgemeinen Kunde gebracht, und haben demzufolge sämtliche Obrigkeiten des Königreichs das Vermögen, welches in den Kanton Bern vererbt oder sonst ausgeführt wird, frei von allem Abzug oder Abschofs verabfolgen zu lassen.

Hannover, den 29sten März 1830.

*Königliche Großbritannisch - Hannoversche zum
Kabinets - Ministerio verordnete General - Gouver-
neur und Geheime - Rätthe.*

BREMER.

46.

*Déclaration entre la Grande Bré-1830
tagne et le grand duché d'Olden-
bourg concernant l'abolition du droit
de détraction entre les deux pays,
publiée le 3 Avril 1830.*

(Oldenburgische Anzeigen No. 29. den 10ten April
1830.)

Nachdem in Betreff einer wechselseitigen Aufhebung des Abschofs-Rechts zwischen dem vereinigten Königreiche Großbritannien und Irland und dem Großherzogthum Oldenburg von dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten Seiner Großbritannischen Majestät die Versicherung ertheilt worden:

dafs es den Großherzoglich Oldenburgischen Unterthanen frei stehe, ihr Eigenthum aus dem vereinigten Königreiche Grossbritannien und Irland wegzuziehen, ohne dafs sie gehalten sind, bei dem Wegzuge desselben, wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer, irgend eine Gebühr, und namentlich irgend eine andere Gebühr, als eine solche zu bezahlen, zu deren Erlegung die Unterthanen Seiner Großbritannischen Majestät gleichfalls verpflichtet sind:

ist dagegen von Seiten des Großherzoglichen Staatsministeriums die Erklärung abgegeben:

dafs es Seiner Großbritannischen Majestät Unterthanen in dem vereinigten Königreich Großbritannien und Irland frei stehe ihr Eigenthum aus dem Großherzogthum Oldenburg hinwegzuziehen, ohne dafs sie gehalten seyn, bei dem Wegzug desselben wegen ihrer Eigenschaft als Ausländer irgend eine Gebühr, und namentlich irgend eine andere Gebühr, als eine solche zu bezahlen, zu deren Erlegung die Großherzoglichen Unterthanen gleichfalls verpflichtet sind.

Diese zwischen den beiderseitigen Gouvernements getroffene Vereinbarung wird in Gemäfsheit Höchsten

1830 Rescripts vom 27sten v. M. hiedurch zur Kenntniß der hiesigen Behörden und Unterthanen gebracht, jedoch dabei ausdrücklich bemerkt, daß dieselbe sich nicht auf die Großbritannischen Kolonien außerhalb Europa erstreckt, als welche in dieser Hinsicht jede ihre besondere Verfassung und Gesetzgebung haben, gegen welche daher auch in jedem besondern Fall diesseits ein dem ihrigen gleiches Verfahren zu beobachten ist.

Oldenburg, den 3ten April 1830.

MENZ.

ZEDELIUS.

47.

*Déclaration concernant l'abolition
du droit de détraction entre le Da-
nemarc et l'Autriche, publiée à Co-
penhague le 2 Juin 1830.*

(Kopenhagen, gedruckt bei dem Direktor Jens Hostrup Schulz, Königlichem und Universitäts-Buchdrucker.)

Nachdem Ihre Königliche Majestät zu Dänemark etc. mit Ihrer Kaiserlich - Königlichen Majestät von Oesterreich etc. dahin übereingekommen sind, so wie solches bereits zufolge des 18ten Art. der Deutschen Bundes-Akte vom 8ten Juni 1815, und des Beschlusses der Deutschen Bundes-Versammlung vom 23sten Juni 1817, in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg, so wie der Kaiserlich-Oesterreichischen zum Deutschen Bunde gehörigen Lande geschehen, gegenseitig den Abschloß und das Abfahrts - Geld zwischen Ihren beiderseitigen Staaten überhaupt aufzuheben, so wird jetzt hiedurch im Namen Seiner Majestät des Königs von Dänemark erklärt, daß:

1. Bei keinem Vermögens - Ausgang aus dem Königreiche Dänemark und dem Herzogthum Schleswig in die sämmtlichen Kaiserlich - königlich - Oesterreichischen Staaten im Allgemeinen, oder aus den Herzogthü-

mern Holstein und Lauenburg in die nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Lande, so wie aus den sämtlichen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Staaten im Allgemeinen in das Königreich Dänemark und Herzogthum Schleswig, oder aus den nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Landen in die Herzogthümer Holstein und Lauenburg, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung oder Erbschaft oder Legat oder Brautschatz oder Schenkung oder auf andere Art ergeben, soll irgend ein Abschofs (gabella hereditaria) oder Abfahrts-geld (census emigrationis) erhoben werden, nur diejenigen allgemeinen Gaben ausgenommen, welche mit einem Erbschafts-Anfall, Legat, Verkauf etc. verbunden sind, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, bisher in den Königlich Dänischen und in den Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Staaten haben entrichtet werden müssen, wie z. B. Erbschaftssteuern, Stempelabgaben, Zollabgaben und dergleichen.

2. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich jedoch, unbeschadet desjenigen, was in Ansehung der zu dem Deutschen Bunde gehörigen beiderseitigen Provinzen durch die Bundesakte und die Bundesbeschlüsse diesfalls festgesetzt ist, nur auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrts-geld, welche in die Landesherrlichen Kassen fließen würden, erstrecken, und werden den Individuen, Kommunen und öffentlichen Stiftungen die ihnen zustehenden Abzugsrechte reservirt.
3. Die Bestimmungen der obstehenden Art. I. und II. sollen vom Tag der Auswechselung gegenwärtiger Erklärung gegen eine entsprechende Erklärung des Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Hofes *) in Wirksamkeit treten, und in allen Vermögens-Exportationsfällen Anwendung finden, wo der Vermögens Abzug wirklich noch zu geschehen hat.
4. Die Freizügigkeit, welche im obigen 1sten, 2ten 3ten Art. bestimmt ist, soll sich nur auf das Ver-

*) Diese Auswechselung hat am 3ten Juni 1830 Statt gefunden.

1830 mögen beziehen. Es bleiben demnach, ungeachtet dieses Uebereinkommens, diejenigen Königlich Dänischen und Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, und sollen diejenigen gesetzlichen Gebühren entrichtet werden, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten und seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen in Ansehung der Gesetzgebung in den respektiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige auf allerhöchstgedachter Ihrer Königlich Majestät zu Dänemark etc. allergnädigsten Befehl, unter vorgedrucktem Königlichem Insiegel ausgestellte Deklaration, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung Kraft und Wirksamkeit in dem Königreiche Dänemark und den Herzogthümern Schleswig, Holstein und Lauenburg haben.

So geschehen zu Kopenhagen den 2ten Juni 1830.

E. Graf SCHIMMELMANN.

48.

*Convention entre le général en chef
de l'armée française et Son Altesse
le dey d'Alger, concernant la reddi-
tion de la ville d'Alger, signée le
5 Juillet 1830*

(*Journal de Francfort* 1830. No. 198.)

Le fort de la Casaba, tous les autres forts qui dépendent d'Alger et le port de cette ville, seront remis aux troupes françaises, ce matin, à dix heures (heure française). Le général en chef de l'armée française s'engage envers S. A. le dey d'Alger, à lui

laisser la liberté et la possession de ce qui lui appartient personnellement. 1830

Le dey sera libre de se retirer avec sa famille et ce qui lui appartient, dans le lieu qu'il fixera; et tant qu'il restera à Alger, il y sera, lui et toute sa famille, sous la protection du général en chef de l'armée française, une garde garantira la sûreté de sa personne et celle de sa famille.

Le général en chef assure à tous les soldats de la milice les mêmes avantages et la même protection.

L'exercice de la religion mahométane restera libre; la liberté des habitans de toute classe, leur religion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte, leurs femmes seront respectées; le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur.

L'échange de cette convention sera fait avant dix heures, ce matin, et les troupes françaises entreront aussitôt dans la Causauba et successivement dans tous les autres forts de la ville et de la marine.

Au camp, devant Alger, le 5 Juillet 1830.

Comte DE BOURMONT

(Ici le dey a appliqué son sceau)

Le lieutenant-général, chef de l'état-major-général.

DESPREZ.

49.

Convention entre la Hesse électorale, le royaume de Saxe et le grand duché de Saxe-Weimar concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises, publiée le 10

Juillet 1830.

(*Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen. 1830.*

Nr. 10. pag. 117.)

In Folge allergnädigster Genehmigung Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten haben mit dem König-

1830 reiche Sachsen und dem Großherzogthume Sachsen-Weimar zur Beförderung des gegenseitigen Gewerbs-Verkehres Verabredungen Statt gefunden, wonach einige Ermäßigungen der jedesmaligen Eingangs-Abgaben zugestanden worden sind, nämlich

1. im Königreiche Sachsen ein Nachlaß von 25 Prozent oder einem Viertel an den Eingangs-Abgaben, mit Einschluß der Leipziger Mefs-Abgaben, für die nachbenannten kurhessischen Fabrikate:

1. Leder und Lederwaaren,
2. Tuch und andere wollene Waaren,
3. Eisen- und Stahlwaaren,
4. Leinwand,
5. halbseidene Waaren,
6. seidene Bänder,
7. Wachstuch,
8. grobe kurze Waaren,
9. Blechwaaren,
10. chemische Präparate,
11. Spitzen und
12. Hüte;

2. in Kurhessen ebenfalls ein Nachlaß, von 25 Prozent an der Eingangs-Abgabe (Lizent)

A. für folgende Fabrikate aus dem Königreiche Sachsen:

1. Porzellan und Fayence,
2. grobe Eisengufswaaren,
3. Töpfergut und Fliesen,
4. baumwollene Waaren,
5. Leinwand,
6. halbseidene Waaren,
7. seidene Bänder,
8. Wachstuch,
9. grobe kurze Waaren,
10. musikalische Instrumente,
11. Spielzeug,
12. Blechwaaren,
13. chemische Präparate und
14. Spitzen;

B. für folgende Fabrikate aus dem Großherzogthume Sachsen-Weimar, und zwar bis zu dem nachverzeichneten Maximum:

	Zentner. 1830
1. wollene Tücher und Zeuge, als Etamin, Sarsche, Flanell etc.	150
2. wollene Strumpfmanufaktur-Waaren . . .	100
3. Wollen-Garn	50
4. Baumwollen-Garn	50
5. Kattun	50
6. Barchent, Zwillich und dergl.	75
7. Beuteltuch	15
8. Bleiweiß und Farben	200
9. Porzellan und Fayence	125
10. Larven und Puppenköpfe	7
11. Ruhlaer Pfeifenköpfe	10

Damit aber den vorbemerkten Waaren der obengedachte Nachlass an den tarifmäßigen Eingangs-Abgaben zu Theil werde, sind in Ansehung derselben diejenigen, hierselbst am 12ten Januar l. J. gemeinschaftlich festgesetzten, Kontroll-Maßregeln zu beobachten, welche die Anlage enthält.

Die Finanzbehörden und sonst Alle, welche gegenwärtige Anordnung betrifft, haben sich danach gebührend zu achten.

Kassel am 10ten Juli 1830.

Kurfürstliches Staatsministerium.

Für den Minister
des Innern.

SCHMINKE.

KOPP.

RIESS.

Vt. EGGENA.

Anlage

zum Ministerial-Ausschreiben vom 10ten Juli 1830.

§. 1. Die Erlangung des Nachlasses an den tarifmäßigen Eingangs-Abgaben ist an die Bedingung geknüpft, daß die in den kontrahirenden Vereinsstaaten geschehene Fabrikation der begünstigten Gegenstände durch Ursprungs-Certifikate nachgewiesen wird.

Diese Certifikate dürfen nur von den Fabrikanten, und auch von diesen nur über diejenigen Waaren ausgestellt werden, welche sie selbst verfertigt haben, oder welche sie durch Andere, und, zwar jedenfalls im Inlande, für sich haben verfertigen lassen.

1830 Fabrikanten, welche nicht nur Lager von ihren inländischen, sondern zugleich und an demselben Orte auch Lager von ausländischen Waaren derselben Art halten, können die Beglaubigung ihrer Certifikate nur erhalten, wenn der beglaubigenden Behörde der inländische Ursprung der zu versendenden Waaren durch, der Waare aufgedruckte, oder sonst angefügte Ursprungsstempel nachgewiesen wird.

Dals diese Nachweisung erfolgt ist, soll in diesem Falle bei Beglaubigung der Ursprungs - Certifikate ausdrücklich mit bemerkt werden.

§. 2. Diese Certifikate, welche in einer Deklaration auf Ehre und Gewissen bestehen, müssen enthalten:

den Namen und Wohnort des Versenders,
 die Gattung der Waare,
 die Art der Verpackung,
 die Zahl, Marken und Nummern der Kolli, sowie die Angabe der Besiegelung oder Plombirung und die Anzahl der angebrachten Siegel oder Plomben, das Bruttogewicht jedes einzelnen Kollo und das Nettogewicht der darin enthaltenen Waaren, den Namen des Empfängers und resp. des Speditors, wofern ein solcher eintritt, dessen Wohnort, den Tag der Absendung, die Bezeichnung der Grenz - Rezeptur, über welche die Einführung bewirkt werden soll, und die Zeit der Gültigkeit.

Bei der Ausstellung der Certifikate ist das anliegende Formular zum Grunde zu legen, auch müssen hierin die Zahl und das Gewicht der Kolli stets in Buchstaben ausgedrückt seyn.

§. 3. Zur Gültigkeit der Certifikate ist es ferner erforderlich, dals dieselben von der Ortsobrigkeit, oder von einer am Absendungsorte damit beauftragten Zoll oder Steuer - Behörde nach Prüfung der Richtigkeit auf ihre geleistete Eidespflicht beglaubigt, und die Atteste der Obrigkeiten oder Behörden mit deren Dienstsigeln oder Dienststempeln versehen sind.

Plombirung oder Versiegelung der Kolli ist nur dann nöthig, wenn nicht die Waare selbst, wie für die besonderen Fälle im §. 1. und im §. 10, unter a.

3, vorgeschrieben, mit einer derselben angefügten 1830 Bezeichnung durch Verbleiung, Besiegelung oder Stempelung versehen worden ist.

Sowohl die Plombirung oder die Versiegelung der Kolti, als die Ursprungs-Bezeichnung der Waare selbst muß von den betreffenden Behörden bewirkt werden.

§. 4. Certifikate, welche in Ansehung vorstehender Bestimmungen mangelhaft befunden werden, sollen den gedachten Nachlaß an den Eingangs-Abgaben nicht bewirken. Dasselbe findet Statt wenn dieselben

- a. Rasuren, oder mittelst Ausstreichens, Ueberschreibens oder auf sonstige Weise vorgenommene Veränderungen enthalten;
- b. nicht sofort bei derjenigen Eingangs - Rezeptur, welche darin angegeben ist, produziert, und
- c. bei der, nach Ankunft am Bestimmungsorte, behuf sofortiger Versteuerung der gesammten Sendung, vorgenommenen Revision der Waaren mit diesen nicht übereinstimmend befunden sind.

Im Falle der Defraudation bleibt überdies die gesetzliche Bestrafung vorbehalten.

§. 5. Jede Staatsregierung wird die Rezepturen bestimmen, über welche der Eingang der begünstigten Waaren, falls ihnen der Nachlaß zu Theil werden soll, geschehen muß *), und es findet der Nachlaß nur bei Einführungen über diese Eingangspunkte Statt.

Auf die Versendungen, welche durch die Post bewerkstelligt werden, findet indess diese Beschränkung und daher auch die im §. 4. unter b. gegebene Vorschrift keine Anwendung.

§. 6. Die Kolti, in denen die Waaren versandt werden sollen, müssen, sofern die Waare nicht mit Stempeln versehen ist, von der Steuer - oder Zoll-

*) Zu gedachtem Zwecke sind bestimmt worden

1. von Kurhessen: die Grenzzollstätten Rasdorf, Richelsdorf und Netra, sowie
2. vom Königreiche Sachsen: die Einnahmestellen zu Schladiz, Hainichen, Markranstädt, Borne und Penig.

1830 behörde an dem Absendungsorte plombirt oder versiegelt werden, und der Nachlaß tritt nur für solche Waaren ein, die in ihrer ursprünglichen Verpackung eingeführt werden.

Bei einer etwaigen Verletzung der Bleie oder Siegel findet die Begünstigung nicht Statt, es sey denn, daß der Absender oder Fuhrmann auf eine den betreffenden Behörden genügende Art nachweisen könne, daß sie ohne ihre Schuld eingetreten ist.

§. 7. Ferner kommt die Begünstigung in der Regel (vergl. §. 10.) nur bei direkter Versendung von den Fabrikanten in denjenigen Staat, von welchem die Abgaben-Erleichterung ein- oder gegenseitig zugestanden ist, zur Anwendung. Es ist jedoch nicht erforderlich, daß die Waare auf einer Achse geliefert werde.

§. 8. Auch wird sie nur in dem Falle bewilligt, daß die bevorzugten Waaren nicht mit anderen Gegenständen, hinsichtlich deren eine Abgaben-Erleichterung nicht stipulirt worden, in einem Kollo zusammen verpackt sind.

§. 9. Sind die fraglichen Waaren aus einem Vereinslande in ein anderes übergegangen, und dort in den freien Verkehr gekommen; so kann bei dem Wiederverkaufe aus diesem zweiten in ein drittes der kontrahirenden Vereinsländer, daselbst auf den vertragmäßigen Erlaß kein Anspruch gemacht werden.

§. 10. Von der in den vorstehenden §. §. 7. und 8. enthaltenen einschränkenden Bestimmung sind jedoch diejenigen der begünstigten Gegenstände ausgenommen, welche, wenn gleich sie nicht direkt aus einem in das andere Vereinsland gesendet, doch auf die in den Vereinsstaaten befindlichen Messen gebracht, dort an Käufer aus einem der kontrahirenden Staaten abgesetzt, und von diesen letzteren, oder auch durch den Verkäufer selbst, in denjenigen Staat versendet werden, welcher dem anderen kontrahirenden Staate, aus dem die gedachten Gegenstände ursprünglich herkommen, die Abgaben-Erleichterung zugestanden hat, und welchem der Käufer angehört.

In Beziehung auf diese Meßwaaren ist Folgendes zu beobachten:

- a. Will der Fabrikant seinen Waaren die Abgaben-Erleichterung sichern, so hat er sie
1. sofern solche unmittelbar vom Fabrikorte abgesendet sind, mit einem, oder, nach Verschiedenheit ihrer Gattungen und nach seiner Konvenienz mit mehrern von ihm vorschriftmäsig ausgestellten, amtlich beglaubigten Ursprungs-Certifikaten,
 2. sofern solche aber von einem, in einem andern Vereinsstaate befindlichen Mefsorte kommen, mit einem Certifikate, welches von der an diesem Orte damit beauftragten Behörde auf den Grund der Ursprungs-Certifikate, unter Anführung der Seiten des Mefs-Konto's, ertheilt worden, auf die Messe zu führen. In beiden Fällen aber müssen
 3. außerdem noch die Waaren der Bezeichnung mit einem Ursprungstempel vor ihrer resp. ersten Absendung unterworfen worden seyn.
- b. Diese Certifikate bilden die Grundlage für diejenige Legitimation, welche bei der Einführung der verkauften Waaren in den andern Staat den, von diesem zugestandenen, Abgaben- u. Nachlaß bewirken soll.
- c. Die Mefswaaren, für welche die Begünstigung entweder in dem Staate, wo die Messe gehalten wird, oder in einem der andern Vereinsstaaten Statt finden soll; müssen zwar (sofern sie nicht, wie oben unter a, 2 bemerkt, von der Messe des einen Vereinsstaates nach der des andern kommen) in ursprünglicher Verpackung zur Messe gelangen; von dort können dieselben aber durch die Käufer aus den kontrahirenden Staaten oder durch Versendung der Verkäufer, selbst theilweise — vorausgesetzt, daß die vollen tarifmäßigen Eingangsabgaben mindestens drei Thaler betragen, und daß die ursprüngliche Besiegelung oder Verbleiung noch vorhanden ist — mit den erforderlichen Certifikaten versehen, eingeführt werden. Inzwischen ist es zu der Erlangung der Begünstigung nothwendig, daß
- d. die Ursprungs-Certifikate bei der Ankunft an dem Mefsorte zuerst an diejenige Behörde abgeliefert werden, welche von dem Staate, in dem die

1830 Messe gehalten wird, dazu bestimmt ist; — daß diese sich von der Uebereinstimmung der Certifikate mit den eingegangenen Waaren überzeugt, nach befundener Richtigkeit jene verifizirt, und über letztere alsdann, sofern von dem Einbringer darauf Anspruch gemacht wird, ein Mefs-Konto anlegt; — daß

e. der Inhaber des Waarenlagers über die nach den kontrahirenden Vereinsstaaten verkauften Waaren-Quantitäten gleiche Declarationen, wie sie in dem §. 1. vorgeschrieben worden, der Behörde einreicht, und daß diese sodann auf den Grund des Mefs-Konto's die Certifikate beglaubigt, und darüber ein genaues Register hält.

Uebrigens kann diese Behörde verlangen, daß die Verpackung der Waare unter ihrer Beaufsichtigung geschehe.

f. Für die Mefslager, welche nicht mindestens ein Nettogewicht von zwei Zentnern haben, kann ein Konto, und für die daraus Statt findenden Versendungen ein Certifikat nicht verlangt werden.

Es soll aber ein solches Konto für diejenigen Waarenlager zugestanden werden, die aus mehreren einzelnen kleinen Sendungen gebildet sind, wenn nur das Gesamtgewicht der letztern wenigstens zwei Zentner netto beträgt.

g. Die Uebertragung der unverkauft bleibenden Mefsgüter von einem Mefs-Konto auf das der nächstfolgenden Messe kann Statt finden, wenn dergleichen Bestandgüter für die Zwischenzeit durch Aufnahme in öffentliche Niederlagen oder in Privat-Niederlagen (unter Verbleiung) sicher gestellt werden.

Uebrigens sind die Deklarationen über dergleichen Bestandgüter binnen acht Tagen nach dem Schlusse der Messe einzureichen, indem außerdem das Mefs-Konto als erloschen angesehen wird.

§. 11. Bei den Waaren-Versendungen aus solchen Vereinsstaaten, denen der Nachlaß von 25 Prozent nur für eine bestimmte Quantität zugestanden ist, finden die obigen Vorschriften in allen Theilen ebenfalls Anwendung.

Wenn Waarenlager aus diesen Staaten auf Vereins-Messen gebracht werden; so ist die Mefsbehörde

auf Verlangen des Verkäufers verbunden, ihm eine 1830 beglaubigte Abschrift des Mefs-Konto's zu ertheilen, damit er dadurch in den Stand gesetzt werde, seiner Regierung nachzuweisen, welche Waaren-Quantitäten von ihm nach den betreffenden Vereinsstaaten abgesetzt worden sind.

§. 12. Sämmtliche, nach den obigen Vorschriften nöthig werdenden Expeditionen etc. sollen mit Vorbehalt des Ersatzes der Kosten für Formulare, Blei und Siegel gegenseitig ex officio geschehen.

§. 13. Die betreffenden Behörden sollen mit Acht-samkeit und Umsicht pflichtmäfsig verfahren, und keine Angaben zulassen oder Beglaubigungen ertheilen, von deren Wahrhaftigkeit sie nicht vollständig überzeugt sind.

§. 14. Die Staatsregierungen verpflichten sich gegenseitig, wenn ihre Unterthanen sich eines Mißbrauchs oder gar einer Verfälschung der Certifikate schuldig machen, diese Vergehen, sobald sie zu ihrer Wissenschaft gelangen, auch ohne vorherige Requisition, zu untersuchen, und nach den Gesetzen ihres Landes zu bestrafen. Namentlich sollen absichtliche Defraudationen durch Verlust des Rechtes, Ursprungs - Certifikate auszustellen, bestraft werden.

§. 15. Bis zu künftiger Vereinigung der Staatsregierungen bleibt es ausgesetzt, ob der Theil der Expedition der Mefsgüter, welcher die Grundlage für den begünstigten Eingang derselben in andere Vereinslande ausmacht, einem gemeinschaftlich, oder von den betreffenden Staatsregierungen anzustellenden Officianten zu übergeben seyn dürfte, und ob auch für diejenigen begünstigten Waaren, welche von ausländischen Messen, wo sie unverkauft geblieben, nach Messen der Vereinsstaaten gebracht werden, die verabredete Erleichterung an den Eingangs - Abgaben eintreten kann.

1830 Formular (zu §. 2).

(Bezeichnung des Staates, in welchem der Ursprungsschein ausgestellt wird) z. B.

K u r h e s s e n .

Ursprungsschein.

Der Unterzeichnete, aus
 versendet hiermit an zu
 durch Vermittelung des Spediteurs
 zu über die Eingangszollstätte
 folgende Gegenstände, nämlich:

G e g e n s t a n d .	K o l l i - Z a h l .	A n g a b e d e r V e r p a c k u n g u n d B e s i e g e l u n g .	S i g n a - t u r .	G e w i c h t .	
				B r u t .	N e t .
(Die Angaben sind in Buchstaben zu machen)					

Diese Gegenstände sind { in meiner Fabrik } in
 { für meine Rechnung } in
 verfertigt, und es versichert der Un-
 terzeichnete den angegebenen Ursprung auf Ehre und
 Gewissen.

Die Versendung geschieht über
 und es ist dieser Ursprungsschein bei der Grenzzoll-
 stätte vor dem Ablauf der unten bemerk-
 ten Zeit vorzuzeigen.

am ten 183

(Namens - Unterschrift des Versenders)

Nach bewirkter Prüfung der Richtigkeit der hierin
 gemachten Angaben wird dieser Ursprungsschein pflicht-
 mäßig beglaubigt und dessen Gültigkeit auf
 Tage bestimmt

am ten 183

(Stelle des Siegels) (Unterzeichn. der Behörde)

(Auf der Rückseite!)

Dieser Ursprungsschein wird ungültig, wenn 1830

1. in demselben ausgestrichene Stellen, Zusätze, Veränderungen oder gar Rasuren etc. vorkommen,
- 2) solcher nicht sofort bei dem Eintreffen auf der bezeichneten Grenzzollstätte vor Ablauf der bestimmten Zeit vorgezeigt wird,
3. die gemachten Angaben mit dem Befunde bei der Revision der Waare nicht übereinstimmen,
- 4) der vorgezeichnete Weg nicht eingehalten worden, und
- 5) die angegebene Verpackung und Besiegelung oder Verbleiung abgeändert oder verletzt ist.

50.

Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon, publiée le $\frac{23}{18}$ Juillet 1830.

(Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.

20. p. 117).

Der Unterzeichnete Königlich Sächsische Cabinets-Minister und Staats-Secretair erklärt hiemit, in Gemäßheit der von Sr. Königlichen Majestät ihm erteilten Ermächtigung:

Nachdem von der Königlich Baiärischen Regierung die Zusicherung erteilt worden ist, daß das Verbot wider den Büchernachdruck, so wie solches bereits in dem ganzen Bereiche der Baiärischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Landestheilen geltenden Gesetzen bestehet, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Königreichs Sachsen Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck, oder dessen Verbreitung begangener Frevel gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden soll, als handle es sich

1830 von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern der Baierischen Monarchie selbst;

So wird Königlich Sächsischer Seits verbindlich zugesagt: dafs vorläufig und bis es, nach Art. 18 der Deutschen Bundesakte, zu einem gemeinsamen Bundesbeschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Büchernachdruck kommen wird, diejenigen gesetzlichen Bestimmungen, welche in dieser Beziehung zu Gunsten der Sächsischen Unterthanen im Königreiche Sachsen bereits bestehen, oder künftig erlassen würden, in ganz gleichem Mafse auch zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Baierischen Monarchie in Anwendung gebracht werden sollen.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Königlich Baierischen Ministerium vollzogene Erklärung ausgewechselt worden seyn wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diesseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Dresden, am 23sten Juli 1830.

Sr. Königlich Majestät von Sachsen Cabinets-Minister und Staats-Secretair.

Graf VON EINSIEDEL.

Das Königlich Bayerische Staatsministerium des Königlichlichen Hauses und des Aeußern erklärt hierdurch, in Gemäfsheit der von Seiner Königlichlichen Majestät unterm 17ten Januar dieses Jahres ihm erteilten Ermächtigung:

nachdem von der Königlich Sächsischen Regierung verbindlich zugesagt worden, dafs vorläufig und bis es, nach Artikel 18 der Deutschen Bundesakte, zu einem gemeinsamen Bundesbeschlusse zur Sicherstellung der Rechte der Schriftsteller und Verleger gegen den Büchernachdruck kommen wird, diejenigen gesetzlichen Bestimmungen, welche in dieser Beziehung zu Gunsten der Sächsischen Unterthanen im Königreiche Sachsen bereits bestehen, oder künftig erlassen werden, in ganz gleichem Mafse auch zum Schutze der Schriftsteller und Verleger der Bayerischen Monarchie in Anwendung gebracht werden sollen;

so soll das Verbot wider den Büchernachdruck, wie 1830 solches bereits in dem ganzen Bereiche der Bayerischen Monarchie, zum Schutze der inländischen Schriftsteller und Verleger, nach den in den einzelnen Landestheilen geltenden Gesetzen besteht, auch auf die Schriftsteller und Verleger des Königreichs Sachsen Anwendung finden, mithin jeder durch Nachdruck, oder dessen Verbreitung begangene Frevell gegen letztere nach denselben gesetzlichen Vorschriften beurtheilt und geahndet werden, als handle es sich von beeinträchtigten Schriftstellern und Verlegern in der Bayerischen Monarchie selbst.

Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende, von dem Königlich Sächsischen Staats-Ministerium vollzogene Erklärung ausgewechselt worden seyn wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den diessseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

München, den 16ten Juli 1830.

G. v. ARMANSPERG.

51.

Traité entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg, concernant l'accession de la principauté de Birkenfeld au système de douanes prussien, signé à Berlin le 24 Juillet 1830.

(Beilage zum *Amts-Blatt für das Fürstenthum Birkenfeld* No. 37. vom October 1830. *Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten.* 1830. No. 17. pag. 121).

Seine Köuigliche Hoheit, der Großherzog von Oldenburg, und Seine Majestät, der König von Preussen, haben in der Absicht, die wechselseitigen Vortheile eines freien Verkehrs, dessen Herstellung den neuerlich zwischen Preussen und andern deutschen Staaten

1830 abgeschlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auf das Verhältniß des Großherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld zu den westlichen Königlich Preussischen Provinzen auszudehnen, Unterhandlungen einleiten lassen, und hiezu als Bevollmächtigte ernannt: Seine Königliche Hoheit, der Großherzog von Oldenburg: Höchst Ihren Oberschenk, Staats- und geheimen Cabinetsrath Wilhelm Ernst Freiherrn von Beaulieu-Marconnay, Großkreuz des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens und Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Classe, Seine Majestät, der König von Preußen: Allerhöchst Ihren geheimen Legationsrath Ernst Michaelis; von welchen, in Folge jener Unterhandlungen, mit Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

ART. I. Vom Tage der Publication gegenwärtiger Uebereinkunft an soll ein Verein des Großherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld mit den westlichen Preussischen Provinzen zu einem Zoll-Systeme Statt finden, wie solches in den gedachten Preussischen Provinzen durch das Gesetz vom 26. Mai 1818, dessen Grundsätze ohne besondere Uebereinkunft nicht abgeändert werden sollen, und durch die seitdem erlassenen Bestimmungen und Erhebungsrollen festgesetzt ist, oder künftig noch durch gesetzliche Declarationen und Erhebungsrollen weiter bestimmt werden wird.

ART. II. Seine Königliche Hoheit, der Großherzog, machen Sich verbindlich, in Ansehung der Abgaben von der Fabrication des Branntweins und vom Braumalz, in Uebereinstimmung mit den deshalb in den westlichen Preussischen Provinzen bestehenden Gesetzen und Einrichtungen, solche Verfügungen ergehen zu lassen, als erforderlich sind, um auch in Ansehung dieser Erzeugnisse eine völlige Gleichstellung zwischen diesen Provinzen und dem Fürstenthume Birkenfeld in Ansehung des innern Verkehrs und der Verhältnisse zu den östlichen Provinzen der Preussischen Monarchie, desgleichen zum Auslande, eintreten zu lassen.

ART. III. Die Art und Weise der Abfassung und Verkündigung der in Gemäfsheit obiger Bestimmungen im Fürstenthum Birkenfeld zu erlassenden Gesetze, die

mit denselben übereinstimmende Einrichtung der Verwaltung, insbesondere die Bestimmung, Einrichtung und amtlichen Befugnisse der erforderlichen Steuer-Aemter, sollen im gegenseitigen Einvernehmen mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden Commissarien angeordnet werden. 1830

ART. IV. Die Großherzogliche Regierung wird für die gehörige Besetzung der in dem Fürstenthume Birkenfeld zu errichtenden Steuer-Aemter Sorge tragen. Es sollen jedoch nur solche Personen bei diesen Aemtern angestellt werden, die sich einer von dem Königlich Preussischen Provinzial-Steuer-Director zu Cöln veranlafsten Prüfung unterworfen haben, und mit einem Zeugnisse desselben darüber versehen sind, daß sie diese Prüfung gehörig bestanden haben. Auf Vorzeigung eines solchen Zeugnisses werden sie von der Großherzoglichen Regierung mit Anstellungs-Patenten versehen, und im gemeinschaftlichen Interesse beider Regierungen in Eid und Pflicht genommen werden.

ART. V. Die gedachten Steuer-Beamten stehen zwar in allen Privat- oder bürgerlichen Angelegenheiten, ferner bei allen sogenannten gemeinen Verbrechen oder Vergehen, wegen welcher gegen ausschließlich Preussische Beamte derselben Categorie eine förmliche gerichtliche Untersuchung nöthig seyn würde, unter den Großherzoglichen Gerichten; in allen Dienst-Angelegenheiten aber, insbesondere auch in Absicht der Dienst-Disciplin sind sie dem Preussischen Ober-Controllleur und denjenigen Preussischen Behörden, welche sonst noch die Leitung des Steuer-Dienstes besorgen, kraft des diesen hiedurch von Seiten Seiner Königlichen Hoheit, des Großherzogs, ertheilten besondern Auftrags, unterworfen.

ART. VI. Der Großherzoglichen Regierung steht das Recht zu, in vorkommenden Fällen die von ihr im Fürstenthume Birkenfeld angestellten Steuer-Beamten nach eigenem Ermessen des Dienstes zu entsetzen; dieselbe verspricht jedoch, auch auf Requisition des Provinzial-Steuer-Directors in Cöln diejenigen Steuer-Beamten, welche in ihrer Dienstführung unzuverlässig oder untauglich befunden werden sollten, zu entlassen. Eine solche Requisition wird jedoch nur unter denselben Umständen erfolgen, unter welchen auch ein aus-

1830 schliesslich der Preussischen Regierung verpflichteter Steuer-Beamter gleicher Cathegorie seine Entlassung erhalten würde.

ART. VII. Der Königliche Provinzial-Steuer-Director zu Cölln wird die etwaigen Anträge der Großherzoglichen Regierung in Birkenfeld in Beziehung auf die Dienstführung und disciplinarische Behandlung der in dem Fürstenthume angestellten Steuer-Beamten gehörig berücksichtigen, auch bleibt es der gedachten Regierung vorbehalten, wenn sie es im gemeinschaftlichen Interesse des Dienstes für nöthig erachtet, außerordentliche Cassen-Visitationen bei diesen Steuer-Beamten vornehmen, von den darüber aufzunehmenden Verhandlungen dem Königlichen Provinzial-Steuer-Director Abschrift mittheilen zu lassen, und auf Abstellung der dabei entdeckten Unordnungen und Mißbräuche in geeigneter Art mitzuwirken.

ART. VIII. Für die in dem Fürstenthume Birkenfeld zu errichtenden Steuer-Aemter wird die Großherzogliche Regierung die erforderlichen Wohnräume und Dienst-Gelasse auf eigene Kosten beschaffen und unterhalten, sie auch mit den nöthigen Utensilien und Bureau-Bedürfnissen versehen lassen. Dergleichen wird die Besoldung und Pensionirung der Steuer-Beamten im Fürstenthume, so wie die etwaige Versorgung der Witwen und Kinder derselben, von Seiten der Großherzoglichen Regierung lediglich auf ihre eigene Kosten erfolgen, wobei jedoch festgesetzt wird, daß die dortigen Einnehmer und Steuer-Aufseher den Preussischen Steuer-Beamten derselben Cathegorie gleich besoldet werden sollen.

ART. IX. Beide Regierungen werden in den zur Sicherung ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechterhaltung der Gewerbe ihrer Unterthanen nothwendigen Mafsregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen.

Seine Königliche Hoheit, der Großherzog, wollen in dieser Hinsicht namentlich gestatten, daß die Königlich Preussischen Zoll-Beamten im gemeinschaftlichen Interesse, und als von Höchst Ihnen dazu mitbeauftragt, im Fürstenthume Birkenfeld ihre Dienstverrichtungen in eben der Art ausüben, wie ihnen dieses auch im Preussischen Gebiete innerhalb der Bin-

nenlinie obliegt. Wenn zur Feststellung des Thatbestandes begangener Unterschleife, oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen Visitationen und Beschlagnahmen von den Königlichen Zoll-Beamten bei den Großherzoglichen Ortsbehörden in Antrag gebracht werden, so sollen letztere, sobald sie sich von der Zulässigkeit, den Umständen nach, überzeugt haben, solche alsbald willig und zweckmäßig veranstalten. Insofern auch, nach der Ueberzeugung des Königlichen Provinzial-Steuer-Directors zu Cöln die Oertlichkeit es unvermeidlich machen sollte, daß die den Vorschriften der Preussischen Zoll-Ordnung gemäß, gegen die Grenze des Königlich-Baierischen Rhein-Kreises zu errichtende Binnenlinie und der hiedurch entstehende Grenzbezirk hin und wieder auch das Gebiet des Fürstenthums Birkenfeld berühre, erklärt sich die Großherzogliche Regierung mit dieser Ausdehnung des Grenzbezirks in ihr gedachtes Gebiet hiedurch einverstanden. In diesem Falle werden die Grenz-Beamten auch innerhalb des Großherzoglichen Theils des Grenzbezirks nach der Zoll-Ordnung und den allgemeinen gesetzlichen Vorschriften verfahren, jedoch sollen daselbst zur Erleichterung des Verkehrs, und zur Vermeidung aller Controlle zwischen dem Preussischen und dem Gebiete des Fürstenthums Birkenfeld, Legitimations-Stellen für den Waaren-Transport innerhalb des Grenzbezirks errichtet werden.

ART. X. Die von den Großherzoglichen Unterthanen im Fürstenthum Birkenfeld verübten Zoll- oder Steuer-Vergehen sollen, insofern gegen die nach vorgängiger summarischer Untersuchung erfolgte administrative Entscheidung des betreffenden Königlich-Preussischen Haupt-Zoll- oder Haupt-Steuer-Amtes auf förmliches gerichtliches Verfahren provocirt wird, von den Großherzoglichen Gerichts-Aemtern zur Untersuchung und Strafe gezogen werden. Die gegen die Erkenntnisse dieser Gerichte zulässigen Rechtsmittel werden bei dem Justiz-Senate der Regierung in Birkenfeld verhandelt und entschieden werden.

Seine Königliche Hoheit, der Großherzog, wollen die Anordnung treffen, daß in den gerichtlichen Untersuchungen das Interesse der gemeinschaftlichen Verwaltung durch einen besondern Beamten gehörig wahr-

1830 genommen werde. Da es für das beiderseitige Interesse von besonderer Wichtigkeit ist, daß die vorkommenden Zoll- und Steuer-Vergehen nach übereinstimmenden Grundsätzen beurtheilt und bestraft werden, so ist man für den Fall, daß eine Ungleichförmigkeit in den Erkenntnissen der in dieser Hinsicht competenten Großherzoglich Oldenburgischen und Königlich Preussischen Gerichte sich ergeben sollte, übereingekommen, sich über Maßregeln zu vereinbaren, wodurch diesem Uebel abgeholfen und die Gleichförmigkeit der Erkenntnisse sicher gestellt wird.

ART. XI. Die Königlich Preussische Regierung verspricht, dasjenige Einkommen an Zoll-Gefällen, welches durch die in vorstehender Art zu bewirkende Vereinigung des Fürstenthums Birkenfeld mit den westlichen Preussischen Provinzen zu einem Zoll-Systeme den Preussischen Cassen zufließen wird, den Großherzoglich Oldenburgischen Cassen überweisen zu lassen, auch selbigen eine Antheilnahme an dem Gesamtbetrage der von der Fabrication des Branntweins und vom Braumalze in den westlichen Preussischen Provinzen und in dem Fürstenthume Birkenfeld aufkommenden Abgaben zu gewähren. Zu diesem Ende wird die Großherzogliche Regierung an dem Gesamt-Einkommen sowohl von Ein- und Ausgangs-Abgaben, als auch von der Besteuerung der vorgedachten inländischen Erzeugnisse in den westlichen Preussischen Provinzen und in dem Fürstenthum Birkenfeld, nach dem Verhältnisse der Seelenzahl des letzteren zu derjenigen der ersteren, Antheil nehmen. Dieser Antheil wird durch eine besondere Uebereinkunft zwischen der Großherzoglichen Regierung und dem Königlich Preussischen Finanz-Ministerio festgestellt, und der Betrag nach Abzug der im Fürstenthum Birkenfeld aufkommenden Einnahmen von der Besteuerung des Branntweins und des Braumalzes, welche von den dortigen Steuer-Beamten monatlich an die Regierung zu Birkenfeld abzuliefern sind, in Quartal-Raten aus der Königlich Provinzial-Steuer-Casse zu Cölln gezahlt werden. Sollte bei zunehmender Cultur des Weins und des Tabaks im Fürstenthum Birkenfeld es sich nöthig zeigen, daß auch auf diese Gegenstände bei der Besteuerung Rücksicht genommen werde, so wird die Großherzogliche Regierung in Ansehung dieser Er-

zeugnisse gleiche Anordnungen, wie wegen der Besteuerungen des Branntweins und des Braumalzes, treffen, und dagegen nach denselben Grundsätzen an dem in den westlichen Preussischen Provinzen und in dem Fürstenthum Birkenfeld aufkommenden Ertrage der Wein- und Tabakssteuer Theil nehmen.

ART. XII. Da die in den Königlich Preussischen Staaten am höchsten besteuerten ausländischen Waaren, namentlich Colonial-Waaren aller Art, Wein und Ellenwaaren, mit keiner Abgabe in dem Fürstenthum Birkenfeld bisher belegt gewesen sind, und frei aus dem Auslande haben bezogen werden können, mithin, wenn die Preussische Grenzbewachung gegen das Fürstenthum wegfällt, den Königlichen Cassen und gewerbtreibenden Unterthanen ein bedeutender Verlust aus der Einführung unversteuerter Waaren-Bestände von dort her in die westlichen Preussischen Provinzen erwachsen könnte: so verspricht die Großherzogliche Regierung, sobald als möglich und noch vor Aufhebung der Preussischen Grenzbewachung, alle Waaren-Bestände in dem Fürstenthum Birkenfeld genau aufzeichnen zu lassen, und die Besitzer derselben entweder zur Zahlung der Steuer, oder zur Wiederausführung der Waaren nach dem Auslande anzuhalten.

Ueber die Art und Weise der Aufnahme, und wie weit dabei nach Bewandniss der Umstände zu gehen seyn dürfte, ingleichen über die den Waaren-Inhabern zu bewilligenden Zahlungsfristen wird eine besondere Vereinbarung vorbehalten, der Ertrag der Nachversteuerung aber der Großherzoglich Oldenburgischen und der Königlich Preussischen Regierung zu gleichen Theilen zufallen.

ART. XIII. Von allen für Seine Königliche Hoheit und Höchstdero Hofhaltung mit Großherzoglichen Hofmarschall-Amts-Attesten in das Fürstenthum Birkenfeld eingehenden Waaren werden die Gefälle nicht bei dem Eingange erhoben, sondern nur notirt, und bei der nächsten Erhebung des Antheils Seiner Königlichen Hoheit an den Sammt-Einkünften in baarem Gelde angerechnet werden.

ART. XIV. Alle in Folge überwiesener Zoll- und Steuer-Vergehen in dem Fürstenthum Birkenfeld angefallenen Geldstrafen und Confiscate verbleiben, nach

1830 Abzug des Denuncianten-Antheils, dem Großherzoglichen Fiskus, und bilden keinen Gegenstand der gemeinschaftlichen Einnahmen.

Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Rechts über die wegen verschuldeter Zoll- und Steuer-Vergehen in dem Fürstenthum Birkenfeld verurtheilten Personen ist Seiner Königlichen Hoheit, dem Großherzoge, vorbehalten, jedoch kann der Straf-Erlafs nicht auf den Denuncianten-Antheil ausgedehnt werden.

ART. XV. Vom Tage der Publication gegenwärtiger Uebereinkunft an soll zwischen den westlichen Preussischen Provinzen und dem Fürstenthum Birkenfeld ein völlig freier Verkehr unter folgenden Ausnahmen Statt finden:

- A. Die Einfuhr des Salzes aus dem Fürstenthum Birkenfeld in die westlichen Preussischen Provinzen, und aus diesen in jenes, bleibt für jetzt verboten. Jedoch gestattet die Königlich Preussische Regierung für die Dauer des jetzt zwischen der Großherzoglichen Regierung zu Birkenfeld und der Salz-Factorei zu St. Wendel bestehenden Pacht-Contracts den freien Eingang der dem Bedarfe des Fürstenthums angemessenen Salz-Quantitäten. Nach Ablauf des gedachten Kontrakts wird die Großherzogliche Regierung auch in Ansehung des Salz-Verkaufs den Einrichtungen der Königlich Preussischen Regierung sich völlig anschließen, und dagegen an dem Rein-Ertrage des Salz-Debits in den westlichen Preussischen Provinzen und dem Fürstenthum Birkenfeld in dem Verhältnisse der Bevölkerung des letzteren zu derjenigen des ersteren, Theil nehmen.
- B. Das Einbringen der Spielkarten ist in derselben Weise verboten, auch wollen Seine Königliche Hoheit die Anfertigung von Spielkarten im Fürstenthume Birkenfeld nicht gestatten. Dagegen wird die Königlich Preussische Regierung eine dem Bedürfnisse der Einwohner entsprechende Quantität Spielkarten abgabefrei in das Fürstenthum eingehen lassen, deren nähere Bestimmung nebst der deshalb erforderlichen Controlle besonderer Verabredung vorbehalten bleibt.
- C. In den Preussischen Städten, wo Mahl- und Schlachtsteuer für Rechnung des Staats erhoben wird, ist

diese Abgabe auch von den aus dem Fürstenthume Birkenfeld eingebrachten Gegenständen wie von den gleichartigen Preussischen Erzeugnissen zu entrichten, und umgekehrt wird ein Gleiches in den Städten im Fürstenthume Birkenfeld gelten, wo eine ähnliche Abgabe etwa erhoben werden sollte.

D. Dergleichen Abgaben, welche von gewissen inländischen Erzeugnissen für Rechnung einer Stadt oder Commune bei deren Einbringung in selbige erhoben werden, unterliegen auch Waaren derselben Art, welche aus dem Fürstenthume Birkenfeld in eine zu jener Erhebung befugte Preussische Commune, oder umgekehrt aus den westlichen Preussischen Provinzen in eine gleichmäsig befugte Commune des Fürstenthums Birkenfeld eingeführt werden.

ART. XVI. Die für die Großherzoglichen Unterthanen in dem Fürstenthume Birkenfeld mit der Post ankommenden Waaren sollen gleichen Begünstigungen und Beschränkungen mit denen unterliegen, welche für die Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

ART. XVII. Sogleich nach Publication des gegenwärtigen Vertrags soll von Unterthanen des Fürstenthums Birkenfeld und des Preussischen Staats, welche in dem Gebiete des andern contrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäsig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Händler, welche blos zum Aufkaufe von Natur- oder Kunst-Erzeugnissen, oder Handlungs-Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich zu führen und Bestellungen zu suchen berechtigt sind, auch sich als Inländer diese Berechtigung in dem einen Staate durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, in dem andern Staate deshalb keine weiteren Abgaben entrichten, vielmehr die etwa erforderlichen Concessionen oder Gewerbscheine unentgeltlich erhalten.

Endlich sollen, aufer den in dem vorhergehenden Art. XV. erwähnten Beschränkungen, die Unterthanen in den beiderseitigen Landestheilen ihre Waaren frei von Abgaben auf die Märkte bringen können, und

1830 hiezu einer besondern Concession oder Legitimation, oder eines Gewerbscheines für diesen Theil des Handels- und Gewerbe-Verkehrs nicht bedürfen.

ART. XVIII. In Hinsicht des Verkehrs zwischen dem Fürstenthume Birkenfeld und den östlichen Preussischen Provinzen kommen gegenseitig in allen und jeden Beziehungen, namentlich in Ansehung der aus dem Fürstenthume Birkenfeld in die gedachten östlichen Provinzen eingehenden Natur-Producte und Fabricate, völlig dieselben Grundsätze in Anwendung, welche zwischen diesen und den westlichen Preussischen Provinzen gelten.

Die völlige Gleichstellung mit den Preussischen Unterthanen rücksichtlich des Verkehrs und Gewerbe-Betriebs wird den Einwohnern des Fürstenthums Birkenfeld auch gegenseitig in Beziehung zu allen mit der Preussischen Monarchie durch Zoll- oder Handels-Verträge verbundenen deutschen Bundesstaaten, in Gemäßheit der zwischen Preussen und diesen Staaten geschlossenen Zoll- und Handels-Verträge, zu Statuten kommen.

ART. XIX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags wird vorläufig bis zum Schlusse des Jahrs 1833 festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraums von der einen oder der andern Seite keine Aufkündigung, so soll er als auf fernere drei Jahre, und sofort von drei zu drei Jahren verlängert angesehen werden.

Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Höchsten und Allerhöchsten Ratification vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden spätestens binnen vier Wochen bewirkt werden.

Zu Urkunde dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

So geschehen Berlin, den 24. Julius 1830.

(Gcz.) E. MICHAELIS.

(Gcz.) W. E. Freiherr VON BEAULIEU-
MARCONNAY.

(Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige von Preussen am 30ten August 1830 und von Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge von Oldenburg am 16ten desselben Monats ratifizirt worden).

52.

*Traité de navigation entre la Prusse 1830
et le grand-duché d'Oldenbourg, signé
à Berlin le 26 Juillet 1830.*

(Gesetzsammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1830. Nr. 15. pag. 114. Pr. Bl. S. 485. *Extra-Beilage* zu Nr. 78. *der Oldenburg. Anzeigen* vom 29. September 1830.

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Oldenburg haben in der Absicht, durch die Aufhebung alles Unterschiedes in der Behandlung der beiderseitigen Schiffe und deren Ladungen in den Häfen des anderen Staates zur Erweiterung und Belebung der Handels-Verbindungen zwischen Ihren beiderseitigen Landen, und zur Erleichterung Ihrer hiebei betheiligten Unterthanen beizutragen, Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Ernst Michaelis;

Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Oldenburg:

Höchst Ihren Oberschenk, Staats- und Geheimen Cabinetsrath Wilhelm Ernst Freiherr von Beaulieu-Marconnay, Großkreuz des Kaiserlich Russischen St. Annen - Ordens und Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler - Ordens dritter Classe,

von welchen Bevollmächtigten, unter Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

ART. I. Die Preussischen, mit Ballast oder beladen in den Großherzoglich-Oldenburgischen Häfen ankommenden oder aus selbigen auslaufenden, imgleichen die Oldenburgischen, mit Ballast oder beladen in den Königlich-Preussischen Häfen ankommenden oder aus selbigen auslaufenden Schiffe, sollen daselbst bei ihrem Eingange wie bei ihrer Abfahrt hinsichtlich der jetzt bestehenden oder künftig anzuordnenden Hafen-, Tonnen-, Feuer-, Lootsen- und Ber-

1830 gegelder, wie auch hinsichtlich aller anderen, jetzt oder künftig der Staats-Casse, den Städten oder Privat-Anstalten zufließenden Abgaben und Lasten irgend einer Art oder Benennung, auf demselben Fusse, wie die National-Schiffe, behandelt werden.

ART. II. Allen Waaren, Gütern und Handelsgegenständen, sie seyen inländischen oder ausländischen Ursprungs und Eigenthums, welche jetzt oder in Zukunft auf National-Schiffen in die Königlich Preussischen oder in die Großherzoglich Oldenburgischen Häfen ein- oder aus selbigen ausgeführt werden dürfen, soll in ganz gleicher Weise auch auf den Schiffen des anderen Staates der Ein- oder Ausgang gestattet seyn, ohne mit höheren oder anderen Abgaben irgend einer Art belastet zu werden, als bei der Ein- oder Ausfuhr derselben Gegenstände auf National-Schiffen zu entrichten sind. Auch sollen bei der Ein- oder Ausfuhr solcher Waaren, Güter und Handelsgegenstände auf Schiffen des anderen Staates die nämlichen Prämien, Rückzölle, Vortheile und irgend sonstige Begünstigungen gewährt werden, welche etwa für die Ein- oder Ausfuhr auf National-Schiffen bestehen, oder künftig zugestanden werden möchten.

ART. III. Die vorstehenden Bestimmungen sind in ihrem ganzen Umfange nicht nur dann anwendbar, wenn die beiderseitigen Schiffe direct aus ihren National-Häfen ankommen, oder nach selbigen zurückkehren, sondern auch dann, wenn sie unmittelbar aus den Häfen eines dritten Staates ankommen oder dahin bestimmt sind.

ART. IV. Was in den obigen Artikeln I bis III. zunächst in Betreff der in die beiderseitigen Seehäfen eingehenden, oder aus selbigen auslaufenden Seeschiffe des anderen Staates und deren Ladungen festgesetzt ist, soll auch auf den gegenseitigen Flußschiffahrts-Verkehr völlige Anwendung finden.

ART. V. Die Preussischen sowohl als die Oldenburger Schiffe sollen gegenseitig der Befugnisse und Vorzüge, welche ihnen der gegenwärtige Vertrag zusichert, nur in sofern genießen, als sie mit den nach den Vorschriften desjenigen Staates, dessen Flagge sie führen, zum Beweise ihrer Nationalität ausgefertigten Schiffspässen und Musterrollen versehen sind.

Bei den Flußschiffen genügt in dieser Beziehung das 1830 in der Weserschiffahrts-Acte vom 10. September 1823 vereinbarte Manifest.

ART. VI. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages, welcher vom Tage der Auswechselung der Ratificationen ab in Kraft treten wird, ist vorläufig bis zum letzten December 1840. festgesetzt, und wenn derselbe nicht zwölf Monate vor dem Ablauf dieses Zeitraums von der einen oder der anderen Seite aufgekündigt werden sollte, so wird er als auf ferner ein Jahr und sofort bis zum Ablaufe eines Jahres nach erfolgter Aufkündigung verlängert angesehen werden.

ART. VII. Der gegenwärtige Vertrag soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratification vorgelegt und sollen die Ratifications-Urkunden spätestens binnen vier Wochen ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unter Beidruckung ihrer Siegel unterzeichnet.

So geschehen Berlin, den 26. Julius 1830.

ERNST MICHAELIS.

WILHELM ERNST v. BEAULIEU-MARCONNAY.

(Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige von Preußen am 8. und von Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge am 16. August d. J. ratificirt worden).

53.

Convention entre les grands duchés de Hesse et de Bâde concernant la répression des délits forestiers dans les deux états, publiée le 9 Août 1830.

(Auszug aus dem Großherzoglich Hessischen Regierungsblatt, Nr. 52. vom 8. September 1830).

Um sich gegenseitig größere Sicherheit zu gewährleisten, daß die auf dem eigenen Staatsgebiete betretenen,

1830 dem anderen Staate angehörigen und vertragsmäßig an denselben zur Bestrafung auszuliefernden Forstfrevler auch wirklich jedesmal die gesetzliche Strafe erleiden, ist mit der Großherzoglich Badischen Staatsregierung zu Art. 3. der früher abgeschlossenen und durch das Großherzogliche Regierungsblatt Nr. 5. v. J. 1826 bekannt gemachten Uebereinkunft nachträglich verabredet worden:

“dafs, zur gleichbaldigen Constatirung der von beiderseitigen Unterthanen in dem Gebiete des anderen Staats begangenen Forstfrevel, dieselben jedesmal vorher der Polizeibehörde, in deren Bezirk der Frevel verübt wurde, vorzuführen sind, welche sie sodann, nebst dem deshalb aufzunehmenden Informativprotocoll und einer jedesmal von der betreffenden Forstbehörde sogleich vorzunehmenden Schadensabschätzung, ihrer Heimathsbehörde zur gesetzlichen Bestrafung abzuliefern hat.”

Diese nachträgliche Bestimmung wird hierdurch zur Wissenschaft und Nachachtung der Großherzoglichen Behörden und Aller, die es angeht, bekannt gemacht.

Darmstadt, am 9ten August 1830.

*Großherzoglich Hessisches Ministerium der
auswärtigen Angelegenheiten.*

DU THIL

VON RABENAU.

54.

*Convention de cartel entre le grand-
duché de Hesse et la Bavière, publiée
à Darmstadt le 14 Septembre 1830.*

(Großherzoglich Hessisches Regierungsblatt. Nr. 54).

Auf allerhöchsten Befehl Seiner Königlichen Hoheit, des Großherzogs, wird nachstehende, zwischen dem Großherzogthum Hessen und dem Königreich Baiern abgeschlossene, Uebereinkunft:

ART. I. Alle in Zukunft und zwar vom Tage der 1830 Publication gegenwärtiger Convention an gerechnet, von den Truppen der beiden contrahirenden Theile unmittelbar oder mittelbar in des andern Lande, oder zu dessen Truppen, wenn diese auch außerhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, desertirenden Unterofficiere, Soldaten und andere Militärpersonen dieser Kategorie sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

ART. II. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied des Grades oder der Waffe, alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung der stehenden Truppen oder der mit denselben in gleichem Verhältnisse stehenden bewaffneten Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten, gehören und derselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bei der Artillerie oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Soldaten.

ART. III. Sollte der Fall vorkommen, dafs ein Déserteur der hohen contrahirenden Theile früher schon von den Truppen eines andern Staates desertirt wäre; so wird dennoch, selbst wenn mit dem letzteren ebenfalls Auslieferungsverträge beständen, die Auslieferung stets an denjenigen der hohen contrahirenden Theile erfolgen, dessen Dienste er zuletzt verlassen hatte. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Gouvernements zu denen eines dritten, und von diesen wiederum in die Lande des andern paciscirenden Gouvernements, oder sonst zu dessen Truppen desertirt; so kommt es darauf an, ob letzteres Gouvernement mit jenem dritten ein Kartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Déserteur dahin abgeliefert, wo er zuletzt entwichen ist; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Theile, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, abgeliefert.

ART. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, anerkannt:

- a. Wenn der Déserteur aus dem Gebiete des jenseitigen Staates, so wie derselbe durch die neuesten Verträge begrenzt wird, gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt;
- b. wenn ein Déserteur in dem Staate, in welchem er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen

1830 Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Original oder auszugsweise und in beglaubigten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein solcher Deserteur noch zum Militärdienst geeignet sey oder nicht.

Schulden oder andere von einem Deserteure eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

ART. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel und Reitzzeug, Armatur und Montirungsstücke und sonstige herrschaftliche Militäreffecten, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen worden sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

ART. VI. Um durch die möglichste Regelmäßigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, sind beide contrahirende Theile wegen bestimmter gegenseitiger Ablieferungsorte dahin übereingekommen, daß auf dem rechten Rheinufer Aschaffenburg und Seligenstadt, auf dem linken Rheinufer Worms und Frankenthal zur Empfangnahme der Deserteurs und zur sofortigen Bezahlung aller, in den folgenden Artikeln X und XII. stipulirten Kosten bestimmt und den in den genannten vier Orten sich befindenden beiderseitigen Behörden dazu der besondere Auftrag ertheilt werden soll.

ART. VII. Die Auslieferung geschieht in der Regel freiwillig und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militär- oder Civil-Behörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird derselbe nebst den etwa bei sich habenden Effecten, Pferden, Waffen etc. sofort, unter Beifügung eines aufzunehmenden Protokolls an die jenseitige Behörde, im nächsten Ablieferungsorte gegen Bescheinigung übergeben.

ART. VIII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchem er übergetreten ist, entgangen seyn, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Re-

quisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit 1830 gefunden hätte, in den Militärdienst des gedachten Staates aufgenommen zu werden, oder in diesem Staate Grundeigenthum zu erwerben, oder ein Etablissement zu begründen. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebener Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dafs zuvor eine nähere Aufklärung derselben zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

Sollte aber der Deserteur Mittel gefunden haben, in dem Staate, in welchen er übergetreten ist, eine wirkliche Ansässigkeit zu begründen und Unterthansrechte zu erlangen, so soll er auf Requisition desjenigen Staates, dessen Fahne er verlassen hat, für das begangene Verbrechen der Desertion nach den Gesetzen des Staates, in dem er ansässig ist und Unterthansrechte erworben hat, bestraft, und hiervon die requirirende Behörde in Kenntnifs gesetzt werden.

ART. IX. Die in vorstehendem Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Hessischer Seits an die nächste königlich Baierische Kreisregierung oder das nächste königliche Divisions-Commando der Baierischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben, und Baierischer Seits an die nächste Großherzoglich Hessische Provinzial-Regierung oder an die Commandanten der Gendarmerie zu Darmstadt, Giessen oder Mainz. Von den Militärbehörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienste angenommen seyn sollten, oder vom dem Militär als solche erkannt und verhaftet werden, von den Civilbehörden aber diejenigen, bei denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert.

ART. X. An Unterhaltungskosten werden dem ausliefernden Theile für jeden Deserteur vom Tage seiner Verhaftung an bis zum Tage der Auslieferung einschließlich für den Tag 14 Kreuzer im 24 fl. Fufs; für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh, den Centner zu 100 Pfund gutgethan. Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Orts oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bei der Auslieferung.

1830 ART. XI. Außer den Kosten und der im nachfolgenden Artikel XII. bemerkten Belohnung kann ein mehreres unter irgend einem Vorwande, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Staates, der ihn auszuliefern hat, angeworben seyn sollte; etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden. Auch findet bei dem im Artikel IV. Lit. b. bestimmten Falle keine Vergütung an Unterhaltungskosten für die Zeit Statt, welche der Deserteur wegen begangener Verbrechen in Untersuchung oder im Gefängnisse gewesen ist.

ART. XII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von 9 fl. im 24 fl. Fufs für einen Mann ohne Pferd, und von 18 fl. im 24 fl. Fufs für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen, und sofort bei der Auslieferung wieder erstattet werden. Bei Auslieferung von Deserteurs, die von der Obrigkeit auf Requisition erfolgt, fällt dieses Kartelgeld weg; ebenso bei der Auslieferung ausgetretener Militärflichtiger, die nicht nach Artikel II. in die Klasse der eigentlichen Deserteurs gehören.

ART. XIII. Ueber den Empfang der in den Artikeln X und XII. gedachten Kosten- und Gratifications-Erstattung hat die ausliefernde Behörde zu quittiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrags der zu erstattenden Unkosten halber ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegensteht, nicht aufzuhalten.

ART. XIV. Allen Behörden, besonders den Grenzbehörden, wird es strenge zur Pflicht gemacht werden, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsameres Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen oder anderen Anzeigen sich ergibt, dafs er ein solcher Deserteur sey, sogleich, ohne erst eine Requisition abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

ART. XV. Alle Unterthanen, welche nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten zum Dienste bei den stehenden Truppen oder bei der mit denselben in gleiches Verhältniſs gestellten bewaffneten Landesmacht

pflichtig sind, und sich von Zeit der Publication dieser Convention an in das Gebiet des anderen Staates oder zu dessen Truppen begeben, sind, auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im Uebrigen sowohl in Hinsicht der dabei zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten, eben so gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militärischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist. 1830

ART. XVI. Diejenigen Individuen, welche nach den Gesetzen eines jeden der paciscirenden Staaten in dem Alter der Conscriptions- oder Armee-Pflichtigkeit sind, und bei Ueberschreitung der gegenseitigen Grenzen, ohne eine hinreichende Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht auf sich ziehen, daß sie sich der Militärflicht gegen ihren Staat entziehen wollen, sollen sofort zurückgewiesen und dergleichen Personen weder Aufenthalt noch Unterkunft in dem jenseitigen Staate gestattet werden.

ART. XVII. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird streng untersagt werden, Deserteurs oder solche Militärflichtige, die ihre desfallsige Befreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwaigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch soll es nicht gestattet werden, daß von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der hohen Contrahenten angeworben werden.

ART. XVIII. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militärflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnis-Strafe belegt.

ART. XIX. Gleichmäsig wird es den Einwohnern beider contrahirenden Theile untersagt werden, von einem jenseitigen Deserteur Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur und Montirungsstücke und andere Militärrequisiten zu kaufen oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachter Gegenstände ohne den mindesten Ersatz oder zu Erstattung

1830 des Werths angehalten, sondern noch überdem mit angemessener Strafe belegt werden, wenn bewiesen wird, daß er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat.

ART. XX. Indem auf diese Art eine regelmäßige Auslieferung der gegenseitigen Deserteurs und Militärpflichtigen eingeleitet ist, wird jede eigenmächtige Verfolgung eines Deserteurs auf jenseitigem Gebiete, als eine Verletzung des letzteren streng untersagt und sorgfältig vermieden werden. Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, wird, wenn er dabei betroffen wird, sogleich verhaftet und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert werden.

ART. XXI. Als eine Gebietsverletzung ist jedoch nicht anzusehen, wenn von einem Commando, welches einen oder mehrere Deserteurs bis an die Grenze verfolgt, ein Commandirter in das jenseitige Gebiet gesandt wird, um der nächsten Obrigkeit die Desertion zu melden.

Diese Obrigkeit muß vielmehr, wenn der Deserteur sich in ihrem Bereiche findet, denselben sofort verhaften; der Commandirte darf sich aber keineswegs an dem Deserteur vergreifen, widrigenfalls er nach Artikel XX. zu behandeln ist.

ART. XXII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung in jenseitigem Territorio, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion oder anderer Unterthanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militärpflicht ist streng untersagt. Wer eines solchen Beginns wegen in dem Staate, wo er sich dessen schuldig gemacht, ergriffen wird, ist der gesetzlichen Bestrafung desselben unterworfen. Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird auf desfallsige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung und nachdrücklichen Strafe gezogen werden.

ART. XXIII. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen des einen der hohen contrahirenden Theile desertirt sind, und entweder bei den Truppen des anderen Staates Militärdienste genommen haben, oder sich, ohne derglei-

chen wiederum ergriffen zu haben, in dessen Landen 1830 aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

ART. XXIV. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militärdienst des anderen Staats sich befinden, soll die Wahl frei stehen, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen Einem Jahre nach Publication gegenwärtiger Convention, diesfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden.

ART. XXV. Gegenwärtige Convention wird von den hohen contrahirenden Theilen beiderseits zu gleicher Zeit, zur genauesten Befolgung publicirt werden.

hiermit zur Wissenschaft und Nachachtung der Großherzoglichen Behörden und Unterthanen bekannt gemacht.

Darmstadt, am 14. September 1830.

Aus allerhöchstem Auftrage.

*Großherzoglich Hessisches Ministerium der
auswärtigen Angelegenheiten.*

DU THIL.

Graf von GÖRLITZ.

55.

1830 *Ordonnance concernant l'immunité
d'impôts des ministres étrangers
dans le royaume de Saxe du 29 No-
vembre 1830.*

(Gesetzsammlung für das Königreich Sachsen.
37. pag. 219).

Se. Majestät der König und Se. des Prinzen Mitregenten Königl. Hoheit haben anzuordnen geruht, daß hinsichtlich der den auswärtigen, an hiesigem Hofe accreditirten Gesandten und Geschäftsträgern zu gewährenden Abgabenbefreiungen für die Zukunft folgenden Bestimmungen nachgegangen werde:

1. Die hiesigen Gesandten und Geschäftsträger, so wie die bei den Gesandtschaften angestellten Personen, das Gefolge und die Dienerschaft der Gesandten und Geschäftsträger, haben im Allgemeinen und auf die ganze Dauer ihrer Anwesenheit in gedachter Eigenschaft eine Befreiung zu genießen:

- a. von allen persönlichen und directen Abgaben,
- b. von den Einfuhr- und Verbrauchs-Abgaben wegen aller ihnen zugehörigen, oder für ihren eignen Gebrauch hier eingehenden Waaren und Gegenstände,
- c. von der Gleitsabgabe, einschließlic der Privatgleite, und von dem Elbzoll.

2. Um dieser Befreiungen für die eingehenden Transporte von Waaren und Effecten theilhaftig zu werden, bedarf es nur eines von dem Chef der Gesandtschaft, oder, in seiner Abwesenheit, von dem Geschäftsträger, eigenhändig ausgestellten und mit dem Gesandtschaftssiegel versehenen Certificats über den Inhalt und das Eigenthum der Ballen, Kisten und Fässer, welche sodann von der speciellen Visitation befreit bleiben.

Dafern es unthunlich wäre, ein solches Certificat vor der Einfuhr auszustellen, kann dasselbe späterhin

nachgebracht werden, und es ist dagegen die Zurück- 1830
erstattung der erweislich erlegten Abgaben bei den be-
treffenden Einnahmen zu gewähren.

3. Die Abgabenbefreiung erstreckt sich nicht

- a. auf die Grundabgaben von solchen Grundstücken, welche ein auswärtiger Gesandter in hiesigen Ländern eigenthümlich besitzt;
- b. auf die Leistungen an landesherrliche Cassen, welche für den Gebrauch öffentlicher Anstalten, als der Chausseeen, Wege, Brücken, Fähren und Posten zu erlegen sind, auch nicht auf die Recognitionsgebühr, welcher die Schiffsgefäße auf der Elbe unterliegen; es mögen jedoch diejenigen Gesandten, welchen bisher die Befreiung vom Chausseegeelde zugestanden hat, bei dem Genusse dieser Befreiung für ihre Personen auf die Zeit ihrer hiesigen Anstellung gelassen werden;
- c. auf die indirecten- und Verbrauchs-Abgaben, welche in erster Hand erlegt worden sind und mit dem Preise der Gegenstände zusammenfallen.

4. An diesen Abgabenbefreiungen haben die mit speciellen Missionen auswärtiger Staaten nach Sachsen kommenden Personen, die Agenten, Handelsconsuln und alle Andre, welche nicht zu dem an Unserm Hofe residirenden diplomatischem Corps gehören, keinen Theil.

Hiernach haben sich alle Accis-, Gleits- und Elbzoll-Officianten gehörig zu achten.

Dresden, den 29sten November 1830.

Königl. Sächs. Geheimes Finanz-Collegium.

G. VON BÜNAU.

LUDWIG VON ZAHN.

56.

1830 *Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et le duché de Schleswic d'un côté et la ville libre et Anséatique de Lubec de l'autre côté, publiée à Copenhague le 30 Novembre 1830.*

(Copenhagen. Gedruckt bei dem Director Jens Høstrup Schultz, Königlichem und Universitäts-Buchdrucker 4^o).

Nachdem Seine Majestät der König von Dänemark mit dem Senate der freien Hanse-Stadt Lübeck dahin übereingekommen sind, die Aufhebung der Auswanderungssteuer und der Nachsteuer, welche zufolge des 18ten Artikels der Deutschen Bundes-Acte vom 8ten Junii 1815 und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Junii 1817 zwischen den Herzogthümern Holstein und Lauenburg und der freien Hanse-Stadt Lübeck bereits festgesetzt worden, nunmehr auch auf die Königlich Dänischen nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Staaten auf der einen und die freie Hanse-Stadt Lübeck mit ihrem gesammten Gebiet auf der anderen Seite auszudehnen, so wird hiedurch im Namen Seiner Majestät des Königs von Dänemark erklärt, dafs:

ART. I. Von keinem Vermögens-Uebergang aus dem Königreiche Dänemark und dem Herzogthume Schleswig in die freie Hanse-Stadt Lübeck und deren gesamtes Gebiet, — dieser Vermögens-Uebergang mag sich nun durch Auswanderung oder Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung oder auf andere Art ergeben, — soll irgend ein Abschofs oder Abfahrtsgeld, (jus detractus, census emigrationis) erhoben werden.

ART. II. Unter dieser wechselseitigen Aufhebung sind beiderseitig nicht begriffen alle diejenigen Abgaben, welche, ohne Rücksicht darauf, ob das Object

derselben im Lande bleibt oder nicht, von Einheimischen und Fremden gleichmäfsig zu erlegen sind.

ART. III. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich sowohl auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die Königlichen Kassen fliefsen würden, als auf denjenigen Abschofs und auf dasjenige Abfahrtsgeld erstrecken, welche sonst Individuen, Commünen oder öffentlichen Stiftungen zufallen möchten.

ART. IV. Die Bestimmungen der obenstehenden Artikel treten von dem 1sten Januarii 1831 an in Kraft, wobei für Erbschaften nicht das Datum des Erbschaftsanfalls, sondern der Exportation des Vermögens zu berücksichtigen seyn wird.

ART. V. Die durch obige Artikel bestimmte Freizügigkeit hat hinsichtlich der Personen keine Anwendung; sondern es verbleibt hierunter bei den zwischen Seiner Majestät dem Könige von Dänemark und der freien Hanse-Stadt Lübeck bestehenden Verträgen, so wie bei den beiderseitigen Gesetzen in ihrer jetzigen oder künftigen Modalität, welche die Person des Auswandernden und seine persönlichen Pflichten namentlich rücksichtlich des Kriegsdienstes betreffen.

Dessen zu Urkund ist gegenwärtige Declaration auf allerhöchstgedachter Seiner Majestät des Königs von Dänemark allergnädigsten Befehl unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel ausgestellt worden.

So geschehen zu Copenhagen, den 30sten November 1830.

E. Gr. SCHIMMELMANN.

57.

1829 *Convention of commerce and navigation between His Britannick Majesty and The Emperor of Austria. Signed at London, December 21, 1829.*

(Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty, March, 1830. London: printed by R. G. Clarke fol.)

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, being equally desirous of extending and increasing the commercial intercourse between Their respective States, and of affording every facility and encouragement to Their Subjects engaged in such intercourse; and being of opinion that nothing will more contribute to the attainment of Their mutual wishes in this respect, than a reciprocal abrogation of all discriminating and countervailing duties which are now demanded and levied upon the Ships or Productions of either Nation in the Ports of the other, have appointed Their Plenipotentiaries to conclude a Convention for that purpose, that is to say: —

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, The Right Honourable George Earl of Aberdeen, Viscount Gordon, Viscount Formartine, Lord Haddo, Methlick, Tarvis, and Kellie; a Peer of the said United Kingdom, a Member of His Britannick Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight of the Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle, and His said Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs: — And The Right Honourable William FitzGerald Vesey FitzGerald, a Member of His said Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations, Treasurer of His said Majesty's Navy, and His Lieutenant and Governor of the County of Clare, in Ireland: —

57.

Convention de commerce et de navigation entre la Grande Bretagne et l'Autriche, signée à Londres le 21 Décembre 1829.

(Sur copie officielle).

Sa Majesté Le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, également animés du désir d'étendre et d'accroître les relations commerciales entre Leurs Etats respectifs, et de procurer toutes les facilités et tous les encouragemens possibles à ceux de Leurs Sujets qui ont part à ces relations; et persuadés que rien ne sauroit contribuer davantage à l'accomplissement de Leurs souhaits mutuels à cet égard, que l'abolition réciproque de toute différence entre les impôts levés aujourd'hui sur les Bâtimens ou les productions de l'un des deux Etats dans les Ports de l'autre, ont nommé des Plénipotentiaires pour conclure une Convention à cet effet, savoir: —

Sa Majesté Le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, le très Honorable George Comte d'Aberdeen, Vicomte Gordon, Vicomte Formartine, Lord Haddo, Methlick, Tarvis, et Kellie; Pair du dit Royaume Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier du très Ancien et très Noble Ordre du Chardon, et Son Principal Secrétaire d'Etat ayant le Département des Affaires Etrangères: — Et le très Honorable William FitzGerald Vesey FitzGerald, Conseiller de Sa dite Majesté en Son Conseil Privé, Membre du Parlement, Président du Comité du Conseil Privé pour les Affaires de Commerce et des Colonies, Trésorier de la Marine de Sa dite Majesté, et Son Lieutenant et Gouverneur de la Comté de Clare, en Irlande.

1829 And His Majesty The Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, the Sieur Paul Prince Esterhazy-Galantha, Count of Edelstett, etc. etc. Grand Cross of the Orders of St. Stephen of Hungary, of the Guelphs of Hanover, of St. Ferdinand and of Merit of Sicily, and of Christ; Chamberlain, and Privy Councillor of His Imperial and Royal Apostolick Majesty, and His Ambassador Extraordinary to His Britannick Majesty: —

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles:

ART. I. From and after the 1st day of February 1830, Austrian Vessels entering or departing from the Ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and British Vessels entering or departing from the Ports of His Imperial and Royal Apostolick Majesty's Dominions, shall not be subject to any other or higher duties or charges whatever, than are or shall be levied on national vessels entering or departing from such Ports respectively.

ART. II. All Articles of the growth, produce, or manufacture of any of the Dominions of either of The High Contracting Parties, which are or shall be permitted to be imported into, or exported from the Ports of the United Kingdom and of Austria, respectively, in Vessels of the one Country, shall, in like manner, be permitted to be imported into and exported from those Ports in Vessels of the other.

ART. III. All Articles not of the growth, produce, or manufacture of the Dominions of His Britannick Majesty, which can legally be imported from the United Kingdom of Great Britain and Ireland, into the Ports of Austria, in British Ships, shall be subject only to the same duties as are payable upon the like Articles, if imported in Austrian Ships: and the same reciprocity shall be observed in the Ports of the United Kingdom, in respect to all Articles not the growth, produce, or manufacture of the Dominions of His Imperial and Royal Apostolick Majesty,

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Sieur Paul Prince Esterhazy-Galantha, Comte d'Edelstett, etc. etc. Grand' Croix des Ordres de St. Etienne de Hongrie, des Guelphes de Hanovre, de St. Ferdinand et du Mérite de Sicile, et du Christ; Chambellan, Conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Son Ambassadeur Extraordinaire près Sa Majesté Britannique: —

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivans:

ART. I. A dater du 1^{er} Février 1830, et après cette époque, les Bâtimens Autrichiens qui entreront dans les Ports du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande, ou qui en sortiront, et les Navires Anglais qui entreront dans les Ports de l'Autriche, ou qui en sortiront, ne seront sujets à aucuns droits ou charges, de quelque nature qu'ils soient, autres ou plus considérables que ceux qui sont actuellement, ou pourront, par la suite, être imposés aux Navires indigènes à leur entrée dans ces Ports, ou à leur sortie.

ART. II. Toutes les productions du sol et de l'industrie de tous les Etats soumis à la domination des Hautes Parties Contractantes, dont l'importation dans les Ports Autrichiens et dans les Ports du Royaume Uni, ou l'exportation de ces mêmes Ports, est, ou sera permise, dans les navires indigènes, pourront y être importés, ou en être exportés, exactement de la même manière, dans les Navires appartenans aux Etats de l'autre.

ART. III. Tous les objets qui ne sont pas des productions du sol et de l'industrie des Etats soumis à la domination de Sa Majesté Britannique, et qui peuvent légalement être importés du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande dans les Ports de l'Autriche, sur des Vaisseaux Anglais, ne seront soumis qu'aux mêmes droits que payeroient ces mêmes objets, s'ils étoient importés sur des Vaisseaux Autrichiens. Une exacte réciprocité sera observée dans les Ports du Royaume Uni, par rapport aux objets qui ne sont pas des productions du sol et de l'industrie

1829 which can legally be imported into the Ports of the United Kingdom in Austrian Ships.

ART. IV. All goods, wares, and merchandize which can legally be imported into the Ports of either Country, shall be admitted at the same rate of duty, whether imported in Vessels of the other Country, or in national Vessels; and all goods, wares or merchandize which can be legally exported from the Ports of either Country, shall be entitled to the same bounties, drawbacks, and allowances, whether exported in Vessels of the other Country, or in national Vessels.

ART. V. No priority or preference shall be given, directly or indirectly, by the Government of either Country, or by any Company, Corporation, or Agent, acting on its behalf, or under its authority, in the purchase of any Article the growth, produce, or manufacture of either Country, imported into the other, on account of, or in reference to the national character of the Vessel in which such Article may be imported; it being the true intent and meaning of 'The High Contracting Parties, that no distinction or difference whatever shall be made in this respect.

ART. VI. In respect to the commerce to be carried on in Austrian Vessels with the British Dominions in the East Indies, or now held by the East India Company in virtue of their Charter, His Britannick Majesty consents to grant the same facilities and privileges, in all respects, to the subjects of His Imperial and Royal Apostolick Majesty, as are or may be enjoyed, under any Treaty or Act of Parliament, by the subjects or citizens of the most favoured Nation; subject to the laws, rules, regulations, and restrictions which are or may be applicable to the ships and subjects of any other foreign Country enjoying the like facilities and privileges of trading with the said Dominions.

ART. VII. All the possessions of His Britannick Majesty in Europe, except the British possessions in the Mediterranean Sea, shall, for all the purposes of this Convention, be considered as forming part of the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

des Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et qui peuvent être légalement importés dans les Ports du Royaume Uni sur des Vaisseaux Autrichiens. 1829

ART. IV. Toutes les marchandises et objets de commerce, dont l'entrée dans les Ports de l'un des deux Etats, est permise, seront exactement sujets aux mêmes droits, qu'ils soient importés par les Navires de l'autre Etat, ou par les Bâtimens nationaux; et il sera accordé pour toutes les marchandises et objets de commerce, dont la sortie des Ports des deux Etats est permise, les mêmes primes, remboursemens de droits, et avantages, que l'exportation s'en fasse par les Navires de l'un, ou par ceux de l'autre Etat.

ART. V. Il ne sera donné, indirectement, ni par l'un des deux Gouvernemens, ni par aucune Compagnie, Corporation, ou Agent, agissant en son nom, ou sous son autorité, aucune préférence quelconque, pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie de l'un des deux Etats, importée dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du Navire qui auroit transporté cette production; l'intention bien positive des deux Hautes Parties Contractantes étant, qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

ART. VI. Quant au commerce à faire par les Vaisseaux Autrichiens avec les possessions de Sa Majesté Britannique dans les Indes Orientales, ou au pouvoir de la Compagnie des Indes en vertu de leur Charte, Sa Majesté Britannique consent à accorder aux sujets de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique les mêmes facilités et privilèges dont jouissent, ou pourront jouir, en conséquence de tout Traité ou Acte de Parlement quelconque, les sujets ou citoyens de la Nation la plus favorisée; soumis aux loix, règles, réglemens, et restrictions, qui sont ou peuvent devenir applicables aux Vaisseaux et aux sujets de tout autre Etat jouissant des mêmes facilités et privilèges pour faire le commerce avec les dites possessions.

ART. VII. Toutes les possessions de Sa Majesté Britannique en Europe, à l'exception des possessions Britanniques dans la Méditerranée, seront, pour tous les objets de la présente Convention, censées former partie du Royaume Uni de la Grande Bretagne et de l'Irlande.

406 *Convent. de comm. entre la Gr. Bretagne*

1829 ART. VIII. That Clause of Article VII of the Convention concluded at Paris on the 5th of November 1815, between the Courts of Great Britain, Austria, Prussia, and Russia, which relates to the commerce between the Dominions of His Imperial and Royal Apostolick Majesty, and the United States of the Ionian Islands, is hereby confirmed.

ART. IX. The present Convention shall be in force until the 18th day of March 1836, and further, until the end of twelve Months after either of The High Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same; each of the High Contracting Parties reserving to Itself the right of giving such notice to the other, on, or at any time after, the said 18th day of March 1836; and it is hereby agreed between Them, that, at the expiration of twelve Months after such notice shall have been received by either Party from the other, this Convention, and all the provisions thereof, shall altogether cease and determine.

ART. X. The present Convention shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at London, within one Month from the date hereof, or sooner if possible.

In Witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the Seals of their Arms.

Done at London, the Twenty-first day of December, in the Year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

ABERDEEN.

W. F. VESEY FITZGERALD.

ART. VIII. La Clause de l'Article VII de la Convention conclue à Paris le 5 Novembre 1815, entre les Cours de la Grande Bretagne, de l'Autriche, de la Prusse, et de la Russie, relativement au commerce entre les Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et les Etats Unis des Iles Joniennes, sera maintenue.

ART. IX. La présente Convention restera en vigueur jusqu'au 18 Mars 1836, et au delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des Hautes Parties Contractantes aura annoncé à l'autre son intention de la terminer; chacune des deux Hautes Parties Contractantes se réservant le droit d'en faire à l'autre la déclaration à la date susmentionnée du 18 Mars 1836, ou à telle époque que ce soit après ce jour; et il est convenu entre Elles, qu'à l'expiration de douze Mois après qu'une telle déclaration d'une des Hautes Parties Contractantes aura été reçue par l'autre, cette Convention, et toutes les stipulations y renfermées, cesseront d'être obligatoires pour les deux Parties.

ART. X. La présente Convention sera ratifiée, et les Ratifications en seront échangées à Londres, dans l'espace d'un Mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé les Sceaux de leurs Armes.

Fait à Londres, le Vingt-un Décembre, l'An de Grace mil huit cent vingt-neuf.

ESTERHAZY.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE

des traités renfermés dans ce tome.

1825

- 1825 5 Juill. Convention de limites entre la France et
la Bavière Pag. 1

1827

- 1827 11 Juin Déclaration entre la Prusse et la France
pour terminer le différend qui s'est élevé
sur le district de la Leyen 52
20 Juin Convention de commerce et de navigation
entre l'Hanovre et les Etats-Unis du Mexique 50

1828

- 1828 2 Juill. Traité principal entre l'Autriche, la Prusse,
la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville
libre de Francfort concernant la repartition
des depenses et dettes centrales du ci-devant
grand-duché de Francfort et des dépenses
et dettes départementales de Fulda 6
16 Août Convention entre le gouvernement Prussien
et celui des Pays-Bas, pour réprimer les
délits forestiers dans les forêts limitrophes 54
21 Août Convention conclue entre la France et le
Brésil, relative aux indemnités à donner à
des sujets françois pour la valeur des car-
gaisons et navires françois saisis et captu-
rés par l'escadre brésilienne de la rivière
de la Plata, et définitivement condamnés
par les tribunaux du Brésil 56

- 21 Août Article additionnel signé entre la France et le Brésil, le 21 Août 1828, à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'article 21 du traité d'amitié, de navigation et de commerce du 8 Janvier 1826 Pag. 60 1828

1829

- 10 Janv. Convention entre l'Hanovre et le grand-duché d'Oldenbourg concernant les rapports de navigation et de douanes 62 1829
- 10 Janv. Convention entre le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant l'égalité des droits à observer réciproquement entre les ouvriers des deux grand-duchés 72
- 15 Janv. Convention entre le Danemarck et la Russie concernant le salut maritime entre les vaisseaux de guerre des deux puissances 73
- 22 Janv. Déclaration ministérielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 75
- 9 Févr. Déclaration du gouvernement d'Hayti concernant la réciprocité de commerce et de navigation avec la ville libre de Brème 79
- 20 Févr. Convention entre le duché de Nassau et la ville libre de Francfort pour empêcher les délits forestiers, de chasse et de pêche, sur les frontières respectives 77
- 28 Févr. Convention entre les grand-duchés de Hesse et de Bâde, concernant l'exécution réciproque des jugements rendus dans les deux états 230
- 19 Mars Déclaration ministérielle entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Köthen pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 80
- 24 Avril Convention entre la Saxe royale et le grand-duché de Saxe-Weimar concernant les délits forestiers et de chasse 82
- 8 Mai Traité entre la Hesse grand-ducale et le duché de Nassau pour faciliter le commerce du baillage Nassovien de Reichelsheim 85

1829 27 Mai	Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part	Pag. 90
27 Mai	Traité de commerce et de douanes entre la Hesse électorale et la Hesse grand-ducale	101
12 Juin	Ordonnance du gouvernement Hanovrien concernant l'abolition du droit de déduction par rapport aux héritages exportés dans le royaume de France	109
24 Juin	Traité de paix entre le général Juan Lavallé, gouverneur provisoire et capitaine général de Buenos Ayres et le commandant général des districts de l'intérieur du pays, Manuel Rosas; signé à Canellas	110
3 Juill.	Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Meiningen pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs	111
4 Juill.	Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les droits perçus sur la frontière du territoire prussien du commerce du baillage enclavé de Volkenrode, appartenant au duché de Saxe-Cobourg-Gotha	118
4 Juill.	Traité entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs	124
9 Juill.	Conventions conclues entre le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach d'une part et la Saxe royale, le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, le duché de Saxe-Altenbourg, la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, et la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, la principauté de Reuss-Plauen et de Reuss-Gera de l'autre part, concernant les délits forestiers et de chasse	131
30 Juill.	Convention de cartel conclu entre l'Autriche et le grand-duché de Bâde	135
7 ⁴ Sepr.	Traité de paix entre la Russie et la Porte Ottomane, signé à Adrianople	143

- $\frac{2}{4}$ Sepr. Traité séparé entre la Russie et la Porte Ottomane relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Adrianople Pag.152 1829
- 25 Sepr. Convention entre la Hesse électorale et le duché de Nassau concernant le commerce entre les baillages de Dorheim et de Reichelsheim 156
- 11 Octbr. Convention de commerce entre l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand - duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême 157
- 12 Octbr. Ordonnance de S. A. R. le grand-duc de Hesse concernant la publication des bulles papales: "Provida sollersque" et: "Ad dominici gregis custodiam" 161
- 23 Octbr. Convention définitive entre la Prusse et la France conclue à Sarrebruck, pour régler les limites des deux états respectifs, conformément aux stipulations des traités de Paris du 30^e Mai 1814 et du 20 Novembre 1815 et ensuite de la déclaration signée à Paris le 11 Juin 1827 162
- 30 Octbr. Déclaration du ministère Prussien concernant un arrangement pris avec la Hesse électorale pour la défense des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 175
- 9 Décbr. Traité entre la Prusse et les principautés de Reuss-Schleitz, de Reuss-Lobenstein et de Reuss-Ebersdorf, concernant leur accession au système de douanes prussien 177
- 21 Décbr. Convention de commerce et de navigation entre la Grande Bretagne et l'Autriche 400
- 26 Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 180
- 31 Décbr. Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave souverain de Hesse concernant l'accession de ce dernier par rapport au baillage de Meisenheim au système

- 1829 des douanes et des impôts indirects des provinces occidentales de la monarchie Prussienne Pag. 224

1830

- 1830 7 Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives 232
- 21 Janv. Convention concernant l'exécution du traité de commerce conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235
- $\frac{10}{22}$ Févr. Convention entre la Hesse électorale et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha concernant la répression des délits forestiers dans les forêts limitrophes 237
- 6 Mars Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant l'accession de la principauté de Lichtenberg au système de douanes des provinces occidentales de la monarchie Prussienne 238
- $\frac{17}{29}$ Mars Convention de cartel entre la Prusse et la Russie et la Pologne 244
- 23 Mars Traité entre la Prusse et l'Hanovre concernant les liquidations et les compensations réciproques 256
- 27 Mars Traité de commerce et de douanes entre l'Hanovre, la Hesse électorale, le grand-duché d'Oldenbourg et le duché de Brunswick 334
- 28 Mars Convention entre Sa Majesté le Roi de Danemarck et les Etats-Unis d'Amérique 350
- 29 Mars Déclaration concernant l'abolition du droit de déduction ou de traite-foraine entre l'Hanovre et le canton de Berne 358
- 3 Avril Déclaration entre la Grande Bretagne et le grand-duché d'Oldenbourg concernant l'abolition du droit de déduction entre les deux pays 359
- 2 Juin Déclaration concernant l'abolition du droit de déduction entre le Danemarck et l'Autriche 360

- 5 Juill. Convention entre le général en chef de l'armée française et Son Altesse le dey d'Alger, concernant la reddition de la ville d'Alger 1830
Pag. 362
- 10 Juill. Convention entre la Hesse électorale, le royaume de Saxe et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises 363
- $\frac{23}{8}$ Juill. Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon 373
- 24 Juill. Traité entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg, concernant l'accession de la principauté de Birkenfeld au système de douanes prussien 375
- 26 Juill. Traité de navigation entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg 385
- 9 Août Convention entre les grand-duchés de Hesse et de Bâde concernant la répression des délits forestiers dans les deux états 387
- 14 Sepr. Convention de cartel entre le grand-duché de Hesse et la Bavière 388
- 29 Nav. Ordonnance concernant l'immunité d'impôts des ministres étrangers dans le royaume de Saxe 396
- 30 Nov. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarck et le duché de Schleswic d'un côté et la ville libre et Anseatique de Lubec de l'autre côté 398
-

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Alger.

1830 5 Juill. Convention entre le général en chef de l'armée française et S. A. le Dey d'Alger, concernant la reddition de la ville d'Alger Pag. 362

Amérique (Etats Unis d').

1830 28 Mars Convention avec le Danemarck 350
Angleterre voyez Grande Bretagne.

Anhalt Köthen.

1829 $\frac{8 \text{ Mai}}{24 \text{ Févr.}}$ Déclaration entre la Prusse et le duché d'Anhalt Köthen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon. 80

Autriche.

1828 2 Juill. Traité principal avec la Prusse, la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort concernant la répartition des dépenses et des dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda 6

1829 30 Juill. Convention de cartel avec le grand-duché de Bâde 135

21 Décbr. Convention de commerce et de navigation avec la Grande Bretagne 400

1830 2 Juin Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec le Danemarck 360

Bâde.

1829 $\frac{19 \text{ Mars}}{24 \text{ Avril}}$ Convention avec la Hesse grand-ducale concernant l'exécution réciproque des jugemens rendus dans les deux états 230

30 Juill.	Convention de cartel avec l'Autriche	Pag. 135	1829
9 Août	Convention avec la Hesse grand-ducale concernant la répression des délits forestiers dans les deux états		387 1830

Bavière.

5 Juill.	Convention de limites avec la France		1 1825
2 Juill.	Traité principal avec l'Autriche, la Prusse, la Hesse électorale et la ville libre de Francfort concernant la répartition des dépenses et dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda		1828 6
22 Janv.	Déclaration ministérielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon		1829 75
9 Févr.			
27 Mai	Traité de commerce et de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part.		90
26 Décbr.	Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et le Wurtemberg de l'autre part		180
7 Janv.	Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives		1830 232
27 Janv.	Convention concernant l'exécution du traité de commerce du 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté		235
23 Juill.	Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière, concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon		373
14 Sept.	Convention de cartel avec la Hesse grand-ducale		388

Brême (ville libre de).

1829 20 Févr. Déclaration du gouvernement d'Hayti concernant la réciprocité de commerce et de navigation avec la ville libre de Brême Pag. 79

11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau et le duché de Brunsvic 157

Brésil.

1828 21 Août. Convention conclue avec la France, relative aux indemnités à donner à des sujets françois pour la valeur des cargaisons et navires françois saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil 56

21 Août Article additionnel conclu avec la France à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'art. 21 du traité de l'amitié, de navigation et de commerce du 8 Janvier 1826 60

Brunsvic.

1829 11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau et la ville libre de Brême 157

1830 27 Mars Traité de commerce et de douanes, avec l'Hanovre, la Hesse électorale, et le grand-duché d'Oldenbourg 380

Buenos Ayres (Provinces Unies de Rio de la Plata).

1829 24 Juin Traité de paix entre le général Juan Lavallé, gouverneur provisoire et capitaine général de la province de Buenos Ayres et le commandant général des districts de l'intérieur du pays, Manuel Rosas 110

Danemarc.

15 Janv. Convention avec la Russie concernant le salut maritime entre les vaisseaux de guerre des deux puissances 73

1830 28 Mars Convention avec les Etats-Unis d'Amérique 350

2 Juin Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec l'Autriche 360

- 2 Juin Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec l'Autriche Pag. 360 1830
 30 Nov. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarck et le duché de Schleswic d'un côté et la ville libre et Anseatique de Lubec de l'autre côté 398

France.

- 5 Juill. Convention de limites avec la Bavière 1 1825
 11 Juin. Déclaration entre la France et la Prusse pour terminer le différend qui s'est élevé sur le district de la Leyen 1827 52
 21 Août Convention conclue avec le Brésil, relative aux indemnités à donner à des sujets français pour la valeur des cargaisons et navires français saisis et capturés par l'escadre brésilienne de la rivière de la Plata, et définitivement condamnés par les tribunaux du Brésil 1828 56
 21 Août Article additionnel conclu avec le Brésil, à l'effet de fixer d'une manière précise le sens de l'art. 21 du traité d'amitié, de navigation et de commerce du 8 Janvier 1826 60
 12 Juin Ordonnance du gouvernement Hanovrien concernant l'abolition du droit de détraction par rapport aux héritages exportés dans le royaume de France 1829 109
 23 Octr. Convention définitive avec la Prusse, conclue à Sarrebruck, pour régler les limites des deux états respectifs, conformément aux stipulations des traités de Paris du 30 Mai 1814 et du 20 Novembre 1815 et ensuite de la déclaration signée à Paris le 11 Juin 1827 162
 5 Juill. Convention entre le général en chef de l'armée française et S. A. le Dey d'Alger, concernant la reddition de la ville d'Alger 1830 362
 Francfort (ville libre de).
 28 Févr. Convention avec le duché de Nassau pour empêcher les délits forestiers, de chasse et de pêche, sur les frontières respectives 1829 77
 Grande Bretagne.
 21 Décbr. Convention de commerce et de navigation avec l'Autriche 400

- 1830 3 Avril Déclaration entre la Grande Bretagne et le grand duché d'Oldenbourg concernant l'abolition du droit de détraction entre les deux pays Pag: 359

Hanovre.

- 1827 20 Juin Convention de commerce et de navigation avec les Etats-Unis du Mexique 50
- 1829 10 Janv. Convention avec le grand-duché d'Oldenbourg concernant les rapports de navigation et de douanes. 62
- 12 Juin Ordonnance concernant l'abolition du droit de détraction par rapport aux héritages exportés dans le royaume de France 109
- 11 Octr. Convention de commerce avec la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brème 157
- 1830 23 Mars Traité avec la Prusse concernant les liquidations et les compensations réciproques 256
- 27 Mars Traité de commerce et de douanes avec la Hesse électorale, le grand-duché d'Oldenbourg et le duché de Brunsvic 334
- 29 Mars Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction ou de traite-foraine entre l'Hanovre et le canton de Berne 358

Hayti.

- 1829 20 Févr. Déclaration concernant la réciprocité de commerce et de navigation avec la ville libre de Brème 79

Hesse électorale.

- 1828 2 Juill. Traité principal avec l'Autriche, la Prusse, la Bavière et la ville libre de Francfort concernant la repartition des dépenses et dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda 6
- 1829 27 Mai Traité de commerce et de douanes avec la Hesse grand-ducale 107
- 25 Sept. Convention avec le duché de Nassau concernant le commerce entre les baillages de Dorheim et de Reichelsheim 156

11 Octr.	Convention de commerce avec l'Hanovre, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême	1829
	Pag. 157	
30 Octr.	Déclaration concernant un arrangement pris avec la Prusse pour la défense des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon	175
$\frac{10}{22}$ Févr.	Convention avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha concernant la répression des délits forestiers dans les forêts limitrophes	1830
	237	
27 Mars	Traité de commerce et de douanes avec l'Hanovre, le grand-duché d'Oldenbourg et le duché de Brunsvic	334
10 Juill.	Convention avec le royaume de Saxe et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises	363

Hesse grand-ducale.

19 Mars	Convention avec le grand-duché de Bâde,	1829
24 Avril	concernant l'exécution réciproque des jugemens rendus dans les deux états	230
27 Mai	Traité avec le duché de Nassau pour faciliter le commerce du baillage Nassovien de Reichelsheim	85
27 Mai	Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part	90
27 Mai	Traité de commerce et de douanes avec la Hesse électorale	101
12 Octr.	Ordonnance de S. A. R. le grand-duc de Hesse concernant la publication des bulles papales: "Provida sollersque" et "Ad dominici gregis custodiam"	161
26 Décbr.	Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part	180
7 Janv.	Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et	1830

- le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives Pag. 223
- 1830 21 Janv. Convention concernant l'exécution du traité de commerce conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235
- 9 Août Convention avec le grand-duché de Bâde concernant la répression des délits forestiers dans les deux états 387
- 14 Septr. Convention de cartel avec la Bavière 388
- Hesse Hombourg.**
- 1829 31 Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession du baillage de Meisenheim au système des douanes et des impôts indirects des provinces occidentales de la monarchie Prussienne 224
- Lubec (ville libre de).**
- 1830 30 Nov. Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction avec le Danemarck et le duché de Schleswic 398
- Mecklenbourg - Schwerin.**
- 1829 10 Janv. Convention avec le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz, concernant l'égalité des droits à observer réciproquement entre les ouvriers des deux grand-duchés 72
- Mecklenbourg - Strelitz.**
- 1829 10 Janv. Convention avec le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, concernant l'égalité des droits à observer réciproquement entre les ouvriers des deux grand-duchés 72
- Mexique (Etats-Unis du).**
- 1827 20 Juin Convention de commerce et de navigation avec l'Hanovre 50
- Nassau.**
- 1829 28 Févr. Convention avec la ville libre de Francfort pour empêcher les délits forestiers, de chasse et de pêche, sur les frontières respectives 77
- 27 Mai Traité avec la Hesse grand-ducale pour faciliter le commerce du baillage Nassovien de Reichelsheim 85

25 Sepr.	Convention avec la Hesse électorale concernant le commerce entre les baillages de Dorheim et de Reichelsheim	Pag. 156	1829
11 Octr.	Conv.de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême	157	
	Oldenbourg.		
10 Janv.	Convention avec l'Hanovre, concernant les rapports de navigation et de douanes	62	1829
11 Octr.	Convention avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême	157	
27 Mars	Traité de commerce et de douanes avec l'Hanovre, la Hesse électorale et le duché de Brunsvic	334	1830
3 Avril	Déclaration entre la Grande Bretagne et le grand-duché d'Oldenbourg concernant l'abolition du droit de détraction entre les deux pays	359	
24 Juill.	Traité avec la Prusse, concernant l'accession de la principauté de Birkenfeld, au système de douanes prussien	375	
26 Juill.	Traité de navigation avec la Prusse	385	
	Pays - Bas.		
16 Août	Convention avec la Prusse, pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes	54	1828
	Pologne.		
$\frac{17}{9}$ Mars	Convention de cartel avec la Prusse	244	1830
	Porte-Ottomane.		
$\frac{2}{4}$ Sepr.	Traité de paix avec la Russie, signé à Adrianople	143	1829
$\frac{2}{4}$ Sepr.	Traité séparé avec la Russie relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Adrianople	152	
	Prusse.		
11 Juin	Déclaration entre la Prusse et la France pour terminer le différend qui s'est élevé sur le district de la Leyen	52	1827
2 Juill.	Traité principal avec l'Autriche, la Bavière, l'électorat de Hesse et la ville libre de Francfort concernant la répartition des dé-		1828

	penses et dettes centrales du ci-devant grand-duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda	Pag. 6
1828	16 Août	Convention avec les Pays-Bas pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes 54
1829	22 Janv.	Déclaration ministérielle entre la Prusse et la Bavière concernant la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 75
	9 Févr.	
	8 Mai	Déclaration ministérielle entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Köthen, pour la protection des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 80
	21 Févr.	
	27 Mai	Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part 90
	3 Juill.	Traité avec le duché de Saxe-Meiningen pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 111
	4 Juill.	Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les droits perçus sur la frontière du territoire prussien du commerce du baillage enclavé de Volkenrode, appartenant au duché de Saxe-Cobourg-Gotha 118
	4 Juill.	Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha pour faciliter réciproquement le commerce entre leurs sujets respectifs 124
	23 Octr.	Convention définitive avec la France, conclue à Sarrebruck, pour régler les limites des deux états respectifs conformément aux stipulations des traités de Paris du 30 Mai 1814 et du 20 Novembre 1815 et ensuite de la déclaration signée le 11 Juin 1827 162
	30 Octr.	Déclaration concernant un arrangement avec la Hesse électorale pour la défense des droits des auteurs et des libraires contre la contrefaçon 175
	9 Décbr.	Traité avec les principautés de Reuss-Schleitz, de Reuss-Lobenstein et de Reuss-Ebersdorf concernant leur accession au système de douanes prussien 177

- 26 Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part Pag. 180 1829
- 31 Décbr. Traité avec S. A. S. le landgrave souverain de Hesse concernant l'accession du baillage de Meisenheim au système des douanes et des impôts des provinces occidentales de la monarchie prussienne 224
- 7 Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives 232 1830
- 21 Janv. Convention concernant l'exécution du traité de commerce conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235
- 6 Mars Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant l'accession de la principauté de Lichtenberg au système de douanes des provinces occidentales de la monarchie prussienne 238
- 17 Mars Convention de cartel avec la Russie et la Pologne 244
- 23 Mars Traité avec l'Hanovre concernant les liquidations et les compensations réciproques 256
- 24 Juill. Traité avec le grand-duché d'Oldenbourg concernant l'accession de la principauté de Birkenfeld au système de douanes prussien 375
- 26 Juill. Traité de navigation avec le grand-duché d'Oldenbourg 385

Reuss - Ebersdorf.

- 9 Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession au système de douanes prussien 177 1829

Reuss - Gera.

- 9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 131 1829

Reuss - Lobenstein.

1829 9 Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession au système de douanes prussien Pag. 177

Reuss - Plauen.

1829 9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse. 131

Reuss - Schleitz.

1829 9 Décbr. Traité avec la Prusse concernant l'accession au système de douanes prussien 177

Russie.

1829 15 Janv. Convention avec le Danemarck, concernant le salut maritime entre les vaisseaux de guerre des deux puissances 73
 $\frac{2}{24}$ Septr. Traité de paix avec la Porte Ottomane, signé à Adrianople 143
 $\frac{2}{24}$ Septr. Traité séparé avec la Porte Ottomane, relatif aux principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Adrianople 152
 1830 $\frac{17}{29}$ Mars Convention de cartel avec la Prusse 244

Saxe (royale).

1829 $\frac{11}{15}$ Mai Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar concernant les délits forestiers et de chasse 82
 9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 131
 11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, le grand-duché d'Oldenbourg, le grand-duché de Saxe-Weimar, le duché de Nassau, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême 157
 1830 10 Juill. Convention avec la Hesse électorale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises 363
 $\frac{23}{16}$ Juill. Déclaration entre la Saxe royale et la Bavière concernant la protection à accorder réciproquement aux auteurs et aux libraires contre la contrefaçon 373

29 Nov. Ordonnance concernant l'immunité d'impôts 1830
des ministres étrangers Pag. 396

Saxe-Altenbourg.

9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe- 1829
Weimar-Eisenach, concernant les délits
forestiers et de chasse 131

Saxe-Cobourg-Gotha.

4 Juill. Traité avec la Prusse, concernant les droits 1829
perçus sur la frontière du territoire prus-
sien, du commerce du baillage enclavé
de Volkenrode, appartenant au duché de
Saxe-Cobourg-Gotha 118

4 Juill. Traité avec la Prusse pour faciliter réci-
proquement le commerce entre leurs sujets
respectifs 124

9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-
Weimar-Eisenach, concernant les délits
forestiers et de chasse 131

12 Févr. Convention avec la Hesse électorale con- 1830
cernant la répression des délits forestiers
dans les forêts limitrophes 237

6 Mars Traité avec la Prusse, concernant l'accès-
sion de la principauté de Lichtenberg au
système de douanes des provinces occiden-
tales de la monarchie prussienne 238

Saxe-Meiningen.

3 Juil. Traité avec la Prusse pour faciliter réci- 1829
proquement le commerce entre leurs sujets
respectifs 111

Saxe-Weimar-Eisenach.

11 Mai Convention avec la Saxe royale, concer- 1829
nant les délits forestiers et de chasse 82

15 Avril
9 Juill. Conventions conclues avec la Saxe royale,
le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, le
duché de Saxe-Altenbourg, la principauté
de Schwarzbourg-Roudolstadt et la prin-
cipauté de Schwarzbourg-Sondershausen,
la principauté de Reuss-Plauen et de Reuss-
Gera, concernant les délits forestiers et
de chasse 131

- 1829 11 Octr. Convention de commerce avec l'Hanovre, la Hesse électorale, la Saxe royale, le grand-duché d'Oldenbourg, le duché de Brunsvic et la ville libre de Brême Pag. 157
- 1830 10 Juill. Convention avec la Hesse électorale et le grand-duché de Saxe-Weimar, concernant la réduction des droits d'entrée de certaines marchandises 363

Schwarzbourg - Roudolstadt.

- 1829 9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse. 131

Schwarzbourg - Sondershausen.

- 1829 9 Juill. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les délits forestiers et de chasse 131

Suisse.

- 1830 29 Mars Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction ou de traite-foraine entre l'Hanovre et le canton de Berne 358

Wurtemberg.

- 1829 27 Mai Traité de commerce et de douanes entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 90
- 26 Décbr. Convention de douanes en exécution du traité de commerce et de douanes conclu le 27 Mai 1829 entre la Bavière et le Wurtemberg d'une part et la Prusse et la Hesse grand-ducale de l'autre part 180
- 1830 7 Janv. Convention entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté, concernant le commerce sur les frontières respectives 232
- 21 Juin Convention concernant l'exécution du traité de commerce, conclu le 27 Mai 1829 entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre côté 235

E r r a t a.

Pag.	Ligne	<i>au lieu de</i>	<i>lisez</i>
60	3	— — — Aoùt	— Aoùt
72	15	— — — reciproquement	— réciproquement
110	8	— — — Canellas	— Cannelas
129	1	— — — Weimar	— Cobourg
130	1	— — — W.	— C.
143	3	— — — Andrinople	— Adrianople
152	5	— — — Andrinople	— Adrianople
161	23	— — — publica tion	— publica- tion
230	24	— — — Bade	— Badé
	25	— — — reciproque	— réciproque
266	1	— — — liquidation	— liquidation
381	1	— — — de Saxe Weimar	— d'Oldenbourg.

